



مِنظمة التعاون الإسلامي
ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

SEIZIEME RAPPORT
DE L'OCI SUR

L'ISLAMOPHOBIE

Février 2023 – Avril 2024

2023-2024

PRESENTE

**à la 50ème Session du Conseil des Ministres
des Affaires étrangères**



منظمة التعاون الإسلامي

ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

SEIZIEME RAPPORT
DE L'OCI SUR

L'ISLAMOPHOBIE

Février 2023 – Avril 2024

PRESENTE
à la 50ème Session du Conseil des Ministres
des Affaires étrangères



A PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE DE L'OCI

L'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI est une unité spécialisée, ou un centre, qui opère actuellement sous la supervision du Département des affaires politiques du Secrétariat général de l'OCI. L'Observatoire fonctionne depuis environ 17 ans maintenant, il a commencé en 2007, précisément depuis la 34^{ème} session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères tenue à Islamabad.

Sa création a été motivée par trois facteurs principaux: la vague massive de sentiments anti-islamiques en Occident après le 11 septembre ; la tendance croissante à l'islamophobie qui cherche à diffamer et à dénigrer l'islam par la déformation et la perception erronée ; et l'introduction de lois dans certains pays non islamiques qui discriminent ou ciblent spécifiquement les minorités musulmanes. Dans l'ensemble, il s'agit d'une question très préoccupante pour le monde musulman, d'où la nécessité de lutter contre l'islamophobie affirmée lors de la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet, qui s'est tenue à La Mecque en 2005. En bref, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI est une mise en œuvre de la recommandation formulée par les dirigeants du monde musulman lors de la troisième session extraordinaire du sommet islamique.

Le mandat particulier confié à l'Observatoire est de surveiller toutes les formes d'islamophobie, de faire rapport à tous les États membres et de traiter la question en coopération avec les gouvernements et les ONG. Sur la base de ce mandat, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI surveille quotidiennement les manifestations d'islamophobie, lit les tendances et dessine des cartes sur la manière dont la situation liée à l'islamophobie évolue au fil du temps ; des rapports, des recommandations politiques et des mesures visant à résoudre le problème de l'islamophobie sont ensuite mis en place.



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS par le Secrétaire général de l'OCI

TENDANCE EN MATIÈRE D'ISLAMOPHOBIE

POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE ET QUESTIONS NÉCESSITANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

RECOMMANDATIONS

MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE

Discrimination

Politique islamophobe

Extrême-droite

Agression verbale et physique

Discours de haine et haine en ligne

Diffamation du voile, du hijab et de la burqa

SONDAGE ET RAPPORT

ÉVOLUTION POSITIVE

Contrepoids à l'extrême droite

Politique publique

Décision de la Cour et procès

Enquête et arrestation

Opinions positives sur l'islam

Développement positif de l'inter-confessionnalité

Soutien à la mosquée

Développement positif sur le Hijab

LISTE DES INCIDENTS :

- I. Incident lié à la mosquée et au centre islamique*
- II. Incident ciblant un individu musulman*
- III. Incident ciblant des exemplaires du Saint Coran*
- IV. Incident ciblant la figure la plus connue de l'islam*
- V. Incident lié au Hijab*

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCI



J'ai l'honneur de présenter le 16^{ème} rapport annuel sur l'islamophobie à tous les États membres lors de la 50^{ème} session du Conseil des ministres des affaires étrangères (CMAE). Ce rapport détaillé a été méticuleusement préparé par l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI, un centre spécialisé opérant sous les auspices du Département des affaires politiques du Secrétariat général. Le mandat principal de l'Observatoire est de surveiller et de documenter avec diligence les incidents d'islamophobie, de haine, de racisme et de discrimination visant les musulmans dans le monde entier, ainsi que toute action dirigée contre la religion de l'islam elle-même. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) reste déterminée à faire de ce rapport un outil efficace de sensibilisation aux défis pressants posés par l'islamophobie et aux innombrables difficultés auxquelles sont confrontées les communautés musulmanes à travers le monde.

Ce rapport remplit un mandat crucial confié au secrétariat général de l'OCI, qui est de surveiller toutes les formes d'islamophobie, d'en rendre compte à tous les États membres et de s'attaquer à ce problème de manière proactive. Dans ce document exhaustif, le Secrétariat général présente un catalogue

codifié des diverses manifestations d'islamophobie qui ont gravement perturbé les aspects généraux de la vie des musulmans à travers le monde depuis la précédente session du CMAE. Nous espérons que ce rapport constituera une ressource précieuse dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre l'islamophobie et promouvoir une meilleure compréhension, une plus grande tolérance et un plus grand respect de la foi islamique et de ses adeptes.

L'islamophobie représente l'une des menaces les plus insidieuses pour la liberté religieuse, les droits de l'homme et la cohésion sociale dans le monde d'aujourd'hui. Ce qui n'était au départ qu'une peur irrationnelle ou une aversion pour l'islam s'est transformé en quelque chose de bien plus sinistre : un mélange toxique de haine raciale, d'intolérance, de préjugés et de discrimination délibérément attisé par des groupes d'extrême-droite.

Les conséquences ont été dévastatrices pour les communautés musulmanes du monde entier qui ont subi des persécutions, la profanation de symboles sacrés, des insultes à l'encontre de personnalités religieuses vénérées, le vandalisme de mosquées et de centres islamiques, et même des crimes violents motivés par la haine. Ces actes répréhensibles visent à enflammer les sentiments, à provoquer l'indignation et à perturber la coexistence pacifique des différentes confessions. Ne vous y trompez pas : l'islamophobie n'est pas seulement une menace pour les musulmans, mais une attaque contre les principes mêmes de justice, d'égalité, de liberté et de dignité humaine qui sont à la base de la civilisation moderne. Elle avilit les réalisations collectives de l'humanité et se moque des sacrifices consentis pour mettre en place des institutions destinées à sauvegarder nos valeurs et nos droits universels.

Pour faire face à cette crise naissante, la communauté internationale doit apporter une réponse coordonnée et multilatérale, fondée sur le dialogue, la coopération et la solidarité. Nous devons prendre des mesures juridiques, culturelles, religieuses, académiques, politiques et humanitaires concertées pour sensibiliser l'opinion, contrer les récits de haine, promouvoir le pluralisme religieux et la compréhension mutuelle.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a été à l'avant-garde de ces efforts, œuvrant sans répit à la lutte contre l'islamophobie par des actions de

sensibilisation, un engagement positif avec diverses parties prenantes et des initiatives soutenues visant à favoriser la coexistence pacifique et le respect mutuel entre les confessions. Pourtant, notre travail est loin d'être achevé. L'islamophobie se poursuit sans relâche, se propageant à travers le monde de manière alarmante et exigeant une réponse appropriée et résolue de la part des décideurs du monde islamique. Nous devons redoubler d'efforts pour mettre en place des politiques et des actions fermes et déterminées, tant au niveau national qu'international, afin d'éradiquer ce fléau une fois pour toutes.

Le fléau de l'islamophobie reste un phénomène pernicious et profondément troublant qui affecte les sociétés du monde entier. Le présent rapport annuel expose les dures réalités et les expériences vécues par les communautés musulmanes qui ont subi des actes de discrimination, de haine et de violence motivés par une peur irrationnelle et une animosité à l'égard de leur religion et de leurs croyances.

Les données compilées dans ce rapport nous rappellent que l'islamophobie n'est pas un problème passager, mais plutôt un problème systémique qui s'est généralisé et est devenu plus insidieux au cours des dernières années. Les témoignages recueillis ici révèlent que l'islamophobie transcende les frontières et se manifeste sous diverses formes, depuis les attaques physiques et le vandalisme des mosquées jusqu'à la discrimination institutionnelle en matière d'emploi, d'éducation et de services publics.

Le plus déconcertant est peut-être que le rapport montre comment la profanation et l'autodafé public du Saint Coran se sont transformés en manifestations provocatrices qui enflamment délibérément les sensibilités religieuses. Ces actes ignobles, souvent perpétrés par des éléments d'extrême droite, représentent non seulement une violation du sacré, mais aussi une attaque directe contre les valeurs de respect mutuel et de solidarité qui devraient nous unir en tant que famille humaine.

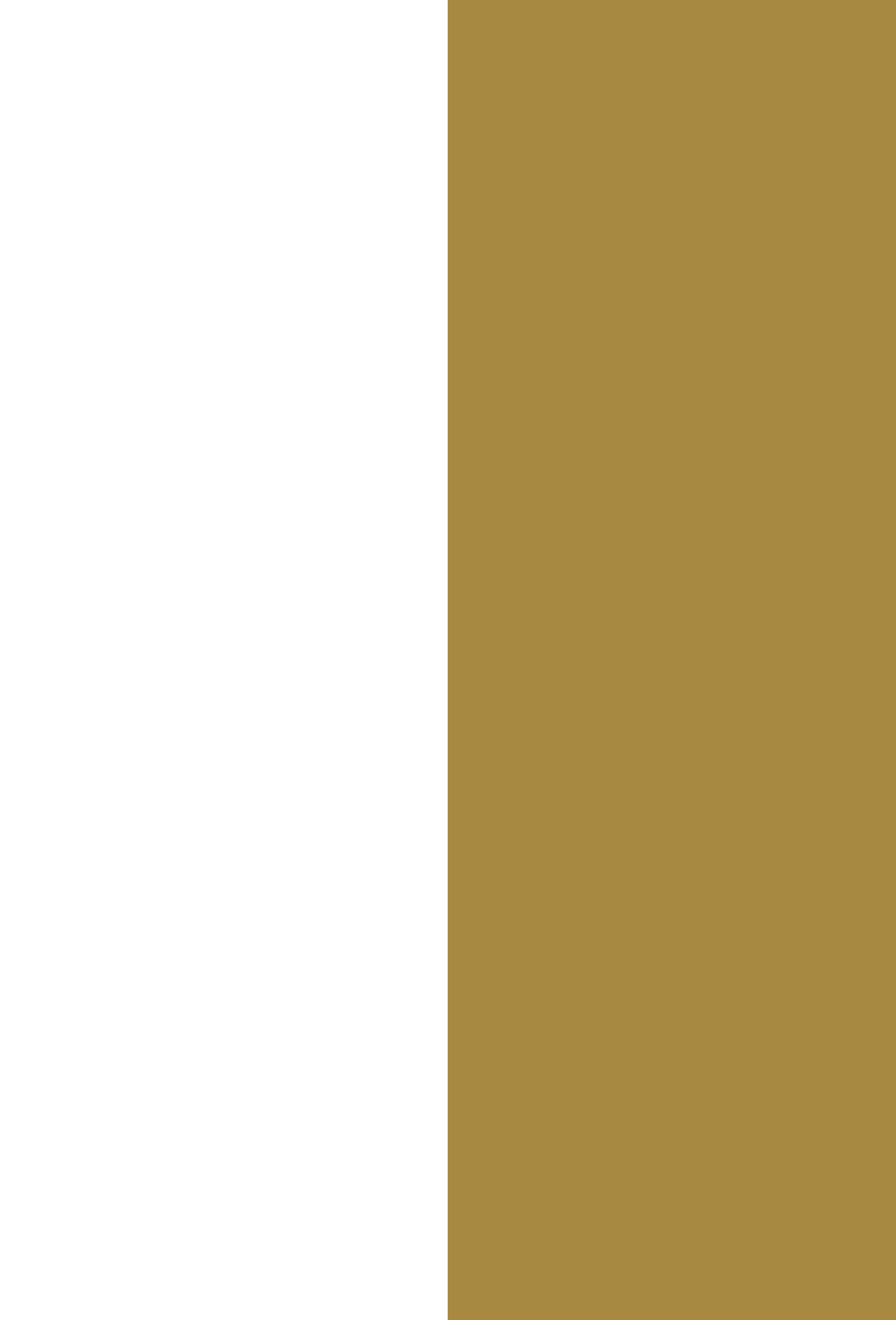
Bien que les conclusions dressent un portrait sombre, ce rapport est plus qu'une simple archive des injustices. Il constitue un appel urgent à l'action pour les gouvernements, la société civile, les chefs religieux et les citoyens avertis afin qu'ils s'unissent contre les forces de la haine, du sectarisme et de la

division. La lutte contre l'islamophobie nécessite des protections juridiques solides, un engagement proactif avec les communautés musulmanes et des initiatives éducatives qui démantèlent les stéréotypes et promeuvent le pluralisme.

En fin de compte, notre capacité collective à défendre la liberté religieuse, à célébrer la diversité et à favoriser la cohésion sociale dépend de la lutte contre l'islamophobie dans toutes ses manifestations. Le présent rapport annuel fournit une base de données essentielle – il nous incombe à tous de l'étudier, d'en tirer les leçons et de traduire ses enseignements en actions significatives qui rendront le monde plus juste, plus inclusif et plus harmonieux pour toutes les personnes, quelles que soient leurs croyances. Notre sécurité collective, les droits de l'homme universels et le tissu même de notre cohésion sociale en dépendent.

En présentant ce 16ème rapport annuel sur l'islamophobie, j'exhorte tous les États membres à traiter cette question avec la plus grande urgence et à consacrer des ressources importantes à la défense de la liberté de culte, à la célébration de la diversité et au rejet de toutes les formes de haine, de sectarisme et de préjugés.

**TENDANCE DE
L'ISLAMOPHOBIE
(février 2023-avril 2024)**



TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE (février 2023-avril 2024)

L'islamophobie désigne un ensemble complexe de sentiments négatifs et de préjugés dirigés non seulement contre les musulmans en tant qu'individus, mais aussi contre tout ce qui est associé à la religion de l'islam elle-même. Il s'agit notamment de la peur, de la haine et de la discrimination à l'égard des mosquées, des centres islamiques, du Saint Coran, des hijabs, de la nourriture halal, des noms à consonance arabe, des hommes portant la barbe, de l'appel à la prière, des minarets, des dômes et d'autres symboles et pratiques islamiques. L'islamophobie se manifeste par la stigmatisation, le racisme et le traitement discriminatoire dans la vie quotidienne, dans les médias, sur le lieu de travail et dans la sphère politique. Au fond, elle réside dans l'esprit des individus et des communautés, engendrant des attitudes offensantes et intolérantes. Dans ses formes extrêmes, l'islamophobie conduit à des actions violentes telles que l'incendie de mosquées, le vandalisme, les violences verbales et physiques à l'encontre des femmes portant le hijab, l'insulte au prophète Mahomet (que la paix soit avec lui), la diffamation de figures islamiques vénérées ou la profanation de symboles islamiques sacrés.

L'islamophobie est répandue non seulement dans les sociétés non musulmanes, mais aussi au sein des populations musulmanes. Toutefois, des preuves empiriques suggèrent que l'islamophobie tend à être plus prononcée dans les sociétés non musulmanes ou dans les régions où les musulmans sont numériquement minoritaires par rapport à la population majoritaire. Le fait d'être une minorité n'est pas le seul facteur de l'islamophobie, car ses racines peuvent varier d'un endroit à l'autre. Dans certains cas, l'islamophobie peut résulter d'une dynamique politique interne ou d'un marchandage par le parti au pouvoir. Parfois, elle est institutionnalisée par des politiques gouvernementales. Souvent, l'islamophobie est liée à des questions telles que le chômage, l'immigration et les réfugiés. Dans d'autres cas, elle apparaît comme un contrecoup à la suite d'incidents terroristes. Dans un monde de plus en plus interconnecté, l'islamophobie peut également apparaître à la suite d'événements qui se déroulent dans des régions éloignées du globe. Par

essence, l'islamophobie peut être alimentée par de multiples facteurs dans divers contextes et dimensions.

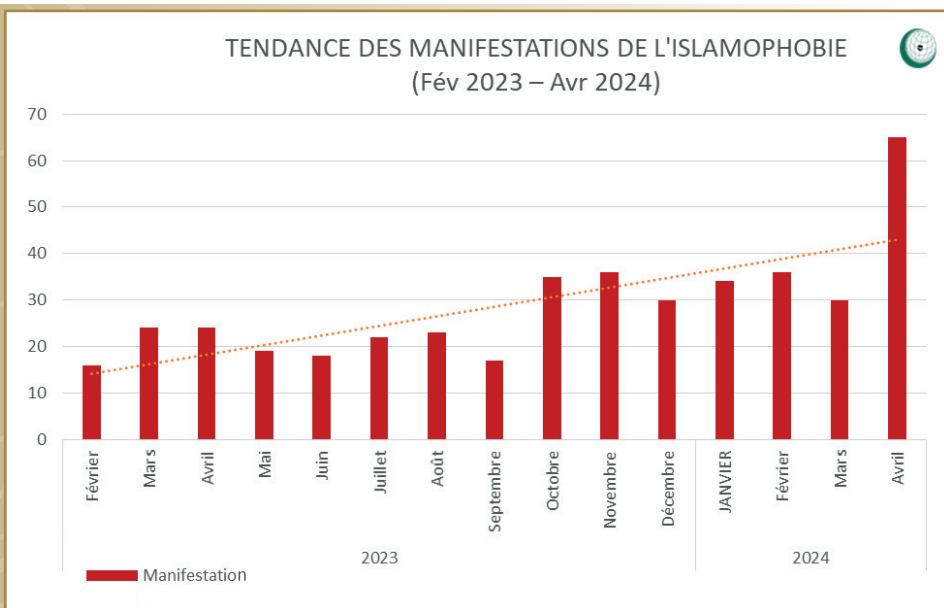
Au cours de la période de 15 mois allant de février 2023 à avril 2024, l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI est resté vigilant en surveillant les incidents, en examinant minutieusement les sentiments du public et en analysant les documents qui pourraient potentiellement servir d'indicateurs d'islamophobie. L'Observatoire a examiné diverses sources, y compris les rapports d'actualité, les plateformes de médias sociaux, les politiques gouvernementales et les déclarations publiques, afin d'identifier et de documenter tous les cas de discrimination, de haine ou de préjugés dirigés contre les musulmans ou les pratiques islamiques. Ce processus de suivi visait à fournir une vue d'ensemble des tendances et modèles dominants de l'islamophobie dans différentes régions et contextes. Les informations recueillies au cours de cette période ont ensuite été soigneusement compilées et présentées dans ce rapport, offrant aux États membres une compréhension détaillée et nuancée des défis permanents posés par l'islamophobie.

Dans l'ensemble, ce rapport devrait servir de ressource permettant aux décideurs politiques et aux parties prenantes de saisir les multiples facettes de l'islamophobie et de ses manifestations dans différentes sphères, y compris les domaines politique, social et culturel. En faisant la lumière sur ces tendances, le rapport fournit aux États membres les éléments nécessaires pour élaborer des stratégies, des politiques et des initiatives éclairées et adaptées afin de lutter efficacement contre l'islamophobie et de promouvoir une meilleure compréhension, la tolérance et le respect des droits et de la dignité des communautés musulmanes dans le monde entier.

Voici un résumé des tendances en matière d'islamophobie au cours de la période de 15 mois allant de février 2023 à avril 2024 :

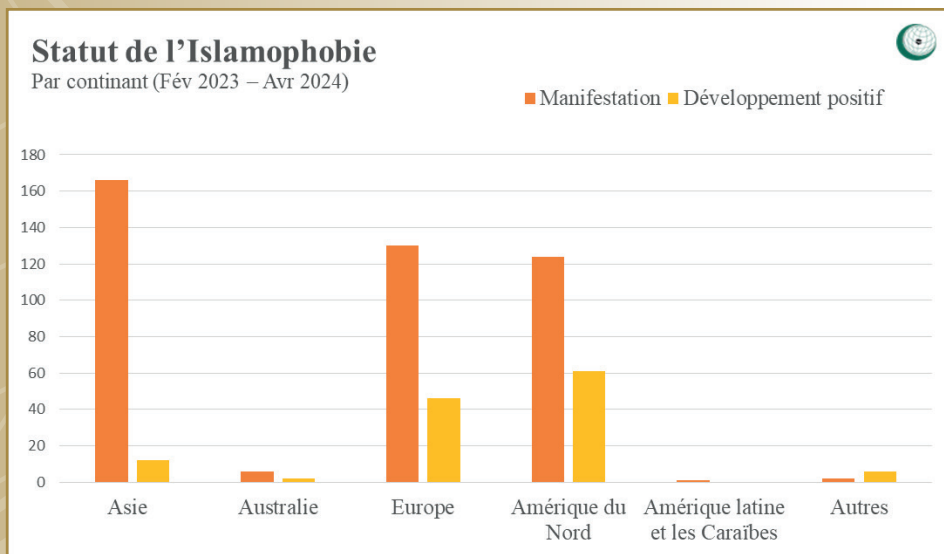


Tout au long de l'année 2023, l'islamophobie présente un profil fluctuant avec des augmentations et des diminutions périodiques, mais un pic significatif à la hausse est observé vers la fin de la période, plus précisément en avril 2024. Cette tendance inquiétante à la hausse dans la dernière partie de la période pourrait être le signe d'une multitude de facteurs contribuant à l'aggravation des tensions et de la discrimination à l'encontre de la communauté musulmane.



Les tensions sociopolitiques dans des régions comme Gaza, où des conflits et une instabilité de longue date ont pu exacerber les préjugés existants et alimenter les sentiments islamophobes, pourraient être l'un des facteurs à

l'origine de ce pic inquiétant. En outre, les difficultés économiques rencontrées par l'Europe et d'autres régions du monde à la suite de la guerre en Ukraine pourraient avoir pesé sur les ressources et perpétué un environnement propice à la désignation de boucs émissaires et à la discrimination à l'encontre des groupes minoritaires, y compris les musulmans. En outre, les tensions géopolitiques et les conflits au Moyen-Orient, associés aux tensions accrues entre divers groupes sociaux pendant les périodes électorales dans des pays comme l'Inde, ont pu collectivement amplifier la rhétorique de division et favoriser une atmosphère d'intolérance, contribuant en fin de compte à la montée des manifestations islamophobes dans le monde.



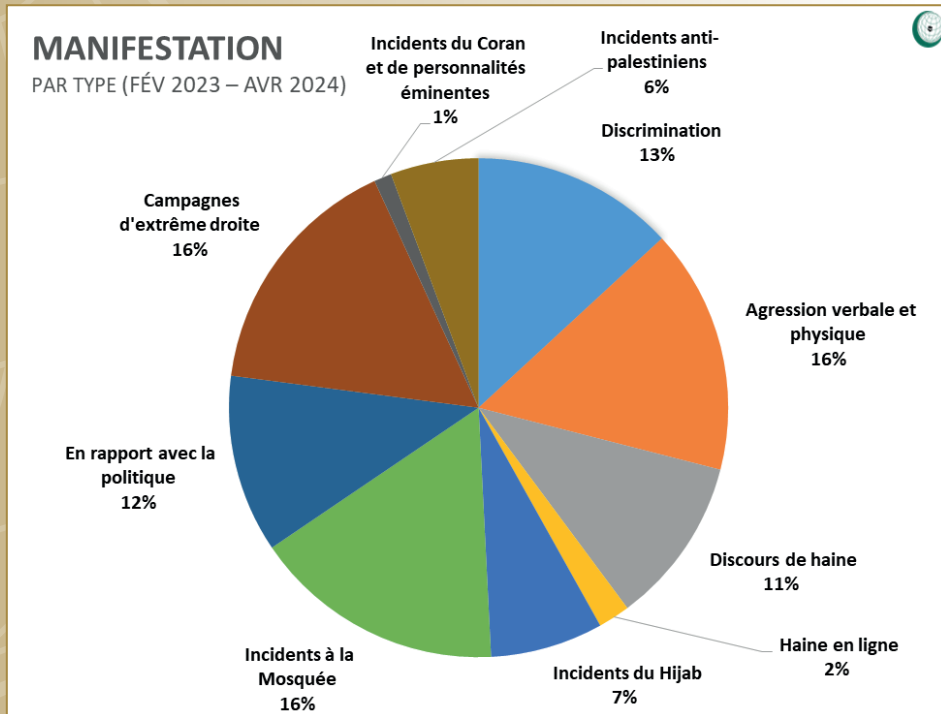
L'observation des différents continents au cours de la période allant de février 2023 à avril 2024 montre que les manifestations d'islamophobie sont plus nombreuses que les évolutions positives dans la plupart des régions.

L'Asie semble avoir connu le plus grand nombre d'incidents islamophobes au cours de cette période, dépassant largement les autres continents. L'Europe et l'Amérique du Nord ont également connu des niveaux notables d'islamophobie, bien que moins graves qu'en Asie. Si la lutte contre l'islamophobie a connu quelques évolutions positives dans ces régions, les manifestations l'ont largement emporté sur les progrès accomplis. Il est intéressant de noter que l'Observatoire n'a constaté aucune évolution positive en Australie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui laisse supposer un manque d'efforts pour lutter contre l'islamophobie dans ces

régions, ou simplement une disponibilité et une accessibilité moindres des informations pertinentes. Dans l'ensemble, l'Observatoire souligne la prévalence mondiale de l'islamophobie et la nécessité d'efforts concertés pour lutter contre ce problème dans toutes les régions.

Le segment le plus important, qui représente 17% des incidents, se situe dans la catégorie des « agressions verbales et physiques ». Cette statistique alarmante met en évidence la prévalence de la violence directe et des attaques visant des individus en raison de leur foi islamique ou de leur apparence. Les catégories « Campagnes d'extrême droite » et « Discrimination » sont étroitement liées, avec respectivement 17% et 14%. Ces chiffres témoignent des efforts organisés par des groupes extrémistes pour propager des récits antimusulmans et des pratiques discriminatoires dans diverses sphères de la vie, telles que l'emploi, l'éducation et les services publics.

Les manifestations liées à la politique représentent 12% du total des manifestations, ce qui indique que l'islamophobie est également institutionnalisée par les politiques et les réglementations gouvernementales dans certains contextes. Les discours de haine représentent 12% des cas, reflétant la normalisation de la rhétorique antimusulmane et la diffusion de stéréotypes nuisibles sur diverses plateformes. Les incidents liés aux mosquées (18%) et aux hijabs (8%) visent spécifiquement les lieux de culte islamiques et les vêtements religieux portés par les femmes musulmanes, soulignant la vulnérabilité de ces symboles face aux actes de vandalisme et de harcèlement. Si la haine en ligne (2%) semble relativement faible, elle représente une tendance préoccupante à la prolifération de contenus islamophobes dans les espaces numériques.



Les données empiriques montrent de manière frappante que l'Inde représente une part extrêmement élevée du total des incidents enregistrés, dépassant de loin tous les autres pays, potentiellement en raison des tensions religieuses et de la marginalisation de sa minorité musulmane. Cette statistique alarmante met en évidence les niveaux profondément inquiétants de discrimination et d'intolérance auxquels est confrontée la minorité musulmane de l'Inde. La forte prévalence des incidents islamophobes en Inde montre qu'il est urgent de déployer des efforts concertés pour lutter contre les tensions religieuses, promouvoir l'intégration et protéger les droits des citoyens musulmans.

Les États-Unis se classent au deuxième rang des pays contribuant le plus aux manifestations islamophobes, avec près d'un tiers du total des incidents survenus au cours de la période examinée. Ce chiffre est particulièrement troublant pour une nation qui s'enorgueillit de sa diversité et de ses principes d'égalité. Les données soulignent la persistance des sentiments et des préjugés antimusulmans dans certains segments de la société américaine, ce qui nécessite des mesures proactives pour lutter contre la haine et la discrimination et promouvoir la compréhension entre les communautés.

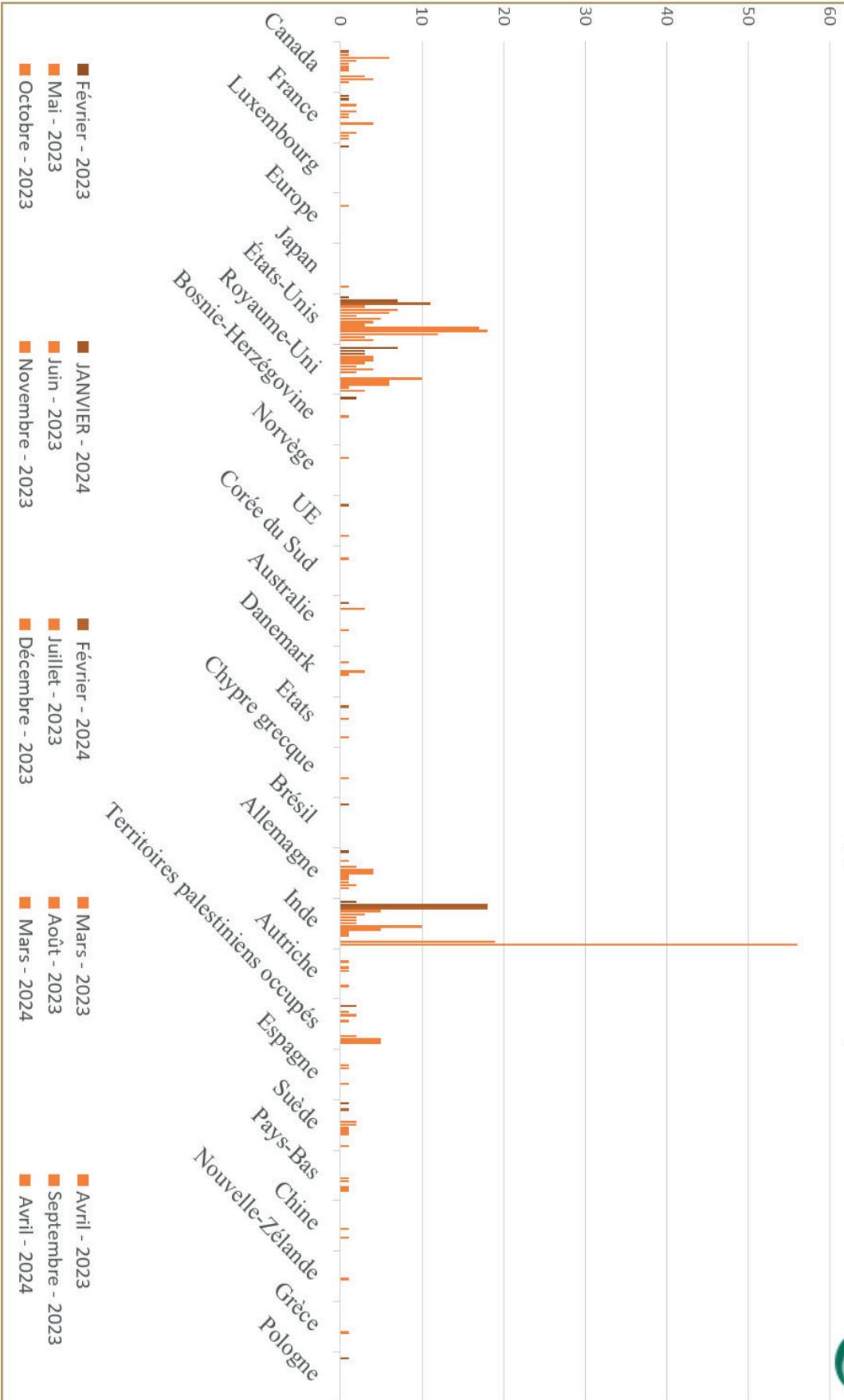
Une autre observation flagrante des données empiriques est le niveau préoccupant des incidents islamophobes dans certains pays européens

comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Le Royaume-Uni se distingue par l'une des barres les plus élevées, indiquant un problème persistant de discrimination et d'intolérance à l'égard de sa population musulmane et de ses pratiques islamiques. L'Allemagne et la France ont également connu de nombreux cas, reflétant la nature profondément enracinée des sentiments antimusulmans dans certaines parties de l'Europe occidentale. Si les données relatives à certains pays européens comme l'Italie et l'Espagne font état d'un nombre d'incidents relativement moins élevé que d'autres, il est essentiel de ne pas négliger l'impact des cas d'islamophobie, même isolés. Chaque acte de discrimination, de discours de haine ou de violence peut avoir des conséquences considérables pour les communautés touchées et la cohésion sociétale. La présence de certaines nations européennes sur la liste devrait également susciter des inquiétudes quant à l'intégration et à l'acceptation des communautés musulmanes au sein de ces sociétés.

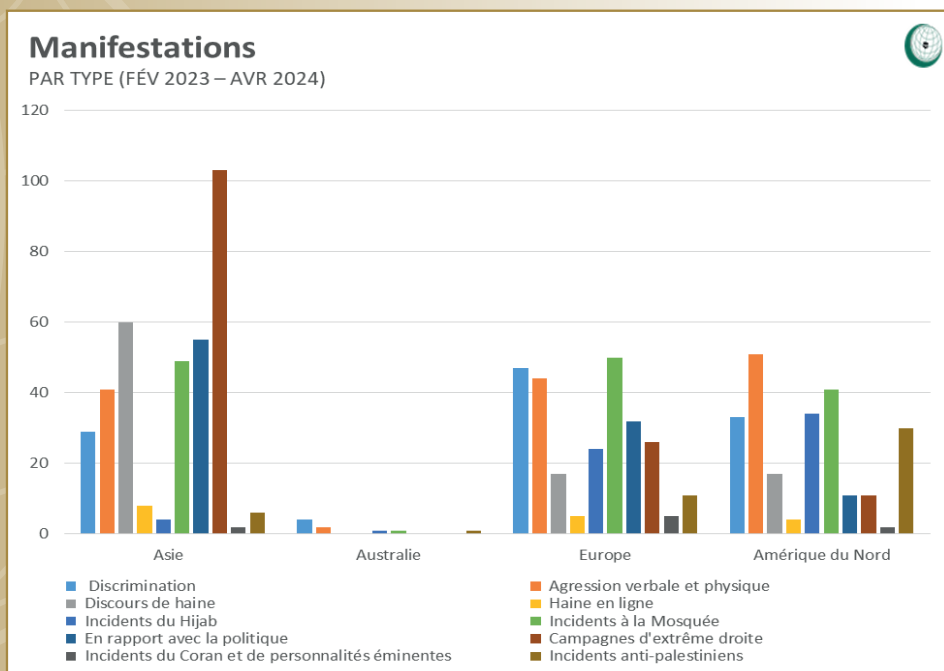
Il est à noter que plusieurs pays à majorité musulmane ont également connu des manifestations islamophobes au cours de cette période. Des pays comme la Palestine et la Bosnie-et-Herzégovine ont été confrontés à des cas de discrimination et de haine, soulignant la dynamique complexe de l'islamophobie, même dans les sociétés à forte population musulmane. La Palestine présente un cas complexe où l'islamophobie est étroitement liée à un conflit politique de longue date et à des tensions idéologiques plus larges. Les conclusions de l'Observatoire brossent un tableau inquiétant de la discrimination et de la marginalisation auxquelles sont confrontés les musulmans palestiniens, en particulier dans les zones sous contrôle israélien. Les restrictions des libertés religieuses, telles que les limitations d'accès aux lieux saints et les cas de profanation ou de vandalisme de mosquées et d'institutions islamiques, violent les droits fondamentaux et contribuent à un climat de peur et d'insécurité. En outre, le discours entourant l'islam et les musulmans dans ce contexte a été entaché de stéréotypes négatifs et de diffamation, des groupes israéliens propageant l'idée que l'islam est intrinsèquement violent ou incompatible avec la paix, justifiant ainsi des politiques ou des actions qui affectent de manière disproportionnée les musulmans palestiniens. Cette rhétorique ne se contente pas de perpétuer

des stéréotypes néfastes, elle exacerbe également les tensions et entrave les efforts de résolution pacifique. En outre, la discrimination systématique dans divers domaines, tels que l'emploi, l'éducation et l'accès aux services essentiels, viole les principes d'égalité et les droits de l'homme, perpétuant un cycle de pauvreté et de désavantage pour les communautés musulmanes palestiniennes.

Manifestations Par Pays (Fév 2023 – Avr 2024)

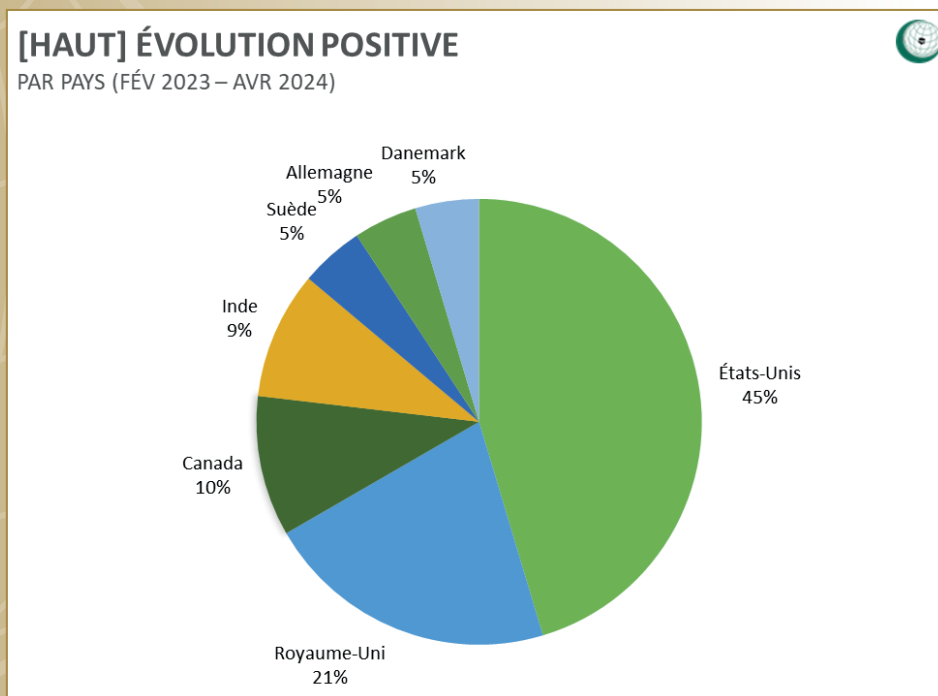


Entre-temps, des signes encourageants de progrès ont été enregistrés dans la lutte contre la discrimination et l'islamophobie auxquelles sont confrontées les femmes musulmanes qui choisissent de porter le hijab, le niqab ou d'autres vêtements religieux. L'expérience mondiale de la pandémie de la COVID-19, qui a nécessité le port généralisé de vêtements couvrant le visage, a involontairement contribué à normaliser la présence de ces vêtements dans les espaces publics. Cette expérience commune peut avoir contribué à une désensibilisation progressive et à une plus grande acceptation de diverses formes de vêtements, ce qui pourrait atténuer certains des préjugés et des phobies précédemment associés aux vêtements traditionnels des femmes musulmanes.



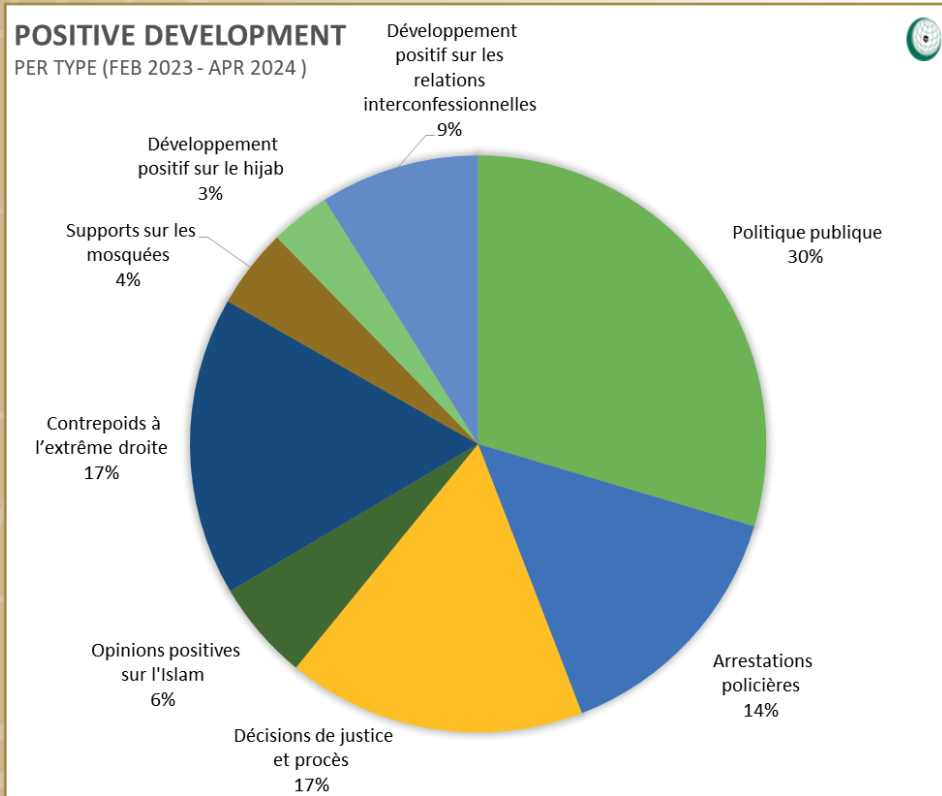
En outre, les gouvernements, les organisations de la société civile et le grand public reconnaissent de plus en plus l'importance du respect des libertés individuelles et des pratiques religieuses. Les initiatives visant à promouvoir la tolérance religieuse, la compréhension culturelle et la protection des droits de l'homme fondamentaux ont pris de l'ampleur. Plusieurs pays qui avaient précédemment mis en œuvre des politiques restrictives interdisant ou limitant le port du hijab dans les institutions publiques sont en train de réévaluer leur position, reconnaissant la nécessité de l'inclusion et de la prise en compte des diverses croyances et pratiques. S'il est vrai que des défis

subsistent, ces évolutions positives indiquent une diminution potentielle des sentiments anti-hijab et un engagement plus large en faveur du respect des droits et de la dignité des femmes musulmanes dans toutes les sphères de la vie.



Malgré les tendances inquiétantes de l'islamophobie au cours de la période couverte, il est encourageant de constater que des efforts ont été déployés dans diverses régions du monde pour promouvoir l'harmonie et la tolérance et contrer les sentiments et les activités anti-islamiques. Ces initiatives, prises par les gouvernements, les organisations de la société civile et les dirigeants communautaires, peuvent être considérées comme des signes positifs dans la lutte actuelle contre l'islamophobie et l'incitation à la haine et à la violence à l'encontre de l'islam et des musulmans. En outre, des mesures significatives ont été mises en œuvre pour assurer une meilleure protection des communautés musulmanes et d'autres groupes minoritaires. Au sein du monde musulman lui-même, certains pays ont adopté une position plus proactive, s'engageant dans des efforts mondiaux pour lutter contre l'islamophobie et sensibiliser aux conséquences néfastes de la discrimination et de l'intolérance fondées sur les croyances religieuses. Ces évolutions, bien que modestes de l'avis de l'Observatoire, représentent des étapes importantes vers la promotion d'une société plus inclusive et

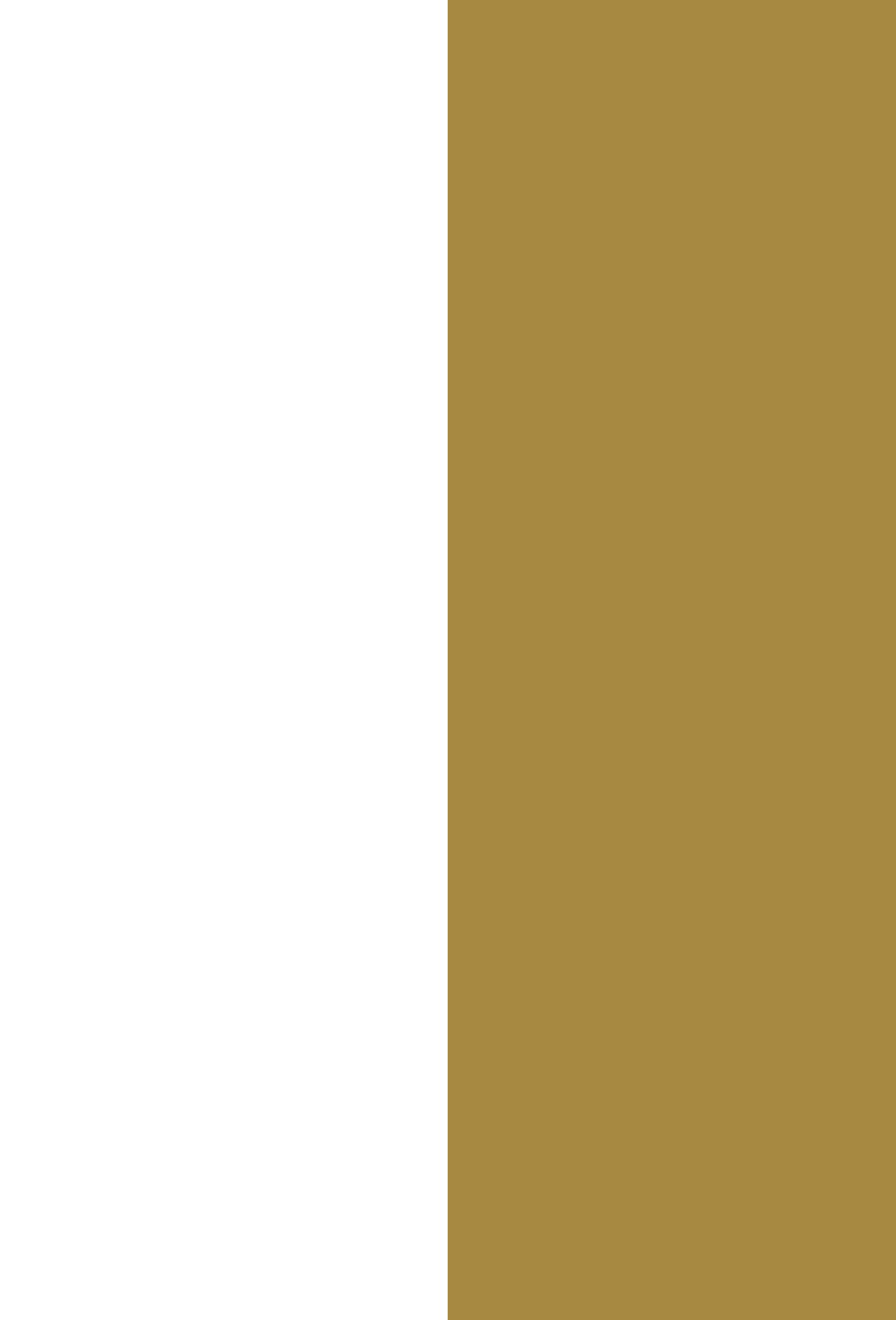
respectueuse, qui célèbre la diversité et défend les droits fondamentaux et la dignité de tous les individus, indépendamment de leur foi ou de leur origine culturelle.



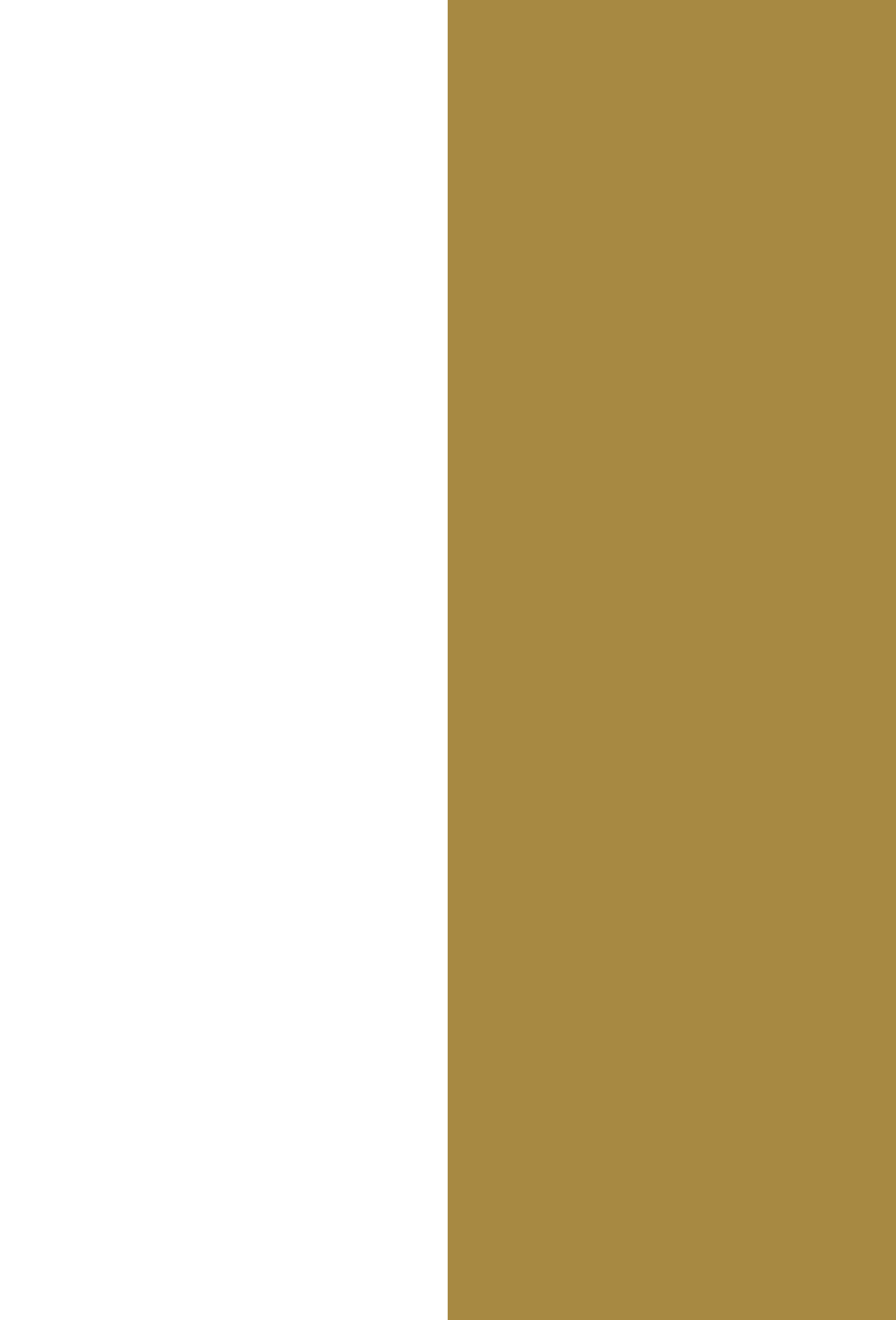
Un autre signe significatif de progrès dans la lutte contre l'islamophobie a été l'organisation de nombreuses manifestations dans le monde entier pour commémorer le 15 mars, Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Ces manifestations ont été organisées en réponse à la résolution 76/254 des Nations unies, intitulée « Journée internationale de lutte contre l'islamophobie », qui a été adoptée lors de la 76^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies. La célébration mondiale de cette journée représente une reconnaissance collective de la nécessité de s'attaquer au problème omniprésent de l'islamophobie et un engagement à prendre des mesures tangibles pour favoriser une société plus inclusive et plus tolérante.

En outre, l'adoption récente de la résolution A/78/L.48 sur les mesures de lutte contre l'islamophobie par l'Assemblée générale des Nations unies en mars 2024 renforce la détermination de la communauté internationale à

lutter contre l'intolérance, la discrimination, les stéréotypes et l'incitation à la violence à l'encontre des personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions. Ces résolutions marquent une avancée significative dans le domaine de la lutte contre l'intolérance religieuse, en s'appuyant sur les fondements posés par la résolution 16/18 des Nations unies il y a plus de dix ans. La reconnaissance mondiale et les efforts concertés démontrés par ces initiatives signifient un changement positif vers la promotion de la liberté religieuse, la compréhension et le respect de la diversité à l'échelle mondiale.



**POINTS CHAUDS DE
L'ISLAMOPHOBIE
ET QUESTIONS
NÉCESSITANT
UNE ATTENTION
PARTICULIÈRE**

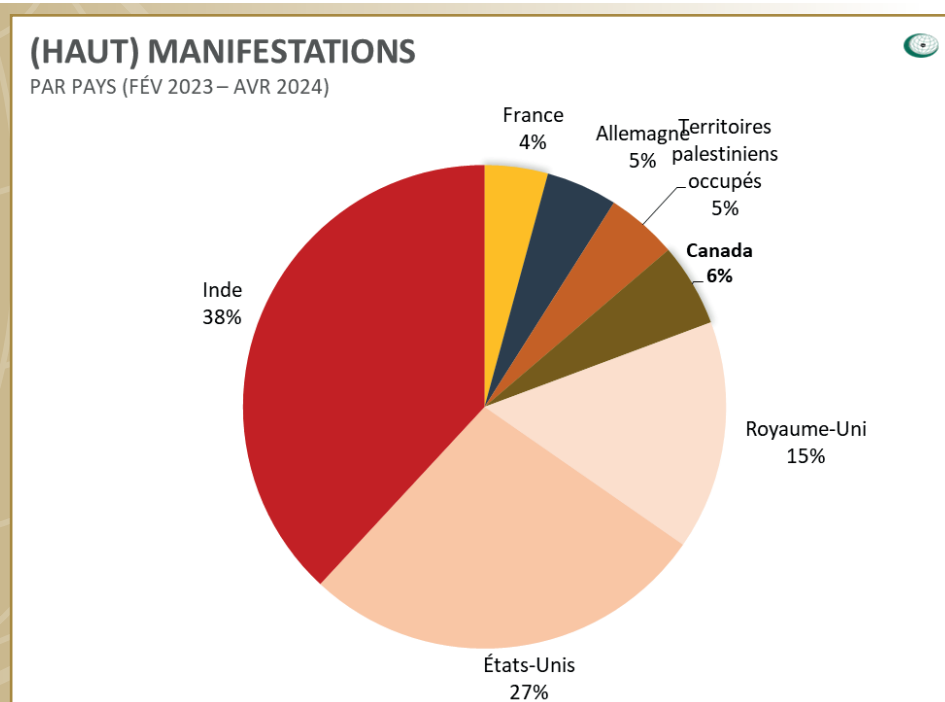


POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE ET QUESTIONS NÉCESSITANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

POINTS CHAUDS

Aux termes de la résolution n°32/49-POL sur la lutte contre l'islamophobie et l'élimination de la haine et des préjugés à l'encontre de l'islam, les États membres de l'OCI « demandent en outre à l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI de dresser une liste des « pays concernés » où les politiques et les actions islamophobes sont monnaie courante, mettant notamment en péril la sécurité des sites religieux » (OP-40).

En conséquence, l'Observatoire a travaillé avec prudence pour passer en revue les pays présentant les indicateurs d'islamophobie les plus fréquents au cours des 15 derniers mois, appelés par la suite « points chauds », à savoir : L'Inde, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, le Territoire palestinien occupé, l'Allemagne et la France.



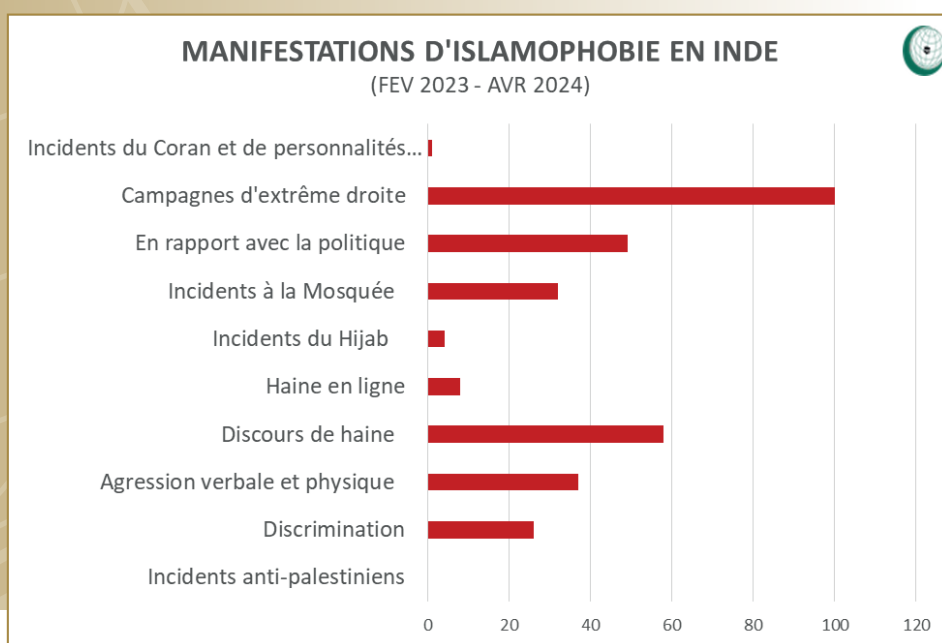
Le terme « points chauds » fait référence à des zones ou régions qui connaissent des niveaux d'activité, de tension ou de conflit accrus par rapport à leur environnement. Ces points chauds peuvent apparaître dans différents contextes, tels que la géopolitique, l'économie, les questions sociales ou les préoccupations environnementales. Ils représentent souvent des points focaux où des facteurs complexes se croisent, conduisant à des situations intenses qui exigent une attention particulière et potentiellement une action rapide. Les points chauds peuvent être des lieux géographiques, comme des régions en proie à des conflits armés ou des territoires confrontés à une grave dégradation de l'environnement. Ils peuvent également être conceptuels ou thématiques, comme les industries confrontées à des perturbations, les tendances technologiques émergentes ou les mouvements sociaux qui prennent de l'ampleur. L'identification et la compréhension des points chauds sont cruciales pour les États membres de l'OCI et les décideurs, car ces zones ont le potentiel d'avoir un impact significatif sur la dynamique mondiale, de façonner les politiques et d'influer sur le cours des événements. En surveillant et en analysant de près les points chauds, les parties prenantes peuvent mieux anticiper les défis, atténuer les risques et saisir les opportunités qui peuvent découler de ces situations de haute intensité. L'islamophobie, c'est-à-dire la peur, la haine ou les préjugés à l'encontre de l'islam et des musulmans, est devenue un phénomène inquiétant dans de nombreuses parties du monde et à des degrés divers dans différentes régions, mais les attitudes et les incidents islamophobes sont particulièrement aigus dans ces « points chauds » :

L'Inde

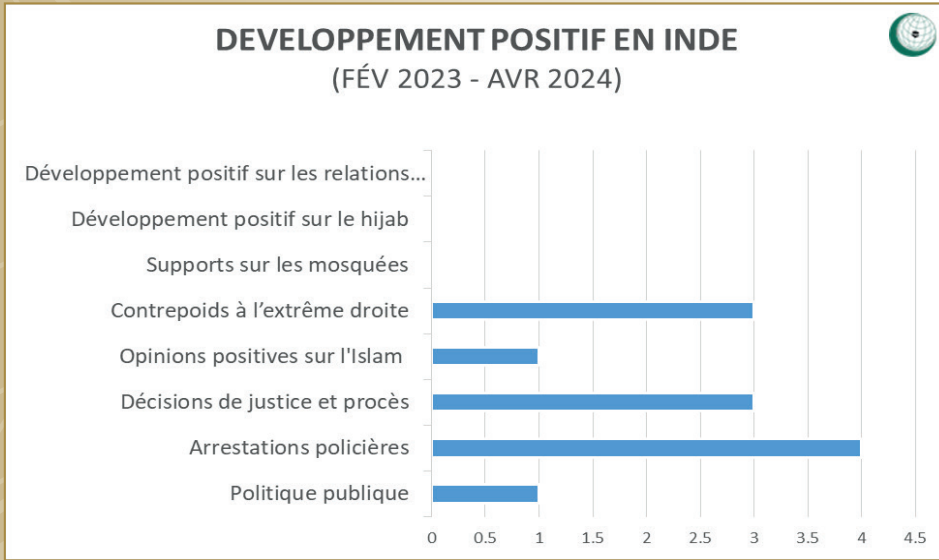
L'Inde est l'une des régions les plus alarmantes en matière d'islamophobie. Depuis au moins cinq ans, on assiste à une montée inquiétante de la rhétorique, des politiques et des attaques violentes antimusulmanes contre la population musulmane minoritaire en Inde, alimentée par un mélange puissant de nationalisme hindou, de politique majoritaire et de préjugés sociétaux profondément enracinés. Cet environnement tendu a fait de l'Inde un épice de tensions islamophobes qui exigent une attention et

une action urgentes de la part de la société civile, du gouvernement et de la communauté internationale.

L'Inde a été le théâtre d'une montée inquiétante de la rhétorique, des politiques et de la violence islamophobes ciblant sa population minoritaire musulmane. Cette tendance alarmante a jeté une ombre sur l'engagement du pays en faveur du pluralisme et soulevé de sérieuses questions quant à la sécurité et aux droits des quelque 200 millions de musulmans indiens, en particulier au moment où le pays attend des élections.



Au cœur de ce problème se trouve la montée du nationalisme hindou, alimenté par l'idéologie de l'Hindutva - un système de croyances qui envisage l'Inde comme une nation hindoue. Les partisans de cette idéologie ont de plus en plus cherché à marginaliser et à priver de ses droits la communauté musulmane, la présentant comme une menace pour l'identité culturelle et religieuse de l'Inde. Ce discours a été amplifié par certains dirigeants et partis politiques, qui ont utilisé une rhétorique et des politiques de division pour consolider leur base de soutien parmi les électeurs hindous.



Les conséquences de ce sentiment antimusulman ont été considérables et dévastatrices. Les discours haineux et les déclarations incendiaires ciblant les musulmans sont devenus de plus en plus courants, sans que leurs auteurs aient à rendre compte de leurs actes. Les cas de violence collective, de lynchages et d'attaques contre des entreprises et des lieux de culte appartenant à des musulmans se sont multipliés, créant un climat de peur et d'insécurité au sein de la communauté. En outre, le gouvernement indien a mis en œuvre des politiques qui, selon de nombreux critiques, sont discriminatoires et visent à porter atteinte aux droits des musulmans. La loi controversée de 2019 sur la citoyenneté (amendement), qui a facilité l'obtention de la citoyenneté pour les immigrants non musulmans des pays voisins, a suscité de nombreuses protestations et préoccupations concernant la marginalisation des musulmans indiens. La récente décision d'interdire les hijabs dans les établissements d'enseignement de certains États a encore exacerbé les tensions et soulevé des questions sur l'atteinte aux libertés religieuses.

L'un des incidents les plus flagrants a été la démolition de l'historique Babri Masjid à Ayodhya en 1992, qui a ensuite été remplacé par un temple hindou sur le site tout à fait en janvier 2024. Cet événement a non seulement infligé de profondes blessures à la communauté musulmane, mais a également créé un dangereux précédent pour la conversion potentielle d'autres mosquées en temples hindous. Des rapports alarmants font état de projets

de conversion de 40 000 mosquées en temples hindous dans toute l'Inde, ce qui ne ferait qu'attiser les tensions et saperait les principes de liberté et d'harmonie religieuses.

Le système judiciaire indien a également été critiqué pour sa partialité à l'encontre des musulmans, les tribunaux étant souvent accusés de ne pas fournir une protection ou une justice adéquate à la communauté. Cette perception a été exacerbée par le concept controversé de « jihad de l'amour », qui a été transformé en « jihad du vote » - une accusation sans fondement selon laquelle les hommes musulmans s'engagent dans des relations romantiques avec l'arrière-pensée de convertir leurs partenaires et d'obtenir des avantages politiques. Certains groupes, comme le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), ont utilisé ces récits pour attiser la peur et marginaliser les communautés musulmanes.

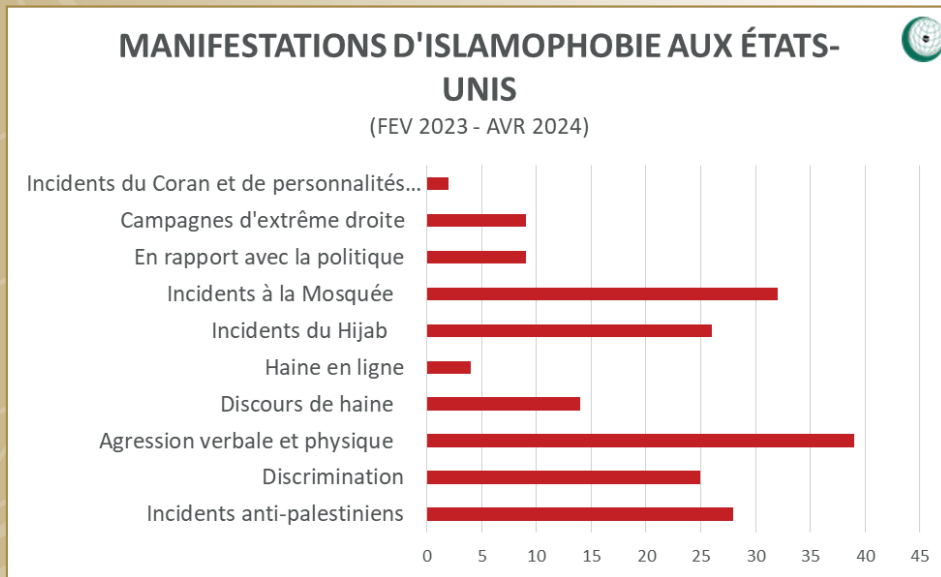
En outre, la question de l'abattage des bovins est depuis longtemps un sujet de discord, le RSS et ses affiliés promouvant activement un programme contre l'abattage des bovins. Cela a donné lieu à de nombreux cas de violence et de harcèlement à l'encontre de musulmans impliqués dans le commerce du bétail ou la consommation de viande de bœuf. La situation a été exacerbée par l'incapacité des forces de l'ordre à répondre efficacement à ces incidents, ce qui a créé un climat de peur et d'insécurité pour la population musulmane. Il est essentiel que le gouvernement indien prenne des mesures décisives pour lutter contre ces tendances alarmantes, protéger les droits de tous les citoyens et promouvoir une société inclusive et tolérante qui respecte les principes de liberté religieuse et d'égalité.

L'OCI est très préoccupée par la situation liée à l'islamophobie en Inde. Un certain nombre d'organisations internationales de défense des droits de l'homme et de groupes de pression ont également tiré la sonnette d'alarme sur la détérioration de la situation des musulmans en Inde. Les nouvelles et les rapports faisant état d'une discrimination croissante, de crimes haineux et de la présentation des musulmans comme des éléments « antinationaux » ont suscité des inquiétudes quant à l'érosion des principes laïques de l'Inde et au risque d'une polarisation et d'un conflit accru.

Le Secrétariat général est d'avis que tous les pays membres de l'OCI doivent accorder une attention sérieuse à la marée soutenue de l'islamophobie en Inde.

Les États-Unis

L'omniprésence de l'islamophobie aux États-Unis est profondément troublante, car elle s'infiltré dans divers aspects de la société, de la politique aux médias en passant par l'éducation et le lieu de travail. Au niveau politique, la rhétorique incendiaire vilipendant les musulmans est devenue de plus en plus courante, certains politiciens et personnalités publiques propageant le discours néfaste selon lequel, les musulmans sont intrinsèquement anti-américains ou constituent une menace pour la sécurité nationale. Cette rhétorique qui sème la discorde non seulement perpétue les stéréotypes négatifs, mais enhardit également ceux qui nourrissent des opinions sectaires, contribuant ainsi à un climat de peur et de méfiance.



L'image que les médias donnent de l'islam et des musulmans a également joué un rôle important dans l'alimentation de l'islamophobie. La couverture sensationnelle et souvent partielle des incidents terroristes impliquant des auteurs musulmans a conduit à associer l'islam à la violence et à l'extrémisme. Cette représentation biaisée ne rend pas compte de la diversité et des nuances au sein de la communauté musulmane, renforçant les stéréotypes négatifs et promouvant une vision monolithique d'une foi embrassée par plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Dans les établissements d'enseignement américains, les élèves musulmans sont victimes de discrimination, de brimades et de marginalisation en raison de leur identité religieuse. Des cas de filles musulmanes prises

pour cible parce qu'elles portent un hijab, d'élèves musulmans victimes de harcèlement et d'agressions verbales, et de documents pédagogiques perpétuant des stéréotypes néfastes sur l'islam ont été recensés dans divers établissements d'enseignement. Cela crée non seulement un environnement d'apprentissage hostile et peu accueillant, mais perpétue également un cycle d'ignorance et d'intolérance qui peut avoir des répercussions durables sur les jeunes esprits.

Le lieu de travail aux États-Unis a également été un champ de bataille pour l'islamophobie, les employés musulmans étant confrontés à la discrimination à l'embauche, à la promotion et au traitement sur le lieu de travail. Des études ont montré que les personnes dont le nom a une consonance musulmane ont moins de chances d'être rappelées à l'embauche, tandis que les femmes musulmanes qui portent un hijab se heurtent souvent à des obstacles plus importants pour trouver un emploi et progresser dans leur carrière. Cette forme de discrimination viole non seulement les principes de l'égalité des chances, mais prive également les organisations des talents et des points de vue précieux qu'une main-d'œuvre diversifiée peut apporter.

L'une des manifestations les plus inquiétantes de l'islamophobie en Amérique est l'augmentation des crimes de haine et des incidents visant les musulmans. Qu'il s'agisse de vandalisme, d'incendies criminels de mosquées ou d'agressions verbales et physiques contre des individus, le niveau de violence et de harcèlement à l'encontre des communautés musulmanes est resté alarmant au cours de la période observée. Ces actes violent non seulement les droits fondamentaux des individus, mais créent également une atmosphère de peur et d'insécurité, érodant le sentiment d'appartenance et de sécurité dont tous les Américains devraient jouir.

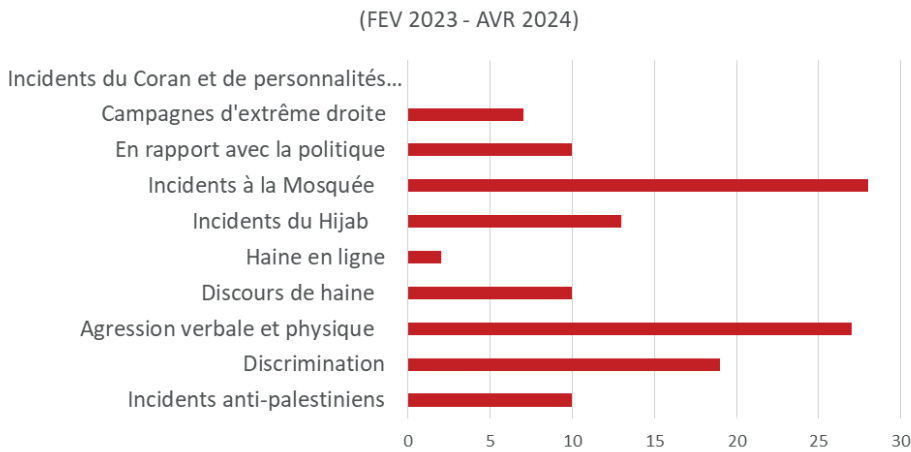
DEVELOPPEMENT POSITIF AUX ETATS-UNIS (FÉV 2023 - AVR 2024)



Le Royaume-Uni

Depuis quelques années, le Royaume-Uni est confronté au défi insidieux de l'islamophobie. Cette forme de préjugé et de discrimination à l'encontre des musulmans s'est manifestée dans diverses sphères de la société britannique, sapant les principes d'égalité et de cohésion sociale dont le pays s'enorgueillit.

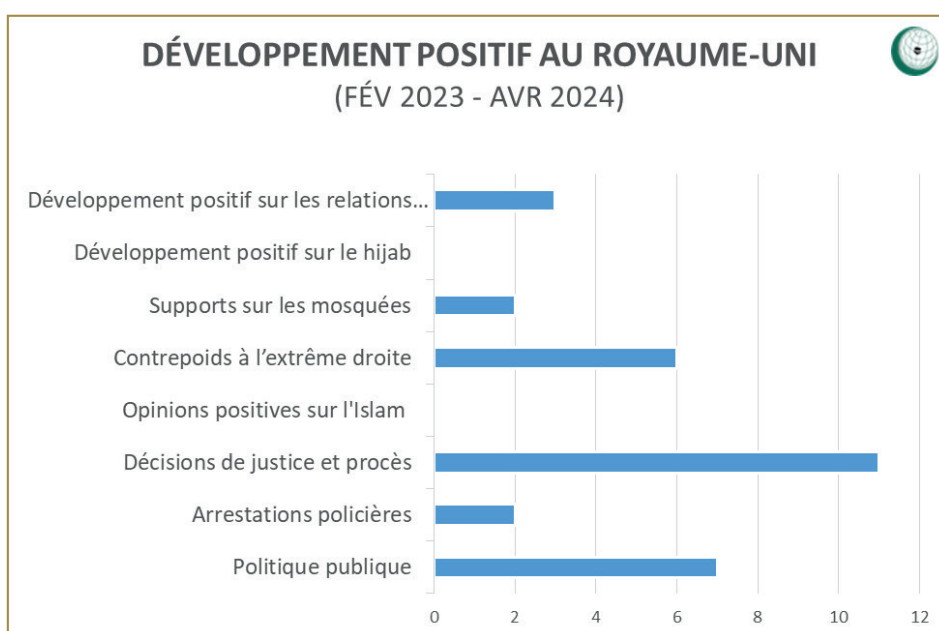
MANIFESTATIONS D'ISLAMOPHOBIE AU ROYAUME-UNI



L'un des aspects les plus préoccupants de l'islamophobie au Royaume-Uni est l'augmentation des crimes et incidents haineux visant les musulmans, l'Observatoire ayant constaté une tendance alarmante aux agressions verbales et physiques, au vandalisme et au harcèlement à l'encontre de personnes et

d'institutions musulmanes. Ces actes, souvent alimentés par des idéologies xénophobes et sectaires, violent non seulement les droits fondamentaux des musulmans britanniques, mais créent également une atmosphère de peur et d'insécurité au sein de leurs communautés.

Le discours politique sur l'islam et les musulmans au Royaume-Uni est également une source de préoccupation. Certains hommes politiques et personnalités publiques ont été accusés de perpétuer des stéréotypes négatifs et d'attiser les craintes d'une « islamisation » de la société britannique. Cette rhétorique, souvent amplifiée par une couverture médiatique sensationnaliste, peut normaliser et légitimer le sentiment antimusulman, contribuant ainsi à un climat d'intolérance et de marginalisation.



Comme aux États-Unis, dans le domaine de l'emploi et des opportunités sur le lieu de travail, les musulmans britanniques ont également été confrontés à des défis importants. Les données empiriques ont révélé que les personnes portant un nom à consonance musulmane ont moins de chances d'être rappelées à l'emploi et que les femmes musulmanes qui portent un hijab rencontrent souvent plus d'obstacles pour en trouver et progresser dans leur carrière. Les établissements d'enseignement ont également été des champs de bataille de l'islamophobie au Royaume-Uni. Des cas d'étudiants musulmans victimes de brimades, de harcèlement et de discrimination en raison de leur identité religieuse ont été recensés par l'Observatoire et présentés dans le présent

rapport. Cela crée non seulement un environnement d'apprentissage hostile et peu accueillant, mais perpétue également un cycle d'ignorance et d'intolérance qui peut avoir des répercussions durables sur la population musulmane.

L'Observatoire analyse que l'islamophobie au Royaume-Uni n'est pas seulement un problème pour les musulmans britanniques ; c'est une menace pour le tissu même de la société britannique et pour les valeurs d'égalité, de diversité et de respect qui font la fierté de la nation. Le fait de ne pas s'attaquer à ce problème ne porte pas seulement atteinte aux droits et au bien-être d'une partie importante de la population, mais érode également la cohésion sociale et la confiance qui sont essentielles à une démocratie vibrante et harmonieuse.

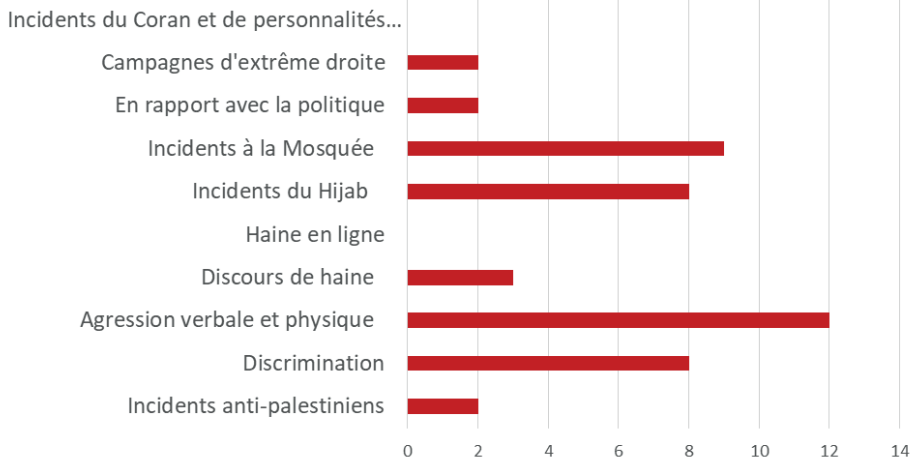
Le Canada

Alors que le Canada est souvent loué pour son engagement en faveur du multiculturalisme et de la diversité, la réalité est que l'islamophobie - la peur, la haine ou les préjugés à l'égard de l'islam et des musulmans - reste un problème préoccupant dans le pays. Cette forme de discrimination ne porte pas seulement atteinte aux droits et au bien-être des musulmans canadiens, mais menace également les valeurs mêmes d'inclusion et de tolérance qui sont fondamentales pour la société canadienne.

L'une des manifestations les plus visibles de l'islamophobie au Canada est l'augmentation des crimes et incidents haineux visant les musulmans. L'Observatoire a constaté une tendance troublante d'agressions verbales et physiques, de vandalisme et de harcèlement à l'encontre de personnes et d'institutions musulmanes dans tout le pays. Ces actes, alimentés par des idéologies xénophobes et sectaires, créent une atmosphère de peur et d'insécurité au sein des communautés musulmanes, érodant leur sentiment d'appartenance et de sécurité.

MANIFESTATIONS D'ISLAMOPHOBIE AU CANADA

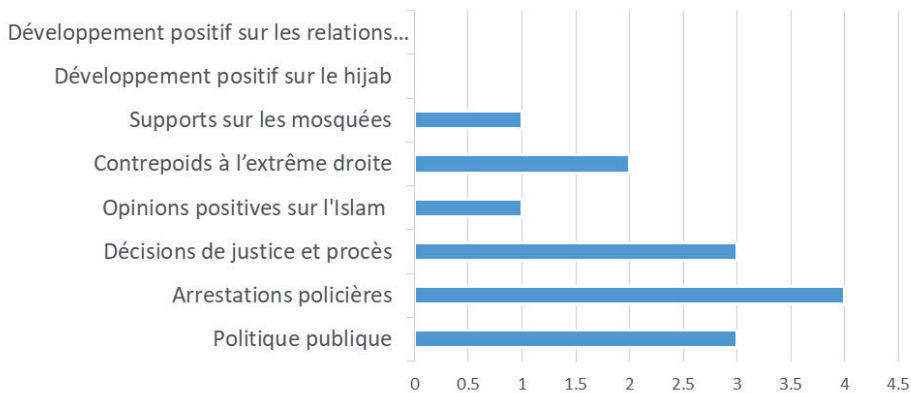
(FÉV 2023 - AVR 2024)



Le discours politique sur l'islam et les musulmans au Canada a également été une source de préoccupation. Bien que le pays ait généralement maintenu un ton plus modéré que d'autres nations occidentales, il est arrivé que des politiciens et des personnalités publiques perpétuent des stéréotypes nuisibles ou attisent les craintes concernant la «menace» perçue de l'islam. Une telle rhétorique, même si elle n'est pas ouvertement discriminatoire, a apparemment beaucoup contribué à un climat d'intolérance et de marginalisation dans le pays.

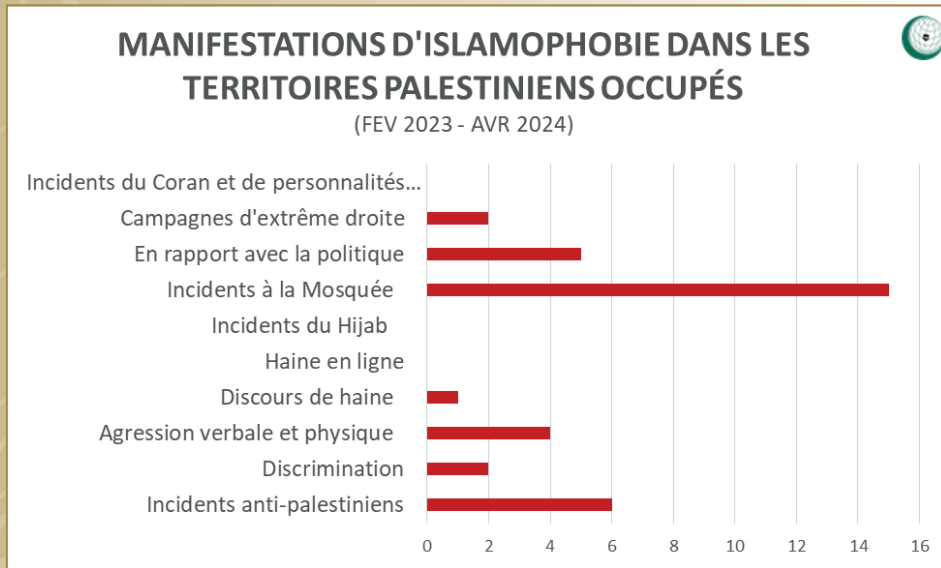
DÉVELOPPEMENT POSITIF AU CANADA

(FÉV 2023 - AVR 2024)



Les territoires palestiniens occupés

Les territoires palestiniens occupés, qui sont depuis longtemps impliqués dans un conflit complexe et prolongé, ont également été le théâtre de manifestations d'islamophobie, ce qui a ajouté une nouvelle couche de complexité à une situation déjà instable. Dans ce contexte, l'islamophobie se mêle souvent à des tensions politiques et idéologiques plus larges, alimentant la haine et la méfiance entre les communautés.



L'une des formes les plus visibles d'islamophobie dans les territoires palestiniens occupés est la discrimination et la marginalisation auxquelles sont confrontés les musulmans, en particulier dans les zones sous contrôle israélien. L'Observatoire a recensé de nombreux cas de restrictions des libertés religieuses, telles que des limitations de l'accès aux lieux saints, ainsi que des cas de profanation ou de vandalisme de mosquées et d'institutions islamiques. Ces actions violent non seulement les droits fondamentaux des musulmans palestiniens, mais contribuent également à créer un climat de peur et d'insécurité au sein de leurs communautés.

En outre, le discours entourant l'islam et les musulmans dans le contexte du conflit israélo-palestinien a parfois été marqué de stéréotypes négatifs et de diffamation. Outre le gouvernement israélien d'occupation, certains groupes et individus ont propagé l'idée que l'Islam lui-même est intrinsèquement violent ou incompatible avec la paix, utilisant ce discours pour justifier des politiques ou des actions qui affectent de manière disproportionnée les

musulmans palestiniens. Cette rhétorique ne se contente pas de perpétuer des stéréotypes néfastes, elle exacerbe également les tensions existantes et entrave les efforts de résolution pacifique.

Au quotidien, les musulmans palestiniens sont confrontés à la discrimination et à la marginalisation dans divers domaines, notamment l'emploi, l'éducation et l'accès aux services essentiels. Cette forme de discrimination systématique viole non seulement les principes d'égalité et les droits de l'homme, mais perpétue également un cycle de pauvreté et de désavantage, aggravant encore les défis auxquels sont confrontées les communautés palestiniennes.

L'Observatoire estime que vaincre l'islamophobie dans les territoires palestiniens occupés n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une étape cruciale pour parvenir à une paix et une stabilité durables dans la région. Il est essentiel que toutes les parties prenantes, y compris les dirigeants politiques, les organisations de la société civile et les acteurs internationaux, travaillent ensemble pour lutter contre les discours de haine, la discrimination et la violence, tout en favorisant un environnement de dialogue, de réconciliation et de respect de la diversité.

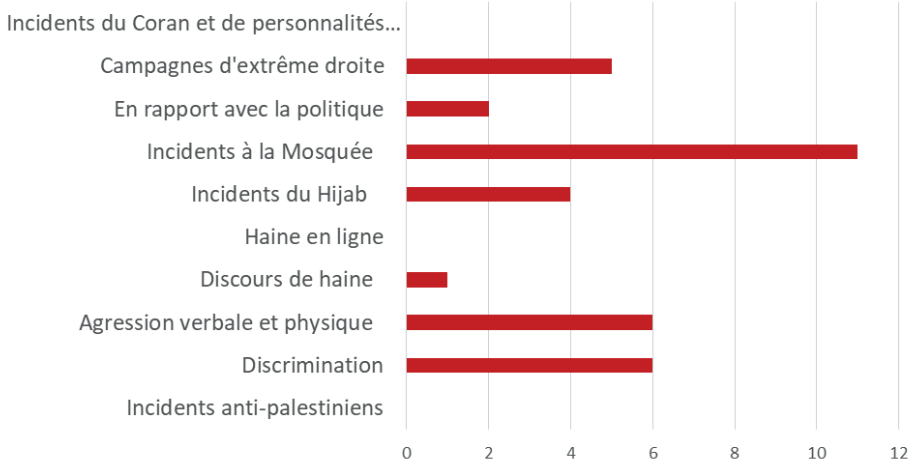
L'Allemagne

Malgré sa réputation de nation progressiste et tolérante, l'Allemagne a également été confrontée à la question préoccupante de l'islamophobie au cours des dernières années. Cette forme de préjugé et de discrimination à l'encontre des musulmans s'est manifestée dans diverses sphères de la société allemande, constituant une menace pour les valeurs d'égalité et de cohésion sociale du pays.

L'une des manifestations les plus visibles de l'islamophobie en Allemagne est l'augmentation des crimes de haine et des incidents ciblant les musulmans. L'Observatoire a constaté une tendance inquiétante aux agressions verbales et physiques, au vandalisme et au harcèlement ciblant des personnes, des institutions et des lieux de culte musulmans. Ces actes, souvent alimentés par des idéologies xénophobes et d'extrême droite, créent une atmosphère de peur et d'insécurité au sein des communautés musulmanes, érodant leur sentiment d'appartenance et de sécurité.

MANIFESTATIONS D'ISLAMOPHOBIE EN ALLEMAGNE

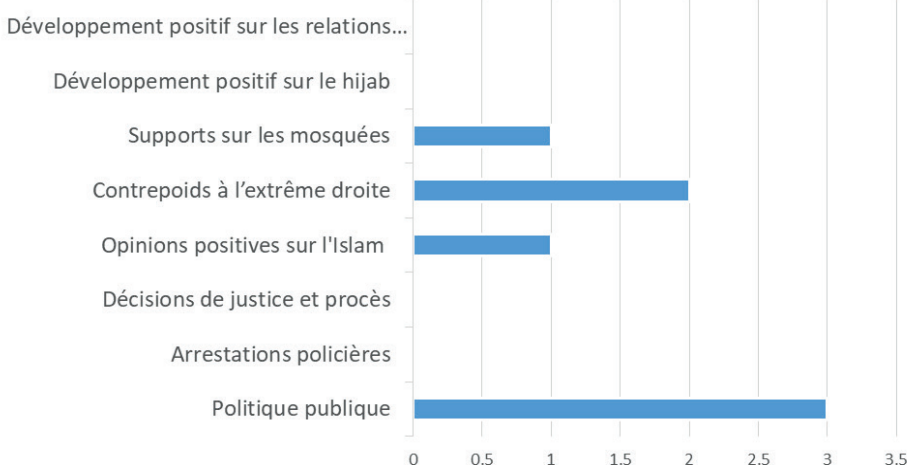
(FÉV 2023 - AVR 2024)



Le discours politique sur l'islam et les musulmans en Allemagne a également été une source de préoccupation. Bien que le pays ait généralement maintenu un ton plus modéré que d'autres nations européennes, il est arrivé que des politiciens et des personnalités publiques perpétuent des stéréotypes nuisibles ou attisent les craintes d'une prétendue « islamisation » de la société allemande. Une telle rhétorique, même si elle n'est pas ouvertement discriminatoire, peut contribuer à un climat d'intolérance et de marginalisation.

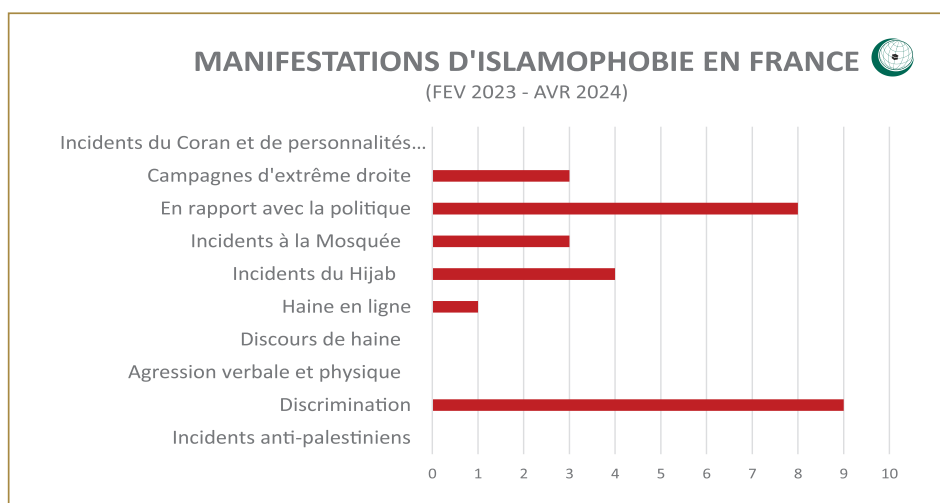
DÉVELOPPEMENT POSITIF EN ALLEMAGNE

(FÉV 2023 - AVR 2024)

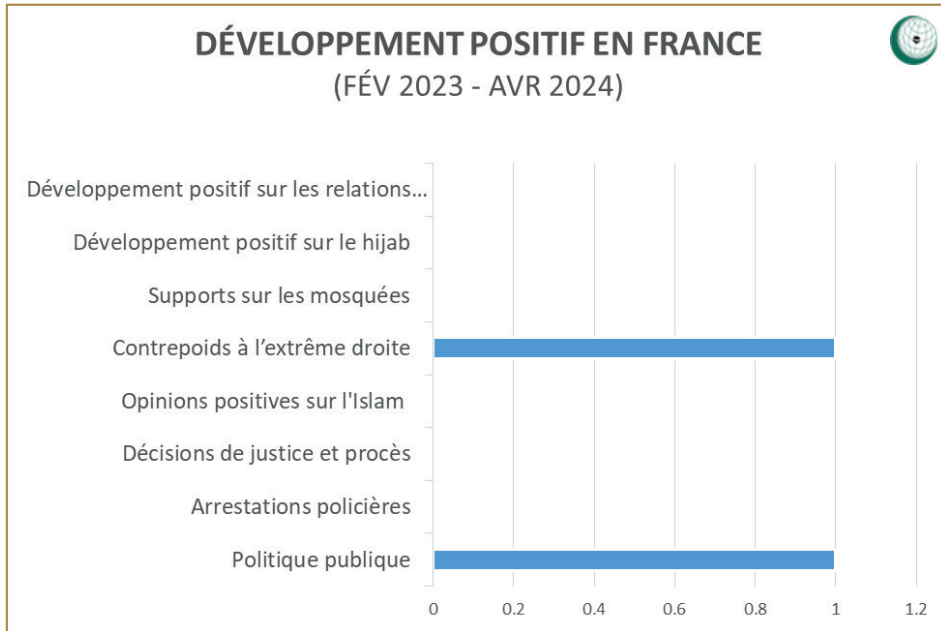


La France

La France, nation fière de ses valeurs laïques et de son engagement en faveur de l'égalité, a également été confrontée à la question complexe de l'islamophobie, les préjugés et la discrimination à l'encontre des musulmans s'étant manifestés dans diverses sphères de la société française, suscitant des débats sur l'équilibre entre la laïcité et la liberté de culte.



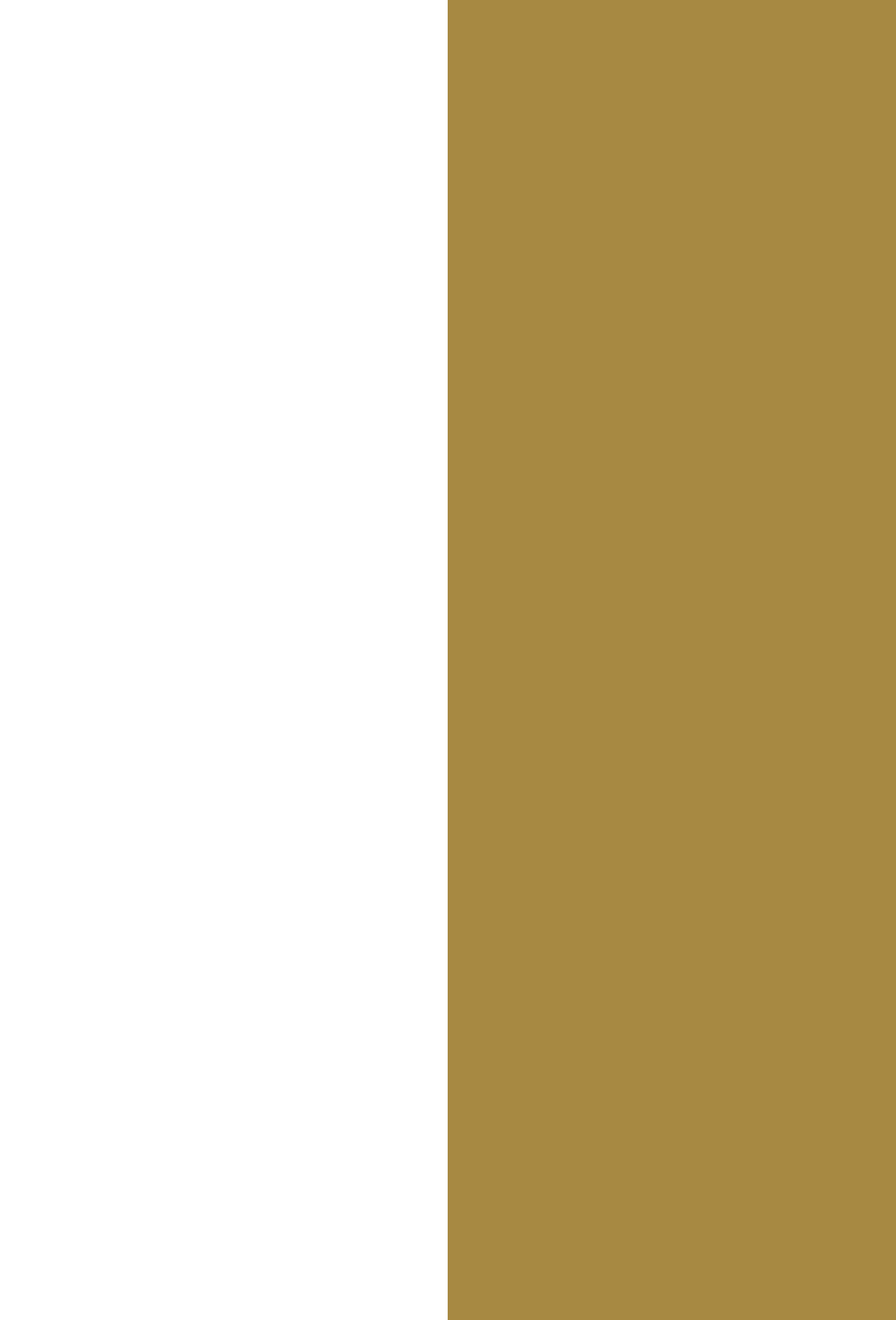
L'une des manifestations les plus visibles de l'islamophobie en France a été les controverses récurrentes autour des codes vestimentaires islamiques, en particulier le port du foulard et du couvre-visage. Les lois strictes du pays sur la laïcité dans les espaces publics, associées à une partie de la population qui considère ces vêtements comme un défi à l'identité laïque de la France, ont conduit à des cas de discrimination et de marginalisation à l'encontre des femmes musulmanes qui choisissent de porter des vêtements religieux.



Au-delà de la question des codes vestimentaires, les musulmans français ont également été confrontés à des formes plus larges de discrimination et d'intolérance. L'Observatoire a constaté une tendance inquiétante de crimes haineux, d'agressions verbales et physiques et de vandalisme visant des individus, des institutions et des lieux de culte musulmans. Ces actes, souvent alimentés par des idéologies d'extrême droite et des sentiments xénophobes, créent une atmosphère de peur et d'insécurité au sein des communautés musulmanes, érodant leur sentiment d'appartenance et de sécurité.

Le discours politique entourant l'islam et les musulmans en France est également controversé. Alors que le pays défend depuis longtemps ses valeurs laïques, certains politiciens et personnalités publiques, y compris au sein du gouvernement, continuent de perpétuer des stéréotypes négatifs ou d'attiser les craintes concernant la menace perçue de l'« islamisation » pour la société laïque française.

**UNE QUESTION
QUI NÉCESSITE
UNE ATTENTION
PARTICULIÈRE**



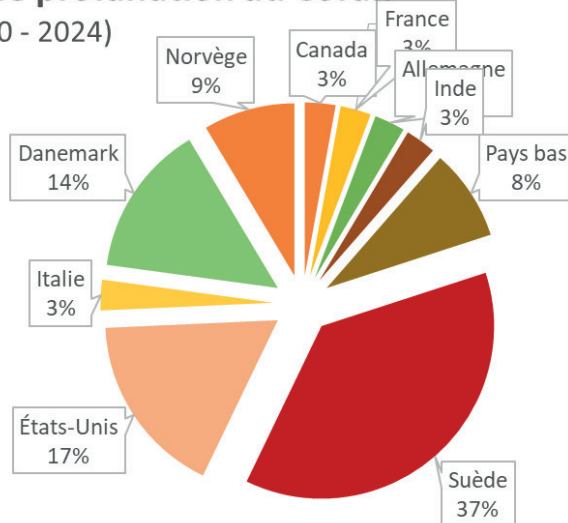
UNE QUESTION QUI NÉCESSITE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

Depuis la première moitié de l'année 2022, le monde a été témoin d'une tendance inquiétante aux autodafés en public des exemplaires du Saint Coran, l'écriture sacrée de l'Islam. Ces actes provocateurs, principalement perpétrés dans des pays nordiques comme la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, sont souvent le fait d'individus apparemment autorisés, voire protégés par les autorités.

Si ces actes sacrilèges ne sont pas tout à fait nouveaux, puisqu'ils se sont produits sporadiquement au cours des deux dernières décennies, ils sont récemment devenus beaucoup plus fréquents et intenses. Il semble qu'il y ait un effort concerté de la part de certains groupes pour utiliser l'autodafé de livres sacrés islamiques comme moyen de faire avancer des programmes politiques.

Incidents de profanation du Coran

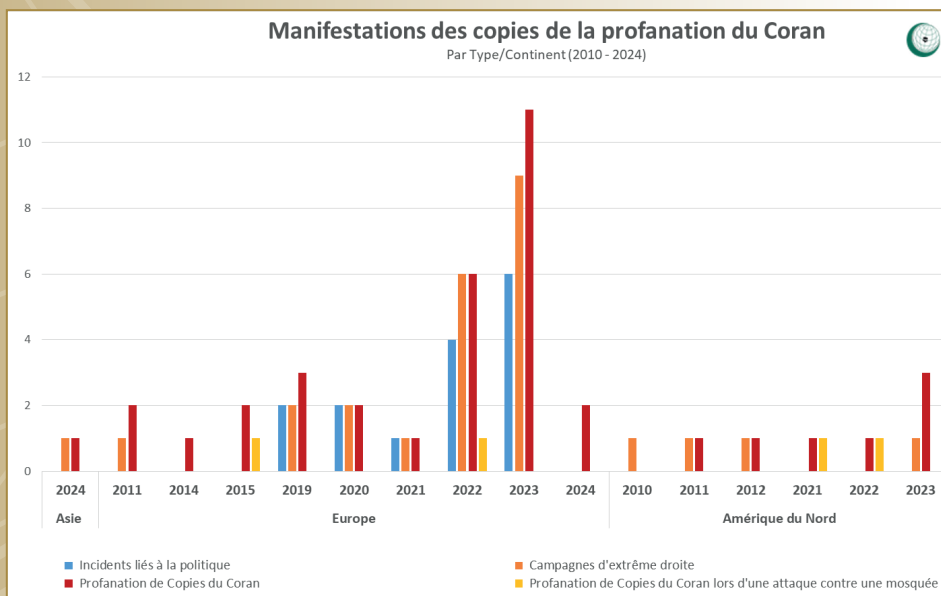
Par Pays (2010 - 2024)



L'un des premiers incidents de provocation contre l'islam s'est produit en juillet 2010, lorsque Terry Jones, pasteur à Gainesville, en Floride, a annoncé son intention de brûler 200 exemplaires du Coran à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre 2001. Cette annonce a suscité l'attention des médias et l'indignation du monde islamique. La menace de Jones a entraîné des manifestations au Moyen-Orient et en Asie, qui ont fait au moins 20

morts. En septembre 2010, Jones a annulé l'événement et a juré de ne plus jamais brûler de Coran. Cependant, quelques mois plus tard, en mars 2011, Jones a supervisé l'incinération d'un Coran dans une petite église de Floride, ce qui a de nouveau suscité des réactions violentes, notamment une attaque contre un bâtiment des Nations unies en Afghanistan, qui a fait plusieurs morts. Un an plus tard, en avril 2012, Jones a personnellement brûlé un Coran et l'a diffusé en ligne pour protester contre l'arrestation d'un religieux chrétien iranien.

À peu près à la même époque, des actes similaires de profanation du Coran se sont produits au Royaume-Uni, mais les autorités britanniques ont réagi de manière appropriée. Par exemple, en avril 2011, la police a arrêté Sion Owens, un candidat d'extrême droite du British National Party, après qu'il eut brûlé un exemplaire du Coran dans son jardin et posté une vidéo le montrant en train de verser du kérosène sur le livre saint et d'y mettre le feu. En avril 2011 également, un ancien soldat britannique nommé Andrew Ryan a été condamné à 70 jours de prison pour avoir brûlé un exemplaire du Coran qu'il avait volé dans une bibliothèque, admettant ainsi avoir commis des actes de harcèlement à caractère religieux. Quelques années plus tard, en décembre 2014, la police britannique a de nouveau arrêté un homme qui avait déchiré un exemplaire du Coran traduit en anglais, l'avait placé dans les toilettes, puis l'avait brûlé, bien qu'il ait ensuite été libéré sous caution.



La situation est restée relativement calme jusqu'en décembre 2015, lorsqu'un Danois a brûlé un exemplaire du Coran dans son jardin et a publié une vidéo en ligne. Les autorités danoises l'ont accusé de blasphème pour avoir brûlé une copie du Coran, ce qui est puni par la loi danoise d'une peine maximale de quatre mois de prison. Toutefois, le procureur général a déclaré qu'en cas de condamnation, l'homme n'aurait probablement qu'une amende à payer. Le même mois, à Ajaccio, sur l'île française de Corse, un groupe de manifestants a attaqué une salle de prière musulmane. Ils ont vandalisé l'espace de prière et brûlé des exemplaires du Saint Coran.

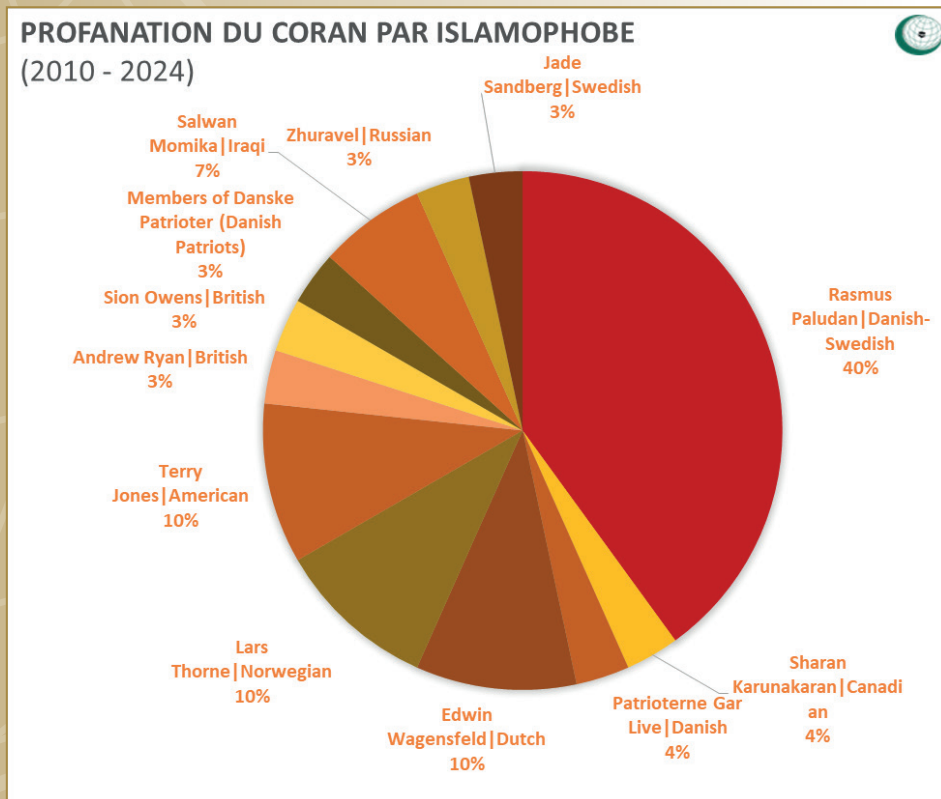
Depuis 2019, les actes provocateurs de profanation du Coran se sont intensifiés, souvent réalisés pour promouvoir des programmes d'extrême droite. En mars 2019, le célèbre Rasmus Paludan a brûlé des exemplaires du Coran devant le Parlement danois alors que les musulmans y protestaient contre les attaques de la mosquée néo-zélandaise. Deux mois plus tard, en juin 2019, une cinquantaine d'exemplaires du Coran déchirés ont été retrouvés à l'intérieur d'une mosquée de Brême, en Allemagne.

En novembre 2019, le groupe anti-islamique « Stop à l'islamisation de la Norvège » (SIAN) a jeté et brûlé des exemplaires du Coran lors d'une manifestation en Norvège, ce qui a provoqué des attaques contre eux. En août 2020, le parti de Paludan a brûlé un exemplaire du Coran à Malmö, en Suède, ce qui a donné lieu à de violents affrontements avec la police. Le même mois, un groupe norvégien anti-islam déchire et crache sur des pages du Coran lors d'un rassemblement à Oslo.

En septembre 2021, Paludan a jeté de manière provocante un Coran sur le sol près d'une mosquée à Stockholm, au milieu d'un important dispositif de sécurité, avant d'être évacué. En décembre 2021, un homme a été arrêté à l'université d'État de l'Arizona pour atteinte significative à la propriété, notamment pour avoir déchiré et brûlé des Corans dans la salle interconfessionnelle de la bibliothèque.

Le 22 février 2022, Paludan a obtenu l'autorisation d'organiser un rassemblement à Göteborg, en Suède, où son groupe prévoyait de brûler un Coran et d'afficher une caricature du prophète Mahomet (que la paix et la bénédiction d'Allah soient sur lui). Le 14 avril 2022, Paludan brûle un

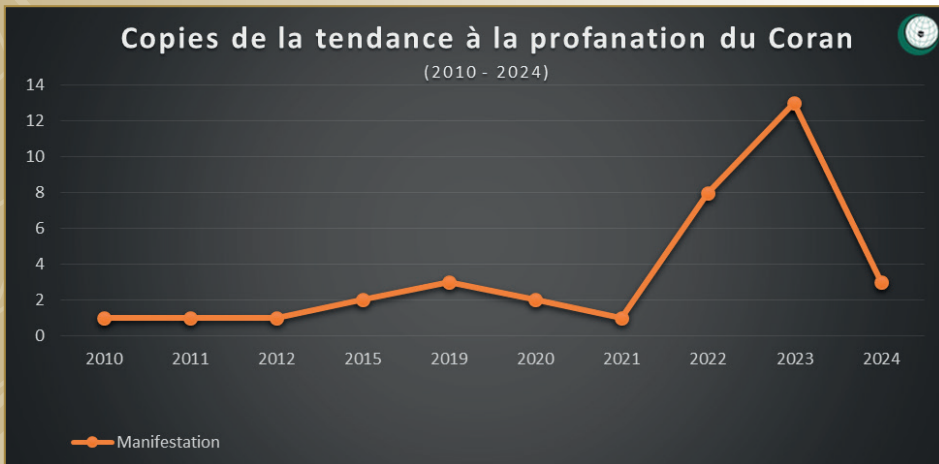
exemplaire du Saint Coran dans un quartier musulman de Linköping, en Suède, sous la protection de la police, ce qui provoque des affrontements qui blessent 40 personnes et endommagent 20 voitures de police. Le 30 avril, il a annoncé avoir brûlé un autre exemplaire du Saint Coran à l'extérieur d'une mosquée à Jonköping, bien que le permis lui ait été refusé. En mai 2022, Paludan a continué à brûler des exemplaires du Saint Coran devant des mosquées suédoises sans permis, s'enfuyant après que des contre-manifestants eurent tenté de l'arrêter.



En juillet 2022, Lars Thorne, chef du groupe anti-islamique SIAN, brûle des exemplaires du Coran dans un quartier musulman d'Oslo, en Norvège, provoquant la colère des habitants qui tentent d'éteindre l'incendie au milieu des protestations. En octobre 2022, la police néerlandaise a dispersé un rassemblement de brûleurs d'exemplaires du Saint Coran prévu par le groupe islamophobe Pegida à Rotterdam, et a arrêté un dirigeant.

En décembre 2022, une mosquée de Stockholm, en Suède, a été prise pour cible : un Coran a été détruit et suspendu par des chaînes à l'entrée. En janvier 2023, Edwin Wagensfeld, dirigeant néerlandais de Pegida, déchire

et brûle un exemplaire du Coran devant le parlement de La Haye, sous la protection de la police, et partage la vidéo de son acte provocateur.

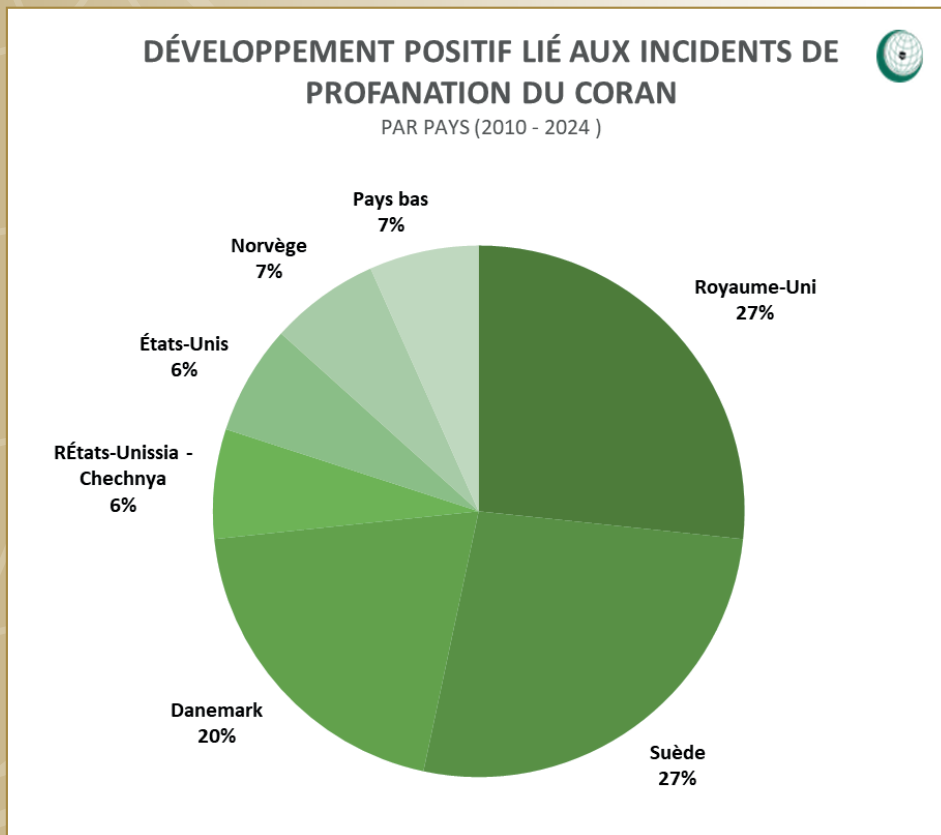


Le 21 janvier 2023, Rasmus Paludan a de nouveau brûlé un exemplaire du Saint Coran près de l'ambassade de Turquie à Stockholm, sous la protection de la police. Une semaine plus tard, le 27 janvier, il récidive devant une mosquée de Copenhague après les prières du vendredi, en brandissant des documents diffamants envers le prophète Mahomet (Que la Paix soit sur lui). En février 2023, la Norvège a annulé l'autorisation de brûler le Coran après que la Turquie a mis en garde contre des sanctions diplomatiques. Ce mois-là, la police de Stockholm refuse également l'autorisation de brûler un exemplaire du Saint Coran à l'ambassade de Turquie, tandis que trois exemplaires profanés du Coran sont découverts dans différents lieux en Suède. Le 24 mars 2023, le groupe d'extrême droite danois «Patrioterne Gar Live» a brûlé des exemplaires du saint Coran et un drapeau turc devant l'ambassade de Turquie à Copenhague.

Certains pays occidentaux ont pris des mesures pour endiguer ces provocations, en mettant en œuvre diverses mesures pour faire face au problème croissant de la profanation d'exemplaires du Saint Coran. Une grande partie de ces efforts se traduit par des arrestations policières en réponse à des incidents de profanation, ce qui suggère que l'action des forces de l'ordre a joué un rôle crucial dans la résolution de ce problème. En outre, des initiatives de politique publique ont été mises en œuvre, ce qui témoigne de l'implication des décideurs politiques dans la lutte contre

ces incidents. Les décisions de justice et les procès font également partie des mesures prises, ce qui témoigne de l'implication du système judiciaire. Il est intéressant de noter que des mesures préventives ont été mises en place, telles que le refus d'accorder des permis pour des événements de profanation. En outre, des efforts ont été déployés pour contrer les groupes d'extrême droite, soulignant l'importance de s'attaquer aux causes profondes et aux idéologies qui contribuent à de tels incidents.

Par exemple, en mars 2023, le Royaume-Uni a interdit l'entrée à Paludan qui prévoyait de brûler une copie du Saint Coran dans le Yorkshire pendant le Ramadan. En avril, un Canadien a été arrêté pour crime de haine après avoir déchiré un exemplaire du Coran dans une mosquée de l'Ontario. En mai 2023, la Suède a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Paludan, soupçonné de crimes multiples tels que l'incitation à la haine. Le 28 juin, un immigrant irakien en Suède, Salwan Momika, a brûlé un exemplaire du Saint Coran à l'extérieur de la principale mosquée de Stockholm, avec l'autorisation de la police, et a fait l'objet d'une enquête pour agitation contre un groupe ethnique.

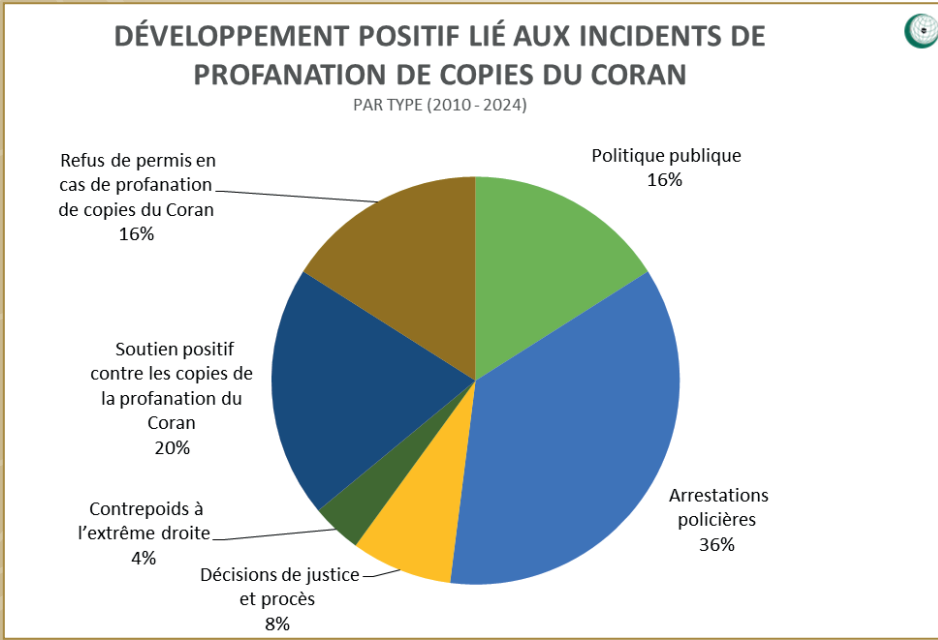


La chronique indique clairement que les incidents de profanation d'exemplaires du Saint Coran sont devenus de plus en plus fréquents et routiniers, se produisant régulièrement dans certains pays européens. Il est alarmant de constater que la profanation du texte islamique sacré est considérée comme quelque chose de « normal ».

Le problème est aggravé par une tendance troublante à la normalisation de ces actes dans certains pays occidentaux sous le couvert de la liberté d'expression. Or, la liberté d'expression ne s'étend pas et ne doit pas s'étendre à des actes qui incitent intentionnellement à la haine, à la violence et à l'irrespect des croyances religieuses d'autrui. Ce qui était autrefois condamné comme un comportement marginal et odieux est en train de se transformer en un phénomène d'une fréquence alarmante qui menace d'exacerber les tensions religieuses et culturelles dans le monde.

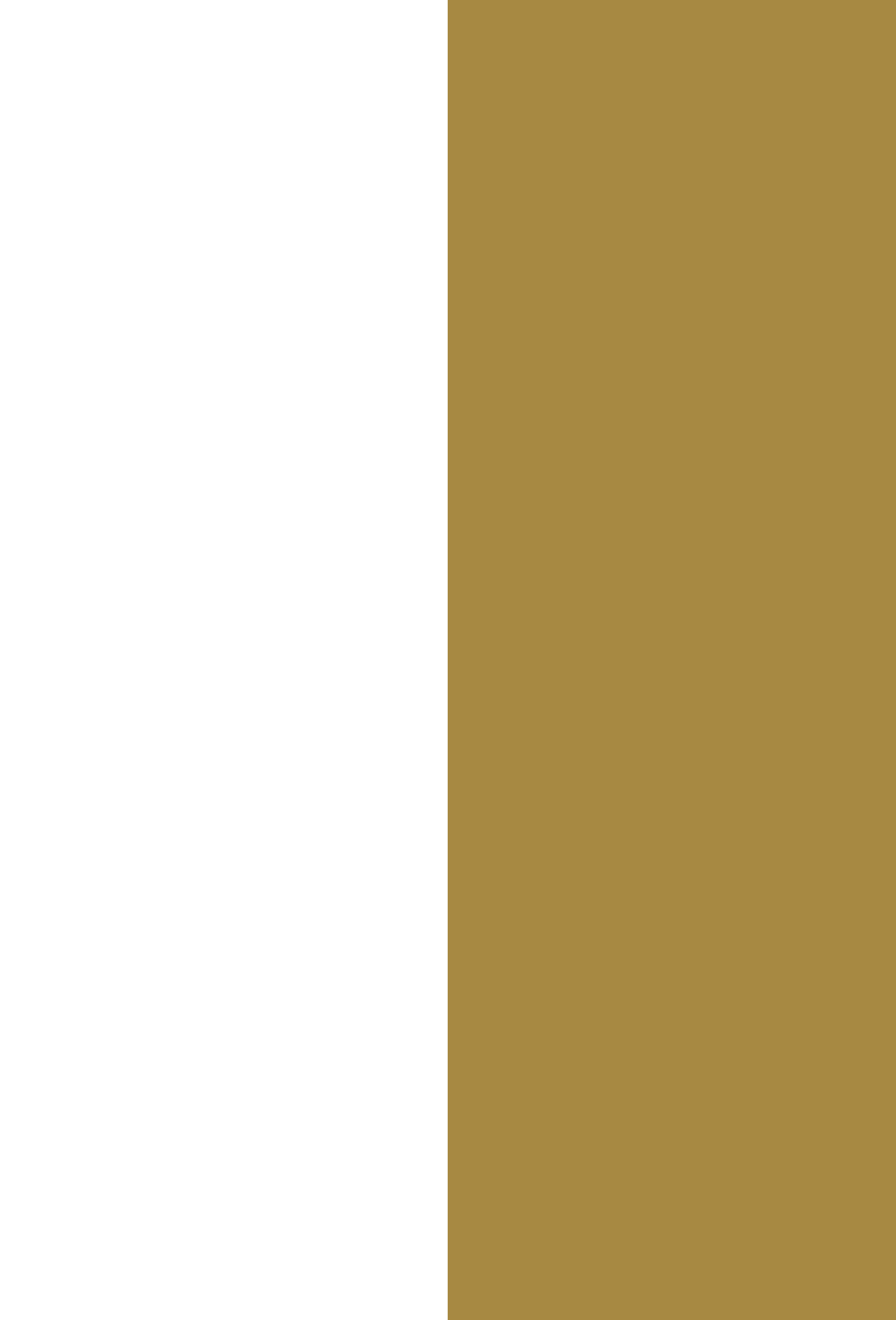
L'Observatoire a identifié certaines conséquences potentielles de la poursuite de ces actions :

- Attiser la colère et l'agitation parmi les populations musulmanes du monde entier ;
- Légitimer les récits extrémistes et les efforts d'enrôlement ;
- Intensifier les cycles de provocation et de représailles entre les communautés ;
- Saper les principes de tolérance et de respect religieux.



On attend vraiment des gouvernements, des chefs religieux et de la société civile qu'ils dénoncent sans équivoque ces actes de provocation qui dénigrent inutilement les textes sacrés et les croyances d'autrui. Des mesures concrètes doivent être prises pour désamorcer ces cycles de provocation tout en respectant les droits et la dignité de toutes les communautés religieuses. L'Observatoire exhorte tous les Etats membres à prendre note de cette tendance préoccupante.

RECOMMENDATIONS



RECOMMANDATIONS

Pour trouver une solution globale à l'islamophobie, il est nécessaire d'adopter une approche à plusieurs niveaux impliquant un travail collectif et des contributions actives de la part des différentes parties prenantes. L'Observatoire propose les niveaux suivants pour une stratégie efficace :

Niveau 1 : le front du dialogue

- Accroître le rôle des chefs religieux et communautaires pour freiner l'extrémisme par la promotion des idéaux de tolérance, de modération, de respect mutuel et de coexistence pacifique.
- Renforcer les mécanismes existants de dialogue interreligieux et intra-confessionnel afin d'éviter les perceptions erronées et de promouvoir une meilleure compréhension et un respect mutuel au sein de toutes les religions et entre elles.

Niveau 2 : Front médiatique

- Collaborer avec les médias pour promouvoir la compréhension de l'usage responsable de la liberté d'expression.
- Tenir les médias xénophobes pour responsables de la perpétuation du discours de haine et de l'extrémisme par les politiques gouvernementales.
- Utiliser divers canaux de communication pour élargir le débat public et l'engagement.

Niveau 3 : Développement et sécurité

- Étendre les programmes de développement aux communautés musulmanes immigrées défavorisées, en particulier dans les pays occidentaux.
- Engager des discussions multilatérales et bilatérales pour examiner les questions de discrimination en matière d'emploi, d'opportunités et d'intégration sociale, afin de dissuader les jeunes musulmans sans emploi

de devenir la proie d'idéologies extrémistes.

- Intégrer des objectifs de développement dans les efforts de déradicalisation et de lutte contre le terrorisme, en dépassant la seule focalisation sur la lutte contre le terrorisme et les solutions militaires.

Niveau 4 : Fronts de l'éducation et de la société

- Intégrer l'éducation à la paix en intégrant les droits de l'homme et les valeurs multiculturelles dans les programmes scolaires.
- Mettre en œuvre des programmes et mobiliser des ressources pour soutenir l'engagement communautaire en faveur de la paix.
- Poursuivre les recherches et le dialogue politique pour comprendre les modalités et les stratégies utilisées pour propager l'extrémisme, y compris les moteurs sociaux et les valeurs.
- Veiller à ce que les politiques et les programmes des pays traitent de la cohésion sociale et de la pluralité en soulignant le rôle des familles dans la lutte contre les attitudes extrémistes et en encourageant la réconciliation au sein des communautés.
- Engager les communautés religieuses dans la lutte contre l'extrémisme et les clivages sectaires, et trouver des valeurs communes sur lesquelles la compréhension et la coopération peuvent être construites.
- Collaborer avec les organisations de la société civile qui ont l'expérience de la résolution des conflits, de la coopération et de la réconciliation politique.

Niveau 5 : Front juridique et politique

- Appliquer la législation nécessaire contre les actes qui conduisent à l'incitation à la haine, à la discrimination et à la violence à l'encontre des personnes en raison de leur religion.
- Encourager les efforts de lutte contre l'islamophobie par le biais de projets créatifs et de politiques applicables, tels que le renforcement de l'engagement des jeunes, l'intégration d'éléments liés à l'islamophobie dans les programmes scolaires et l'offre d'un contenu modéré pour les enfants en bas âge.

- Créer des centres dédiés à l'étude et à la lutte contre l'islamophobie pour aider à coordonner les efforts nationaux et à déconstruire le discours et l'idéologie islamophobes.

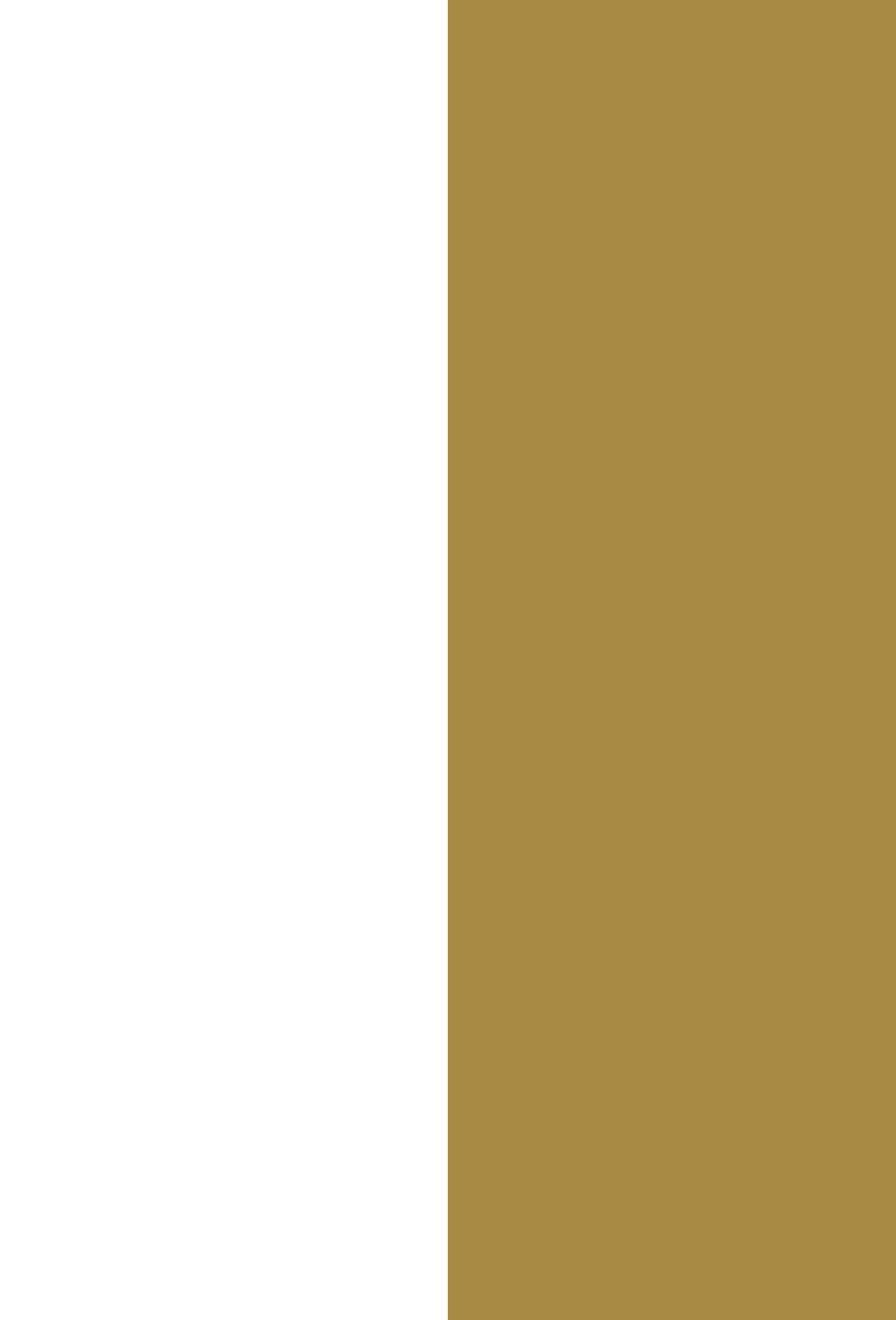
Niveau 6 : Front international

- Reconnaître que l'islamophobie est étroitement liée à d'autres problèmes mondiaux, tels que le terrorisme, l'extrémisme, la radicalisation, les droits de l'homme, les conflits entre les religions, les tensions intra-religieuses et les génocides fondés sur la religion.
- Lancer de vastes campagnes pour projeter une image positive de l'islam, en particulier dans les pays où l'islamophobie est la plus palpable, avec l'aide des communautés musulmanes des pays non membres de l'OCI.
- Accroître le soutien aux communautés musulmanes dans les sociétés non musulmanes afin de leur donner les moyens de lutter et de résister aux actes d'intolérance et de discrimination fondés sur la religion ou les convictions.
- Promouvoir les dialogues interconfessionnels et interreligieux pour sensibiliser aux interprétations fondées des préceptes et des enseignements religieux et ouvrir des espaces de discussion sur l'islam parmi les non-musulmans.
- Tendre la main à la diaspora musulmane dans les pays non musulmans, en l'engageant dans un dialogue constructif avec ses compatriotes non musulmans afin de mettre au point des mécanismes durables de lutte contre la discrimination à l'encontre des musulmans ou de toute autre minorité religieuse.
- Utiliser les mécanismes existants de l'OCI, tels que le groupe de contact sur les minorités musulmanes en Europe et le groupe de contact sur la paix et le dialogue, pour coordonner les efforts collectifs du monde musulman dans la lutte contre l'islamophobie au niveau international.
- Élaborer des projets de lutte contre l'islamophobie en collaborant étroitement avec des entités internationales telles que l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC), des ONG et des OSC qui prônent la lutte contre l'islamophobie au niveau local.
- Maintenir la question de l'islamophobie parmi les priorités du Conseil des

droits de l'homme et de l'Assemblée générale des Nations unies, et mettre en œuvre la résolution 16/18 des Nations unies sur la lutte contre l'incitation à la haine, à la discrimination et à la violence envers des personnes en raison de leur religion.

- Travailler collectivement en tant que communauté internationale pour s'attaquer au fléau de l'islamophobie, de l'extrémisme et de l'intolérance avec détermination et force.
- Mettre en œuvre la formule et les recommandations prescrites par la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui est un signe d'espoir pour une action mondiale de lutte contre la discrimination, l'intolérance et la stigmatisation fondées sur la religion et les convictions.
- Veiller à ce que le consensus international de la résolution 16/18 progresse en participant activement au mécanisme de suivi des sessions annuelles du processus d'Istanbul.
- Soutenir l'Observatoire de l'islamophobie au sein du Secrétariat général en lui allouant les ressources nécessaires pour établir un réseau avec d'autres plateformes de surveillance des discours de haine dans le monde entier.
- Organiser diverses manifestations pour commémorer la « Journée internationale de lutte contre l'islamophobie » qui correspond au 15 mars de chaque année.
- Optimiser le rôle de l'envoyé spécial de l'OCI pour l'islamophobie afin de renforcer l'engagement de l'OCI auprès des organisations internationales et régionales sur cette question cruciale.

MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE



MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE

D'une manière générale, l'islamophobie désigne la peur irrationnelle, la haine ou les préjugés à l'égard de l'islam et des musulmans. Elle se manifeste de diverses manières, notamment par des attitudes discriminatoires, des discours de haine, des agressions physiques, une discrimination institutionnelle et une marginalisation sociale. Parmi les manifestations les plus courantes de l'islamophobie, on peut citer les stéréotypes négatifs qui font des musulmans des terroristes ou des extrémistes, les agressions verbales et physiques contre des personnes en raison de leur identité musulmane, les restrictions imposées aux pratiques religieuses telles que le port du hijab ou la construction de mosquées, et la discrimination systémique dans des domaines tels que l'emploi, le logement et l'éducation.

L'Observatoire définit l'islamophobie comme une combinaison de peur, de haine et de préjugés à l'encontre de l'islam, des musulmans et de tout ce qui est associé à l'islam (en tant que religion), comme les mosquées, les centres islamiques, le Coran, le hijab, etc. L'islamophobie constitue également une forme de stigmatisation, de racisme et de discrimination dans la vie quotidienne, dans les médias, sur le lieu de travail, dans la sphère politique, etc. Elle est ancrée dans les esprits et se reflète dans les attitudes, et peut se manifester par des actions violentes, telles que l'incendie de mosquées, le vandalisme, la violence à l'égard des femmes portant le hijab, ou l'insulte des prophètes ou des symboles sacrés de l'islam.

Ce chapitre détaille les différentes manifestations de l'islamophobie en examinant les indicateurs qui comprennent les déclarations, les événements et les incidents qui se sont produits dans différents pays au cours de la période examinée, classés en discrimination, politique islamophobe, extrême droite, agression verbale et physique, discours de haine et haine en ligne, et diffamation du hijab, du voile et de la burqa.

DISCRIMINATION

La discrimination est le traitement injuste ou préjudiciable de différentes catégories de personnes, notamment pour des raisons de race, d'âge, de sexe ou de handicap. Elle consiste à établir entre les êtres humains des distinctions qui ne sont pas en rapport avec leurs qualités ou leurs mérites individuels. La discrimination refuse l'égalité de traitement et l'égalité des chances en imposant des charges ou des désavantages inégaux, ou en créant un traitement préférentiel pour certaines personnes en raison de leur appartenance, de leur perception de leur appartenance ou de leur association à un groupe ou à une catégorie particulière.

La discrimination peut prendre de nombreuses formes - elle peut être institutionnelle et systémique par le biais de politiques, de pratiques, de lois et de normes sociétales, ou elle peut se manifester par des comportements, des paroles et des actes individuels qui témoignent de préjugés, de haine, de partialité et d'intolérance à l'égard d'autrui. Certaines des formes les plus fréquentes de discrimination sont fondées sur la race, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge, le handicap, la religion, le statut socio-économique et l'orientation sexuelle.

La discrimination va à l'encontre des principes fondamentaux des droits de l'homme en privant les personnes de leur dignité inhérente, de leurs libertés et de leurs opportunités sur la base de caractéristiques arbitraires plutôt que sur la base du mérite. Elle perpétue l'inégalité, marginalise des groupes et empêche les individus de participer pleinement à la vie en société. La discrimination se produit surtout lorsque des individus ou des groupes sont traités de manière injuste, pire que d'autres personnes, sur la base de leur appartenance réelle ou supposée à certains groupes ou catégories sociales. Elle consiste à restreindre l'accès des membres d'un groupe aux opportunités ou aux privilèges offerts aux membres d'un autre groupe.¹

Dans le cadre de ce rapport, l'Observatoire a surveillé les distinctions injustifiées visant des individus ou des groupes musulmans en raison de leur foi ou de leur religion.

Aux États-Unis, un groupe de défense des musulmans a accusé la compagnie Southwest Airlines, basée à Dallas, d'avoir rejeté la demande de changement

d'horaire d'un travailleur du Maryland afin qu'il puisse assister à une réunion de prière le vendredi, puis de l'avoir licencié lorsqu'il a pris un jour de congé. Dans une plainte déposée auprès de la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi, le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a déclaré que le transporteur avait licencié Justin Mavins, agent de piste à l'aéroport international de Baltimore-Washington, après que l'«équipe d'adaptation» de la compagnie lui eut signifié qu'il ne pouvait pas changer d'équipe pour assister à la prière du Jum'ah un vendredi après-midi. Lors de la débâcle de la compagnie en décembre, il a utilisé un jour de congé pour se rendre à la réunion de prière et a été licencié peu de temps après.²

Trois femmes musulmanes qui portent des hijabs ont intenté une action en justice contre Amazon, affirmant avoir été victimes de discrimination religieuse alors qu'elles travaillaient dans un centre de distribution de Pittsburgh en 2022. Yvette Smith et ses deux filles, Tiara Smith et Sadaira Smith, du quartier Marshall-Shadeland de Pittsburgh, ont déposé une plainte fédérale le 30 octobre 2023 pour discrimination religieuse, raciale et sexuelle, environnement de travail hostile, représailles, coups et blessures et supervision négligente. Sam Stephenson, porte-parole d'Amazon, a déclaré que la société examinait la plainte. L'action en justice allègue qu'avant même que les femmes ne commencent à travailler pour Amazon, un agent de sécurité travaillant sur le site de Roswell Drive ne leur a pas permis d'entrer dans l'établissement pour entamer le processus d'intégration. Le site se trouve dans le quartier Fairywood de Pittsburgh. Selon la plainte, ils ont tenté de se rendre dans l'établissement à quatre reprises entre septembre et novembre 2021 pour commencer la formation des nouveaux employés. « Lorsque les Smith ont tenté d'entrer dans le centre de distribution, un agent de sécurité, après avoir observé leurs attributs physiques et leurs caractéristiques, y compris leurs vêtements religieux, leur sexe, leur race et/ou leur race perçue, leur a immédiatement refusé l'entrée dans le centre de distribution », indique la plainte. Même après avoir commencé à travailler dans ce centre, les Smith n'ont pas été correctement formés par leurs supérieurs et ont continué à faire l'objet de discriminations. Un superviseur leur a dit : « Vous portez des hijabs et des foulards et vous devez les enlever », a déclaré l'action en justice. Les femmes ont affirmé qu'elles

faisaient fréquemment l'objet de commentaires négatifs au sujet des hijabs.³

Tariq Khan, ancien rédacteur en chef et responsable du service des actualités étrangères du week-end pour Fox News, a affirmé que la chaîne l'avait injustement licencié en guise de représailles après qu'il se fut plaint à plusieurs reprises du comportement misogyne, islamophobe et bigot de son patron. Dans une plainte déposée le 28 septembre 2023 dans le district sud de New York, M. Khan affirme que le vice-président de la couverture de l'actualité de Fox, Greg Headen, qui dirigeait auparavant le bureau des actualités étrangères de la chaîne, utilisait fréquemment un langage grossier et homophobe sur le lieu de travail. En outre, M. Khan affirme que M. Headen, qui était son supérieur hiérarchique direct, a également «manifesté à plusieurs reprises des préjugés à l'égard des musulmans et a fait une série de remarques au travail associant l'islam au terrorisme en présence de M. Khan, qui pratique l'islam». M. Khan, qui était également le spécialiste des Oscars de la chaîne, a affirmé que Fox News l'avait «illégalement licencié» en mai 2023, en violation de ses droits en vertu du titre VII de la loi sur les droits civils et de la loi sur les droits de l'homme de la ville de New York. « Les allégations persistantes de M. Kahn ont fait l'objet d'une enquête approfondie tout au long de son mandat et ont été jugées sans fondement », a déclaré un porte-parole de Fox News dans un communiqué. « Nous nous engageons pleinement à nous défendre contre ces allégations sans fondement devant les tribunaux. »⁴

Toujours aux États-Unis, une ancienne enseignante a intenté une action en justice en janvier 2024, affirmant qu'elle avait été rétrogradée après avoir déposé une plainte pour discrimination à l'institut Mary et à l'école St. La plainte déposée au nom de Ghada Ead, une musulmane qui a enseigné pendant environ cinq ans dans cette école privée de Ladue, affirme avoir été rétrogradée en avril 2023, quelques mois après s'être plainte des commentaires d'une assistante administrative de l'école. Une porte-parole de l'école, Amy Zlatic, a déclaré au Post-Dispatch dans un courriel que Country Day ne commentait pas les litiges en cours. La plainte affirme que Mme Ead s'habille modestement et porte un hijab dans le cadre de ses croyances religieuses. En août 2022, selon la plainte, l'une des assistantes administratives de l'école a passé une commande groupée de T-shirts pour

les élèves et les enseignants, mais a refusé la demande de Mme Ead, qui souhaitait une version à manches longues du t-shirt.⁵

Au Canada, des groupes musulmans du Québec ont intenté une action en justice contre le gouvernement provincial au sujet de l'interdiction des salles de prière dans les écoles publiques, arguant que l'ordonnance était discriminatoire et violait les droits à la liberté de religion et d'association garantis par la Charte des droits et libertés. Cinq organisations musulmanes ont saisi la Cour supérieure du Québec pour demander une révision judiciaire de l'interdiction et la déclarer inconstitutionnelle.⁶

Un député a été empêché de monter à bord d'un vol pour le Canada avec d'autres membres du Parlement « parce qu'il s'appelait Mohammad », a appris la Chambre des communes le 23 octobre 2023. Mohammad Yasin, député travailliste de Bedford, devait se rendre au Canada avec d'autres députés de la commission parlementaire sur le nivellement, le logement et les communautés lorsqu'il a été retardé pour être interrogé « pendant une période considérable » dans les aéroports des deux pays la semaine précédente. Clive Betts, président de la commission, a déclaré que l'incident était inacceptable en raison de sa « nature raciste et islamophobe » et qu'il écrirait au haut-commissaire canadien au Royaume-Uni. Il a ajouté qu'on avait demandé à son collègue s'il portait un couteau ou une autre arme et où il était né lorsqu'il a été emmené à l'écart par des fonctionnaires d'Air Canada. Yasin a ensuite été interrogé de la même manière par des fonctionnaires lors de son voyage de retour au Royaume-Uni, a-t-on appris auprès des députés. M. Betts, qui avait soulevé un point d'ordre concernant cet « incident grave », a déclaré aux Communes : « Lorsque les membres de la commission se sont enregistrés pour leurs vols à Heathrow, tous les députés sont passés, à l'exception du député de Bedford, qui a été retardé pour être interrogé pendant une période considérable. « On lui a dit que c'était parce que son nom était Mohammad. » M. Betts a ajouté : « L'interrogatoire a été mené par des fonctionnaires d'Air Canada et, selon nous, du gouvernement canadien, alors que le député avait déjà reçu un visa pour entrer au Canada. » Après avoir prouvé qu'il était député avec l'aide du greffier de ma commission, il a finalement été autorisé à entrer. « À l'aéroport de Montréal, les mêmes problèmes ont été soulevés par les

services d'immigration canadiens. Sur le chemin du retour, à l'aéroport de Toronto, il a de nouveau été interpellé et a pu prendre son vol avec l'aide de mon consul général, qui s'est montré très serviable. M. Betts a ajouté que M. Yasin « a reçu des excuses du secrétaire parlementaire du ministre canadien de l'immigration et d'Air Canada », mais que « compte tenu de la nature raciste et islamophobe de ces interpellations », il envisageait « d'écrire au haut-commissaire canadien ».⁷

Au Royaume-Uni, un policier musulman a raconté qu'on avait placé du bacon dans ses bottes et qu'on avait coupé la barbe d'un collègue sikh dans le cadre d'un comportement raciste qualifié de « farce » et de « plaisanterie » par la police métropolitaine. De nombreux exemples de racisme et de discrimination effroyables au Royaume-Uni ont également été mis en lumière, comme celui d'un policier musulman qui a décrit comment il avait été pris pour cible en raison de sa foi, mais qui n'avait pas osé s'exprimer. Il a déclaré : « J'ai trouvé du bacon dans mes bottes à l'intérieur de mon casier fermé à clé. J'ai été horrifié, mais j'ai gardé l'esprit ouvert en me demandant de qui il pouvait s'agir. Je ne voulais pas être considéré comme une personne jouant la carte de la race et, par crainte de représailles, je n'en ai parlé à personne à l'époque ». Un autre officier a déclaré à la commission d'enquête, dirigée par la baronne Louise Casey : « Il y a eu un certain nombre d'incidents au cours desquels des officiers baptisés [sikhs] ont été malmenés. Un agent s'est fait couper la barbe parce qu'un autre agent avait trouvé ça drôle ». Le rapport indique que les comportements racistes et discriminatoires sont souvent « tolérés, ignorés ou considérés comme du 'badinage' ».⁸

Toujours au Royaume-Uni, l'armée britannique a admis qu'un soldat musulman avait été victime de « préjugés anti-islamiques », après avoir réglé une affaire historique de discrimination religieuse intentée après que des collègues soldats eurent refusé de laisser le plaignant observer correctement le ramadan alors qu'il était déployé à Chypre. Ebrima Bayo, originaire de Huddersfield, a déclaré qu'on lui avait refusé les plats chauds servis aux autres soldats lorsqu'ils rompaient le jeûne et qu'on l'avait forcé à signer une décharge l'engageant à passer plus de temps dans la salle de sport, sous prétexte que c'était nécessaire pour s'assurer qu'il était en bonne forme

physique. « J'ai cru comprendre qu'ils essayaient de briser ma volonté. Vous avez dit que vous alliez jeûner, mais nous allons vous rendre la vie difficile et vous finirez par craquer, plier et arrêter », a déclaré M. Bayo. L'ancien soldat a décrit les railleries et le harcèlement dont il faisait l'objet de la part de ses collègues lorsqu'il sortait pour les prières du vendredi pendant le mois sacré. « Lorsque nous mettions notre tenue de mosquée, les gens nous insultaient, essayaient d'être drôles, nous demandaient ce que nous avions en dessous, pourquoi nos poches étaient pleines », a-t-il déclaré. La discrimination a eu lieu en 2017, alors que Bayo était déployé à Chypre avec le Royal Logistic Corps, et l'a finalement conduit à quitter l'armée, bien qu'il s'agisse d'un emploi auquel il aspirait depuis son plus jeune âge. Le ministère de la défense s'est opposé à la plainte de Bayo et il a fallu cinq ans et demi à l'ancien soldat pour obtenir des excuses et une indemnisation. Ce n'est qu'en mars 2024 que Bayo a obtenu gain de cause auprès d'un tribunal de l'emploi public. L'armée a présenté ses « excuses pour les préjugés anti-islamiques, à la fois conscients et inconscients au sein de l'unité » et pour une « attitude culturellement insensible de la part de la chaîne de commandement ». Elle a déclaré que M. Bayo était un « excellent » soldat et qu'il avait reçu une indemnité dont le montant n'a pas été révélé. L'ancien combattant a déclaré qu'il pensait que « oui, l'armée britannique est institutionnellement raciste », en partie à cause de ce qui s'est passé et de la manière dont sa plainte a été traitée à l'origine, puis contestée pendant une longue période par le ministère de la défense.⁹

Toujours au Royaume-Uni, le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB) a écrit au Premier ministre, au chancelier et à d'autres personnes pour demander instamment la protection des droits bancaires universels, indépendamment de l'appartenance religieuse ou culturelle ou des opinions politiques d'une personne. Le groupe a déclaré que « de nombreuses personnes et organisations musulmanes respectueuses de la loi » avaient été « gravement affectées par le retrait arbitraire des services bancaires » et a fait valoir que cela était « devenu normal au cours de la dernière décennie » et qu'aucune mesure n'avait été prise pour y remédier. Le MCB a demandé une étude impartiale qui ne se contente pas d'examiner les mécanismes à l'origine des fermetures de comptes bancaires, mais qui étudie également

les raisons pour lesquelles les musulmans britanniques sont touchés de manière disproportionnée par ce problème.¹⁰

En France, Mouhssine Zouine, un boulanger franco-marocain, a ouvert sa boulangerie, «Dina L'Amie du Pain», en 2020 dans la ville de Saint Marcellin, dans le département de l'Isère, dans le sud-est de la France, à 51 kilomètres de la ville de Grenoble. La boulangerie, qui vend des produits orientaux et des pâtisseries traditionnelles, est le fruit de décennies d'économies visant à honorer l'engagement et la passion de Mme Zouine pour la boulangerie tout au long de sa vie. Cependant, les efforts de vie de ce boulanger franco-marocain ont rapidement tourné au cauchemar après que des campagnes racistes l'ont pris pour cible, lui et son commerce. «Le problème a commencé en novembre 2021», a déclaré Zouine à Morocco World News (MWN). Il a souligné que c'est à ce moment-là qu'il a été confronté à divers défis, notamment le boycott, les menaces verbales, les ordures jetées sur sa porte et bien d'autres actes hostiles. Le boulanger a souligné qu'il pensait que le problème cesserait après s'être ouvert aux médias, où il a parlé de sa situation pour la première fois. «Mais cela n'a pas cessé», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il ne savait pas pourquoi de telles campagnes racistes et islamophobes continuaient à le viser. «Je ne sais pas, il n'y a pas de problème avec mes produits, le problème est que je suis un musulman marocain et (Dieu merci) j'en suis fier», a-t-il déclaré.¹¹

En Australie, un certain Ali a envoyé 30 dollars en guise de cadeau à son neveu de 9 ans, qui s'appelle Ibrahim* Muslim. Il a indiqué « Muslim BDAY » dans le champ de description du virement. Ali a alors reçu un courriel de la St. George Bank lui demandant de contacter l'équipe chargée des sanctions économiques et commerciales de la banque afin de fournir davantage d'informations sur le virement pour éviter qu'il ne soit annulé. « George Bank, lui demandant de contacter l'équipe chargée des sanctions économiques et commerciales de la banque afin de fournir davantage d'informations sur le virement pour éviter qu'il ne soit annulé. « Si [Muslim désigne] une personne, veuillez fournir son nom complet, sa date de naissance et son adresse. Muslim est un prénom courant chez les adeptes de la foi islamique. En tant que client de la Bank of Melbourne, M. Ali a été surpris de recevoir une correspondance de la part de « St. George -

une division de Westpac Banking Corporation (Westpac) - a l'obligation statutaire de s'assurer que les transactions qu'elle traite sont conformes à diverses lois australiennes et internationales, y compris celles relatives aux sanctions économiques et commerciales », peut-on lire dans l'e-mail. Ali et Fatima vivant tous deux en Australie, la raison pour laquelle l'équipe chargée des sanctions économiques et commerciales demandait ces informations n'était pas claire non plus.¹²

Selon le Registre australien de l'islamophobie, la discrimination sur le lieu de travail et dans les écoles a augmenté au cours des dernières années. Le rapport mentionne le cas d'un musulman qui lisait un livre de politique étrangère au travail, lorsque son supérieur s'est approché et lui a demandé de quoi parlait le livre. « Je lui ai dit qu'il s'agissait d'un livre sur la politique étrangère et les relations entre les États-Unis et le Pakistan et leur implication en Afghanistan », se souvient l'employé. La réponse du superviseur a été « inappropriée », selon l'homme. Il lui a dit : « Ne lisez pas de livres tels que vous pourriez finir par vous faire exploser en Australie », se souvient l'employé. Juste après, il a dit : « Lisez-vous le Coran, avez-vous lu le Coran ? ».¹³

En Espagne, certains universitaires convertis à l'islam ont caché qu'ils étaient musulmans afin de ne pas nuire à leur carrière, a déclaré l'un d'entre eux, qui travaillait dans le domaine des relations internationales, le 11 mai 2023. Luci Hurtado a souligné la discrimination dont sont victimes les universitaires musulmans dans les universités espagnoles. Luci Hurtado a déclaré qu'elle était catholique avant de devenir musulmane en 2010. Elle a indiqué qu'elle avait obtenu un doctorat en relations internationales dans l'une des prestigieuses universités espagnoles en 2011 et qu'elle n'avait pas été victime de discrimination parce qu'elle ne portait pas de foulard à l'époque, mais que les Espagnols musulmans qui l'entouraient avaient été exclus de l'académie. Elle note que les universitaires espagnols musulmans subissent davantage de pressions que les universitaires musulmans venant de pays étrangers. « La pression commence avant l'entrée dans la vie universitaire. Ils font des recherches sur vous pendant longtemps au moment de la candidature. Ce n'est pas une question de procédure. Les professeurs du département appellent les professeurs de l'université d'où vous venez et cherchent à savoir si vous êtes un musulman ou une personne « radicale ».

S'il s'avère que vous êtes musulman, vous n'êtes pas accepté à l'académie. Si vous demandez aux personnes qui font cela, elles le nient parce que ce qu'elles font est illégal», a-t-elle déclaré. Mme. Hurtado a fait remarquer que les universitaires espagnols dont on a découvert qu'ils étaient musulmans ont été qualifiés de « traîtres qui ont trahi leur pays ». Elle a ajouté que les professeurs espagnols qui étaient musulmans avaient également des difficultés à postuler dans d'autres universités. « Aucun universitaire espagnol ayant choisi de devenir musulman ne répondra aux questions que vous me posez parce qu'il a peur d'être stigmatisé et exposé. Les universités auxquelles nous postulons s'intéressent davantage à notre religion qu'à notre carrière universitaire. S'il s'avère que nous sommes musulmans, la crédibilité de nos articles, de nos analyses et de nos recherches sera remise en question », a-t-elle déclaré.¹⁴

En Inde, le 2 août 2023, des membres d'une organisation hindoue de droite ont demandé l'interdiction totale du namaz dans les espaces ouverts à partir du 11 août 2023. Lors d'une réunion avec le commissaire adjoint de Gurugram, Nishant Yadav, des membres de Samagra Hindu Seva Sangh, Haryana, ont demandé que l'autorisation accordée à la communauté musulmane d'offrir le namaz dans six espaces ouverts désignés dans la ville soit révoquée.¹⁵

POLITIQUE ISLAMOPHOBIE

Une politique est un système délibéré de principes visant à guider les décisions et à obtenir des résultats rationnels. Les politiques sont généralement mises en place par les gouvernements, les organisations, les entreprises et d'autres entités pour fixer des orientations, définir des procédures et des comportements acceptables, et indiquer comment les ressources doivent être allouées pour atteindre les objectifs fixés.

Au niveau gouvernemental, les politiques sont des lois, des réglementations et des plans d'action prescrits qui sont formellement approuvés et adoptés par les organes directeurs ou les dirigeants, et qui peuvent inclure des politiques fiscales, des politiques étrangères, des politiques de santé et des politiques d'éducation. Elles dictent la prise de décision gouvernementale sur les grandes questions d'intérêt public.

L'islamophobie pourrait être l'un de ces résultats escomptés, c'est pourquoi l'Observatoire présente ci-dessous les politiques islamophobes dans les pays en tant que cas empiriques d'islamophobie au cours de la période examinée.

Aux États-Unis, une organisation de défense de la communauté musulmane de Floride a demandé aux responsables de l'éducation de l'État de revenir sur leur récente décision d'autoriser la diffusion dans les écoles publiques du contenu vidéo conservateur de PragerU. La semaine précédente, un porte-parole du ministère de l'éducation de l'État avait déclaré que les vidéos de PragerU Kids avaient été examinées par le ministère et que leur contenu était « conforme » aux normes éducatives de l'État en matière d'instruction civique et d'éducation au gouvernement. Dans un communiqué de presse, le CAIR a attiré l'attention sur une « fiche d'information » publiée par la Georgetown University Bridge Initiative, décrite sur son site web comme « un projet de recherche pluriannuel sur l'islamophobie » hébergé à Georgetown. « Un certain nombre de vidéos de PragerU diffusent une rhétorique antimusulmane et des théories du complot », indique le document publié en 2020. Le document de la Bridge Initiative cite plusieurs vidéos de PragerU. Par exemple, Bridge Initiative a critiqué les vidéos intitulées « Is Islam a Religion of Peace ? » et « Where are the Moderate Muslims ? » (Où sont les musulmans modérés ?).¹⁶

La chaîne d'information américaine MSNBC a suspendu les émissions de trois présentateurs musulmans en raison des tensions croissantes à Gaza. Le 14 octobre 2023, Mehdi Hasan, Ayman Mohieddine et Ali Velshi ont été « discrètement retirés du fauteuil de présentateur depuis l'attaque du Hamas contre Israël ». Selon la source, la chaîne d'information de gauche n'a pas diffusé l'épisode nocturne de « The Mehdi Hasan Show » prévu pour le 12 octobre et a abandonné le projet de Mohieddine de présenter l'émission de Joy Reid le jeudi et le vendredi. Des sources ont également révélé que Velshi était remplacé par un autre présentateur pour ses prochaines émissions du week-end.¹⁷

Un grand cabinet d'avocats américain a déclaré avoir annulé les offres d'emploi de trois étudiants en droit qui avaient participé à des groupes ayant signé des déclarations critiquant le rôle d'Israël dans le conflit entre Israël et le Hamas, selon un rapport. Davis Polk, l'un des plus grands cabinets

d'avocats au monde, a déclaré dans un courriel interne qu'il avait annulé les offres faites aux étudiants des universités de Harvard et de Columbia parce qu'ils auraient soutenu des lettres accusant Israël d'être responsable de la violence. La décision de révoquer les offres d'emploi est intervenue alors que d'autres entreprises avaient déclaré qu'elles n'embaucheraient pas d'étudiants ayant soutenu des lettres critiques à l'égard d'Israël.¹⁸

Le 2 novembre 2023, le représentant Ryan Zinke a présenté un projet de loi visant à révoquer les visas et le statut de réfugié d'un certain nombre de Palestiniens. La loi intitulée « The Safeguarding Americans From Extremism Act » (loi sur la protection des Américains contre l'extrémisme) exigerait que le ministère de la sécurité intérieure s'abstienne de délivrer des visas ou d'accorder le statut de réfugié, d'asile ou de protection temporaire à toute personne titulaire d'un passeport délivré par l'Autorité palestinienne. Elle révoquerait également les visas et le statut de réfugié ou d'asile pour toute personne qui l'aurait obtenu le 1er octobre 2023 ou après cette date. Le projet de loi ordonne aussi directement aux services d'immigration et des douanes d'expulser les personnes qui perdent leur statut légal dans le pays en vertu des nouveaux critères.¹⁹

Le suspect de la fusillade qui a coûté la vie à trois étudiants d'origine palestinienne dans le Vermont le 25 novembre 2023 a plaidé non coupable de trois chefs d'accusation de tentative de meurtre au second degré le 27 novembre et un juge a ordonné qu'il soit détenu sans caution. Le suspect, Jason J. Eaton, a comparu lors de sa mise en accusation devant le tribunal pénal du comté de Chittenden à Burlington, par le biais d'un système de vidéo à distance depuis la prison du comté, où il était détenu depuis son arrestation le 26 novembre.²⁰

Le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a déposé une plainte pour discrimination au nom de Hajur El-Haggan, une enseignante noire musulmane arabo-américaine du Maryland, rapporte CNN. El-Haggan, professeur de mathématiques au collège Argyle Middle School au sein des Montgomery County Public Schools (MCPS) depuis 2015, a été placée en congé administratif le 20 novembre en raison de sa signature de courriel, qui comprenait une phrase soutenant les droits des Palestiniens. Selon la plainte déposée le 6 décembre, la signature du courriel contenait la phrase

« De la rivière à la mer, la Palestine sera libre », interprétée comme un appel à la liberté, à la dignité et à l'autodétermination des Palestiniens.²¹

Un groupe de défense a annoncé qu'il avait déposé une plainte contre les écoles publiques d'Ann Arbor, alléguant qu'un conseiller scolaire avait fait une remarque discriminatoire à l'encontre d'un élève musulman. La section du Michigan du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR-MI) a déposé la plainte auprès de l'Office des droits civils du ministère américain de l'éducation. Les autorités ont affirmé qu'un conseiller de la Tappan Middle School avait qualifié l'élève de huitième année de « terroriste ». Selon la plainte, le 14 novembre, l'élève attendait de parler à son conseiller d'orientation lorsqu'il a demandé au conseiller de sixième année s'il pouvait boire de l'eau, ce à quoi l'employé lui a répondu qu'il ne le pouvait pas. Lorsque l'élève a demandé pourquoi, le conseiller aurait répondu : « Je ne négocie pas avec les terroristes », selon la plainte. « Les paroles du conseiller d'orientation qualifiant un élève de 8e année de « terroriste » étaient non seulement discriminatoires, mais aussi profondément douloureuses pour l'élève », a déclaré Dawud Walid, directeur exécutif du CAIR-MI, dans un communiqué écrit.²²

Au Canada, les autorités canadiennes ont pris des mesures à l'encontre d'un agent de sécurité qui s'était opposé à ce qu'un musulman fasse ses prières dans un coin isolé d'une gare d'Ottawa, au Canada. Ahmad, à la gare d'Ottawa, a prié dans un coin vide de la gare, après quoi le garde s'est approché de lui et lui a demandé de ne pas prier à cet endroit, mais de prier à l'extérieur. L'incident s'est produit alors qu'Ahmad attendait, semble-t-il, un bus en retard en provenance de Toronto. Dans les vidéos de l'incident qui ont été diffusées sur les médias sociaux, on peut voir l'agent de sécurité se disputer avec M. Ahmad et lui demander de ne pas prier dans la gare. « Ne priez pas ici. Nous ne voulons pas que vous priiez ici. Vous dérangent nos autres clients. D'accord ? », dit le garde. « Pas une seule personne n'a rien à dire. Je suis allé au bout du couloir », rétorque Ahmad. « La prochaine fois, priez à l'extérieur. D'accord ? », demande le garde et tente de s'éloigner lorsque Ahmad demande : « Dehors dans le froid, alors que je suis ici à l'intérieur ? » La compagnie ferroviaire, Via Rail, s'est excusée et a déclaré qu'elle condamnait l'islamophobie.²³

Le 5 avril 2023, le ministre de l'Éducation Bernard Drainville a interdit aux centres de services scolaires de transformer les salles de classe en lieux de prière. Dans un communiqué conjoint publié le 6 avril 2023, les représentants de plusieurs mosquées de la Table de concertation des organismes musulmans (TCOM) ont exprimé leur choc et leur indignation face à cette décision. La TCOM souligne que cette décision intervient en plein Ramadan, qui se déroule cette année du 23 mars au 23 avril. « Cela a suscité beaucoup d'émotions dans notre communauté », a déclaré le président du Centre culturel islamique de Québec, Mohamed Labidi.²⁴

Le 14 juin 2023, un juge de la Cour supérieure du Québec a rejeté la demande d'un groupe de défense des musulmans et d'une organisation de défense des libertés civiles de suspendre l'interdiction des salles de prière dans les écoles publiques. L'Association canadienne des libertés civiles et le Conseil national des musulmans canadiens avaient fait valoir que l'interdiction causait un préjudice irréparable aux élèves musulmans et qu'elle devait être suspendue immédiatement. Les élèves musulmans ne pouvaient pas attendre que la contestation juridique plus large soit portée devant les tribunaux, ont-ils déclaré. À la suite de la publication d'informations selon lesquelles au moins deux écoles de la région de Montréal autorisaient les élèves musulmans à prier, le ministre de l'éducation Bernard Drainville a interdit aux écoles d'offrir des espaces de prière dédiés, en invoquant la politique de la province en matière de laïcité institutionnelle. En réaction, les groupes musulmans et de défense des libertés civiles ont intenté une action en justice au nom d'un élève de 16 ans d'une école secondaire de la région de Montréal, identifié comme « X » dans les documents judiciaires.²⁵

Dans le territoire palestinien occupé, les autorités israéliennes ont interdit aux Palestiniens d'entrer dans la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée pour le 12^{ème} vendredi consécutif. Un grand nombre de policiers israéliens ont été déployés dans toute la ville pour restreindre l'accès des fidèles à la mosquée.²⁶



En outre, les forces israéliennes ont frappé des fidèles musulmans et les ont empêchés d'entrer dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem, la première nuit du mois sacré du ramadan, le 11 mars 2024. Sur des vidéos diffusées en ligne, on voit des policiers israéliens armés frapper des Palestiniens dans les rues de la vieille ville, alors qu'ils se dirigent vers le lieu saint pour assister à la prière du taraweeh²⁷.

Israël a également érigé des barbelés sur une clôture autour de la Porte des Lions, adjacente au complexe de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée, ont déclaré les autorités palestiniennes le 11 mars 2024. « Il s'agit d'un précédent dangereux qui ne s'est jamais produit depuis 1967 », a déclaré le bureau du gouverneur de Jérusalem dans un communiqué. La porte des Lions, également connue sous le nom de Bab al-Asbat, est située dans la vieille ville de Jérusalem et constitue l'une des principales portes d'accès à la mosquée Al-Aqsa. Nasser Qaws, un dirigeant du groupe palestinien Fatah, a déclaré que l'initiative israélienne « vise à empêcher les Palestiniens d'entrer dans la mosquée Al-Aqsa pendant le mois de jeûne musulman du Ramadan », ont rapporté les médias.²⁸



Le 12 mars 2024, des centaines de colons juifs ont à nouveau pris d'assaut l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée, alors que les forces israéliennes ont renforcé leur sécurité et les mesures prises à l'encontre des Palestiniens. Selon les médias officiels palestiniens, les colons escortés par les forces israéliennes ont pris d'assaut la mosquée d'Al-Aqsa en groupes à partir de la zone de la porte des Maghrébins, sur le côté ouest de la mosquée sacrée. Plus tôt dans la journée, environ 275 colons israéliens avaient pénétré dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa à la suite d'appels lancés par des groupes juifs pour intensifier les incursions dans la mosquée pendant le ramadan.²⁹

La semaine suivante, les restrictions israéliennes ont empêché des dizaines de milliers de musulmans palestiniens d'assister aux prières hebdomadaires du vendredi à la mosquée Al-Aqsa pour le 17^e vendredi depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza. Seules 13 000 personnes ont pu entrer dans la mosquée pour accomplir les prières, alors qu'elles sont plus de 50 000 les vendredis ordinaires, a déclaré un responsable du département des dotations islamiques à Jérusalem. Des témoins oculaires ont déclaré aux médias que la mosquée semblait presque vide de fidèles musulmans en raison des restrictions israéliennes.³⁰

Un ministre israélien avait appelé à l'annulation du mois sacré de l'islam, le ramadan, comme solution aux tensions en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est. Le ministre israélien du patrimoine, Amichai Eliyahu, a déclaré à la radio de l'armée : « Le soi-disant mois du ramadan doit être

supprimé, et notre peur de ce mois doit également être supprimée ». M. Eliyahu était membre du parti d'extrême droite Otzma Yehudit, dirigé par le ministre de la sécurité nationale Itamar Ben Gvir³¹.

En Italie, la fermeture de deux centres communautaires islamiques et d'espaces de prière dans le district de Monfalcone, dans la province de Gorizia, au nord-est de l'Italie, a frustré la communauté musulmane, composée principalement de travailleurs bangladais dans la zone des chantiers navals, ont rapporté les médias le 12 décembre 2023. Le maire Anna Maria Cisint, qui appartient au parti populiste de droite Lega, a fermé les centres en novembre et a pris des mesures pour empêcher les prières musulmanes dans un ancien supermarché en le déclarant comme site de construction, selon les médias. Furio Honsell, homme politique de gauche, a fait remarquer que la décision du maire violait les articles les plus essentiels de la Constitution. Deux prêtres catholiques, Flavio Zanetti et Paolo Zuttion, ont déclaré dans un communiqué que la liberté de culte était une valeur qui devait être respectée.³²

Le maire Anna Maria Cisint avait interdit les prières musulmanes dans la ville portuaire adriatique de Monfalcone, en Italie. Peu de temps après que la maire d'extrême droite a interdit les prières musulmanes, un centre culturel musulman de la petite ville italienne a reçu une enveloppe contenant deux pages du Coran partiellement brûlées. Le président du centre culturel, Bou Konate, a déclaré au Guardian : « C'était blessant, une insulte grave à laquelle nous ne nous attendions pas. Cependant, il ne s'agit pas d'une coïncidence. La lettre était une menace, générée par une campagne de haine qui a attisé la toxicité ». Mme. Cisint, qui avait alimenté la rhétorique anti-islamique dans la ville, était soutenue par le parti de la Ligue de Matteo Salvini et par Frères d'Italie, le parti dirigé par la première ministre italienne Georgia Meloni. Elle a été facilement réélue en 2022 en raison de sa position anti-immigration, qui a facilité la montée en puissance de l'extrême droite italienne. D'ailleurs, l'une de ses premières politiques a été de supprimer les bancs de la place principale, qui auraient été utilisés par les immigrants. Mme Cisint a même tenté de limiter le nombre d'étudiants étrangers dans les écoles et a également supprimé le cricket du festival des sports, en raison de son importance dans les communautés musulmanes. En outre, la Cisint

accuse les musulmans de ne pas vouloir apprendre l'italien et, lorsqu'ils le font, leur principal objectif est d'obtenir la citoyenneté.³³

En France, les syndicats d'enseignants et les associations de lutte contre le racisme ont demandé une enquête après que la police française a demandé aux écoles des informations sur le nombre d'élèves absents le jour de la fête musulmane de l'Aïd. Le gouvernement français a confirmé avoir demandé une « évaluation » du nombre d'élèves absents des écoles d'une ville du sud-ouest le jour de l'Aïd al-Fitr le mois précédent, mais a rejeté les allégations selon lesquelles cette demande controversée équivalait à un recensement sur la foi. La police a demandé aux directeurs d'école de Toulouse de lui communiquer le nombre d'élèves absents le jour de l'Aïd, dans le cadre d'une « demande des services de renseignement » visant à calculer « le pourcentage d'absentéisme [...] pendant la fête de l'Aïd [le 21 avril] ». La demande a été adressée directement aux établissements scolaires, sans passer par les académies locales, a précisé le rectorat de Toulouse. « Dès que les chefs d'établissement et les directeurs d'école nous ont fait part de cette demande, des instructions ont évidemment été données pour ne pas y répondre », a indiqué le rectorat à l'AFP. « Nous y voyons une grave dérive, une stigmatisation des élèves musulmans et une atteinte à leur liberté de conscience ».³⁴

Une loi de 2004 interdit le port de vêtements ou de symboles révélant la religion d'une personne dans les établissements scolaires, notamment les grandes croix, les kippas juives et les foulards islamiques. Contrairement aux foulards, les abayas - un vêtement long et ample porté pour se conformer aux croyances islamiques en matière de modestie vestimentaire - occupent une zone grise et ne font pas l'objet d'une interdiction catégorique. Toutefois, certains estiment qu'elles bafouent les principes de laïcité, ce qui intensifie le débat récurrent sur l'influence de l'islam dans les écoles. « Ils parlent de 'tenue modeste', mais cela ressemble beaucoup à un cheval de Troie de l'entrisme islamiste », a écrit le journal *Le Parisien* dans un éditorial. Eric Ciotti, chef du parti de droite Les Républicains, a déclaré que les abayas « n'ont pas leur place » dans les écoles françaises et a dénoncé les « ambiguïtés » juridiques qui « profitent aux islamistes ». Les abayas « ne devraient jamais être tolérées. Nous devons être intransigeants », a déclaré

aux médias la présidente du Parlement, Yael Braun-Pivet, membre du parti centriste du président Emmanuel Macron. Les médias se sont rendus dans une école de la ville de Lyon, dans le sud-est du pays, et ont cité un enseignant qui a requis l'anonymat et qui a déclaré que les filles portant l'abaya créaient une « pression », même si ce n'était pas intentionnel. « Il y a quelques professeurs qui nous regardent mal, mais aucun n'a osé parler » de leurs abayas, a déclaré la chaîne en citant des élèves.³⁵



Le 27 août 2023, le ministre français de l'éducation a déclaré que son gouvernement interdirait aux enfants de porter l'abaya, la robe ample et longue portée par certaines femmes musulmanes, dans les écoles publiques. « J'ai décidé que l'abaya ne pourrait plus être portée dans les écoles », a déclaré le ministre de l'éducation Gabriel Attal lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision TF1. « Lorsque vous entrez dans une salle de classe, vous ne devez pas pouvoir identifier la religion des élèves simplement en les regardant », a-t-il ajouté.³⁶

Le 7 septembre 2023, le Conseil d'État, la plus haute juridiction française pour les plaintes contre les autorités gouvernementales, a déclaré qu'il avait rejeté une requête d'une association pour une injonction contre l'interdiction décrétée par le gouvernement en août 2023, déclarant qu'elle n'était pas discriminatoire à l'encontre des musulmans. Le gouvernement du président Emmanuel Macron a annoncé qu'il interdisait l'abaya dans les écoles, estimant que cette mesure enfreignait les règles de laïcité dans l'enseignement, qui avaient déjà interdit le port du foulard musulman au motif qu'il constituait une manifestation d'appartenance religieuse. Cependant, une association représentant les musulmans a déposé une requête auprès du Conseil d'État, la plus haute juridiction française

chargée d'examiner les plaintes déposées contre les autorités publiques, afin d'obtenir une injonction contre l'interdiction de l'abaya et du qamis, son équivalent pour les hommes. L'association a fait valoir que l'interdiction était discriminatoire et pouvait inciter à la haine contre les musulmans, ainsi qu'au profilage racial. Le Conseil d'État examinait la requête, déposée par l'Action pour les droits des musulmans (ADM), depuis le 5 septembre, et s'est prononcé en faveur du maintien de l'interdiction.³⁷

Au moins 67 élèves se sont vu refuser l'accès à l'école après avoir refusé d'enlever leur abaya à la suite d'une interdiction controversée de cette robe ample et pudique en France. Défiant l'interdiction de cette robe, près de 300 jeunes filles se sont présentées le 4 septembre 2023 au matin en portant une abaya, a déclaré le ministre de l'éducation Gabriel Attal le 5 septembre. « La plupart ont accepté de changer de robe, mais 67 ont refusé et ont été renvoyées chez elles », a-t-il déclaré, ajoutant : « Je ne veux pas que l'on puisse identifier la religion des élèves dans les écoles en regardant leur tenue ». La gauche a accusé le gouvernement du président centriste Emmanuel Macron d'essayer, avec l'interdiction de l'abaya, de concurrencer le Rassemblement national d'extrême droite de Marine Le Pen et de s'orienter davantage vers la droite. Clémentine Autain, députée de la France Insoumise (gauche dure), a critiqué ce qu'elle a appelé la « police des vêtements » et une mesure « caractéristique d'un rejet obsessionnel des musulmans ».³⁸

Le 26 septembre 2023, Amélie Oudea-Castera, ministre française des sports, a annoncé l'interdiction du port du voile pour les athlètes françaises lors des Jeux olympiques de Paris en 2024. La ministre des sports a déclaré lors de l'émission télévisée « Sunday In Politics » qu'aucun membre de la délégation française ne serait autorisé à porter le hijab ou le foulard et a exprimé son soutien à une « laïcité stricte », selon de nombreux médias. « Nous sommes d'accord avec la récente décision du système judiciaire, que le Premier ministre a également exprimée clairement, en faveur d'une laïcité stricte dans le sport. Cela signifie l'interdiction de toute forme de prédication et la neutralité du secteur public. Cela signifie que les membres de notre délégation, dans nos équipes sportives, ne porteront pas le voile », a déclaré Mme Oudea-Castera.³⁹

Le 4 octobre 2023, le gouvernement français a dissous le parti catholique d'extrême droite Civitas, l'accusant de prôner la guerre contre l'État, d'inciter à l'islamophobie et à l'antisémitisme. À l'issue d'un conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Olivier Veran, a annoncé la décision de dissoudre Civitas, qui fonctionnait en tant qu'association depuis 1999 avant de devenir un parti politique en 2016.⁴⁰

La France mettra fin au financement du plus grand lycée musulman du pays en raison de défaillances administratives et de pratiques pédagogiques douteuses, a déclaré un responsable local le 11 décembre 2023, dernier exemple en date de ce que certains groupes de défense des droits ont qualifié de répression plus large à l'égard des musulmans. L'école privée Averroès, premier lycée musulman à avoir ouvert ses portes en France métropolitaine en 2003 dans la ville de Lille (nord), comptait plus de 800 élèves et était sous contrat avec l'État depuis 2008. Les élèves suivent le programme scolaire français normal et se voient également proposer des cours de religion.⁴¹

Le numéro du 29 février au 6 mars 2024 du magazine français Marianne a été interdit au Maroc. Cette décision des autorités marocaines a été prise en vertu des articles 31 et 94 de la loi sur la presse et l'édition, qui interdisent la publication de tout document portant atteinte à la religion musulmane. Dans son cahier Événements, pages 14 et 15, l'hebdomadaire français a publié un débat sous le titre « Les jeunes sont-ils devenus anti-laïques ? », entre Martin Lom, président de l'association Génération Charlie, et Samuel Grzybowski, fondateur de « Coexister », un « mouvement de jeunesse inter-convictionnel », afin de débattre du thème de la laïcité chez les jeunes. En page 15, pour illustrer l'échange entre les deux intervenants, Marianne a repris la photo de la Une de Charlie Hebdo de février 2006, caricaturant le prophète Mahomet, avec le titre « Mahomet accablé par les extrémistes » et la citation fictive « C'est dur d'être aimé par des cons ». Ces caricatures ont été à l'origine, le 7 janvier 2015, d'un attentat contre le journal satirique Charlie Hebdo, qui a fait 12 morts et 11 blessés. Le magazine Marianne suscite régulièrement la polémique dans certains pays musulmans pour sa ligne éditoriale jugée islamophobe.⁴²

Au Royaume-Uni, un élève musulman britannique de quatre ans a été interrogé par la police après que des enseignants l'ont entendu parler

de Fortnite. Cela faisait partie de l'examen de la stratégie Prevent du gouvernement, qui visait à « réduire la menace terroriste pour le Royaume-Uni en empêchant les gens de devenir des terroristes ». Le People's Review of Prevent, qui a appelé à l'abolition de la stratégie, a constaté qu'« il n'y a pas de problème d'intégration des communautés musulmanes britanniques et qu'il n'y a pas de raison de les considérer, ainsi que leurs familles, avec suspicion » et a qualifié la politique d'« islamophobe ». Elle est également jugée « discriminatoire dans la manière dont elle aborde le terrorisme d'extrême droite différemment du terrorisme islamiste en matière d'orientation, de formation et d'application ».⁴³

L'école communautaire Michaela de Brent, l'une des écoles publiques les plus performantes d'Angleterre, avait été attaquée devant la Haute Cour pour sa politique d'interdiction des rituels de prière dans l'enceinte de l'établissement. L'affaire contre l'école de Brent avait été introduite par l'un des élèves musulmans de l'école, qui avait déclaré que l'interdiction était discriminatoire. L'audience de contrôle judiciaire a été informée que l'interdiction avait fondamentalement changé la façon dont l'élève se sentait en tant que musulman au Royaume-Uni. Le fait de ne pas pouvoir prier à l'école l'a fait se sentir coupable et malheureuse, a déclaré le tribunal. La politique de prière a été introduite en mars 2023 par la fondatrice de l'école, Katharine Birbalsingh - souvent décrite comme la directrice d'école la plus stricte de Grande-Bretagne - lorsque l'école s'est retrouvée la cible d'abus et de harcèlement après que des passants ont vu des élèves prier dans la cour de récréation de l'école. Une trentaine d'élèves ont participé à la prière, certains s'agenouillant sur leur blazer car ils n'étaient pas autorisés à apporter des tapis de prière, a-t-on appris au tribunal.⁴⁴

Le 14 mars 2024, le gouvernement britannique a dévoilé une nouvelle définition de l'extrémisme qui semble cibler les musulmans, malgré une éruption de crimes haineux contre les juifs et les musulmans depuis le conflit de Gaza du 7 octobre 2024. Plus tôt dans la journée de mars 2024, le Premier ministre Rishi Sunak a déclaré que la démocratie multiethnique britannique était délibérément minée par les « islamistes » et les « extrémistes d'extrême droite », et qu'il fallait faire davantage pour s'attaquer au problème perçu. « Les mesures prises aujourd'hui garantiront que le gouvernement

n'offre pas par inadvertance une tribune à ceux qui cherchent à subvertir la démocratie et à nier les droits fondamentaux d'autrui », a déclaré Michael Gove, le ministre des communautés qui dirige le département à l'origine de la nouvelle définition de l'extrémisme. « Il s'agit de la première d'une série de mesures visant à lutter contre l'extrémisme et à protéger notre démocratie. » Il est à noter que les organisations musulmanes citées dans une version préliminaire de la déclaration ministérielle de M. Gove, dont le Guardian a eu connaissance et qui semblaient donc visées par sa définition de l' « extrémisme », se distinguent toutes par leur soutien aux droits des Palestiniens et à la liberté face à l'occupation israélienne. Il s'agit de MEND (Muslim Engagement and Development), CAGE, Friends of Al-Aqsa, 5 Pillars et Muslim Association of Britain. CAGE a publié une déclaration commune avec Palestine Action et Black Lives Matter UK, décrivant la définition de l'extrémisme donnée par M. Gove comme « une continuation de la stratégie de plusieurs décennies visant à inciter et à exploiter les peurs contre les musulmans pour construire une infrastructure autoritaire et répressive qui supprime toute dissidence qui n'est pas autorisée par Whitehall ». Selon Ismail Patel, président des Amis d'Al-Aqsa, la nouvelle définition n'est pas seulement anti-palestinienne dans ses objectifs, mais aussi islamophobe. « C'est un exemple des politiques de division du gouvernement conservateur et de ses efforts pour attiser une guerre culturelle en Grande-Bretagne... Le parti est animé par l'islamophobie depuis des années. Sa réponse au génocide de Gaza est un symptôme de cette attitude insidieuse », a-t-il déclaré aux médias. La définition stipule que l'extrémisme « est la promotion ou l'avancement d'une idéologie fondée sur la violence, la haine ou l'intolérance », qui vise à détruire les libertés et les droits fondamentaux, à saper ou à remplacer la démocratie parlementaire libérale du Royaume-Uni ou à créer intentionnellement un environnement permettant à d'autres d'atteindre ces résultats. « Un large échantillon de la société britannique verra clair dans les propositions du gouvernement sur l'extrémisme qui sèment la discorde. L'extrémisme est une grave préoccupation et nous nous y opposons tous, malgré les efforts des fanatiques pour suggérer le contraire par des accusations sans fondement », a déclaré Zara Mohammed, secrétaire général du Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB).⁴⁵

En Suède, le 12 juin 2023, une cour d'appel suédoise a déclaré que la police n'avait aucune raison légale d'empêcher deux rassemblements au cours desquels des manifestants avaient prévu de brûler le Coran en février 2023. La police a refusé d'autoriser deux demandes, l'une émanant d'un particulier et l'autre d'une organisation, visant à brûler le Coran devant les ambassades de Turquie et d'Irak à Stockholm en février. La police a fait valoir que la manifestation organisée en janvier par Rasmus Paludan avait fait de la Suède «une cible plus prioritaire pour les attentats». À la suite des appels interjetés par les deux organisateurs de la manifestation, le tribunal administratif de Stockholm a annulé les décisions et déclaré que les problèmes de sécurité invoqués n'étaient pas suffisants pour limiter le droit de manifester. Mais la police de Stockholm a fait appel de ces décisions devant la cour d'appel qui, le 12 juin, s'est rangée à l'avis du tribunal administratif de première instance. Dans les deux décisions - sur les deux demandes distinctes - la cour d'appel a déclaré que « les problèmes d'ordre et de sécurité » mentionnés par la police n'avaient pas « un lien suffisamment clair avec la manifestation prévue ou ses environs immédiats ».⁴⁶

Dans l'hémisphère de l'Union européenne, le 28 novembre 2023, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a statué que le port de signes de croyance religieuse, tels que le foulard islamique, pouvait être interdit aux employés dans les États membres de l'UE. La question a de nouveau été portée devant les tribunaux en Belgique, après qu'une employée de la municipalité d'Ans, dans l'est du pays, a été informée qu'elle ne pouvait pas porter le foulard sur son lieu de travail. Les avocats de cette femme, qui exerçait ses fonctions de chef de bureau essentiellement sans être en contact avec les usagers du service public, ont fait valoir que son droit à la liberté de religion avait été violé. La Cour a déclaré que les autorités des États membres disposaient d'une marge d'appréciation dans la conception de la neutralité du service public qu'elles entendaient promouvoir. Toutefois, cet objectif doit être poursuivi « de manière cohérente et systématique » et les mesures doivent être limitées au strict nécessaire. Il appartenait à une juridiction nationale de vérifier que ces exigences étaient respectées. La CJUE s'est prononcée pour la première fois sur le port du voile par les femmes en 2017, lorsque le tribunal luxembourgeois a estimé que ce vêtement pouvait être

interdit, mais uniquement dans le cadre d'une politique générale interdisant tous les symboles religieux et politiques.⁴⁷

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé que deux régions belges pouvaient interdire l'abattage islamique halal sans étourdissement. Deux des trois régions du pays - la Flandre et la Wallonie - ont interdit en 2017 et 2018 l'abattage du bétail non étourdi pour des raisons liées aux droits des animaux. La pratique était encore autorisée dans la région de Bruxelles, la capitale. La mesure a été perçue comme une interdiction effective des traditions musulmane halal et juive casher, qui exigent que le bétail soit conscient au moment de l'égorgeage. Des membres des deux communautés religieuses et plusieurs organisations non gouvernementales ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme, arguant que ces décisions violaient leur droit à la liberté de religion et constituaient une forme de discrimination. Mais la CEDH a estimé que les deux régions étaient en droit d'imposer une telle interdiction.⁴⁸

En Inde, le 20 août 2023, plus de 3 000 musulmans pauvres ont fui un centre d'affaires de la banlieue de New Delhi, craignant pour leur vie après des affrontements entre hindous et musulmans et des attaques sporadiques les visant, ont déclaré des habitants, la police et un groupe communautaire. Les magasins et les cabanes appartenant à des musulmans ou gérés par eux, ainsi que leurs maisons dans deux grands bidonvilles, étaient cadenassés lorsque Reuters les a visités, plus d'une semaine après que sept personnes ont été tuées lors d'affrontements dans les districts de Nuh et de Gurugram, dans l'État d'Haryana, qui jouxte la capitale indienne.⁴⁹

Le 6 mars 2023, un tribunal local a accordé la liberté sous caution à sept hommes hindous accusés du meurtre d'un musulman lors du pogrom de 2020 dans le nord-est de Delhi, déclarant qu'aucune preuve sérieuse n'avait été apportée contre eux malgré l'interrogatoire des principaux témoins. Le juge de session supplémentaire Pulastya Pramachala a entendu les demandes de libération sous caution de Prince, Sumit Chaudhary, Sandeep, Tinku, Vivek Panchal, Pankaj Sharma et Himanshu dans l'affaire du meurtre d'Amir Ali lors du pogrom du 26 février 2020, près de Johripur Jal Board Pulia à Gokalpuri, a rapporté l'agence de presse PTI. « Je ne pense pas qu'il soit approprié de garder les requérants derrière les barreaux jusqu'à la fin du

procès, car malgré l'interrogatoire des principaux témoins, aucune preuve sérieuse n'est apparue contre eux. Par conséquent, toutes les demandes de mise en liberté sous caution sont acceptées et les accusés ou les demandeurs sont admis à la mise en liberté sous caution, à condition qu'ils fournissent des cautions personnelles et des cautions de 30 000 roupies chacun avec une caution du même montant », a déclaré le juge. Amir Ali et son frère Hashim Ali ont été tués et leurs corps ont été jetés dans le canal de drainage de Bhagirathi Vihar par des émeutiers antimusulmans lors du pogrom de Delhi. Les frères ont été battus à mort alors qu'ils rentraient chez eux dans le quartier le 26 février dans la nuit.⁵⁰

Les 9 et 14 août 2023, des agents de la division d'Agra de la North Central Railway ont démolis 135 maisons dans le Nai Basti de la ville de Mathura, un groupe de maisons en briques et en ciment situé à 250 mètres derrière le complexe du temple Krishna Janmasthan, un ensemble de temples hindous qui attirent chaque année plusieurs millions de touristes dans cette ville de l'ouest de l'Uttar Pradesh (UP). Les maisons musulmanes et hindoues partagent les mêmes murs à quelques endroits de Nai Basti, mais les maisons hindoues n'ont pas été touchées, ont déclaré les habitants. Certains ont déclaré qu'ils vivaient dans ces maisons depuis plus de sept décennies ; les maisons elles-mêmes avaient entre 50 et 60 ans et se trouvaient sur un terrain défriché par le chemin de fer dans le cadre d'un projet visant à relier la ville au temple voisin de Vrindavan, situé à 14 km au nord. M. Kadir Khan était assis sous un arbre, près d'un tas de décombres qui constituait sa maison à Nai Basti. « Nous avons compris qu'il s'agit d'une mesure visant à nous expulser d'ici », a-t-il déclaré à Article 14. « Ils ne veulent pas de musulmans ici. » Il a précisé que les maisons hindoues situées derrière la sienne n'avaient pas été touchées. Sa maison démolie partageait un mur d'enceinte avec une rangée de maisons encore debout, dit-il, toutes appartenant à des hindous. Khan, qui tenait une petite boulangerie à côté de sa maison, n'a plus aucun moyen de subsistance. Kunwar Narendra Singh, du Rashtriya Lok Dal (RLD), un parti d'opposition de l'UP, a déclaré à Article 14 que la North Central Railway avait évité de défricher des terres où vivait la communauté hindoue. « À partir du centre de la voie ferrée, 36 pieds devaient être pris de chaque côté, mais ils ont pris 56 pieds d'un côté »,

a déclaré M. Singh. Les maisons des commerçants de la caste hindoue des baniya, situées à une distance de 2 à 3 mètres de la voie ferrée de l'autre côté, ont été épargnées, a-t-il affirmé. « S'ils agissent en ciblant uniquement les musulmans, c'est une erreur », a déclaré M. Singh.⁵¹

Les autorités de l'État le plus peuplé d'Inde, l'Uttar Pradesh, ont interdit la distribution et la vente de produits certifiés halal, y compris les produits laitiers, les vêtements et les médicaments, estimant qu'il s'agissait d'une pratique illégale. Les produits de boulangerie, le sucre, l'huile comestible et d'autres produits étiquetés comme « certifiés halal » par les entreprises qui les fabriquent seront interdits à la distribution et à la vente, selon une notification du gouvernement de l'État datant du 18 novembre 2023. « La certification halal des produits alimentaires est un système parallèle qui crée la confusion quant à la qualité des produits alimentaires », indique la notification. L'Uttar Pradesh, qui était dirigé par le moine hindou incendiaire Yogi Adityanath, membre du parti nationaliste Bharatiya Janata Party du Premier ministre Narendra Modi, était l'État le plus grand et le plus peuplé de l'Inde.⁵²





1 Masjīd demolition, December 1992.

Le 22 janvier 2024, le Premier ministre indien Narendra Modi a inauguré un temple hindou construit sur les ruines d'une mosquée historique de l'ère moghole dans la ville d'Ayodhya, dans le nord du pays. La consécration du temple incarne le triomphe de la politique nationaliste hindoue musclée de Modi et marque le début officiel de sa campagne de réélection aux élections générales prévues en 2024. Le temple a été construit sur un terrain où la mosquée Babri, nommée d'après l'empereur moghol Babur, s'est tenue pendant des siècles avant d'être démolie en 1992 par une foule hindoue. La démolition de la mosquée du XVI^e siècle a déclenché les pires émeutes religieuses depuis l'indépendance, faisant plus de 2 000 morts, pour la plupart des musulmans, et a ébranlé les fondements de l'ordre politique officiellement laïc de l'Inde.⁵³



Les autorités de la capitale financière de l'Inde, Mumbai, ont démolé plusieurs vitrines de fortune appartenant à des musulmans à la suite d'affrontements religieux déclenchés par l'ouverture d'un temple hindou le 22 janvier 2024 par le Premier ministre Narendra Modi, qui sème la discorde. Des affrontements mineurs ont éclaté le 21 janvier dans certaines parties de Mumbai, dont un incident au cours duquel des hindous scandant des slogans religieux ont traversé un quartier musulman à la périphérie de la mégalopole. La mêlée n'a pas fait de blessés graves, mais dès le 23 janvier, les autorités ont fait appel à des pelleteuses pour abattre plus d'une douzaine de devantures de magasins appartenant à des musulmans dans cette localité, selon les médias locaux. Le soir suivant, 40 autres devantures ont été détruites sur la route Mohammed Ali, une grande artère du centre-ville et centre du commerce musulman local, qui avait également été le théâtre d'affrontements pendant le week-end.⁵⁴

Un musulman a été arrêté et envoyé en prison le 6 janvier 2024 pour avoir

fait l'azan dans une mosquée vieille de 250 ans à Shamli, dans l'Uttar Pradesh. « L'accusé, identifié comme Umar Qureshi, est un résident de Jalalabad. Il a été arrêté en vertu de l'article 505 (2) du CPI (incitation à l'hostilité) et de la loi sur les technologies de l'information à la suite d'une plainte déposée par Neeraj Kumar, représentant d'un chef de village à Gausgarh », ont déclaré les médias en citant Abhishek, le secrétaire général de Shamli. La police a affirmé que Qureshi s'était rendu sur le site le 5 janvier et avait tenté de faire des prières, violant ainsi une ordonnance britannique de 1940. La structure, bien qu'en partie en ruines, subsiste aujourd'hui. Les musulmans la considèrent comme une mosquée de l'ère moghole, tandis que les hindous l'associent aux rajas Manahar.⁵⁵

Un chauffeur de camion a été arrêté pour avoir prétendument fait des « namaz » (prières) au bord d'une route très fréquentée sans autorisation dans le district de Banaskantha au Gujarat, a déclaré la police le 14 janvier 2024. Une affaire a été enregistrée contre Bachal Khan (37 ans) après la diffusion sur les médias sociaux d'une vidéo dans laquelle on le voit faire des prières devant son camion garé au bord d'un carrefour très fréquenté près de la ville de Palanpur, a déclaré un responsable du poste de police de Palanpur (ouest).⁵⁶

L'État le plus peuplé de l'Inde a cessé de payer quelque 21 000 professeurs de mathématiques et de sciences dans les écoles religieuses musulmanes, ou madrasas, a déclaré un fonctionnaire le 11 janvier 2024, et ils pourraient perdre leur emploi. Les enseignants travaillaient dans des madrasas de l'Uttar Pradesh, gouverné par le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi, et la mesure a été prise avant que Modi ne brigue un troisième mandat consécutif lors des élections générales prévues pour le mois de mai. « Plus de 21 000 enseignants vont perdre leur emploi », a déclaré à Reuters Iftikhar Ahmed Javed, chef du conseil d'éducation des madrasas de l'Uttar Pradesh. « Les étudiants et les enseignants musulmans reviendront 30 ans en arrière. » Selon un document consulté par Reuters, le gouvernement fédéral a cessé de financer le programme, appelé Scheme For Providing Quality Education in Madrasas, en mars 2022. Le document, provenant du ministère des Affaires des minorités, montre que le gouvernement de Modi n'a approuvé aucune nouvelle proposition des États

dans le cadre du programme entre les années fiscales 2017/18 et 2020/21, avant de le clôturer complètement.⁵⁷

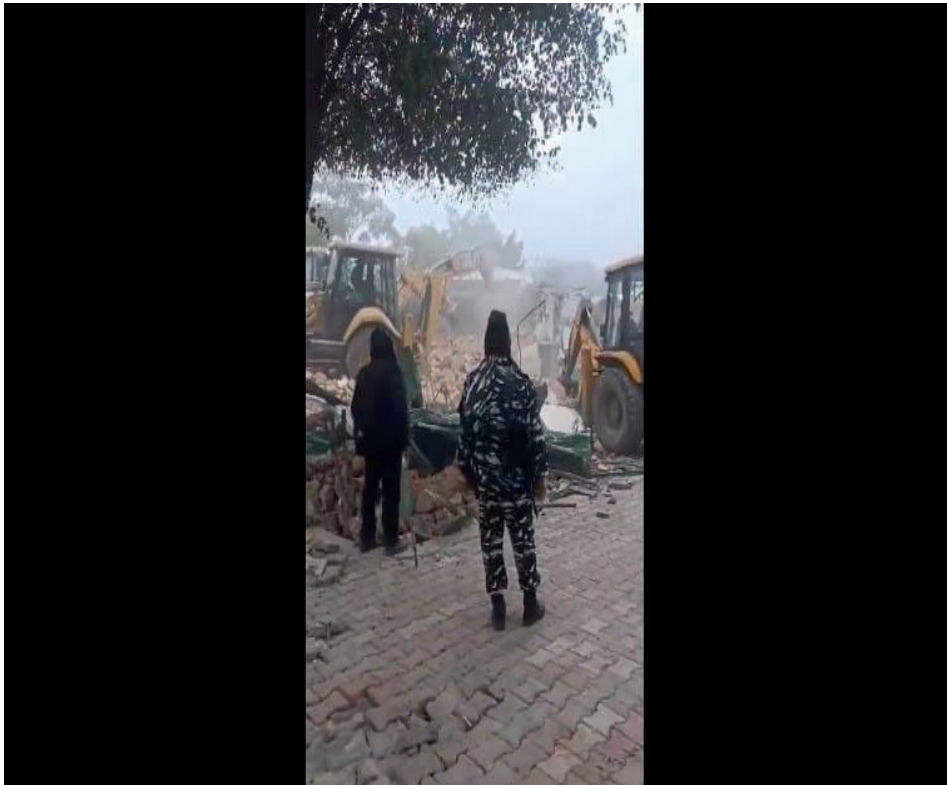


Un jeune musulman, agressé et exhibé nu par une foule hindutva célébrant la consécration du temple Ram d'Ayodhya à Morgi, un village situé à la frontière avec le Karnataka dans le district de Sangareddy au Telangana, a été envoyé en prison avec quatre autres musulmans pour avoir manqué de respect à un drapeau religieux, tandis que ses agresseurs n'ont pas été arrêtés. Bien que l'incident se soit produit le 22 janvier, il a été révélé le 25 janvier. Cependant, une affaire a été enregistrée contre l'adolescent, identifié comme Abbas, pour avoir prétendument manqué de respect au drapeau safran. Il a été arrêté et envoyé en prison. Des villageois de Morgi et du village voisin, originaires du Karnataka, sont arrivés en grand nombre à Morgi et ont attrapé le jeune homme de 19 ans. Il a été roué de coups et attaqué en le poussant au sol au vu et au su de tous. L'adolescent a également été déshabillé et exhibé nu dans le village. L'un des membres de la foule Hindutva a également jeté du feu sur ses parties intimes, mais il a réussi à l'éteindre avant qu'il ne soit blessé. L'attaque brutale a également été filmée par l'un d'entre eux, qui l'a diffusée sur les réseaux sociaux.⁵⁸



Le 26 février 2024, la Haute Cour d'Allahabad a statué en faveur de la poursuite des prières hindoues au sous-sol de la mosquée Gyanvapi. Un droit du citoyen garanti par l'article 25 de la Constitution (liberté de religion) « ne peut être supprimé par une action arbitraire de l'État », a noté la Haute Cour d'Allahabad, qui a statué en faveur de la poursuite des prières hindoues dans le sous-sol de la Gyanvapi Masjid à Varanasi. La Cour a rejeté une requête déposée par les gardiens de la mosquée, qui contestaient une ordonnance controversée du tribunal de district remettant aux hindous une cave sud de ce lieu de culte musulman datant de l'ère moghole, au milieu des procès en cours dans l'affaire Gyanvapi Masjid - Kashi Vishwanath Temple, dans laquelle les plaignants hindous réclamaient des droits religieux à l'intérieur de la mosquée ainsi que sa possession finale par les musulmans. La Cour suprême a estimé que la partie musulmane n'avait pas réussi à établir la possession prima facie de la cave lorsque la propriété a été clôturée en fer et barricadée en 1993, conformément aux instructions de la Cour suprême après la démolition de la Babri Masjid à Ayodhya. D'autre part, le tribunal a jugé que le gouvernement de l'État d'Uttar Pradesh, alors dirigé par le parti Samajwadi de Mulayam Singh, avait mis fin au culte et aux rituels hindous dans la cave de la mosquée par la famille Vyas, les plaignants hindous, « par une action illégale de l'État sans qu'il n'y ait d'ordre écrit ». Le juge de district A. K Vishvesha avait, le 31 janvier 2024, son dernier jour de travail avant la retraite, ordonné à l'administration du district de prendre des dispositions pour la puja et d'autres activités hindoues à l'intérieur de la tehkhana sud de la mosquée dans un délai de sept jours. L'ordonnance du tribunal de district a été rendue à la suite d'une requête déposée par

un prêtre local, Shailendra Kumar Pathak, du temple Acharya Ved Vyas Peeth, qui avait demandé le droit de vénérer Maa Shringar Gauri et d'autres divinités visibles et invisibles qui, selon lui, se trouveraient dans la cave de la mosquée. Les gardiens de la mosquée avaient toutefois rejeté toutes les affirmations de M. Pathak selon lesquelles des idoles étaient conservées dans la cave précédemment scellée et que ses ancêtres avaient l'habitude de faire des pujas à l'intérieur de la cave. Ils ont contesté l'ordre et son exécution hâtive par l'administration du district au milieu de la nuit du 1er février 2024 devant la HC et ont demandé un sursis pour la puja. Le 26 février 2024, le juge Agarwal a statué qu'il existait «une forte preuve prima facie» de la possession de la cave en faveur de la famille Vyas depuis l'ère britannique jusqu'en 1993. Le juge Agarwal a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir pour autoriser le culte et les rituels dans la cave sous la supervision du séquestre (magistrat de district) nommé par la juridiction inférieure.⁵⁹



Le 31 janvier 2024, une mosquée vieille de plusieurs siècles située dans le quartier de Mehrauli à Delhi, la Masjid Akhonji, a été brusquement démolie par des fonctionnaires de la Delhi Development Authority (DDA),

sous une forte présence policière. La mosquée, qui existait depuis plus de 600 ans, a été rasée sans aucun préavis. Les habitants du quartier, les fidèles de la mosquée et les étudiants de la madrasa ont été choqués et incrédules. Dans une vidéo diffusée en ligne, l'imam de la mosquée, l'imam Zakir Hussain, a déploré la perte de la mosquée et a déclaré qu'elle n'abritait pas seulement une madrasa où les étudiants venaient apprendre, la Madrasa Bahrul Uloom, mais aussi les tombes sacrées de personnalités vénérées. La démolition aurait eu lieu juste avant l'appel à la prière du matin et a surpris et choqué les résidents locaux et les fidèles de la première heure. L'imam a également accusé les fonctionnaires de la DDA d'avoir pris soin d'enlever les débris de la démolition afin d'en dissimuler les signes au public. En outre, il a affirmé que les autorités ont même pris de force les téléphones de l'imam et d'autres personnes présentes lors de l'incident, de sorte qu'aucun d'entre eux n'a pu documenter la démolition. L'imam a également déclaré que les autorités ne les avaient même pas laissés, lui et d'autres personnes, récupérer les copies du saint Coran avant la démolition. En outre, l'imam a également déclaré que non seulement les objets et les livres sacrés de la mosquée ont été profanés, mais que les fonctionnaires ont également détruit les biens et les propriétés, tels que la nourriture et les vêtements, des 22 étudiants de la madrasa. La démolition s'est déroulée, semble-t-il, sous une forte présence policière. Des citoyens en ligne ont dénoncé le caractère « anticonstitutionnel » de la démolition. Cette démolition s'inscrit dans la lignée de plusieurs incidents au cours desquels les gouvernements de divers États ont procédé à des démolitions sélectives de propriétés appartenant à des musulmans.⁶⁰



Le 14, la Delhi Development Authority (DDA) a affirmé que la Shahi Masjid dans le quartier Dhaula Kuan de New Delhi et la madrasa faisaient partie de Central Ridge, une zone forestière protégée où les activités résidentielles et commerciales sont interdites, et que l'autorisation de raser la structure avait été accordée par le comité religieux du gouvernement de Delhi. Son sort sera désormais décidé par la Haute Cour de Delhi. Les membres de la communauté musulmane, le comité de la mosquée et l'imam ont affirmé que Shahi Masjid avait plus de cent ans. « Comment cela peut-il devenir soudainement un empiètement ? C'est notre histoire », a déclaré Mohammad Younus, secrétaire général du comité de la mosquée.⁶¹

Le 31 janvier 2024, l'équipe anti-embarras de la municipalité de Kolhapur a démoli la madrasa Alif Anjuman dans la colonie de Laxtirth Vasahat, suscitant une forte opposition de la part de la communauté musulmane. Selon certaines informations, lors de la démolition, une foule nombreuse s'est rassemblée dans la zone, y compris des femmes et des enfants, et a soulevé des slogans. L'action de la municipalité a suscité des interrogations car, selon certaines informations, l'appel de la madrasa devant le tribunal était prévu pour le 2 février 2024. Des membres de la communauté musulmane ont demandé pourquoi la madrasa avait été rasée un jour avant l'audience, alors que le tribunal était sur le point d'entendre l'affaire concernant la structure illégale présumée. Les organisations hindutva avaient demandé la fermeture de la madrasa Alif Anjuman à Laxtirth Vasahat Colony après les protestations des organisations hindutva, le trust a reçu une notification de la corporation locale lui demandant de retirer la structure. Dans l'intervalle, l'association a déposé une requête auprès du tribunal. À la suite de l'audience du tribunal sur la requête, un sursis temporaire a été accordé pour une certaine période de temps. Par la suite, le tribunal a rejeté la demande de limitation de l'action lors d'une audience qui s'est tenue le 23 janvier 2024. Cependant, l'équipe anti-embarras de la municipalité a fait tous les préparatifs nécessaires et s'est dirigée vers la démolition de la madrasa le 31 janvier vers sept heures du matin. La madrasa a été rasée à l'aide de trois JCB, d'un dumper, de véhicules de pompiers, etc.⁶²

Le 8 février 2024, l'administration a démoli une mosquée et une madrasa à Banbhoolpura, dans la ville de Haldwani, dans le district de Nainital. Six

personnes ont été tuées dans la flambée de violence qui a suivi, et la police a réprimé les résidents musulmans, arrêtant plusieurs hommes et barricadant les zones dans lesquelles ils vivaient. Sept personnes, dont un journaliste, ont été soignées dans trois hôpitaux différents. Trois d'entre elles seraient dans un état grave. D'autres ont été autorisées à quitter l'hôpital. Lors d'une conférence de presse tenue le 9 février 2024, Vandana Singh, député de Nainital, a qualifié l'incident de « conspiration planifiée ». « L'émeute de jeudi était totalement injustifiée et le fait d'éléments indisciplinés qui n'essayaient pas de protéger les structures démolies mais visaient les autorités, l'appareil d'État et l'ordre public », a déclaré Vandana Singh aux médias. Entre-temps, la police a déposé trois FIR et arrêté 10 personnes en rapport avec l'incident. Le secrétaire général de l'État, Radha Raturi, et le DGP, Abhinav Kumar, se sont rendus à Haldwani pour faire le point sur la situation.⁶³

Le tribunal de district de Baghpat, dans l'Uttar Pradesh, a rendu un jugement dans le cadre d'un litige vieux de plusieurs décennies concernant le sanctuaire d'un saint musulman et un cimetière musulman. Le tribunal a accordé à la communauté hindoue des droits de propriété sur 100 bighas de terrain ainsi que sur le tombeau sacré situé dans le village de Barnawa. Le verdict a été rendu au début de l'année électorale indienne 2024, alors que la bataille juridique durait depuis plus de 50 ans. Le juge civil Shivam Dwivedi a rejeté les demandes des requérants musulmans et a attribué le terrain aux requérants hindous. Selon les rapports, plus de dix témoins de la partie hindoue ont comparu dans la salle d'audience. Le site était contesté par les deux communautés. Les hindous affirmaient que le terrain contesté était un site important datant de l'époque de l'ancien Lakshagriha de l'ère du Mahabharata, où, selon le texte, les Kauravas cherchaient à éliminer les Pandavas lors d'une bataille. Les pétitionnaires musulmans avaient affirmé que la tombe en question était le lieu de repos sacré du saint soufi Sheikh Badruddin. Selon un rapport du Times of India, le site est protégé par l'Archaeological Survey of India (ASI).⁶⁴

Le ministère des affaires des minorités (MoMA) a ordonné la fermeture de la Maulana Azad Education Foundation (MAEF), ce qui a été considéré comme un coup dur pour le développement de l'éducation des musulmans. L'ordre de fermeture de la fondation, créée en 1988 à l'occasion du

centenaire de la naissance de Maulana Abul Kalam Azad, a été émis par le sous-secrétaire du ministère des minorités, Dhiraj Kumar, le 7 février 2024. Toutefois, l'arrêté ne donne aucune raison de fermer la fondation.⁶⁵

Le gouvernement de l'Assam a décidé d'abroger la loi de 1935 sur l'enregistrement des mariages et des divorces des musulmans de l'Assam. Le cabinet de l'État, qui s'est réuni tardivement le 23 février 2024, a approuvé l'ordonnance d'abrogation de l'Assam de 2024, qui abroge la loi sur les mariages et les divorces des musulmans datant de l'ère britannique. Le ministre du tourisme et porte-parole du gouvernement, Jayanta Malla Baruah, a déclaré aux journalistes après la réunion que la décision d'abroger la loi avait été prise alors que l'État se dirigeait vers l'UCC. « Le ministre en chef (Himanta Biswa Sarma) a été clair au sujet de l'UCC. Nous avons donc pris la décision très importante d'abroger la loi de 1935 sur l'enregistrement des mariages et des divorces musulmans... Les mariages et les divorces musulmans ne seront plus enregistrés en vertu de cette loi. Nous voulons que tous les mariages soient enregistrés en vertu de la loi spéciale sur le mariage », a déclaré M. Baruah, ajoutant que cette loi était utilisée à mauvais escient pour les mariages de mineurs. Le Congrès, parti d'opposition, et le All India United Democratic Front (AIUDF), parti de la minorité, ont critiqué le gouvernement de l'État, dirigé par le BJP, pour avoir pris pour cible les musulmans en abrogeant la loi, ce qui constitue une « mesure anticonstitutionnelle ». Le député du Congrès Abdur Rashid Mandal a déclaré que l'approbation par le cabinet de l'abrogation de la loi relative aux mariages et aux divorces des musulmans était une tentative délibérée de satisfaire les sentiments hindous aux dépens de la communauté musulmane.⁶⁶

Le ministre en chef de l'Assam, Himanta Biswa Sarma, a déclaré le 8 février 2024 que les personnes converties de force à l'islam pendant la période moghole pourraient obtenir le statut d'autochtones si elles retrouvaient leur « identité d'origine ». M. Sarma a fait cette annonce alors qu'il s'exprimait devant l'Assemblée de l'État sur les initiatives prises par son gouvernement pour garantir les droits fonciers des communautés



indigènes. « L'islam n'est pas arrivé en Inde si tôt que cela », a déclaré le ministre en chef. « Mais si vous demandez le statut d'indigène sur la base de la communauté à laquelle vous apparteniez avant votre conversion, vous obtiendrez l'étiquette d'indigène. Nombreux sont ceux qui ne se sont pas convertis sur la base de leurs souhaits, mais par crainte de l'épée d'Aurangzeb, l'empereur moghol du XVIIe siècle, et c'est pourquoi ils devraient retourner dans leur pays. » M. Sarma a déclaré que les musulmans migrants sans terre ou les musulmans originaires du Bengale n'obtiendraient pas de titres fonciers dans le cadre de la Mission Basundhara, une initiative du gouvernement de l'Assam visant à mettre à jour les registres fonciers et à rendre les services de perception des revenus fonciers accessibles aux citoyens. Cette initiative se fonde sur une politique d'attribution de terres aux « indigènes » sans terre qui sera mise en œuvre à partir de 2019.⁶⁷



Le 31 janvier 2024, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté quatre personnes, dont le président du Bajrang Dal du district de Moradabad, pour avoir prétendument abattu des vaches afin d'impliquer un musulman dans une fausse affaire et pour avoir conspiré contre la police, ont déclaré des responsables. Les accusés ont été identifiés comme étant Shahabuddin,

originaire du village de Chetrapur dans le district de Moradabad, Monu Bishnoi alias Sumit, dirigeant du Bajrang Dal, et ses volontaires Raman Chaudhary et Rajiv Chaudhary. Selon la police, Shahabuddin a demandé l'aide des travailleurs du Bajrang Dal pour mettre en prison Maksud, contre lequel il nourrissait une vengeance, en faisant croire qu'il avait abattu des vaches. La police a déclaré que le 16 janvier, la tête d'une vache avait été retrouvée sur Kanwar Path, une route principalement empruntée par les pèlerins hindous pendant le mois de Shravana pour se rendre sur des sites religieux tels que Haridwar. Il a déclaré que dans le second incident, lorsque les officiers sont arrivés sur place, ils ont trouvé un pantalon d'homme et un portefeuille contenant une photo de Maksud. « Lorsque Maksud a été interrogé, il a déclaré qu'il avait des inimitiés avec certaines personnes du village, et qu'on avait donc tenté de l'impliquer. Les noms de Shahabuddin et de Jamshed sont apparus. Ces personnes ont pris l'aide de Monu Bishnoi, Rajiv Chaudhary et Raman Chaudhary pour envoyer leur adversaire en prison », a déclaré Meena.⁶⁸

Le jour de la République, dans une école secondaire du Rajasthan, dans le district de Kota, une jeune fille personnifiant Bharat Mata a occupé le devant de la scène dans une pièce de théâtre. Tour à tour, un hindou, un musulman, un sikh et un chrétien ont tenté de l'adapter à leur identité, avant de commencer à se battre pour elle. Des citoyens attentifs, également joués par des étudiants, ont contrecarré leurs tentatives, et la pièce s'est terminée par l'union des « religions » et le déploiement du tricolore. « C'était un sarva dharma sadbhav natak, et en tant qu'enseignants, il est de notre responsabilité d'essayer d'envoyer un bon message à la communauté, un message d'unité », a déclaré Kamlesh Bairwa, directeur de l'école secondaire publique de Khajuri Odpur, dans le quartier Sangod de Kota. Mais dans les jours qui ont suivi, l'école s'est retrouvée au centre d'événements polarisants, avec des allégations de conversion et de jihad amoureux, qui ont conduit à la suspension des trois enseignants musulmans de l'école sur ordre du ministre de l'éducation de l'État. En ce qui concerne la pièce de théâtre, les vidéos ont été recadrées et utilisées pour jeter de l'huile sur le feu - en particulier la partie où un élève « musulman » fait une prière à côté de la « nation ». Le 20 février 2024, des groupes de droite réunis sous la

bannière du Sarva Hindu Samaj ont remis un mémorandum au ministre de l'éducation Madan Dilawar, alléguant des activités de « djihad amoureux », de « conversion religieuse » et de « djihad islamique » à l'école. Ils affirment que les enseignants musulmans ont incité les élèves hindous à faire le namaz à l'école.⁶⁹

Le All India Muslim Personal Law Board (AIMPLB) s'est fermement opposé à la décision du gouvernement de l'Uttarakhand, dirigé par le BJP, de présenter le projet de loi sur le code civil uniforme (UCC), estimant que la législation proposée visait l'identité de la communauté musulmane et portait atteinte à la diversité du pays. Le ministre en chef de l'Uttarakhand, Pushkar Singh Dhama, a présenté le projet de loi UCC à l'assemblée de l'État le 6 février 2024, qui visait à uniformiser les lois régissant le mariage, le divorce et l'héritage, entre autres, entre les religions. Il propose d'interdire des pratiques telles que la polygamie et d'uniformiser l'âge du mariage pour les citoyens de toutes les communautés. Commentant la décision du gouvernement Dhama, le porte-parole de l'AIMPLB, Syed Qasim Rasool Ilyas, a déclaré : « Nous protestons contre l'UCC. Ce dernier va à l'encontre de la diversité du pays. Ce pays est composé de différentes religions, cultures et langues et nous avons accepté cette diversité. Si vous essayez de mettre en œuvre un code civil uniforme, vous portez atteinte à cette diversité ». ⁷⁰

Le 22 mars 2024, un tribunal indien a ordonné l'interdiction des écoles islamiques dans l'État le plus peuplé du pays, demandant que des millions d'élèves soient transférés dans des écoles conventionnelles, ce qui a eu pour effet d'isoler davantage les musulmans à l'approche des élections nationales de 2024. La Haute Cour d'Allahabad, dans l'État d'Uttar Pradesh, a abrogé une loi de 2004 régissant les madrasas dans l'État. La Cour a déclaré que la loi sur les écoles islamiques violait la laïcité constitutionnelle. Les juges Subhash Vidyarthi et Vivek Chaudhary ont déclaré que le gouvernement de l'État veillerait à ce que les enfants âgés de 6 à 14 ans ne soient pas privés d'admission dans des établissements dûment reconnus. Selon Iftikhar Ahmed Javed, directeur du conseil de l'éducation des madrasas de l'État, cette mesure aurait pour effet de déloger 2,7 millions d'élèves et environ 10 000 enseignants répartis dans 25 000 écoles islamiques. Bien que le tribunal n'ait pas fixé de délai pour l'application de l'ordonnance, il est peu probable

que les madrasas soient fermées immédiatement, a-t-il ajouté. L'Uttar Pradesh, un État indien situé dans le nord-est du pays, abrite un cinquième des 240 millions de musulmans.⁷¹

Le 11 mars 2024, la Haute Cour du Madhya Pradesh a ordonné à l'Archaeological Survey of India (ASI) de mener dans les six semaines une étude sur le complexe du temple de Bhojshala et de la mosquée Kamal Maula dans le district de Dhar au Madhya Pradesh, observant que sa nature et son caractère devaient être « démystifiés et libérés des chaînes de la confusion ». Pour les hindous, le complexe protégé par l'ASI était un temple dédié à la déesse Vagdevi (Saraswati), tandis que pour les musulmans, il s'agissait du site de la mosquée Kamal Maula. En vertu d'un accord conclu en 2003, les hindous pratiquent la puja dans le complexe le mardi, tandis que les musulmans y prient le vendredi. Les requérants dans cette affaire, un groupe appelé Hindu Front for Justice, avaient fait valoir que la mosquée Kamal Maula avait été construite sous le règne d'Alauddin Khilji entre le 13e et le 14e siècle en « détruisant et en démantelant d'anciennes structures de temples hindous construits antérieurement ».⁷²

Le gouvernement indien avait annoncé des règles pour mettre en œuvre la loi d'amendement sur la citoyenneté (CAA), quelques semaines avant que le Premier ministre Narendra Modi ne brigue un troisième mandat pour son gouvernement nationaliste hindou. La loi controversée adoptée en 2019 par le gouvernement de Modi permettait aux réfugiés non musulmans des pays voisins de l'Inde d'obtenir la citoyenneté indienne. Elle a déclaré que les hindous, les parsis, les sikhs, les bouddhistes, les jaïns et les chrétiens qui ont fui vers l'Inde à majorité hindoue depuis l'Afghanistan, le Bangladesh et le Pakistan, principalement musulmans, avant le 31 décembre 2014, étaient éligibles à la citoyenneté. La loi a été déclarée « antimusulmane » par plusieurs groupes de défense des droits pour avoir exclu cette communauté de son champ d'application.⁷³

Dans la ville de Dharchula, dans le district de Pithoragarh (Uttarakhand), l'association des commerçants locaux a demandé à 86 commerçants de la communauté musulmane de quitter la ville. L'association a annulé leurs licences après que la police a arrêté un barbier de la communauté musulmane pour avoir prétendument enlevé deux filles mineures hindoues et les avoir

emmenées dans sa ville natale de l'UP, Bareilly, en février 2024. Le 8 février 2024, le surintendant de la police de Pithorgarh, Lokeshwar Singh, a déclaré que la police avait arrêté un homme du nom d'Irfan pour avoir enlevé deux filles mineures hindoues à Dharchula, dans l'Uttarakhand. Irfan et son associé les ont emmenées à Bareilly dans l'intention de les marier. Une plainte a été déposée contre l'accusé en vertu des articles 363 et 376 du code pénal indien et des articles appropriés de la loi POCSO.⁷⁴



Le 10 mars 2024, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté Hafiz Noor Ahmed Raza Azhari, chef du All India Muslim Personal Law Board. Son arrestation faisait suite à ses remarques sur l'action du gouvernement Yogi contre les madrassas. L'arrestation de Hafiz Noor Ahmed Raza Azhari par la police de l'Uttar Pradesh à Pilibhit a suscité une controverse et un débat dans tout l'État. Dans un message publié sur les réseaux sociaux deux jours avant son arrestation, Hafiz Noor Ahmed Raza Azhari a critiqué les actions du gouvernement, dénonçant une campagne ciblée contre les mosquées et les madrassas. Il a accusé les autorités de tenter de démolir ces institutions religieuses et de propager la peur au sein de la communauté musulmane. Azhari a affirmé que le prétendu programme du gouvernement visait à décourager les gens de fréquenter les madrassas, entravant ainsi l'éducation religieuse des musulmans.⁷⁵

En Chine, le gouvernement chinois a étendu la campagne de fermeture des mosquées à d'autres régions que le Xinjiang, selon un rapport de Human Rights Watch publié le 22 novembre 2023. Les autorités ont fermé des mosquées dans la région septentrionale de Ningxia ainsi que dans la province de Gansu, qui abritent d'importantes populations de musulmans

Hui, dans le cadre d'un processus connu officiellement sous le nom de « consolidation », selon le rapport, qui s'appuie sur des documents publics, des images satellite et des témoignages.⁷⁶

En Australie, le parlement s'est uni pour condamner « toutes les formes de discours de haine », y compris l'antisémitisme et l'islamophobie, le premier ministre déclarant que le pays ne devait pas succomber aux « forces de la division ».⁷⁷

Le 24 octobre 2023, le monde doit « s'unir contre l'islamophobie », a déclaré la ministre australienne des affaires étrangères. Les remarques de Penny Wong sont intervenues après que deux mosquées d'Adélaïde, en Australie-Méridionale, ont été la cible d'incendies criminels les 19 et 23 octobre, un événement qui l'a laissée « consternée », a-t-elle déclaré. « Nous devons tous, y compris tous les dirigeants politiques, faire front commun contre l'islamophobie », a écrit Mme Wong sur X. « Nous avons tous la responsabilité de dénoncer la discrimination, les discours de haine et les préjugés partout où nous les voyons ».⁷⁸

EXTRÊME DROITE

L'extrême droite désigne les croyances et les mouvements politiques extrêmement conservateurs, nationalistes et autoritaires. Les groupes d'extrême droite adoptent généralement des politiques anti-immigration, s'opposent au multiculturalisme, ont des opinions discriminatoires à l'égard des minorités et des groupes marginalisés, appellent à un État fort et militariste, et certains ont même des liens avec la suprématie blanche et le néonazisme. Les idéologies d'extrême droite ont pour caractéristiques communes le nativisme, la xénophobie, l'anti-mondialisme, les rôles traditionnels des hommes et des femmes et l'hostilité à l'égard de la démocratie libérale.

Les politiques d'extrême droite - également appelées extrême droite ou extrémisme de droite - sont des politiques plus éloignées de la droite politique standard (au sein du spectre politique gauche-droite), notamment en termes d'anticommunisme, d'autoritarisme, d'ultranationalisme et d'idéologies et de tendances nativistes. Dans cette dynamique, les

sentiments anti-islamiques se sont renforcés en même temps que les débats sur les « questions brûlantes » telles que les immigrants, les étrangers non occidentaux, l'assimilation et l'intégration, l'identité nationale, etc., qui ont été aggravés par l'afflux de réfugiés fuyant la guerre civile dans certains pays musulmans, ainsi que par les attentats terroristes qui ont frappé certains pays.

Dans l'ensemble, les mouvements d'extrême droite constituent une menace pour la démocratie pluraliste, les droits de l'homme et la cohésion sociétale, selon de nombreux universitaires et groupes de défense des droits de l'homme, en raison de leurs opinions extrêmes, intolérantes et clivantes. L'Observatoire a surveillé, et présente ici, l'extrémisme d'extrême droite à travers le monde, et a encouragé les pays à s'opposer à sa propagation.

Aux États-Unis, Donald Trump a promis de rétablir l'interdiction de voyager imposée aux pays islamiques, interdisant aux citoyens de ces pays d'entrer sur le territoire américain, s'il est élu président en 2024. « Je rétablirai mon interdiction de voyager pour empêcher les terroristes islamiques radicaux d'entrer dans notre pays », a déclaré l'ancien président, deux fois mis en accusation, dans le New Hampshire le 27 avril 2023.⁷⁹

L'ancien président américain a également promis de rendre l'Amérique à nouveau xénophobe en rétablissant son interdiction de voyager, ce que les médias ont rapporté : « Lorsque je reprendrai mes fonctions, l'interdiction de voyager reviendra encore plus grande et plus forte qu'avant », a déclaré M. Trump le 15 juillet 2023 lors d'un discours prononcé à la conférence d'extrême droite Turning Point Action, dirigée par Charlie Kirk.⁸⁰

En Italie, un parti de la coalition de droite au sein du gouvernement italien, dirigé par le Premier ministre Giorgia Meloni, a préparé un projet de loi visant à interdire les espaces de prière musulmans en dehors des mosquées, selon les médias locaux. Le projet de loi proposé par le parti des Frères d'Italie (FdI) a été débattu au sein de la commission parlementaire de l'environnement et vise à interdire l'utilisation de garages et d'entrepôts industriels comme mosquées, ont rapporté les médias le 10 juin 2023. Les organisations culturelles et religieuses qui n'ont pas signé d'accord avec l'État italien ne seraient pas autorisées à utiliser une propriété comme lieu de culte, ajoutant que la communauté musulmane du pays n'a pas signé d'accord de

ce type avec l'État. Selon les médias, le projet de loi a été contesté par les législateurs des partis d'opposition au sein de la commission parlementaire de l'environnement, qui ont déclaré que s'il était adopté, il restreindrait la liberté de culte.⁸¹

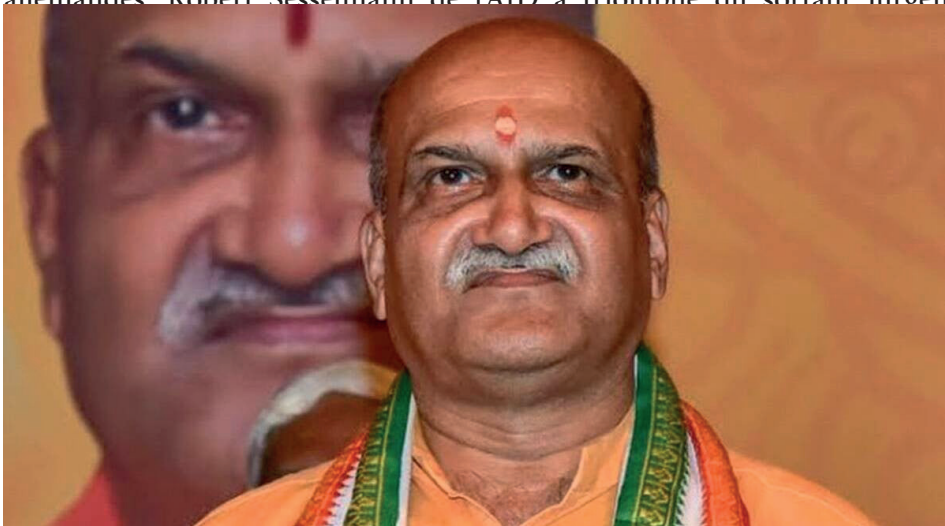
En France, des centaines de captures d'écran de conversations sont devenues virales en ligne, témoignant de la haine anti-musulmane et de l'apologie du terrorisme par des membres d'un groupe d'extrême droite français. Les conversations, attribuées au groupe néo-nazi FR Deter, comprenaient des messages incitant à des actions violentes et à des actes de terrorisme contre la communauté musulmane en France et les vandales contre les mosquées. Les conversations ont été suivies sur des boucles de chat cryptées sur l'application de médias sociaux Telegram. Tajmaat, une plateforme de collaboration nord-africaine pour les diasporas, a partagé les captures d'écran, qui montrent des actes odieux et des incitations à la violence contre les musulmans.⁸²

Au Royaume-Uni, la ministre de l'intérieur Suella Braverman a été accusée de colporter des mensonges d'extrême droite sur les Pakistanais après avoir pointé du doigt des hommes britanniques d'origine pakistanaise en raison des inquiétudes suscitées par les gangs de toilette, accusant les autorités de fermer les yeux sur les signes d'abus impliquant des jeunes. Les commentaires de Suella Braverman ont été largement condamnés et elle a été invitée à présenter des excuses aux Pakistanais pour avoir mis leur vie en danger et pour avoir accru la menace d'attaques racistes à leur encontre à la suite de ses allégations infondées. Les propos de Mme Braverman ont été condamnés par Robina Qureshi, directrice générale de l'organisation caritative pour les réfugiés Positive Action in Housing (PAiH). Elle a demandé au ministre de l'intérieur de s'excuser pour sa « grossière déformation des faits » ; elle a qualifié d'« inacceptable » le langage qu'elle a tenu à l'égard des hommes britanniques d'origine pakistanaise. La National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC) a également condamné la ministre de l'intérieur et s'est déclarée choquée par sa haine envers les Pakistanais et par le fait qu'elle les a montrés du doigt. Le ministre de l'intérieur a déclaré que « l'incapacité systématique et institutionnelle à protéger le bien-être des enfants en matière d'abus sexuels » était l'un

des plus grands scandales de l'histoire britannique. « Ce qui est clair, c'est que nous avons assisté à une pratique selon laquelle des jeunes filles anglaises blanches vulnérables, parfois placées en foyer, parfois en situation difficile, étaient poursuivies, violées, droguées et maltraitées par des gangs d'hommes britanniques pakistanais qui avaient travaillé dans des réseaux de maltraitance d'enfants », a-t-elle déclaré à la presse.⁸³

Luke Skelton, un suprémaciste blanc qui avait planifié une attaque terroriste contre un poste de police afin de déclencher une « guerre raciale », a été reconnu coupable le 16 mai 2023. Skelton, originaire du village de Kielder dans le Northumberland, a mené des opérations de reconnaissance hostile, publié des messages de haine raciste en ligne et rédigé un texte pour renforcer son idéologie violente et raciste après l'attentat. Skelton a rejoint une liste croissante d'hommes condamnés pour des délits de terrorisme d'extrême droite au Royaume-Uni, qui ont fait l'éloge du terroriste de Christchurch ou se sont inspirés de lui. M. Skelton, qui a également fait l'éloge d'autres terroristes néonazis comme Anders Breivik, a écrit qu'il souhaitait « accélérer l'effondrement et la guerre raciale à venir ». Il envisage que 93% de la société soit « britannique de souche » et que l'islam soit proscrit.⁸⁴

En Allemagne, un candidat du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) a remporté pour la première fois un poste de dirigeant local le 25 juin 2023, une victoire pour un groupe dont le programme anti-migrants, euro-sceptique et antimusulman était surveillé par les autorités allemandes. Robert Sesselmann de l'AfD a triomphé du sortant Jürgen



En Inde, un homme politique de droite a ouvert un nouveau chapitre de la politique de la haine en proposant un emploi et la sécurité à de jeunes hommes hindous en guise de récompense pour avoir «séduit» des jeunes filles musulmanes. S'exprimant lors d'une manifestation publique au Karnataka, le chef du Sri Ram Sena a affirmé que des milliers de jeunes filles hindoues étaient exploitées au nom du « jihad de l'amour ». « Je voudrais inviter les jeunes ici. Si nous perdons une fille hindoue, nous devrions piéger dix filles musulmanes. Si vous le faites, le Sri Ram Sena en prendra la responsabilité et vous fournira toutes sortes de sécurité et d'emplois », a déclaré le leader de l'Hindutva, cité par les médias indiens. « Je ne dis pas cela parce que les élections approchent. Mes déclarations ont toujours été dans l'intérêt des hindous », a-t-il déclaré.⁸⁶



Entre-temps, un député suspendu du BJP, T Raja Singh, a été vu en train de participer à plusieurs rassemblements dans le Maharashtra et de prononcer des discours au contenu haineux et des appels ouverts à la violence et au boycott contre les musulmans. Les médias ont recueilli des informations sur les discours haineux qu'il a prononcés lors des célébrations de la Shiv Jayanti à Latur, le 19 février, et de la Hindu Jan Akrosh Morcha à Mumbai, le 29 janvier. Plusieurs FIR ont été déposées contre lui pour ses discours incendiaires dans le Maharashtra. La dernière en date remonte au 19 mars, lorsque lui-même et le rédacteur en chef de Sudarshan News, Suresh Chavhanke, ont été arrêtés pour avoir prononcé des discours à connotation communautaire lors d'un rassemblement Hindu Jangarjna organisé par le Sakal Hindu Ekatrikaran Samiti.⁸⁷



Des dirigeants du parti au pouvoir, le BJP, ont tenu un discours islamophobe lors du Digital Hindu Conclave qui s'est tenu le 18 mars 2023. Kapil Mishra, dirigeant du BJP, Kajal Shingala alias Kajal Hindusthani et l'auteur d'extrême droite Kshitij Patukale ont comparé les minorités, en particulier celles appartenant à la communauté musulmane, ont déformé l'histoire en appelant à la violence comme seul moyen d'atteindre l'Akhand Bharat et ont soulevé le thème du Jihad de l'amour. Kajal Shingala a déclaré qu'il ne pourrait jamais y avoir de fraternité entre les hindous et les musulmans et a qualifié de « navire en perdition » ceux qui soutiennent la laïcité et la paix entre les deux communautés. « Je veux dire à ces personnes qui ont une jambe sur le bateau hindou et l'autre sur le bateau musulman qu'elles vont se noyer », a-t-elle déclaré.⁸⁸

Yashpal Suvarna, leader du BJP qui a été à l'avant-garde de la campagne de haine contre les étudiantes musulmanes qui manifestaient pour porter le hijab dans les locaux de l'université au Karnataka, a obtenu le ticket du parti pour la circonscription de l'assemblée d'Udupi. Le 11 avril 2023, le parti a publié la liste initiale et a remplacé le député BJP sortant Raghpathi Bhat par Suvarna, qui ferait ses débuts dans l'élection. Les membres du parti pensent que son implication dans la campagne anti-hijab, en sa qualité de vice-président du comité de développement du collège public de filles d'Udupi, a renforcé ses « qualifications ».⁸⁹

Le 30 mars 2023, près de 5 000 personnes ont envahi les rues du nord de Mumbai pour participer à une procession célébrant la fête hindoue de Ram Navami. Pendant près de trois heures, le cortège a traversé des quartiers musulmans en entonnant des chansons incendiaires prônant la suprématie

hindoue, en brandissant des drapeaux safran et en scandant de manière provocante « Jai Shri Ram » (Hail Lord Ram, le cri de guerre de l'aile droite hindoue). La situation s'est tendue lorsque des musulmans se sont plaints de la perturbation de leurs prières. Une dispute a éclaté entre les deux communautés et des pierres ont été lancées. La police a déclaré avoir arrêté près de deux douzaines de personnes accusées d'avoir jeté des pierres. Selon la version officielle de l'incident, un musulman a jeté une pierre sur les participants au rassemblement Ram Navami après que sa demande de baisser le volume a été rejetée. Mais les habitants de Malad ont déclaré qu'ils avaient été agressés par les manifestants hindous.⁹⁰



Le 14 mai 2023, une autre manifestation de haine a été organisée par le tristement célèbre Sakal Hindu Samaj à Amravati, Maharashtra, où Bharatanand Saraswati a prononcé un discours de haine visant la communauté musulmane. S'adressant à une foule de « supporters », il a déclaré que des personnes lui avaient conseillé de ne pas prononcer de discours de haine, mais qu'il n'avait pas peur de la prison. Il a laissé entendre que c'était « parce qu'il est hindou » qu'il était la cible de la police et des autorités. Il est allé jusqu'à accuser faussement la « communauté musulmane de propager la COVID » et les autorités de ne pas « punir la communauté musulmane ». Il a également appelé à l'adoption d'un projet de loi sur le contrôle de la population afin d'enrayer la progression de la population musulmane dans le pays.⁹¹

Quelques heures après l'accident ferroviaire meurtrier de Balasore, en Odisha, qui a fait au moins 288 morts et un millier de blessés le 2 juin 2023, plusieurs comptes de médias sociaux ont insinué que les musulmans étaient responsables de l'accident. Une enquête préliminaire des chemins de fer indiens a révélé qu'une erreur de signalisation était à l'origine de l'accident de train le plus meurtrier en Inde depuis vingt ans. Cependant, des comptes connus pour leur propagande hindutva et celle du Bharatiya Janata Party sont entrés en action pour protéger le gouvernement et le ministre des chemins de fer Ashwini Vaishnaw des critiques, alors que les appels à la démission du ministre se multipliaient. Le 3 juin, un compte Twitter sous le pseudonyme @randomsena a posté une image du site de l'accident avec une flèche pointant vers une structure blanche avec des dômes près des voies et l'a légendée « just saying...yesterday was Friday » (je dis juste qu'hier, c'était vendredi). Cela semblait suggérer que la structure était une mosquée et que les musulmans étaient d'une manière ou d'une autre responsables de la tragédie. Les vérificateurs de faits ont souligné que le sanctuaire était en fait un temple géré par la Société internationale pour la conscience de Krishna ou Iskcon. Le 4 juin, le tweet avait recueilli quatre millions de vues et près de 4 500 retweets. Le compte a également publié une série de vieux reportages impliquant des suspects musulmans dans des affaires d'incidents ferroviaires antérieurs sans rapport, avec des commentaires tels que « il y a quelque chose de louche », afin de dénoncer une « conspiration » plus vaste. Le compte Twitter du «Prof.N John Camm», qui prétend être un cardiologue chevronné basé en Allemagne, a tweeté « jihad ferroviaire ». Plusieurs autres comptes Twitter de droite ont rejoint le chœur en évoquant un « sabotage » et une « conspiration ». Le journaliste et suprématiste hindou Suresh Chavhanke et son journal Sudarshan News, connu pour ses programmes d'information télévisés incendiaires ciblant les musulmans, ont amplifié ces allégations de sabotage, notamment en tweetant le hashtag «accident de train ou attentat» en hindi.⁹²

Des groupes hindous ont demandé aux musulmans d'une ville du nord de l'Inde d'abandonner leurs moyens de subsistance et les maisons dans lesquelles ils vivaient depuis des générations. Une douzaine de familles ont fui Purola, une petite ville du district d'Uttarkashi, dans l'État d'Uttarakhand,

au nord de l'Inde, après que des avis ont été apposés sur des maisons et des commerces pour leur demander de quitter la ville. Les menaces ont été proférées principalement par deux groupes hindous d'extrême droite : le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et son aile jeunesse, le Bajrang Dal. Le VHP et le Bajrang Dal sont tous deux affiliés au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).⁹³

Le 9 juillet 2023, le stade Talkatora de Delhi a vu des nationalistes hindous purs et durs se livrer à des démonstrations virulentes de discours de haine à l'Anarashriya Hindu Parishad. La dirigeante hindoue d'extrême droite Samiksha Singh a prononcé un discours de haine antimusulman dans lequel elle a appelé à la violence contre les musulmans de l'Inde lors du Virat Hindu Sammelan organisé par l'Antarashtriya Hindu Parishad (AHP) à Delhi. «Chaque djihadiste perdra lorsqu'un hindou kattar (ligne dure) tuera. Le plus grand problème des hindous est leur humanité, leur compassion et leur miséricorde». Praveen Togadia, nationaliste hindou convaincu et ancien président international du Vishwa Hindu Parishad, a également pris la parole au même endroit. « Nous ne fuirons pas et nous ne mourrons pas, nous garderons notre pied sur votre poitrine et nous vous rappellerons votre grand-mère (pour vous donner une leçon) ». Une foule en liesse a riposté au discours de Togadia : « Nous, les hindous, ne devons pas laisser la population musulmane augmenter ». ⁹⁴

AGRESSIONS VERBALES ET PHYSIQUES

On entend par agression verbale une menace (y compris un message écrit) d'attouchements nuisibles ou offensants immédiats, accompagnée d'une capacité immédiate apparente de les commettre, et qui place une personne dans une appréhension raisonnable de tels attouchements ; ou l'utilisation d'un langage offensant à l'égard d'une personne, lorsque ce langage est susceptible de provoquer une personne raisonnable. L'agression verbale peut prendre la forme de moqueries ou de taquineries excessives, de brimades ou d'autres formes de harcèlement verbal, d'une alerte à la bombe visant un bâtiment scolaire, d'autres biens de l'école ou un événement scolaire. L'agression physique, quant à elle, consiste à causer ou à tenter de causer intentionnellement des dommages physiques à autrui par la force ou la

violence. Dans le contexte de l'islamophobie, les cibles de ces deux types d'agressions sont les musulmans en raison de leur foi ou de leur religion, ou tout objet associé à l'islam en tant que religion.

Aux États-Unis, pour la deuxième fois dans l'année, un professeur de l'université du Montana a été critiqué pour des remarques racistes qu'il a faites dans des conversations personnelles. Tout a commencé en mars 2021, lorsque Ajaysia Hill, une ancienne étudiante, a informé les responsables de l'université, notamment le bureau du titre IX, de l'existence de textes et d'une vidéo montrant Looney en train de tenir des propos racistes. Looney a utilisé le mot « N », a plaisanté sur le fait que les musulmans portaient des serviettes et a fait d'autres remarques racistes lors d'une conversation avec sa désormais ex-femme, qui est noire. Le président de l'UM, Seth Bodnar, a déclaré qu'il était en colère contre ces remarques et qu'il aimerait avoir des conversations sur la façon dont notre société pourrait s'améliorer.⁹⁵



Lorsque Yousef Abu Jenna Mahmoud et sa femme ont décidé de visiter les vergers et cidreries d'Erie dans le comté de Monroe le 13 août 2023, cette famille d'Ann Arbor s'attendait à passer une journée agréable à cueillir des pêches avec ses trois filles. Mais au lieu d'une excursion d'un week-end que beaucoup d'habitants du Michigan apprécient, M. Mahmoud dit avoir été confronté au sectarisme du propriétaire, Steve Elzinga, qui, selon lui, les a empêchés de partir après une dispute au sujet des pêches, en lui disant, lors d'un échange capturé sur vidéo : « Tous les musulmans qui viennent

ici me volent. Lorsque M. Mahmoud a déclaré qu'il était raciste à l'égard des musulmans, M. Elzinga est revenu sur ses propos en répondant : « Bien sûr que je le suis » : « Bien sûr que je le suis » et « Je ne veux pas d'eux (les musulmans) ici ». M. Mahmoud, musulman et d'origine arabe, a téléchargé des vidéos de la rencontre qui montrent le propriétaire du verger en train de faire des remarques antimusulmanes. M. Mahmoud a déclaré qu'il s'était senti menacé par M. Elzinga, qui l'accusait de ne pas avoir payé les pêches qu'ils avaient cueillies dans les vergers et qui a ensuite essayé de l'empêcher de partir.⁹⁶

Maryam Khan, députée du Connecticut, agressée le 28 juin 2023 après la prière de l'Aïd, a accusé la police de Hartford d'avoir minimisé l'agression et a demandé, le 6 juillet 2023, l'ouverture d'une enquête fédérale sur le traitement par le ministère des crimes violents, en particulier à l'encontre des femmes. Mme Khan a raconté comment elle et sa famille prenaient des photos le 28 juin à l'extérieur d'une arène de Hartford où se tenait la cérémonie de prière. Elle raconte qu'un homme s'est approché et a dit qu'il avait « l'intention d'avoir des relations sexuelles » avec l'une d'entre elles, dont la fille de Mme Khan, âgée de 15 ans. Il les a ensuite suivies à l'intérieur et, selon Mme Khan, il a commencé à s'en prendre à elle en particulier, l'agrippant au visage et à la chemise et exigeant un baiser. Mme Khan a déclaré que l'homme l'avait suivie à l'extérieur et qu'il avait essayé de lui saisir à nouveau le visage, mais qu'il s'était mis en colère lorsqu'elle l'avait « esquivé » et qu'il l'avait giflée au visage. Elle a ajouté qu'il l'avait ensuite maintenue dans une position d'étranglement et qu'il avait levé la main en faisant semblant d'avoir une arme avant de la plaquer au sol. Le ministère avait initialement déclaré que Mme Khan avait subi des « blessures mineures » après qu'un homme, qui avait fait des commentaires obscènes et tenté de l'embrasser, l'ait giflée et lui ait lâché le cou, la faisant tomber au sol. Le suspect, Andrey Desmond, qui a été poursuivi et retenu par deux passants, a été placé en détention sous une caution de 250 000 dollars lors de sa comparution devant la justice la semaine précédente. Il est accusé d'agression, de contrainte illégale, d'atteinte à la paix et d'interférence avec la police.⁹⁷

Une passagère a été expulsée d'un train de la ligne Hartford le 6 juillet 2023 parce qu'elle a fait des commentaires racistes à deux femmes portant un foulard, a déclaré un responsable des transports publics le 13 juillet 2023. Une vidéo de la rencontre sur la ligne Hartford de CT Rail est devenue virale sur TikTok. L'utilisateur n'a pas été arrêté mais le conducteur lui a demandé de ne plus prendre le train, a déclaré Josh Morgan, porte-parole du ministère des transports de l'État. Selon M. Morgan, l'incident s'est produit le 6 juillet dans un train en direction de Hartford. L'une des femmes, qui portait un hijab, a enregistré une partie de l'interaction et l'a postée sur TikTok sous l'intitulé « Hijabis verbally attacked on the train » : « Des hijabis agressés verbalement dans un train ». La femme a déclaré qu'elle et sa mère étaient assises dans le train lorsqu'une femme s'est assise de l'autre côté de l'allée, les a regardées et « a commencé à crier que (l'ancien président) Obama était à blâmer pour avoir laissé entrer des étudiants étrangers dans ce pays » et qu'ils dépassaient la durée de validité de leurs visas. D'autres personnes dans le train ont demandé à la femme d'arrêter, mais elle ne l'a pas fait et est devenue de plus en plus « belliqueuse » en parlant de la suprématie blanche, a écrit l'auteur de l'affiche sur TikTok. La femme, accompagnée de sa mère, a décidé de commencer à enregistrer ses diatribes. Lorsque la conductrice s'est approchée de la passagère, elle a nié à plusieurs reprises qu'elle parlait aux deux femmes. « Toutes les personnes présentes dans ce wagon ont dit que vous leur parliez de cette façon », a déclaré le conducteur. Elle secoue la tête et refuse de se lever. Il a répété : « Il lui a dit de descendre à Hartford et de ne plus jamais remonter dans le train. » Morgan a déclaré que le conducteur a surveillé le train jusqu'à ce qu'il arrive à Hartford et s'est assuré que la passagère sortait du train. Les femmes l'ont remercié. « Bravo au chef de train qui est intervenu non seulement pour protéger les passagers qui filmaient la vidéo, mais aussi tous les passagers », a déclaré Mme Morgan.⁹⁸

Le 9 octobre 2023, un message déclarant « Mort à la Palestine » a été écrit sur un tableau blanc à l'extérieur d'une suite du Grace Hopper College. Le message initial a été remplacé par trois phrases en hébreu, qui se traduisent par « mort à la Palestine », « enfants de putes » et « ce sont des chattes ». Au moins un étudiant a signalé le message plus tard dans la semaine au doyen

et au directeur du collège de Hopper. Dans un courriel adressé à tous les étudiants de Hopper le 14 octobre, la directrice du collège, Julia Adams, a affirmé « la liberté académique et l'expression d'opinions et de dissensions » sans mentionner explicitement les messages sur le tableau blanc. Un étudiant qui écrit « Mort à la Palestine » alors qu'il partage un réfectoire, des salles de classe, des espaces communs et un campus avec des étudiants palestiniens devrait être très préoccupant pour tout le monde », a écrit un étudiant de Hopper aux Nouvelles ; l'étudiant a demandé l'anonymat pour des raisons de sécurité personnelle, en particulier par crainte d'être victime d'un « doxxing ». « C'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreux étudiants arabes et musulmans se sentent frustrés par l'absence d'action ou de soutien de la part de l'université. »⁹⁹

Le 17 octobre 2023, une femme musulmane a été agressée verbalement et s'est fait cracher dessus par un homme. L'agression présumée a eu lieu alors que la femme allait chercher ses enfants à l'école le long d'un tronçon résidentiel d'El Camino Real à Burlingame. La victime présumée a déclaré que l'agression était « effrayante et non provoquée ». Elle a déclaré qu'elle quittait son appartement pour aller chercher ses enfants à l'école lorsqu'elle a croisé un homme qui s'est soudainement arrêté. « Il tenait sa chemise dans ses mains. Il s'est immédiatement approché d'elle, s'est couvert le visage avec sa chemise et lui a craché dessus. Il criait, l'appelait par des noms péjoratifs et lui disait de retourner d'où elle venait », a déclaré Raed Atawneh, le traducteur de la victime.¹⁰⁰

Le 20 octobre 2023, une école islamique de Bridgeview, dans la banlieue sud-ouest, a décidé de fermer ses portes et de passer à l'enseignement à distance après avoir reçu ce que son directeur a appelé une « lettre de menace haineuse ». Tammie Ismail, directrice de l'école Aqsa pour filles, a écrit aux parents que l'école avait reçu la lettre par la poste. Elle a déclaré avoir immédiatement informé la police de Bridgeview, le bureau du shérif du comté de Cook et la police de l'État de l'Illinois de l'existence de cette lettre. « La lettre elle-même était très violente », a déclaré Mme Ismail, ajoutant que la personne qui l'avait écrite faisait référence au crime haineux et à la mort par arme blanche de Wadea Al-Fayoume, dans le canton de Plainfield. La lettre « applaudissait son assassinat », a déclaré Mme Ismail, et

qualifiait l'homme accusé du meurtre de « trésor national ». Elle a ajouté que la lettre était truffée de propos racistes, anti-palestiniens et antimusulmans, et qu'elle parlait de tuer des musulmans et des Palestiniens.¹⁰¹



Stuart Seldowitz, ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Obama, a été filmé dans une série de vidéos en train de harceler et d'agresser verbalement un vendeur de chariots de nourriture de la ville de New York en lui tenant des propos islamophobes. Les incidents ont été révélés après qu'une personne sur X, la plateforme officiellement connue sous le nom de Twitter, a posté une vidéo de Stuart se moquant de l'exploitant du chariot dans l'Upper East Side. Dans un clip qui semble avoir été tourné de nuit, M. Seldowitz demande au vendeur s'il a violé sa fille « comme l'a fait Mahomet ». Le vendeur a poliment demandé à Seldowitz de partir. « Pourquoi devrais-je partir ? demande Seldowitz. « Je suis là. Je suis américain. J'ai la liberté. C'est un pays libre. Ce n'est pas comme l'Égypte. Dans un autre clip qui semble avoir été tourné pendant la journée, M. Seldowitz a qualifié le vendeur de terroriste et a déclaré : « Ce n'est pas de ma faute si vous priez un criminel... Vous soutenez le meurtre d'une personne : « Ce n'est pas ma faute si vous priez un criminel... Vous soutenez le meurtre de petits enfants », a dit Seldowitz au vendeur... « C'est vous qui tuez les enfants, pas moi », a répondu le vendeur. Julie Menin, membre du conseil municipal de New York, qui représente le quartier où se sont déroulés les incidents, a déclaré qu'elle avait signalé à la police les agressions verbales de M. Seldowitz comme pouvant constituer un crime de haine. « Il s'agit

d'un discours haineux et d'un harcèlement ignobles et vraiment odieux », a-t-elle déclaré dans un communiqué. « La haine n'a pas sa place dans notre communauté et dans notre ville. »¹⁰²

Une mère de famille de Minneapolis a déclaré avoir été victime d'un crime de haine après qu'une dispute dans une station-service a dégénéré. « Je souffre encore », a déclaré Sabrina Yahya. Selon Sabrina Yahya, une dispute au sujet d'une pompe à essence dans un magasin Holiday Station sur Franklin Avenue a dégénéré lorsqu'une femme a sorti un petit couteau et a commencé à l'attaquer. Un bon samaritain et un agent de sécurité sont intervenus et la femme s'est enfuie. « À ce moment-là, Mme Sabrina était avec sa mère, qui est avec nous aujourd'hui. Elles ont toutes deux commencé à suivre et à identifier cet individu », a déclaré Jaylani Hussein, directeur exécutif du CAIR-Minnesota. Elles se sont arrêtées dans un quartier voisin où la confrontation s'est poursuivie et, selon M. Yahya, la femme a commencé à exprimer des sentiments antimusulmans. « Elle a dit très clairement qu'elle détestait les musulmans et qu'elle détestait les gens qu'ils sont », a déclaré M. Hussein.¹⁰³

Sidra Faithullah a pris un train TRAX pour rentrer chez elle avec son fils de sept ans dans la vallée du lac Salé vendredi. Elle raconte que lorsqu'ils sont descendus du train, ils ont vu un homme de l'autre côté de la rue commencer à leur crier dessus. « Nous avons été pris pour cible à 100% parce que nous sommes musulmans », a déclaré Mme Faithullah. Faithullah, qui pratique l'islam, explique qu'elle choisit le niveau de pudeur de ses vêtements dans le cadre de la pratique de sa religion. De l'autre côté de la rue, il a commencé à dire des choses comme « Retourne dans ton pays, terroriste », a-t-elle déclaré. Faithullah dit qu'elle a d'abord essayé de ne pas s'en préoccuper. « Je suis une citoyenne américaine. Je suis une citoyenne américaine, je suis née et j'ai grandi ici », a-t-elle déclaré. Avec son fils à ses côtés, Faithullah a vu l'homme traverser la rue et s'approcher d'eux, hurlant des vulgarités islamophobes et s'en prenant à elle. « Il m'a dit de rentrer chez moi, puis m'a craché au visage », a-t-elle déclaré. Il m'a dit de rentrer chez moi, puis il m'a craché au visage », a-t-elle indiqué. « Et quand il m'a craché dessus, cela a atteint mon fils. Mon fils a commencé à paniquer. »¹⁰⁴



Le 8 décembre 2023, un enseignant de l'école Warner Robins a été arrêté et accusé d'avoir menacé de décapiter une élève après que celle-ci ait fait un commentaire jugé désobligeant sur le drapeau israélien, selon le bureau du shérif du comté de Houston. Benjamin Reese est professeur d'études sociales en classe de 7^e année à la Warner Robins Middle School. Plusieurs témoins ont déclaré avoir entendu Reese crier «Espèce de putain de merde ! Je vais te botter le cul. Je devrais te couper la tête», à l'adresse de l'une des étudiantes. D'après le rapport d'incident, le 7 décembre, un adjoint du shérif était en service lorsqu'il a été informé que Reese avait menacé la vie d'une enfant. Cela s'est produit dans le corridor de la salle de classe de la 7^e année alors que les élèves empruntaient le couloir pour se rendre à la salle de la 8^e année. Le rapport d'enquête indique qu'une élève voulait parler à Reese du drapeau israélien placée dans sa classe pour lui dire qu'elle trouvait cela offensant. Reese lui a demandé si cela avait quelque chose contre le judaïsme. Elle lui a alors répondu qu'elle voulait juste savoir pourquoi le drapeau était accroché là, et Reese a dit à l'étudiante qu'il était lui-même juif et que des membres de sa famille vivaient toujours en Israël. L'étudiante a rétorqué qu'elle trouvait le drapeau offensant « parce que les Israéliens tuaient des Palestiniens ». Reese a alors dit à l'étudiante qu'elle était antisémite. Après cela, plusieurs témoins différents ont témoigné indépendamment pour dire qu'ils avaient entendu Reese proférer des menaces contre l'étudiante en disant qu'«il lui donnerait un coup de pied, lui trancherait la gorge, la traînerait dehors et lui couperait la tête.»¹⁰⁵

Une vidéo troublante montre un voyageur harcelant une femme musulmane portant un hijab dans un aéroport de Floride – la traitant de terroriste et prenant des photos d'elle pour soi-disant la dénoncer au FBI. Salma Khan a déclaré au Miami Herald qu'elle était sur le point d'embarquer sur un vol à destination de Phoenix à l'aéroport international de Fort Lauderdale-Hollywood le 20 novembre 2023 lorsqu'elle a remarqué un homme qui la dévisageait. « Je suis une femme musulmane pratiquante. Je voulais le mettre à l'aise, alors je me suis présentée », a déclaré Khan au média. Elle a déclaré que l'homme lui avait dit qu'il était « heureux que cela se produise », mais l'homme a aussitôt fait mine de vouloir lui retirer son couvre-chef de force, et c'est alors qu'elle lui a demandé de la laisser tranquille. Deux passants se sont alors précipités et se sont assis de chaque côté de la femme pour la protéger de l'homme menaçant, qui l'a ensuite qualifiée de terroriste et a affirmé qu'elle et les autres musulmans détestaient les États-Unis. La vidéo publiée sur TikTok montre l'homme pointant sa caméra vers Khan, les deux personnes à ses côtés – une femme blanche et un homme noir. Khan a déclaré au Herald qu'elle était bouleversée et aussi étonnée par le temps qu'il avait fallu aux autorités pour venir à son secours. Après 10 minutes, un adjoint du bureau du shérif de Broward est arrivé et a escorté l'homme loin de la porte d'embarquement pour lui obtenir une réservation sur un vol ultérieur, selon le média. Khan s'est plainte que la police n'a jamais pris le nom ni la moindre déclaration de son agresseur. « Cela fait un peu mal, dans une période aussi marquée par l'incivisme, que les gens au pouvoir ne soient pas intervenus pour aider ceux qui en ont besoin », a-t-elle déclaré au Herald, affirmant qu'ils préféreraient plutôt laisser l'homme de la rue et les civils s'en occuper.¹⁰⁶

Ashish Prashar a déclaré aux médias qu'il se trouvait sur le terrain de basket de Brooklyn avec son fils de 18 mois le 20 novembre 2023 lorsqu'une inconnue a chargé les deux hommes et leur a lancé des insultes avant de passer aux violences physiques. Prashar, qui a déclaré qu'il portait l'écharpe palestinienne connue sous le nom de keffieh, a déclaré aux médias que la femme était devenue bouleversée après que son fils ait commencé à interagir avec le jeune fils de la femme. « Soutenez-vous le Hamas ? » Prashar se souvient que la femme lui avait dit. « Vous et votre fils êtes des terroristes,

et vous devriez vous éloigner de mon fils.» La femme incriminée, Hadasa Bozakkaravani, a été traduite en justice le 22 novembre après s'être rendue à la police, selon des documents judiciaires. Elle a plaidé non coupable de toutes les accusations lancées contre elle.¹⁰⁷

Le NYPD a ouvert une enquête sur une attaque contre un adolescent musulman à Brooklyn. Les autorités ont déclaré que la suspecte avait tenu des propos anti ethniques juste avant l'agression. La victime a déclaré que depuis ce jour elle avait peur de quitter la maison seule après la malheureuse rencontre du 19 décembre 2023. «À ce moment-là, je voulais vraiment que mon père soit là», a déclaré Mahak Hussain. Mahak, qui portait un hijab traditionnel et une abaya, a déclaré que la suspecte l'avait ensuite aspergée de poivre au visage avant de s'enfuir. L'adolescente a déclaré avoir vu la femme s'approcher, mais qu'elle n'y avait pas vraiment prêté attention. «Je vois une femme arriver. Elle porte une cagoule. Son cou est couvert. Elle a également une partie de son visage couverte, et elle marchait d'un pas ordinaire avec sa main dans sa poche», a déclaré Hussain.¹⁰⁸

Au Canada, Sonia Ryma Ait Kheddache a partagé sur les réseaux sociaux l'incident survenu le 12 avril 2023, accompagné d'une vidéo de 20 secondes prise sur son téléphone portable montrant un homme qui lui a tenu des propos racistes et islamophobes dans une épicerie. Kheddache est originaire d'Algérie et a vécu à Shippagan, au Nouveau-Brunswick. Elle a déclaré que l'homme s'était d'abord adressé à elle en anglais. Après un échange sur le fait qu'elle portait un foulard, elle a déclaré qu'il avait élevé la voix et fait plusieurs commentaires suggérant qu'elle n'était pas la bienvenue au Canada et qu'elle devrait retourner dans « son pays ». Quelques instants plus tard, Kheddache et l'homme se sont à nouveau croisés dans le même magasin et elle a déclaré qu'il avait tenu davantage de commentaires islamophobes qu'elle avait enregistrés sur son téléphone. Le maire de Caraquet, Bernard Thériault, a qualifié l'incident d'inacceptable. Le sergent de la GRC. Martin Allaire du détachement de Caraquet a confirmé à Radio-Canada qu'une plainte avait été déposée concernant l'incident et qu'une enquête était en cours.¹⁰⁹

Le 10 mai 2023, deux hommes se trouvaient sur Whyte Avenue en train de prêcher pour la foi musulmane lorsqu'un troisième individu les a approchés. Dans la vidéo de la rencontre, l'individu s'est approché des deux hommes

et leur a dit : « Pourquoi pensez-vous que quelqu'un veut entendre parler de votre putain de prophète ? » L'homme a ensuite déversé une boisson de la canette qu'il tenait sur une table sur laquelle se trouvait apparemment le Coran et s'est éloigné. L'unité de lutte contre les crimes haineux et l'extrémisme violent de la police d'Edmonton a ouvert une enquête au sujet de cet incident.¹¹⁰

Une étudiante en maîtrise de l'Université de Montréal a déclaré avoir été victime d'un incident haineux, lorsqu'une femme l'a réprimandée dans la rue juste à l'extérieur du campus, le 10 octobre, quelques jours seulement après le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas. Alors que Kamilla se dirigeait vers la bibliothèque, elle traversait la rue entre Jean-Brillant et McKenna. « Je marchais dans cette direction et là-bas, cette dame m'a fait un doigt d'honneur, juste au moment où nous traversions la rue », a-t-elle déclaré. « Elle m'a traité d'assassin, entre autres termes, et tout en continuant à marcher, elle a dit 'vous allez tous tuer des gens' ». ¹¹¹

En Espagne, l'équipe marocaine de football a été confrontée à d'odieux actes racistes et islamophobes à l'hôtel Eurostars Madrid Tower. Les Lions de l'Atlas se sont rendus à Madrid le 26 mars 2023 pour préparer leur match amical contre le Pérou, qui a eu lieu le 28 mars. Plusieurs photos en ligne montraient des employés de l'hôtel se moquant des Lions de l'Atlas marocains et du mois sacré du Ramadan. « Merde, putain de Moros. J'emmerde le Ramadan et ces putains de moros », lit-on dans l'une des captures d'écran des messages insultants de certains employés de l'hôtel. Une autre capture d'écran virale insultait l'équipe marocaine de football ainsi que l'Islam. « L'équipe marocaine est au Towers, vous n'êtes que des putains d'emmerdeurs », lit-on dans l'un des messages. Selon le média sportif espagnol AS, la direction de Tours Eurostars Madrid a fermement condamné les incidents, précisant qu'elle allait engager des poursuites judiciaires contre les auteurs.¹¹²

Au Royaume-Uni, un homme soupçonné de tentative de meurtre a été arrêté après avoir grièvement blessé et brûlé un autre homme alors qu'il rentrait chez lui après la prière dans une mosquée de Birmingham. La victime, décrite par un homme politique local comme un « pilier » de la communauté locale, a été aspergée d'un liquide non identifié et sa veste a

pris feu alors qu'elle se promenait dans Edgbaston lundi soir. L'homme a été transporté d'urgence à l'hôpital, où il a été soigné pour des brûlures du troisième degré. Le 21 mars, la police des West Midlands a déclaré avoir arrêté un homme sur Dudley Road par des agents qui se trouvaient dans la zone pour enquêter sur l'attaque. Le suspect a été placé en détention et la police a ouvert une enquête antiterroriste, a-t-il été indiqué dans un communiqué.¹¹³

Le 11 décembre 2023, une passante a signalé qu'une femme âgée avait apostrophé violemment un enseignant musulman et a averti ses élèves qu'elle allait « les empoisonner » dans le métro de Londres. Elle a déclaré à Tell MAMA que c'était la première fois qu'elle était confrontée à un crime de haine sur les réseaux ferroviaires. Elle a expliqué que l'agresseur s'était tenu à proximité du groupe sur la ligne Piccadilly, composé d'écoliers de moins de dix ans revenant d'une visite au musée, avant de descendre du train, de taper à la vitre et d'entrer dans la rame pour commencer à proférer des menaces. Parmi les commentaires offensants, citons : « Vous êtes enseignant ?! Vous ne devriez pas être enseignant », avant de pointer du doigt les enfants de manière agressive et de déclarer : « Faites attention, il va vous empoisonner ». L'enseignant a déclaré : « Mon premier réflexe a été de veiller à protéger les enfants, mais ensuite j'ai pensé : qui va me protéger moi ? Heureusement, deux témoins sont venus à la rescousse ont pris la parole pour défendre la victime, avec des déclarations de soutien telles que « En fait, c'est un bon enseignant » et « Tu devrais toi-même aller à l'école et apprendre ». L'agresseur est alors rapidement redescendu du train.¹¹⁴

Un député du nord-est de Londres a déclaré qu'il y avait une « peur croissante » au sein de la communauté musulmane après qu'une école locale ait reçu une lettre de menace. Wes Streeting, député travailliste d'Ilford North, a déclaré qu'une école musulmane de Redbridge avait reçu une lettre menaçant de « tuer tout le monde » au cours de la semaine. Dans la lettre de M. Streeting envoyée le 8 décembre, ce dernier a déclaré que les parents et les enseignants « craignaient pour la sécurité de leurs enfants en raison de la menace grotesque ». Il a ajouté que l'expérience de l'école de Redbridge n'était « en aucun cas le seul exemple de haine, de menaces et d'abus dirigés contre les organisations communautaires musulmanes ».¹¹⁵

En Allemagne, une étudiante musulmane, Gulsen Kurt, a été abreuvée d'insultes à caractère raciste par un professeur d'université parce qu'elle portait un foulard, a déclaré son avocat le 12 juin 2023. Le professeur a proféré des insultes racistes et a même comparé le foulard de la femme musulmane avec le symbole de la croix gammée des néo-nazis, a précisé l'avocat Fatih Zingal. L'incident s'est produit lors d'un cours d'économie sur le campus de l'université de Bonn-Rhein-Sieg, dans le nord-ouest de l'Allemagne. Kurt, qui a été choquée par les insultes racistes du professeur, a déclaré que la plupart des étudiants avaient réagi et avaient quitté la classe en signe de protestation. «Le professeur a dit qu'il n'autoriserait pas une étudiante portant un foulard à assister au cours, tout comme il n'autoriserait pas un néo-nazi portant une croix gammée. Il m'a crié dessus en disant : «Tu es une islamofasciste», et qu'il me dénoncera à la direction», a-t-elle déclaré. Kurt a cependant indiqué que la direction s'était excusée pour les insultes racistes proférées contre elle en classe et a souligné que le comportement du professeur n'était pas approuvé ni toléré par l'administration de l'université.¹¹⁶

En Inde, Mohsin Khan et sa femme ont été harcelés par une foule de plus de 200 personnes pour avoir ramené à la maison des chèvres sacrificielles pour l'Aïd-al-Adha. « Ils m'ont traité de terroriste et ont menacé d'abattre un cochon à l'intérieur de ma propre maison », a déclaré Mohsin, soulignant qu'il avait du mal à accepter ce qui s'était passé au sein même de son quartier à Mumbai dans la soirée du 27 juin 2023 ; du fait du comportement des habitants de JP North Garden City dans la région de Mira Road, Mohsin et sa femme ont été profondément choqués en rentrant chez eux. Leur voiture a été stoppée à l'entrée principale de la résidence par une foule d'environ 200 personnes, apparemment à cause du fait que cette famille musulmane avait ramené deux chèvres à la maison avant l'Aïd al-Adha le 29 juin. «Lorsque nous sommes arrivés à l'entrée de notre résidence, deux hommes se sont approchés de notre voiture et ont commencé à frapper à la vitre. Ils m'ont demandé mon adresse exacte. Lorsque j'ai refusé, la situation a dégénéré et ma femme est intervenue pour les raisonner. Mais la foule a commencé à scander ' Les slogans de Jai Shree Ram», a déclaré Mohsin au Quint. Au moins 300 familles musulmanes résidaient à JP North Garden City depuis 2021. Plusieurs membres de ces familles ont déclaré à The Quint que JP

Infra, le constructeur, avait fourni un enclos aux musulmans pour qu'ils élèvent des chèvres pour l'Aïd al-Adha au cours de ces deux dernières années.¹¹⁷

Par ailleurs, la police indienne a ouvert une enquête sur une enseignante après qu'une vidéo d'elle la montrant en train d'encourager ses élèves à gifler leur camarade de classe de 7 ans, qui était musulman, a suscité une indignation généralisée dans le pays. La vidéo de l'incident, qui a eu circulé dans le district de Muzaffarnagar, dans le nord de l'État de l'Uttar Pradesh, montre le garçon se tenant craintivement devant ses camarades de classe tandis que l'enseignante appelle les élèves à le frapper. Le garçon a pleuré tandis que ses camarades de classe le giflaient à tour de rôle, pendant que l'enseignante disait aux élèves de le faire « correctement. » On pouvait entendre un homme rire tandis que le garçon gémissait et que les gifles continuaient. Le commissaire de police de Muzaffarnagar, Satyanarayan Prajapat, a déclaré le 25 août 2023 que l'enseignante avait dit aux élèves de frapper le garçon « parce qu'il ne se souvenait pas de ses cours ». L'enseignante a également fait référence à la religion du garçon, selon Prajapat. Le père du garçon a déclaré aux médias que son fils s'était senti « troublé et effrayé » après l'incident du 24 août 2023. Il a déclaré que, même si le garçon allait beaucoup mieux, il « n'a pas pu dormir et a été laissé en état de choc » à la suite de cette mésaventure. Il a déclaré aux médias que son fils avait depuis été admis dans une autre école, après que l'école publique de Neha – où l'incident a eu lieu – ait reçu l'ordre de fermer ses portes.¹¹⁸

DISCOURS DE HAINE ET HAINE EN LIGNE

Le discours de haine fait référence à un discours ou une expression qui blesse, menace ou insulte une personne ou un groupe sur la base d'attributs tels que la race, la religion, l'origine ethnique, l'origine nationale, le sexe, le handicap, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Cela peut prendre la forme d'insultes, de diffamation ou de propos incitant à la violence ou à la discrimination contre un groupe minoritaire.

La haine en ligne amène les discours de haine dans le domaine numérique sur les réseaux sociaux, les sites Web, les vidéos ou images en ligne et

d'autres plateformes en ligne. L'anonymat relatif et la large portée d'Internet permettent aux discours de haine de se propager plus facilement et de toucher un public plus large. Certaines caractéristiques clés de la haine en ligne comprennent :

- Le fait d'utiliser des insultes, des mèmes, des symboles ou un langage codé pour rabaïsser et déshumaniser les groupes ciblés.
- Le harcèlement et la cyberintimidation dirigés contre des individus sur la base de caractéristiques précises ;
- Les théories du complot et la désinformation faisant des groupes minoritaires des boucs émissaires ;
- L'incitation à la violence, à la haine ou à la discrimination contre les populations vulnérables ;

Dans le contexte de l'islamophobie, les cibles des deux types de discours de haine sont d'abord les musulmans ou l'islam en tant que religion.

Aux États-Unis, Twitter a regrettablement amplifié les discours de haine dans sa chronologie « Pour vous », effet secondaire involontaire d'un algorithme censé montrer aux utilisateurs davantage de ce qu'ils veulent. Selon une analyse du Washington Post de l'algorithme de recommandation de Twitter, les comptes qui suivaient des « extrémistes » – des comptes incitant à la haine identifiés dans une liste fournie par le Southern Poverty Law Center – ont été soumis à un mélange d'autres discours racistes et incendiaires. Cela incluait des tweets d'un nazi autoproclamé, par exemple un utilisateur dont le compte n'était pas très suivi. Beaucoup provenaient d'utilisateurs précédemment suspendus par Twitter et rétablis par le nouveau propriétaire Elon Musk, qui s'est engagé à réduire les discours de haine après son rachat du site. Les tweets sont apparus sur la nouvelle page « Pour vous » de Twitter, que la société a dévoilée en janvier dans le cadre du site repensé par Musk.¹¹⁹



Les mots « Pas d'Islam » griffonnés à la peinture noire en aérosol sont apparus sur les murs d'entreprises du centre-ville de Brownsville à la mi-octobre 2023. Un blogueur local a lié ces gribouillages islamophobes à Genovevo Izaguirre, le pasteur de Mision Divina, que la police avait inculpé de cinq chefs d'accusation. Comme l'a rapporté pour la première fois le 25 octobre El Rrun, un blog selon Juan Montoya, ancien journaliste du Brownsville Herald, les graffitis islamophobes ont commencé à apparaître le 16 octobre, poussant les propriétaires d'entreprises qui ne voulaient pas attiser les flammes de la division dans leur communauté à déposer des plaintes auprès de la police. Mais lorsque la police de Brownsville a vérifié son coûteux système de caméras de surveillance, elle est arrivée les mains vides et a dit à au moins un plaignant que le système était en panne au moment des infractions. Ce n'est qu'après qu'El Rrun a publié des photos de surveillance provenant de la caméra d'un propriétaire d'entreprise locale que la police a arrêté Izaguirre.¹²⁰

Dearborn, une ville du Michigan, aux États-Unis, a été contrainte de renforcer ses mesures de sécurité après avoir été qualifiée de « capitale américaine du jihad » dans un éditorial du Wall Street Journal. La ville, qui compte un peu plus de 100 000 habitants et possède la population musulmane par habitant la plus élevée du pays, est devenue la cible de la haine et de la misogynie en ligne depuis la publication de l'article d'opinion. Le maire de Dearborn,

Abdullah Hammoud, a tweeté le 2 février 2024 que la police de la ville avait renforcé la sécurité dans les lieux de culte et les principales infrastructures en tant que « conséquence directe » de l'article du Wall Street Journal intitulé « Bienvenue à Dearborn, la capitale américaine du Jihad ». Hammoud a posté sur la plateforme X que l'article publié vendredi « a conduit à une augmentation alarmante de la rhétorique sectaire et islamophobe en ligne ciblant la ville de Dearborn ». Steven Stalinsky, directeur exécutif du Middle East Media Research Institute, auteur de l'article d'opinion, a affirmé dans une interview accordée à l'Associated Press qu'il souhaitait simplement attirer l'attention sur les manifestations propalestiniennes au Michigan et ailleurs aux États-Unis.¹²¹



Au Canada, le 15 août 2023, des messages et symboles haineux ont été vus peints à la bombe dans le passage souterrain de la rue Annabella, juste au nord de l'avenue Higgins. La ville a indiqué que les graffitis avaient depuis été effacés. Des membres des communautés juive et musulmane se sont dit perturbés et attristés après qu'une série de graffitis haineux contre les Juifs et les Arabes aient été tagués à la bombe sur un passage souterrain dans la région de Point Douglas, à Winnipeg. Les graffitis, qui comprenaient une croix gammée et des messages haineux tels que « Heil Hitler » et « KKKCanada », ont été repérés par des journalistes de la CBC sur la rue Annabella, au nord de l'avenue Higgins. On ne sait pas exactement quand les graffitis ont été peints à l'origine.¹²²

Au Royaume-Uni, une vidéo virale d'un homme criant « salopards islamiques » à un musulman s'est produite à Rossendale dans le Lancashire le 11 octobre 2023, a confirmé Tell MAMA. Le clip viral montrait un

homme blanc dans un véhicule rouge conduisant le long de Deardengate à Haslingden et commençait par une référence à Israël alors qu'il criait ensuite de manière agressive «Je ne te ferais pas confiance» et «Putain islamique». « ** salaud » envers un conducteur musulman.¹²³



Toujours au Royaume Uni, Des graffitis islamophobes ont été affichés sur les arrêts de bus, dans un contexte d'augmentation des crimes haineux depuis la semaine précédente. Ces informations sont intervenues après l'aggravation de la situation entre Israël et la Palestine. Hina Bokhari, membre libérale-démocrate de l'Assemblée de Londres, a déclaré avoir rendu compte des graffitis qu'elle avait repérés dans son quartier, New Malden.¹²⁴



En Bosnie-Herzégovine, des graffitis et des peintures murales islamophobes tagués à Capljina en Bosnie-Herzégovine ont déclenché une réaction violente de la part des habitants le 4 février 2023. Des articles menaçants tels que « Tuez les Balija (une expression utilisée pour insulter les musulmans bosniaques) » et « Nous massacrerons les femmes musulmanes et enfants », ont été tagués sur le pont Franje Tudjman à Capljina, où se concentre la population croate. « Les peintures murales ont été réalisées par des personnes irresponsables qui visent à humilier la population bosniaque et à semer la haine, l'intolérance et la division parmi les habitants de Capljina. Nous espérons que les auteurs seront retrouvés et que les différentes institutions réagiront », a déclaré la porte-parole de l'administration municipale, Danijela Nogolica.¹²⁵



En Inde, le groupuscule autoproclamé de « protection des vaches » dirigé par Monu Manesar avait diffusé à plusieurs reprises en direct ses raids visant à intercepter les conducteurs soupçonnés de transporter et d'abattre des vaches – un travail souvent effectué par les seuls musulmans en Inde. Manesar se filmait en train d'échanger des coups de feu avec des camions à bestiaux en mouvement et de les percuter avec son SUV. Il a pourchassé les convoyeurs acheminant des vaches à pied et les a battus devant la caméra. En retour, ses fans sur YouTube et Facebook ont laissé des commentaires

pleins d'émojis en forme de cœur, le félicitant d'avoir accompli l'œuvre de Dieu. Le phénomène émergent des banderoles de vaches vigilantes illustre la façon dont le BJP et les groupes de droite alliés ont utilisé les plateformes de médias sociaux américaines – notamment YouTube, une filiale de Google, et Facebook et Instagram, propriété de Meta – pour polariser l'Inde, rallier leurs bases politiques et affirmer la Suprématie hindoue, parfois brutalement, dans l'un des pays les plus connectés numériquement au monde. Cet effort fait partie d'une campagne plus large menée par des nationalistes hindous alignés sur Modi visant à utiliser la technologie pour faire avancer leur idéologie et consolider leur contrôle total sur le pays. Malgré les avertissements répétés des militants indiens, les entreprises de la Silicon Valley ont donné à Manesar une plateforme pour diffuser la violence – et ont contribué à son ascension vers la gloire. En octobre 2022, Manesar a reçu le prix « Silver Creator » de YouTube pour avoir atteint le cap des 100 000 abonnés et a posé avec sa plaque commémorative à côté d'une vache. S'en est suivi un cycle d'audience croissante et de violence non moins croissante. En janvier et février 2023, selon des plaintes déposées auprès de la police et des tribunaux, Manesar et ses partisans ont été impliqués dans plusieurs fusillades et meurtres. En avril 2023, Instagram a accordé au compte de Manesar un badge « vérifié » réservé aux personnalités publiques et célébrités. En juillet 2023, Manesar a été ouvertement accusé d'avoir incité à une émeute sectaire qui a fait six morts à l'extérieur de New Delhi, après avoir nargué les musulmans dans une vidéo WhatsApp. Lors d'un appel aux médias, Manesar a déclaré il y a plusieurs semaines qu'il « restait dans la clandestinité et évitait les médias ». Il a refusé de commenter les allégations portées contre lui. S'adressant aux médias indiens plus tôt en 2023, il a nié tout acte criminel lié à la série d'incidents violents. Un porte-parole de YouTube a déclaré que la plateforme avait mis fin à la chaîne de Manesar il y a quatre mois après un examen de ses vidéos. Meta a déclaré qu'en général, la société supprime de ses plateformes les comptes qui violent à plusieurs reprises l'interdiction des contenus violents. Plus tôt en 2023, The Post a commencé à suivre les réseaux sociaux de Manesar et a téléchargé 25 gigaoctets de ses vidéos avant que YouTube ne ferme le compte au milieu d'une enquête sur son réseau par la police de l'État du Rajasthan. Une analyse

de ces vidéos et d'autres messages postés par les partisans de Manesar, ainsi que des entretiens avec ses associés et leurs victimes et un examen de centaines de pages de documents de police et d'archives judiciaires, ont contribué à accréditer l'itinéraire d'un véritable chef de gang qui a terrorisé les communautés musulmanes minoritaires dans deux États indiens. La cache YouTube examinée par The Post contenait 10 vidéos violentes que Manesar a publiées entre 2020 et 2022. Son impact sur les réseaux sociaux était cependant beaucoup plus large car il entretenait plusieurs comptes sur différentes plateformes de réseaux sociaux et ses associés diffusaient également des vidéos dans lesquelles il apparaissait à visage découvert. Raqib Hameed Naik, fondateur d'Hindutva Watch, basé à Washington, qui surveille les médias sociaux indiens d'extrême droite, a déclaré que de violentes vidéos des vaches vigilantes ont commencé à faire surface en 2018, mais ont grimpé en flèche pendant la pandémie, lorsque la consommation de vidéos en ligne a explosé.¹²⁶

DIFFAMATION DU HIJAB

La diffamation signifie faire des déclarations ou des représentations fausses ou non tronquées au sujet d'un individu ou d'un groupe identifiable d'individus qui nuisent à la réputation de la personne ou du groupe identifiable en les rabaissant.

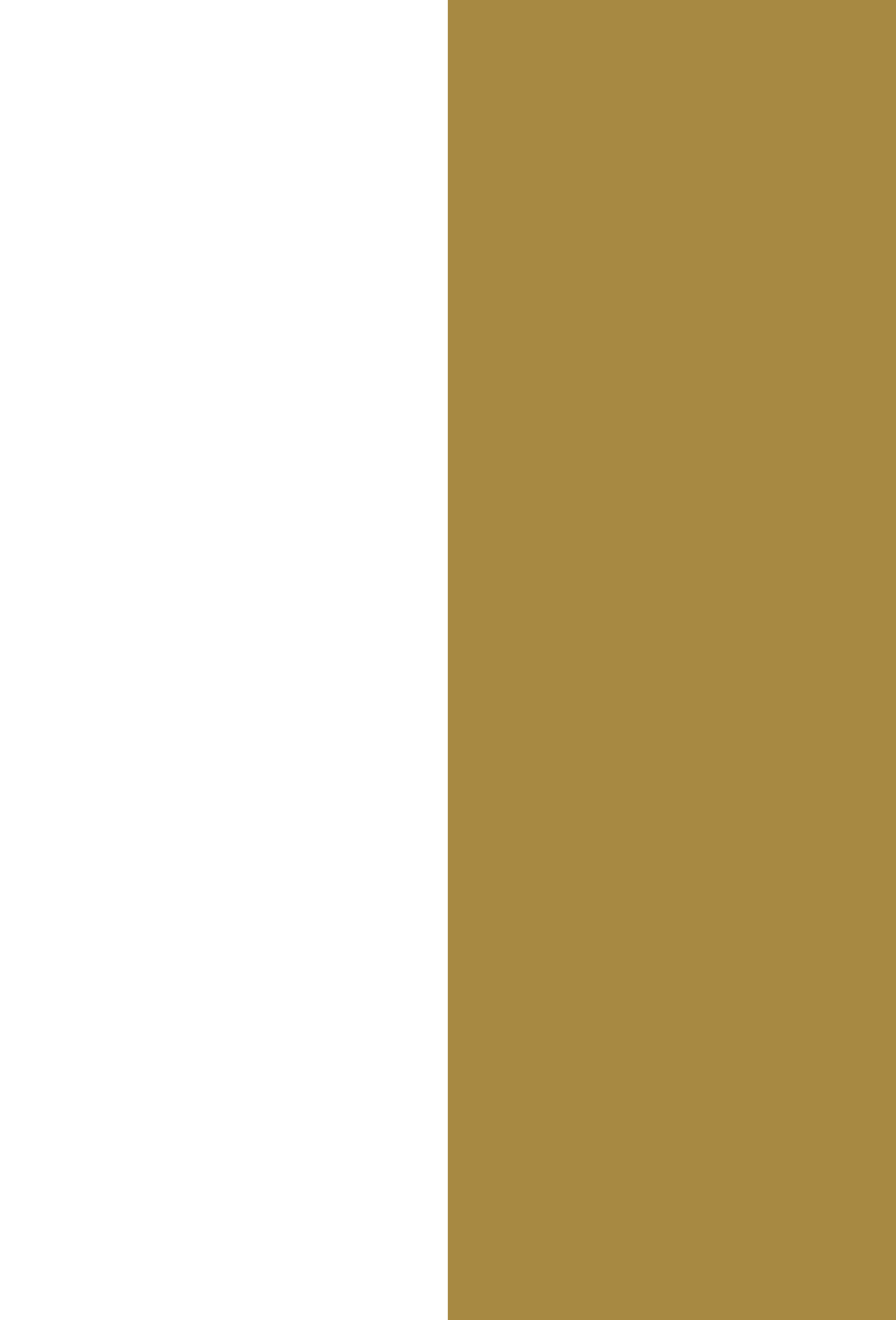
Le hijab est un foulard porté par de nombreuses femmes musulmanes dans le cadre de leur pratique religieuse et de leurs convictions en termes de réserve et de pudeur. Il s'agit d'un couvre-chef ou d'un foulard que les femmes musulmanes portent de telle manière qu'aucune partie de leurs cheveux ne soit visible en public, ce qui est conforme aux règles et à la foi de l'enseignement islamique concernant la pudeur.

Malheureusement, le hijab a fait l'objet de discours diffamatoires, de stéréotypes et de diffamation dans certains contextes. La diffamation à l'égard du hijab peut prendre la forme de fausses déclarations décrivant le hijab comme étant intrinsèquement oppressant, un symbole d'extrémisme, ou d'alléguer que les femmes qui le portent sont forcées de le faire contre leur gré. De telles déclarations propagent des informations erronées et

promouvent des stéréotypes néfastes sur les femmes musulmanes et leur choix de porter le hijab. Certains récits diffamatoires décrivent le hijab lui-même comme une menace pour la sécurité ou prétendent qu'il empêche l'intégration dans la société, bien qu'il s'agisse d'une pratique religieuse personnelle pour des millions de femmes musulmanes dans le monde. Ces représentations diffament le hijab en l'associant faussement à des idéologies radicales. Se moquer de ou dénigrer les femmes musulmanes parce qu'elles portent le hijab, par exemple à travers des représentations offensantes dans les médias, peut également constituer une diffamation en ternissant la réputation du vêtement religieux et de ceux et celles qui le portent.

Au cours des 15 derniers mois, peu de manifestations liées à la diffamation du hijab sont passées sous le radar de l'Observatoire. L'un des rares exemples s'est produit en Inde, lorsque le gouvernement du Karnataka a affirmé le 18 février 2022 devant la Haute Cour du Karnataka que le hijab n'était pas une pratique religieuse essentielle de l'Islam et que l'interdiction de le porter dans les établissements d'enseignement ne violait pas le droit à la religion garanti par la loi et précisément l'Article 25 de la Constitution. «Nous avons pris position sur le fait que le port du hijab n'est pas un élément religieux essentiel de l'Islam», a déclaré l'avocat général Prabhuling Navadgi devant un tribunal de trois juges dirigé par le juge en chef RR Awasthi.¹²⁷

SONDAGES ET RAPPORTS



SONDAGES ET RAPPORTS

Un nombre important de rapports ont été publiés par des institutions crédibles dans différents pays, montrant que les sentiments anti-islamiques se sont développés presque partout dans le monde. L'Observatoire a décortiqué certains de ces rapports, qui sont présentés ici de manière brève, comme preuve de la tendance continue à l'islamophobie, ainsi que de la xénophobie, de la haine, du racisme, de la discrimination, etc. à l'échelle mondiale.

États-Unis

Data Findings

1. CAIR received 5,156 complaints nationwide.
2. The number of complaints in 2022 is a 23 percent decrease in total complaints since the 6,720 complaints CAIR received in 2021.
3. This decline is the sharpest single year change since the 32 percent increase we recorded in the first year of Donald Trump's presidency.
4. At 1,207, immigration and asylum cases topped the types of complaints in 2022. While Donald Trump's Muslim and Africa bans were repealed at the start of the Biden presidency, many family tragedies and legal battles emerging from those discriminatory policies continue. At the same time, the U.S. withdrawal from Afghanistan in 2021 also continues to drive these types of cases.
5. Employment discrimination (563 complaints), incarcerated rights (310 complaints), and education discrimination (171 complaints) rounded out the top complaint types.¹
6. CAIR's complaint categories changed last year. We can still draw some trend insights where the categories capture the same information. We note that complaints about law enforcement and government overreach dropped by 38 percent. At the same time, complaints about school incidents increased by 63 percent.²

CAIR expresses a sense of optimism at this drop in nationwide complaints. We hope that 2022 will establish a trend, but that remains to be seen.



Le 11 avril 2023, le Council on American-Islamic Relations (CAIR) a publié un rapport qui recensait des incidents nationaux de plaintes pour droits civiques déposées par des Américains musulmans en 2022, révélant une diminution de 23%. En 2022, le groupe de défense des musulmans a reçu

5 156 plaintes dans tout le pays. Le CAIR a noté qu'il s'agissait également de la première baisse enregistrée depuis qu'il a commencé à suivre ces données en 1995. Les plaintes concernaient diverses formes de discrimination ainsi que des incidents liés à l'application de la loi, à l'éducation et aux sports. Les incidents comprenaient la discrimination dans les compagnies aériennes, la discrimination bancaire, l'intimidation, le déni de service, la discrimination en matière d'éducation, la discrimination en matière d'emploi, les interrogatoires du FBI, les crimes haineux et les affrontements avec les forces de l'ordre. Le rapport note également que les plaintes concernant les forces de l'ordre et les excès du gouvernement ont chuté de 38 %. Dans le même temps, les plaintes concernant des incidents scolaires ont augmenté de 63 %. Selon Edward Ahmed Mitchell, directeur adjoint national du CAIR, les données ont révélé à la fois des progrès et des « défis importants » dans la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les musulmans. «L'augmentation massive de 63 % des plaintes liées à l'école et le nombre toujours élevé de signalements de discrimination dans l'emploi, d'incidents de préjugés et d'abus du gouvernement sont profondément préoccupants», a-t-il déclaré.¹²⁸

Le 22 mai 2023, la section du New Jersey du Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR-NJ) a publié son rapport annuel sur les droits civiques, *Beyond the Courts*, qui montre une augmentation de 46 % du nombre de cas de discrimination. Le nombre de cas signalés au CAIR est passé de 104 en 2021 à 152 en 2022. La plus grande catégorie de plaintes concernait la discrimination en matière d'emploi et de lieu de travail, qui comprenait des environnements de travail hostiles, des préjugés explicites et des représailles de l'employeur. Les plaintes liées à l'école arrivaient en deuxième position et concernaient des programmes à connotation antimusulmane, des préjugés des enseignants, le harcèlement des élèves et le manque d'accommodements religieux pour les élèves musulmans. Contrairement aux années précédentes, les conclusions du rapport notent également une augmentation des incidents liés à l'Hindutva.¹²⁹

Pendant ce temps, la section du Massachusetts du Conseil des relations américano-islamiques a signalé une augmentation de 72 pour cent des demandes d'aide de la part de parents et d'élèves confrontés à un incident

d'islamophobie dans les écoles publiques. Dans l'ensemble, le groupe de défense des droits civiques a reçu moins de demandes d'assistance juridique en 2022, conformément aux tendances nationales signalées par son bureau de Washington, DC. Mais les incidents liés à l'école ont augmenté, ce qui a remplacé le lieu de travail comme premier lieu de plaintes pour harcèlement, discrimination et abus, selon le rapport annuel du CAIR.¹³⁰

Un rapport d'un groupe musulman aux États-Unis a révélé que l'écrasante majorité des entrées figurant sur une liste de surveillance du FBI, soit plus de 98 %, étaient des noms musulmans. Le rapport, intitulé « Vingt ans de trop, un appel à mettre fin à la liste de surveillance secrète du FBI », détaille l'utilisation par le FBI de la base de données de détection du terrorisme, qui, selon lui, ciblait les musulmans. Il a été publié par le Council on American-Islamic Relations (CAIR) le 12 juin 2023. Après avoir reçu une version 2019 de la liste du FBI par un hacker suisse qui l'a découverte en ligne suite à sa publication accidentelle par un transporteur aérien régional, le CAIR a mené une analyse complète de plus de 1,5 million d'entrées. « Plus de 350 000 entrées incluent à elles seules une translittération de Mohamed, Ali ou Mahmoud et les 50 noms les plus fréquents sont tous des noms musulmans », indique le rapport. « Parmi les entrées de la liste de surveillance que nous avons examinées, nous estimons que plus de 1,47 million d'entre elles concernent des musulmans, soit plus de 98 pour cent du total », ajoute-t-il. Le rapport souligne que depuis 20 ans, la liste secrète du FBI a engendré difficultés et peur au sein de la communauté musulmane.¹³¹

Partout aux États-Unis, de nombreux élèves palestiniens et musulmans des écoles primaires, secondaires et secondaires ont signalé de manière anecdotique une augmentation des cas de réduction au silence, de harcèlement et d'intimidation qui rappelle la période qui a immédiatement suivi le 11 septembre. Les enseignants palestiniens et musulmans ont également été confrontés à des comportements troublants tels que des courriels menaçants, des appels téléphoniques menaçants et le rejet de leurs collègues. L'impact de ce harcèlement a laissé les étudiants et les instructeurs palestiniens et musulmans se démener et avoir peur. Des étudiants visiblement musulmans rapportent avoir été traités de « terroriste », « Oussama » et « kamikaze », tandis qu'un enseignant du Connecticut

(qui a demandé à ne pas être identifié) a déclaré à Truthout qu'« en tant que seul enseignant palestinien dans mon école, j'ai l'impression que je ne peux pas parler. Les parents et les enseignants sionistes se sont fait entendre, et les étudiants arabes ou iraniens se sentent réduits au silence. L'une d'elles envisage de modifier sa dissertation universitaire, qui parlerait de son identité de femme du Moyen-Orient, en quelque chose de moins susceptible d'être considéré comme controversé. »¹³²

Les étudiants musulmans et palestiniens ont signalé plusieurs cas d'islamophobie sur le campus depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas, appelant les administrateurs de l'université à leur fournir protection et soutien qui, selon eux, faisaient défaut. Les étudiants ont déclaré avoir connaissance d'au moins quatre cas d'inconnus arrachant les hijabs d'étudiantes sur le campus depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas. Les étudiants musulmans ont déclaré avoir signalé au Bureau pour la diversité, l'équité et la communauté les incidents de crachats et de confrontations avec des étudiants sur le campus. L'engagement et les messages des responsables ont exacerbé leurs craintes alors que les cas d'islamophobie s'intensifient à Foggy Bottom et dans tout le pays.¹³³

L'islamophobie et l'antisémitisme ont connu une forte augmentation aux États-Unis après le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas. Selon un nouveau rapport du Council on American-Islamic Relations (CAIR), l'organisation musulmane de défense des droits civiques a reçu un total de 1 283 demandes d'aide et rapports de partialité entre le 7 octobre et le 4 novembre. Le CAIR a révélé que l'augmentation de l'islamophobie et du sentiment anti-arabe aux États-Unis représente une augmentation de 216 % par rapport à l'année précédente. Sur une période moyenne de 29 jours en 2022, CAIR n'a reçu que 406 plaintes. Le type de cas le plus signalé concernait les problèmes liés au premier amendement – ou à la liberté d'expression –, représentant 23,39 % des rapports anti-arabes et islamophobes reçus par le CAIR. L'organisation a également déclaré que 20,56 % des signalements concernaient l'emploi et 15,32 % concernaient des crimes haineux. Le CAIR a déclaré que 9,2 % des rapports anti-arabes et islamophobes tournaient autour de l'éducation et du harcèlement.¹³⁴

Un nouveau rapport du Center for Countering Digital Hate (CCDH), une

organisation à but non lucratif dédiée à lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne, suggère que la plateforme sociale ne parvient pas à s'engager à lutter contre les contenus « motivés par la haine, les préjugés ou l'intolérance ». L'organisation a signalé 200 incidents de discours de haine envoyés à partir de 101 comptes sur la plateforme X liés au conflit israélo-palestinien et a constaté que 96 pour cent des messages restaient en ligne une semaine plus tard. Selon le CCDH, les messages en question ont tous été envoyés à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023 et incluaient ceux qui incitaient à la violence contre les musulmans, les Palestiniens et le peuple juif, promouvaient les théories du complot antisémites et décrivait les Palestiniens de Gaza comme des animaux. Les chercheurs de l'organisation ont identifié les comptes en recherchant les mentions suivantes, les likes et les publications de comptes haineux connus et ont souligné que l'échantillon ne devait pas être considéré comme un « échantillon représentatif de publications liées à la crise Israël-Gaza, mais plutôt comme un moyen de tester les systèmes de modération de X ». Les messages restés en ligne ont accumulé 24 043 693 vues, dont un seul a été suspendu et deux autres « verrouillés », ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas publier, republier ou aimer du contenu. Quarante-trois des 101 comptes en question étaient des comptes vérifiés, qui ont bénéficié de la visibilité accrue de leurs publications.¹³⁵

Le 7 décembre 2023, le Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR) a publié de nouvelles données sur les droits civiques montrant qu'il avait reçu un nombre « stupéfiant » de 2 171 plaintes au cours des 57 derniers jours, dans un contexte de vague continue de haine antimusulmane et anti-palestinienne. Au cours des huit semaines allant du 7 octobre au 2 décembre 2023, le siège national et les sections du CAIR ont reçu un total de 2 171 demandes d'aide et rapports de partialité, ce qui représente une augmentation de 172 % par rapport à une période similaire de deux mois l'année précédente. Rien qu'au siège national, les problèmes liés au Premier Amendement (33,94 %), les violations du droit d'un individu à la liberté d'expression et d'expression, restent le type de cas le plus signalé depuis la dernière publication de données et constituent une catégorie en croissance (augmentation de 63 % au cours des quatre dernières semaines). du

conflit au cours des quatre premières semaines). Viennent ensuite l'emploi (22,38 % des signalements), les crimes et discours de haine (16,97 % des signalements) et l'éducation et le harcèlement (14,08 % des signalements).¹³⁶

Le PDG d'Open AI, Sam Altman, a déclaré que ses collègues musulmans de l'industrie technologique « se sentent mal à l'aise » lorsqu'ils parlent des événements récents par crainte de représailles, dans des publications sur les réseaux sociaux soulignant leurs inquiétudes concernant la montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme sur les lieux de travail au milieu de la guerre à Gaza. Dans un article sur X, Altman a écrit que lors de récentes conversations avec « des collègues musulmans et arabes (en particulier palestiniens) de la communauté technologique », il a appris qu'ils avaient peur de s'exprimer « par peur de représailles et de perspectives de carrière compromises ». Altman a appelé l'industrie technologique à s'unir pour soutenir ces collègues en cette « période atroce » et a appelé à l'empathie.¹³⁷

L'Université Temple a été la dernière école de la région de Philadelphie à être ajoutée à une enquête fédérale sur des allégations de discrimination sur les campus universitaires à travers le pays. En novembre 2023, le gouvernement fédéral a ouvert des enquêtes sur les droits civiques dans plusieurs écoles et universités suite à des allégations d'antisémitisme ou d'islamophobie depuis le déclenchement du conflit à Gaza en octobre 2023. Le 16 janvier 2024, le DOE a ajouté l'Université Temple à sa liste d'écoles faisant l'objet d'une enquête, comme l'a rapporté pour la première fois la radio KYW News, partenaire de collecte d'informations de NBC10.¹³⁸

Les données publiées par le Council on American-Islamic Relations (CAIR) ont montré une augmentation de 63 % des signalements de discrimination dans l'éducation depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, le 7 octobre 2023. Ces données font partie de ce que le CAIR a qualifié de « troublant ». augmentation des plaintes déposées auprès de l'organisation depuis le 7 octobre. L'organisation a constaté une augmentation de 172 % des plaintes déposées au cours d'une période similaire en 2022. Les données sur la discrimination dans l'éducation incluent la discrimination dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire et supérieur.¹³⁹

Canada

En 2021, les services de police canadiens ont reçu 3 360 déclarations liées à des crimes haineux, soit une augmentation de 27 % par rapport à 2020, selon une étude récente de Statistique Canada. En 2020, 2 646 crimes haineux ont été signalés à la police. Selon l'agence fédérale, cette hausse des crimes haineux était en grande partie due à la multiplication des incidents « ciblant la religion, l'orientation sexuelle, la race ou l'origine ethnique ». Le nombre de crimes haineux visant la religion ou les fidèles d'un groupe religieux donné a atteint un niveau record en 2021, après avoir diminué pendant quelques années. En 2021, 884 crimes haineux visant une religion ont été signalés. Selon l'analyste Warren Silver de Statistique Canada, il s'agit d'une augmentation de 67 pour cent par rapport aux chiffres de 2020.¹⁴⁰

L'islamophobie demeure un problème persistant au Canada et des mesures concrètes sont nécessaires pour inverser la vague croissante de haine, indique un rapport du Sénat publié le 2 novembre 2023. Le rapport, le premier du genre au Canada, a duré un an et a nécessité 21 réunions publiques et 138 témoins. Le rapport indique que le comité « a été troublé d'apprendre que les incidents d'islamophobie sont une réalité quotidienne pour de nombreux musulmans, qu'un Canadien sur quatre ne fait pas confiance aux musulmans et que le Canada est en tête du G7 en termes d'assassinats ciblés de musulmans motivés par l'islamophobie ». Les conclusions du rapport selon lesquelles un Canadien sur quatre ne fait pas confiance aux musulmans proviennent d'un mémoire soumis au comité par Maple Lodge Farms, un fournisseur de viande halal dans la région de Peel en Ontario, qui a déclaré avoir recueilli les informations à partir d'une « enquête nationale » menée auprès de 1 500 personnes. Le rapport révèle que les femmes musulmanes sont devenues « les principales cibles en matière de violence et d'intimidation » parce qu'elles sont facilement reconnaissables à leur tenue vestimentaire. En conséquence, beaucoup avaient peur de quitter leur domicile pour aller travailler, aller à l'école ou autres activités. Le rapport indique qu'en conséquence, les femmes arabes ont le taux de chômage le plus élevé de tous les groupes démographiques du pays. «Les preuves sont claires. L'islamophobie constitue une menace grave pour les

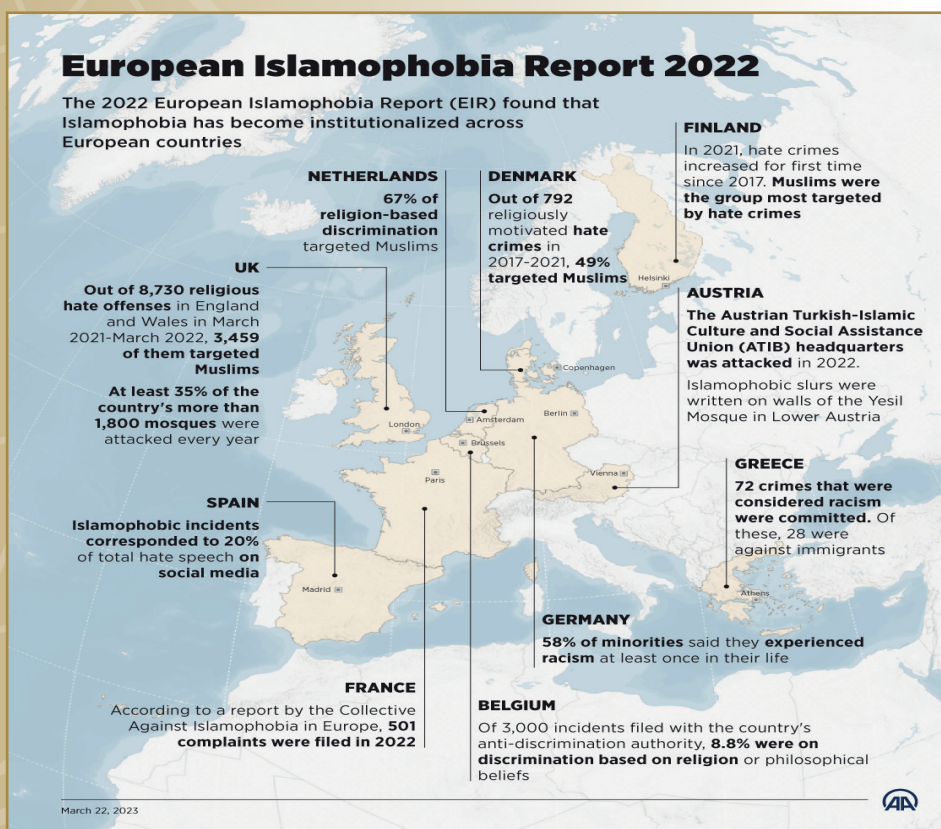
musulmans canadiens et une action urgente est nécessaire», a déclaré aux journalistes la sénatrice Salma Ataullahjan, présidente du comité sénatorial des droits de l'homme.¹⁴¹

Au cours de ses près de 30 années en tant que co-fondateur puis président du Forum musulman canadien, Samer Majzoub a déclaré qu'il n'avait jamais vu un tel niveau de crimes de haine et d'intimidation anti-islamiques signalé depuis le 7 octobre 2023. « Honnêtement, cela n'a pas seulement augmenté, ça a grimpé en flèche », a déclaré Majzoub. « Il a même dépassé le niveau observé après les attentats du 11 septembre. Et nous assistons à de nouveaux types de harcèlement anti-islamique. » Des personnes ont appelé pour signaler des actes d'intimidation sur leur lieu de travail, dans les écoles et les universités. Il s'agit notamment de conducteurs crachant sur les gens depuis les vitres de leur voiture et de personnes poussées ou insultées. Les gens avaient vu leurs adresses publiées sur Facebook. Des incidents ont été signalés partout au Canada et la police de Montréal a recensé un nombre croissant de crimes haineux contre des cibles islamiques et juives en octobre. La police de Montréal a reçu 98 signalements de crimes haineux ou d'incidents haineux entre le 7 octobre et le 7 novembre. Parmi ceux-ci, 73 étaient dirigés contre la communauté juive et 25 contre la communauté arabe musulmane. La police publie des chiffres actualisés tous les mercredis. Le nombre réel est bien plus élevé parce que de nombreux citoyens hésitent à déposer plainte, de peur d'être victimes d'intimidation ou de représailles, ou que leurs plaintes ne soient pas prises au sérieux par la police, comme cela a été rapporté par le passé.¹⁴²

Le nombre de crimes haineux antisémites et antimusulmans à Toronto, la plus grande ville du Canada, a considérablement augmenté depuis le début du conflit à Gaza le 7 octobre, ont indiqué les autorités. Le chef de la police, Myron Demkiw, a déclaré que 78 crimes haineux avaient été signalés entre le 7 octobre et le 20 novembre, contre 37 pour la même période en 2022. Le nombre réel est sans doute plus élevé car certaines personnes hésitent à se manifester, a-t-il ajouté.¹⁴³

Brésil

Une enquête publiée en novembre 2023 par le Groupe d'anthropologie sur les contextes islamiques et arabes – une organisation basée à l'Université de São Paulo – a révélé que les rapports faisant état de harcèlement parmi les Brésiliens musulmans étaient répandus depuis le début de la guerre. On estime que 70 pour cent des personnes interrogées ont déclaré connaître quelqu'un qui a souffert d'intolérance religieuse depuis le 7 octobre, lorsque le conflit a éclaté au Moyen-Orient. Le professeur Francirosy Barbosa de l'Université de São Paulo a constaté que les événements du 7 octobre ont entraîné des incidents d'intolérance religieuse au Brésil, l'identité palestinienne étant confondue avec l'identité musulmane. Elle a dirigé une enquête de novembre 2023 auprès de 310 Brésiliens musulmans. Les personnes interrogées, a-t-elle expliqué, ont déclaré avoir reçu des insultes reflétant les tensions liées à la guerre à Gaza. « De nombreuses femmes musulmanes nous ont dit qu'on les appelait désormais « fille du Hamas » ou « terroriste du Hamas » », a-t-elle déclaré à Al Jazeera. L'enquête, menée en ligne, a également révélé que de nombreuses personnes interrogées avaient également une expérience directe de l'intolérance religieuse. « Environ 60 pour cent des personnes interrogées ont affirmé avoir subi une sorte d'offense, soit sur les réseaux sociaux, soit dans leur vie quotidienne au travail, à la maison ou dans les espaces publics », a déclaré Barbosa.¹⁴⁴



L'année 2022, éclipsée par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, a négligé les questions intérieures, notamment l'islamophobie dans certains pays. Cela a également révélé la « perspective stéréotypée » des Européens à l'égard des réfugiés, selon un rapport sur l'islamophobie en Europe. «L'invasion russe de l'Ukraine a révélé la perspective stéréotypée de nombreux Européens vis-à-vis des différents types de réfugiés, accueillant les Ukrainiennes (femmes) blanches et chrétiennes, par opposition à la résistance et au rejet souvent violents des réfugiés musulmans», a déclaré l'Union européenne dans son Rapport sur l'islamophobie 2022, publié le 21 mars 2023 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Enes Bayrakli, coéditeur du rapport, qui était également professeur à l'Université germano-turque, a déclaré que les déclarations antimusulmanes dans les médias nationaux et le racisme dans les lois et les politiques étaient abordés dans la publication, qui couvre 23 pays. Le rapport a été lancé lors d'un webinaire et le panel a été partagé par quatre auteurs, dont Farid Hafez, professeur au Williams College du Massachusetts, aux États-Unis. Le rapport célèbre la résolution de l'ONU qui a déclaré le 15 mars « Journée internationale de lutte contre

l'islamophobie ». Le rapport affirmait que la politique restait le moteur essentiel de l'islamophobie, le rapport incluait les effets de la guerre en cours en Ukraine, la couverture de la Coupe du Monde de la FIFA au Qatar par les médias européens et la manière dont la législation et les mesures antimusulmanes dans des pays comme la France et l'Autriche s'est développée. La France a poursuivi sa politique de répression contre les musulmans et la politique d'«obstruction systématique» du gouvernement a conduit au contrôle de 1.727 institutions musulmanes, à 118 fermetures et à la saisie de 10 millions d'euros entre janvier et août 2022, selon l'analyse. En Belgique, le ministre de la Justice a fait pression sur le principal imam de la Grande Mosquée de Bruxelles pour qu'il démissionne sous peine de perdre le financement gouvernemental pour la mosquée. Au Danemark, une interdiction du hijab dans les écoles primaires a été suggérée. Le pays a également été critiqué par la Commission européenne pour la discrimination accrue et les discours de haine contre les musulmans. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak, quant à lui, a ignoré la lutte contre l'islamophobie et a défendu la stratégie antiterroriste du gouvernement « Prevent » et s'est engagé à la recentrer sur la menace du soi-disant « extrémisme islamique ». Les données officielles du gouvernement sur les délits de haine religieuse au Royaume-Uni ont enregistré une augmentation de 37 %, totalisant 8 730 cas, dont 42 % impliquaient des victimes musulmanes. En Allemagne, 364 délits islamophobes ont été enregistrés par la police. Une ONG spécialisée dans la lutte contre le racisme antimusulman en Autriche a signalé 1 000 cas de crimes haineux antimusulmans l'année précédente.¹⁴⁵

Chypre grecque

Il y a eu une augmentation drastique du nombre d'attaques contre des mosquées dans le sud de Chypre, sous contrôle grec, a affirmé un responsable de la République turque de Chypre du Nord (RTCN). S'adressant aux médias, Ibrahim Benter, directeur général de l'Administration des fondations chypriotes (EVKAF), a évalué les récentes attaques contre les mosquées de l'île divisée. « Les attaques se sont multipliées ces dernières années et représentent un danger », a déclaré Benter, qualifiant un incident survenu le 26 août 2023 de « très grave » car l'attaquant a tenté d'incendier la mosquée.

Notant qu'une grande tragédie avait été évitée parce que la mosquée était alors vide, Benter a appelé les autorités à prendre des mesures contre les attaques visant les mosquées et les sites turco-islamiques dans les villes sous administration chypriote grecque.¹⁴⁶

France

La discrimination en France a poussé de nombreux professionnels musulmans hautement qualifiés à rechercher de meilleures opportunités d'emploi dans des sociétés plus tolérantes et acceptant leurs croyances religieuses, selon les experts. Une étude de l'Université de Lille dirigée par le professeur Olivier Esteves a révélé que les musulmans hautement qualifiés quittaient en grand nombre la France pour le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et Dubaï. Après avoir interrogé 1 074 musulmans qui ont quitté le pays, Esteves a affirmé que plus des deux tiers ont déclaré avoir déménagé pour pratiquer leur religion plus librement, tandis que 70 % ont déclaré qu'ils étaient partis pour éviter des incidents de racisme et de discrimination. Esteves a suggéré que les professionnels musulmans dotés de compétences recherchées en avaient assez de la façon dont ils étaient traités dans le pays. « Ce qui est ironique, c'est que la France finance l'éducation de ces gens, mais qu'elle perd ces talents hautement qualifiés à cause d'une islamophobie institutionnelle généralisée », a souligné Esteves.¹⁴⁷

La fusillade mortelle par la police qui a coûté la vie à Nahel M., 17 ans, le 27 juin 2023, a mis en lumière la question plus large du racisme systémique dans la société française, selon des chercheurs. La police et d'autres forces de l'ordre ont systématiquement ciblé les personnes de couleur en France, en particulier celles d'origine africaine et moyen-orientale, selon Emmanuel Achiri, conseiller politique et plaideur au Réseau européen contre le racisme (ENAR), et Rayan Freschi, chercheur pour le groupe de défense CAGE basé au Royaume-Uni. Dans une étude sur la brutalité policière en France, Achiri a déclaré que 90 % de toutes les personnes « tuées à la suite d'affrontements avec la police au cours de la dernière décennie étaient des personnes d'origine noire ou arabe ». De plus, les personnes originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne étaient 20 fois

plus susceptibles d'être interpellées et fouillées par la police ou susceptibles d'être victimes de violences policières, a-t-il ajouté.¹⁴⁸

Royaume-Uni

Les autorités n'ont pas réussi à rectifier une fausse affirmation contenue dans un important rapport antiterroriste selon laquelle il n'y avait pas eu d'attentats d'extrême droite ces dernières années. L'étude indépendante de Prevent a conclu que le programme d'intervention devrait être « recalibré » pour se concentrer davantage sur les islamistes, plutôt que sur d'autres idéologies qui accaparent une plus grande partie de son travail. Cependant, les principales conclusions du rapport omettent deux attaques terroristes d'extrême droite perpétrées par des hommes ayant déclaré vouloir tuer des musulmans, qui ont toutes deux été officiellement incriminés par la police et les services de sécurité. Dans son avant-propos du rapport, le critique William Shawcross a écrit que Prevent devrait « s'attaquer à toutes les idéologies extrémistes proportionnellement en fonction de la menace que chacune représente... Depuis que cet examen a été commandé en 2019, six attaques terroristes ont ravagé notre nation... Toutes ces attaques étaient islamistes de par leur nature. », a-t-il affirmé. Cependant, il y a eu huit attaques au cours de cette période, et la police antiterroriste n'en a confirmé que cinq comme étant motivées par le djihadisme.¹⁴⁹

Sur le même ton, Amnesty International a également vivement critiqué le rapport antiterroriste britannique de Prevent publié le 8 février 2023. Ilyas Nagdee, directeur de la justice raciale à Amnesty International Royaume-Uni, a déclaré : « Cet examen est truffé de pensées biaisées, d'erreurs, et de purs préjugés antimusulmans – franchement, l'examen n'a aucune légitimité... Il existe de plus en plus de preuves que Prevent a spécifiquement ciblé les communautés musulmanes et les militants luttant pour la justice sociale et une foule de questions internationales cruciales – y compris des sujets comme la crise climatique et l'oppression des Palestiniens. ... Il est de plus en plus évident que Prevent a des conséquences désastreuses pour de nombreuses personnes ; érodant la liberté d'expression, réprimant l'activisme, créant une génération docile et ayant un impact sur les droits individuels consacrés par la loi. »¹⁵⁰

Le gouvernement n'a pas réussi à faire face à la menace de l'extrême droite au Royaume-Uni, tout en approuvant tacitement la violence à laquelle les demandeurs d'asile sont confrontés, selon une lettre ouverte écrite par d'éminentes organisations caritatives et de défense de l'égalité. La lettre ouverte, adressée au Premier ministre, au ministre de l'Intérieur et à d'autres ministres du cabinet et du cabinet fantôme, et signée par des groupes tels que le Community Policy Form, le Refugee Council et le Joint Council for the Welfare of Immigrants, affirmait que le gouvernement avait continuellement échoué à « s'attaquer de manière adéquate aux dangers posés par l'islamophobie et le racisme contre les personnes vulnérables en quête de protection et les communautés racialisées au Royaume-Uni ». La lettre ajoute : « Alors que les ministres du gouvernement continuent de promouvoir un langage incendiaire qualifiant les demandeurs d'asile de stéréotypes néfastes et les décrivant comme indignes de sanctuaire, il doit y avoir des responsabilités pour leur rôle dans la normalisation et l'approbation tacite des menaces auxquelles les demandeurs d'asile sont désormais confrontés. Le gouvernement doit immédiatement désavouer un tel langage et s'engager à s'attaquer aux discours d'extrême droite incitant à la haine contre les groupes minoritaires. » La lettre ouverte intervient après que le rapport tant attendu de William Shawcross sur le programme gouvernemental de lutte contre l'extrémisme Prevent ait publié la conclusion controversée selon laquelle le programme s'était concentré de manière disproportionnée sur l'extrême droite et pas assez sur l'extrémisme islamiste.¹⁵¹

Près de la moitié des jeunes musulmans ont été confrontés à l'islamophobie au travail, dans les magasins, les restaurants ou dans le cadre de l'éducation, selon un sondage. Les résultats de l'enquête ont été décrits comme « extrêmement préoccupants » et « particulièrement prémonitoires » car ils surviennent la même semaine que l'élection du premier dirigeant musulman d'Écosse. Les résultats de l'enquête pour Hyphen, une publication en ligne spécialisée dans l'actualité, la culture et le style de vie des musulmans. en Grande-Bretagne et en Europe, a montré que « les employeurs et les éducateurs doivent faire beaucoup plus pour lutter contre l'islamophobie dans la vie publique », a déclaré le rédacteur en chef Burhan Wazir. L'enquête Savanta a porté sur 2 073 répondants de la génération Z au Royaume-Uni

âgés de 16 à 24 ans, dont 1 002 musulmans. Environ 49 % de ce dernier groupe ont déclaré avoir fait l'expérience de l'islamophobie dans une école, une université ou un autre cadre éducatif, 47 % l'ont fait dans un cadre social, tandis que 44 % des personnes ayant un emploi ont déclaré y avoir été confrontées sur leur lieu de travail. Les femmes étaient plus susceptibles de déclarer avoir fait l'expérience de l'islamophobie dans un contexte social (53 %) que les hommes (41 %), tandis que pour les milieux éducatifs, la répartition était de 53 % des femmes contre 45 % des hommes.¹⁵²

L'islamophobie n'a pas été contestée par les passants à Birmingham, le public fermant les yeux sur la haine, a déclaré un universitaire. Le professeur Imran Awan, l'un des plus éminents criminologues du pays, avait appelé à davantage de formation des témoins pour les sensibiliser aux crimes haineux islamophobes. La recherche a montré que l'islamophobie était en hausse à Birmingham après la pandémie. Les travaux du professeur Awan ont révélé que les récits médiatiques décrivant les musulmans britanniques comme des « super-propagateurs » du virus avaient contribué à accroître les niveaux de haine contre la communauté. Les chercheurs ont interrogé plus de 130 musulmans à Birmingham et ont découvert que plus de la moitié avaient ressenti des niveaux d'anxiété accrus depuis la pandémie.¹⁵³

Une enquête menée en partenariat entre Tell MAMA et ITV News a révélé que sur les 117 mosquées interrogées, près de 90 % ont été victimes de crimes de haine antimusulmans au cours des 12 mois précédents. Un examen plus approfondi des réponses à l'enquête des mosquées ciblées incluait des cas de jets de bacon sur leurs bâtiments ou à leur entrée. Les graffitis et les actes de vandalisme ont été également signalés dans les réponses, notamment dans les salles de prière ou encore des jets de pierres sur les fenêtres ou des vitres brisées. Par exemple, quelqu'un a mis le feu à une poubelle à l'extérieur de la mosquée. Les abus ciblés contre les fidèles ont été dénoncés dans certaines réponses des mosquées, tandis que d'autres ont décrit un cas de chants racistes accompagnés d'insultes de « pédo » ou de « terroriste ».¹⁵⁴

Les courriers haineux, comme l'a décrit une mosquée, comprenaient un « dépliant islamophobe et anti-réfugiés », tandis que d'autres personnes interrogées ont parlé d'harcèlement en ligne – certains recevant de violentes menaces par courrier électronique. La menace d'extrême droite n'a pas non

plus diminué, quelques mosquées dénonçant des actes d'agitateurs. La menace s'est accrue autour du mois sacré du Ramadan, 29 mosquées ayant reconnu avoir été victimes de davantage de crimes de haine et d'abus, la grande majorité des exemples cités incluant une augmentation des violences verbales, du harcèlement et des comportements antisociaux. Sur les 117 réponses, trente mosquées ont signalé des crimes de haine à la police, et sur ce chiffre, treize mosquées ont obtenu des résultats satisfaisants après avoir porté plainte ou ont trouvé les responsables, et un nombre similaire a indiqué que la police n'avait pas retrouvé les coupables.¹⁵⁵

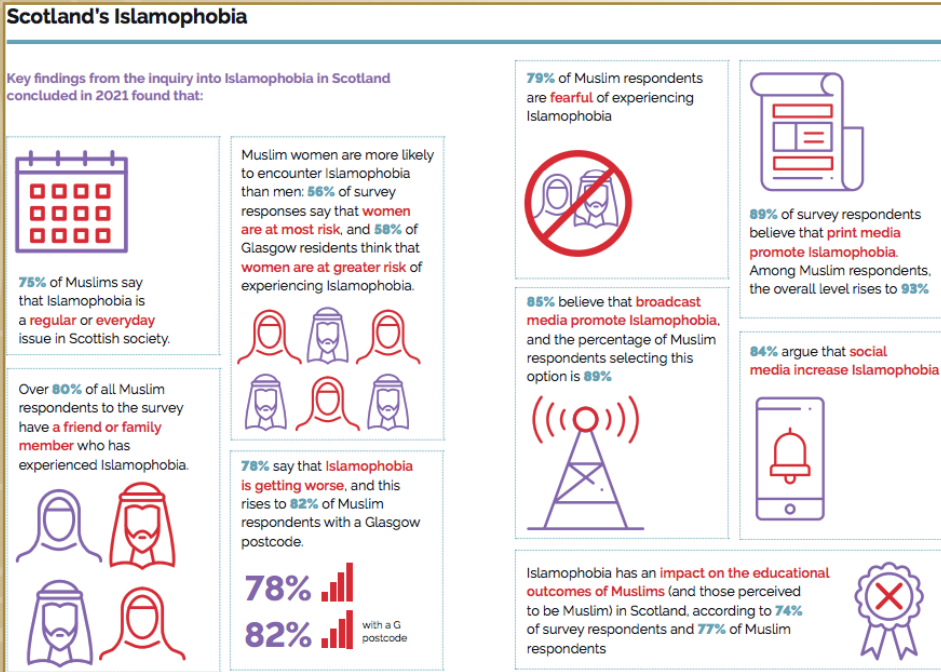
Les cas de haine antimusulmans ont plus que doublé en une décennie, selon un groupe de surveillance qui a déclaré avoir produit l'une des études les plus détaillées sur de telles attaques au Royaume-Uni. Tell MAMA, qui surveille et lutte contre les sentiments et les abus antimusulmans, a déclaré que les cas vérifiés de haine antimusulmane avaient augmenté chaque année, passant de 584 en 2012 à 1 212 cas en 2021. L'organisation a déclaré que même si cela pourrait être en partie dû au fait que Tell MAMA est devenu une organisation plus visible et plus crédible pour faire des rapports véridiques au yeux d'un plus grand nombre de personnes sentant qu'elles peuvent dénoncer une telle haine et un tel sectarisme, « cela peut également indiquer qu'un plus grand nombre de cas de haine antimusulmans ont lieu ». Le groupe a déclaré que la fréquence la plus élevée de cas vérifiés a eu lieu entre les années 2016, 2017 et 2019, ce qui, selon lui, correspondait à « une série d'attentats terroristes au Royaume-Uni, aux attentats terroristes de Christchurch en Nouvelle-Zélande et au référendum sur le Brexit ». Tell MAMA a déclaré que les activités de l'extrême droite, les attaques antimusulmanes à l'échelle mondiale, le discours politique, le résultat du référendum sur le Brexit, les activités du soi-disant État islamique, le terrorisme et l'extrémisme, les scandales du maquillage des sondages et les campagnes antimusulmanes ciblées « ont tous conduit à des pics de haine antimusulmans ».¹⁵⁶

Les crimes de haine religieuse enregistrés ont augmenté de 9 % en 2022/23 en Angleterre et au Pays de Galles, les communautés musulmanes et juives étant victimes de 56 % des infractions, ont révélé les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur. Les données ont révélé 3 452 infractions enregistrées

envers les communautés musulmanes (39 %), ce qui représente les deux cinquièmes des 9 387 infractions enregistrées par les forces de police (à l'exclusion du Devon et de Cornwall). Les chiffres de 2022/23 reflètent étroitement ceux de l'année précédente (3 459 infractions) – mais ils restent supérieurs à ceux des années pré-pandémiques. Les chiffres enregistrés pour 2018/19, soit 3 530 infractions (47 %), étaient légèrement supérieurs aux données les plus récentes.¹⁵⁷

Le 20 octobre 2023, la police de Londres a déclaré avoir enregistré ce mois-ci une augmentation de 1 353 % des infractions antisémites par rapport à la même période de 2022, tandis que les infractions islamophobes ont augmenté de 140 % depuis le 7 octobre 2023. Les agents ont procédé à 21 arrestations pour crimes de haine, dont un homme arrêté pour avoir dégradé des affiches d'Israéliens disparus et un autre pour des graffitis islamophobes sur des arrêts de bus. «Le conflit a un impact direct sur Londres et ses habitants, avec une augmentation des cas d'islamophobie et d'antisémitisme odieux dans la capitale», a déclaré le maire de Londres, Sadiq Khan.¹⁵⁸

Le 5 octobre 2023, le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB) a répondu aux dernières statistiques du ministère de l'Intérieur sur les crimes de haine (Angleterre et Pays de Galles) et a exprimé sa profonde inquiétude face à l'augmentation de 9 % des crimes de haine religieuse, de 8 602 à 9 387, dans le pays durant l'année se terminant en mars 2023 – le plus grand nombre de crimes de haine religieuse depuis le début du reporting. Il est particulièrement troublant de constater qu'en mars 2023, lorsque la religion perçue de la victime était en question, 2 crimes de haine religieuse sur 5 visaient des musulmans. Ainsi, 39 % de tous les crimes haineux à motivation religieuse (3 452 infractions) visaient les musulmans, ce qui faisait de ces derniers le groupe religieux le plus ciblé. Au cours de l'année se terminant en mars 2021, 45 % de tous les crimes de haine religieuse enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles visaient des musulmans, et au cours de l'année se terminant en mars 2019, 47 % de tous les crimes de haine religieuse enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles visaient également des musulmans.¹⁵⁹



« L'Écosse doit introduire de toute urgence des réformes éducatives pour lutter contre le fléau de l'islamophobie dans la société », recommande un rapport. Cela comprend l'intégration d'une compréhension de l'islamophobie dans le programme scolaire et dans toute la formation des enseignants, l'obligation pour tous les établissements d'enseignement de créer des espaces sûrs pour la discussion, la prière et la réflexion, et l'adoption de politiques de code vestimentaire dans les écoles sensibles aux besoins des musulmans. Deux ans après la première enquête publique du pays sur l'islamophobie, les recommandations ont été incluses dans une mise à jour sur les progrès réalisés pour le groupe multipartite du Parlement écossais (CPG) sur la lutte contre les préjugés raciaux et religieux. Alors que les premières recherches révélaient que 75 % des musulmans déclaraient que l'islamophobie était un problème régulier ou quotidien dans la société écossaise, le rapport actualisé a mis en évidence les domaines qui nécessitent une réforme immédiate. Les femmes musulmanes d'Écosse étant plus susceptibles que les hommes d'être confrontées à l'islamophobie, selon les conclusions du rapport, le rapport appelle le gouvernement écossais à financer et à soutenir les organisations et les initiatives qui promeuvent la cohésion sociale et l'intégration, en particulier pour les femmes musulmanes. Plusieurs recommandations ont également été formulées à l'intention des médias écossais, notamment encourager les rédacteurs en chef à consulter régulièrement la communauté

musulmane afin de promouvoir la compréhension et d'éviter les fausses informations. Le nouveau CPG sur la lutte contre les préjugés raciaux et religieux a été organisé par le député travailliste écossais Foysol Choudhury, avec les vice-présidents Kaukab Stewart et Fulton MacGregor du SNP et Pam Gosal des conservateurs écossais. Parmi les autres membres figurent le leader écossais des Lib Dem, Alex Cole-Hamilton, et des dizaines d'associations caritatives et d'organisations, dont le Conseil musulman de Grande-Bretagne. La mise à jour du CPG a été rédigée par le professeur Peter Hopkins de l'Université de Newcastle, qui effectuait des recherches sur les questions de racisme et d'islamophobie en Écosse depuis plus de deux décennies. La recherche a été financée par le Conseil de recherches économiques et sociales.

Les recommandations urgentes du nouveau rapport comprenaient les éléments suivants :

- Intégrer une compréhension de l'islamophobie dans les composantes obligatoires des programmes scolaires écossais et dans toute la formation des enseignants.
- Fournir régulièrement à tous les enseignants et conférenciers d'Écosse une formation obligatoire pour lutter contre l'islamophobie.
- Exiger de tous les établissements d'enseignement qu'ils créent des espaces sûrs pour la discussion, la prière et la réflexion.
- Exiger des écoles qu'elles établissent des politiques vestimentaires sensibles aux besoins des musulmans.
- Encourager les collèges et les universités à établir des liens avec des employeurs ayant un bon et/ou un excellent bilan en matière de diversité et défendant la diversité ethnique et les initiatives/politiques antiracistes
- Exiger que tous les journalistes écossais participent à une formation régulière et obligatoire sur le rôle que jouent les médias dans la lutte contre l'islamophobie.
- Exiger de tous les rédacteurs qu'ils consultent régulièrement la communauté musulmane afin de promouvoir la compréhension et d'éviter les fausses informations.
- Promouvoir activement les carrières dans le journalisme auprès des diplômés des diverses communautés écossaises.

- Toutes les initiatives concernant l'islamophobie en Écosse doivent accorder une attention particulière à sa nature sexospécifique.
- Le gouvernement écossais devrait financer et soutenir les organisations et initiatives qui promeuvent la cohésion sociale et l'intégration, en particulier pour les femmes musulmanes.¹⁶⁰

Les écoles de toute l'Angleterre se sont retrouvées en pleine tourmente émotionnelle déclenchée par la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur les élèves, les parents et les enseignants. Des organisations spécialisées telles que Community Security Trust et Tell MAMA ont déclaré avoir constaté une forte augmentation des signalements d'antisémitisme et d'islamophobie impliquant des écoles et des élèves depuis les attaques du 7 octobre et l'invasion de Gaza par Israël. Dans un cas, la police a été appelée au lycée pour filles du comté de Woodford, un lycée du quartier londonien de Redbridge, après la découverte de graffitis islamophobes dans des toilettes le 3 novembre. Selon les images publiées sur les réseaux sociaux, les graffitis disaient : « Mort à Gaza, mort aux Arabes, mort aux musulmans ». Des élèves de l'école Channing, une école privée pour filles du nord de Londres, ont signalé des graffitis antisémites dans leurs toilettes, notamment une croix gammée et les mots « Tuez les Juifs ».¹⁶¹

Tell MAMA a enregistré 515 incidents antimusulmans entre le 7 octobre et le 29 octobre, soit une multiplication par sept par rapport à la même période de l'année dernière (seuls 73 cas ont été enregistrés). Sur les 515 cas, 247 se sont produits « hors ligne » – avec 177 cas de comportement abusif, 25 menaces, 24 agressions, 13 cas de vandalisme, 11 actes de discrimination, 12 cas de discours de haine et 5 exemples de littérature antimusulmane. Des cas se sont produits dans des régions comme Londres (155), Nord-Ouest (26), Lancashire (6), South Yorkshire (7), West Yorkshire (12), East Midlands (9) et West Midlands (13), Sud-Est (4), Sud-Ouest (5), Nord-Est (6), Pays de Galles (2), Écosse (2). Dans « le monde en ligne », Tell MAMA a recensé 268 cas.¹⁶²

Une nouvelle analyse de CAGE International a révélé une augmentation alarmante du nombre et des types de cas impliquant une attaque contre les expressions de soutien et de solidarité avec la Palestine à travers le Royaume-Uni. CAGE International a noté une augmentation de 455 % du nombre

de cas traités depuis la dernière vague de 2021. Entre octobre et décembre 2023, CAGE International a traité 214 cas, soit 118 cas dans les écoles et collèges, 35 cas sur le lieu de travail, 35 cas de protestation et cas connexes, 13 cas universitaires et 13 cas liés aux mosquées. Cette augmentation substantielle signifie une répression généralisée et alarmante de l'activité propalestinienne. Le rapport comprenait également cinq exemples de cas illustrant les conséquences néfastes sur les individus, y compris les enfants.

Le rapport décrit diverses tactiques agressives employées dans la répression des manifestations de solidarité avec la Palestine, notamment :

- Exigence du retrait des symboles ou des vêtements palestiniens dans les écoles et les lieux de travail.
- Maintien des étudiants dans des chambres d'isolement et imposition des suspensions et des exclusions.
- Mesures disciplinaires contre les parents et les élèves.
- Enquêtes criminelles, suspensions et licenciements immédiats sur les lieux de travail.
- Citations grossières et erronées des imams dans les médias, ce qui a conduit à des enquêtes de la Charity Commission.
- Abus des pouvoirs antiterroristes lors des manifestations.

Principales conclusions :

- Une réponse agressive et autoritaire du gouvernement à un activisme légitime en faveur de la Palestine.
- Un double standard inquiétant par rapport aux réponses du gouvernement au conflit russo-ukrainien, révélant l'hypocrisie généralisée dans les espaces publics, les écoles et les lieux de travail.
- Le caractère islamophobe de la censure, avec 209 cas sur 214 impliquant des musulmans.
- La militarisation des références PREVENT dans la répression du soutien à la Palestine.
- Un modèle cohérent à l'échelle nationale dans toutes les villes, de Newcastle à Portsmouth.¹⁶³

Un rapport du commissaire à l'enfance du Pays de Galles indique que les abus racistes se produisent régulièrement dans les écoles et sont «banalisés» par les élèves. Le gouvernement gallois a déclaré qu'il « examinerait

attentivement » les recommandations. Le rapport met en lumière des cas où une jeune fille musulmane s'est fait dire « vous cachez une bombe dans votre foulard » et une autre fille a été laissée en larmes après que son hijab lui ait été arraché. D'autres enfants ont déclaré qu'ils avaient été traités de terroristes. Le gouvernement gallois a déclaré : « Le racisme est inacceptable dans nos écoles. Bien que ce rapport soit d'une lecture difficile, il est essentiel que nous écoutions les enfants et les jeunes et que nous abordions efficacement les problèmes auxquels ils sont confrontés. »¹⁶⁴

Tell MAMA avait enregistré 1 202 cas d'incidents antimusulmans en novembre 2023. Les chiffres couvraient la période du 7 octobre au 30 novembre 2023, démontrant une multiplication par sept du nombre de cas par rapport au chiffre de 2022 de 172 cas (135 hors ligne, 37 en ligne). Sur les 505 cas hors ligne, 324 se sont produits à Londres, 47 dans le nord-ouest, 13 dans le South Yorkshire, 27 dans le West Yorkshire, 17 dans les East Midlands et 27 dans les West Midlands. Dans d'autres régions, comme le sud-est et le sud-ouest de l'Angleterre, nous avons enregistré respectivement 11 cas dans chaque zone. Les dernières zones géographiques concernent l'Écosse (9), le Pays de Galles (2) et le Nord-Est (17). En termes de catégories, Tell MAMA a recensé 331 cas de comportements abusifs, 37 menaces, 43 agressions, 33 actes de vandalisme, 31 cas de discrimination, 23 actes de discours de haine et 7 exemples de littérature antimusulmane. Les exemples incluent le harcèlement et les abus envers les musulmans dans les espaces publics portant des vêtements ou des couleurs en soutien à la Palestine – certains étant invités à « le dissimuler ». D'autres rapports hors ligne concernent des abus envers des musulmans lors de leurs courses ou à la sortie des grands supermarchés – y compris des insultes racistes comme le mot P... Pour la sphère en ligne, y compris les principales plateformes de médias sociaux jusqu'à Telegram et d'autres plateformes numériques, l'organisation a dénombré 697 cas.¹⁶⁵

Le nombre d'attaques islamophobes au Royaume-Uni a augmenté de 235 pour cent depuis le 7 octobre. Selon Tell MAMA, qui recense les incidents antimusulmans en Grande-Bretagne, 2 010 cas d'abus en ligne et hors ligne ont été enregistrés, soit le plus grand nombre sur une période de quatre mois depuis la création de l'organisation en 2011. Dans les constats, sur

la période du 7 octobre 2022 au 7 février 2023, 600 incidents ont été enregistrés. Parmi les cas de haine antimusulmane, citons le mot « Hamas » taggé sur la porte d'entrée d'une famille, tandis que certains musulmans ont été maltraités alors qu'ils voyageaient dans les transports publics. Dans plus de 65 % de ces cas, les femmes étaient la cible, précise l'organisation. Plus d'un quart des cas – 576 – ont été signalés à Londres, a déclaré Tell MAMA. « Nous sommes profondément préoccupés par les impacts de la guerre entre Israël et Gaza sur les crimes de haine et sur la cohésion sociale au Royaume-Uni », a déclaré Iman Atta, directrice de Tell MAMA.¹⁶⁶

Allemagne

Un rapport du gouvernement allemand du 11 janvier 2022 a mis en lumière le problème du racisme antimusulman dans le pays. Reem Alabali-Radovan, ministre d'État chargée des migrations, des réfugiés et de l'intégration, a présenté le rapport sur l'état du racisme en Allemagne lors d'une conférence de presse à Berlin. Selon le rapport, les musulmans étaient après les Sintis et les Roms parmi les minorités à l'égard desquelles les Allemands ont l'attitude la plus négative. Selon une enquête, un peu plus d'un cinquième des personnes interrogées avaient des opinions négatives à l'égard des musulmans. Un tiers des personnes interrogées estiment qu'il faudrait limiter le nombre de musulmans en Allemagne et 27 % estiment qu'il y a trop de musulmans en Allemagne. Le rapport souligne également le fait que les musulmans sont victimes de crimes haineux et d'attaques quotidiennes. En 2021, 732 crimes islamophobes ont été enregistrés, ainsi que 54 attaques contre des institutions et représentants musulmans, selon le rapport.¹⁶⁷

L'Allemagne a enregistré 23 083 crimes d'extrême droite l'année précédente, selon les chiffres préliminaires publiés par le ministère de l'Intérieur. Ces chiffres représentent une augmentation de plus de 5 % par rapport à 2021, 21 964 crimes commis par des extrémistes de droite ayant été enregistrés. Il s'agissait notamment de délits de propagande, d'insultes sur les réseaux sociaux, de menaces, d'incendies criminels et d'agressions physiques. Les néo-nazis et les extrémistes de droite ont perpétré au moins 1 138 attaques violentes l'année dernière. Au moins 478 personnes ont été blessées lors

de ces attaques, selon les chiffres officiels. L'Allemagne a enregistré 23 604 crimes d'extrême droite en 2020, ce qui représente le chiffre annuel le plus élevé des deux dernières décennies. En 2021, il y a eu une légère baisse par rapport à l'année précédente. Selon les dernières données, la police allemande a enregistré au moins 569 crimes islamophobes en 2022 dans tout le pays. Il y a eu 45 attaques contre des mosquées et au moins 25 personnes ont été blessées à cause des violences antimusulmanes. Les chiffres incluent également des dizaines de crimes haineux contre les musulmans, des cas d'intimidation, de vandalisme et de dommages matériels.¹⁶⁸

Un rapport a une nouvelle fois mis en lumière la montée de l'islamophobie en Allemagne, mettant en relief plusieurs attaques visant des individus et des mosquées, sur fond d'inaction des autorités face à la situation. Le groupe turco-musulman DITIB a publié le rapport, qui a identifié au moins 35 attaques contre des mosquées en 2022. L'agence Anadolu a cité le rapport du DITIB, soulignant que les attaques et les violences islamophobes visant les mosquées et les musulmans étaient « étroitement liées aux développements sociaux et politiques ». Les débats publics sur les immigrés et l'islam ont également été un déclencheur direct de ces attaques. « Des débats polarisants et non objectifs, une augmentation de la stigmatisation (en particulier la diabolisation des musulmans), conduisent à une augmentation des attaques visant les mosquées », indique le rapport. Les attaques visant les mosquées comprenaient 19 actes motivés par l'islamophobie. Huit attaques sur un total de 35 actes contre des mosquées ont été perpétrées par des extrémistes de droite.¹⁶⁹

Le racisme, la haine et parfois la violence contre les musulmans en Allemagne étaient répandus et faisaient souvent partie de leur expérience quotidienne, selon un rapport présenté au ministère de l'Intérieur à Berlin le 29 juin 2023. Le Groupe d'experts indépendant sur l'hostilité antimusulmane a travaillé pendant trois ans sur le sujet et a publié un rapport complet sur le racisme et l'hostilité envers les 5,5 millions de musulmans du pays. Le groupe a analysé des études scientifiques, des statistiques policières sur la criminalité et des documents sur les incidents antimusulmans réalisés par des agences anti-discrimination, des centres de conseil et des organisations non gouvernementales. Le rapport concluait qu'au moins un tiers des

musulmans d'Allemagne avaient été confrontés à de l'hostilité en raison de leur religion. Cependant, les experts ont souligné que les chiffres réels sont probablement bien plus élevés puisque seulement 10 % des musulmans semblent signaler des crimes d'hostilité et de haine à leur rencontre. Les musulmans allemands sont non seulement exposés à un racisme brutal, mais aussi à des stéréotypes quotidiens, de la maternelle jusqu'à la vieillesse, affirment les experts. Le groupe a constaté que les préjugés négatifs envers la communauté incluaient « l'attribution de caractéristiques répandues, largement immuables, rétrospectives et menaçantes aux musulmans et aux personnes perçues comme musulmanes ». Les chercheurs ont découvert que l'hostilité envers les musulmans est courante dans pratiquement tous les aspects de la vie, depuis les écoles jusqu'à la police, en passant par les agences nationales, régionales et municipales, le secteur de l'emploi privé, le marché du logement, les médias et la politique. Pour illustrer le sentiment antimusulman dans l'éducation, les auteurs de l'étude ont lu des extraits d'un manuel scolaire de sciences politiques de 2019, qui affirmait que les musulmans « veulent vivre mieux que chez eux, mais ils insistent sur leur identité, qui inclut foulards, mosquées, prières dans les écoles, mariages forcés, oppression des femmes ». Le livre concluait que « pour beaucoup d'entre eux, cela fait partie de leur perception du « nous ». Le problème est que cela entre en conflit avec notre perception du « nous ». « La vie musulmane appartient bien entendu à l'Allemagne... Cela rend les conclusions de ce premier rapport complet sur l'hostilité musulmane en Allemagne d'autant plus amères... Les musulmans d'Allemagne sont confrontés dans leur vie quotidienne à l'exclusion et à la discrimination, jusqu'à la haine et à la violence. ... Il est très important de rendre cela visible et de faire prendre conscience du ressentiment encore répandu », a déclaré la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser dans un communiqué.¹⁷⁰

Au total, 898 incidents antimusulmans ont été enregistrés en Allemagne le 2022, alors que le nombre de cas non signalés reste élevé, selon un rapport de situation publié le 26 juin 2023 par l'organisation non gouvernementale basée à Berlin, l'Alliance contre l'islamophobie et l'hostilité antimusulmane. Selon l'étude, le racisme faisait partie de la vie quotidienne des musulmans en Allemagne et de nombreux cas enregistrés impliquaient des femmes.

Parmi les cas documentés figurent 500 attaques verbales, notamment des déclarations incendiaires, des insultes, des menaces et des contraintes. Onze lettres de menaces adressées à des mosquées contenant « des menaces souvent excessives de violence et de mort » ont également été enregistrées. Les lettres contenaient des symboles nazis ou des références à l'époque nazie. En outre, le rapport fait état de 190 cas de discrimination et de 167 cas de « comportements préjudiciables ». Cette dernière catégorie comprenait 71 cas de blessures corporelles, 44 cas de dommages matériels, trois incendies criminels et 49 autres actes de violence. En outre, les attaques à motivation raciste contre les jeunes et les enfants sont en augmentation, indique le rapport. Dans certains cas, des femmes ont été agressées en présence de leurs enfants et des femmes enceintes ont reçu des coups de pied ou des coups au ventre. Les auteurs de l'étude supposent que le nombre de cas non signalés est élevé parce qu'il n'y a pas de large couverture médiatique de ce genre d'incidents. Le premier rapport de situation comprenait des données provenant de 10 centres de conseil dans cinq Länder allemands ainsi que des rapports via le portail «I-Report», des statistiques sur les violences à caractère politique ainsi que des rapports de la police et de la presse.¹⁷¹

Le soutien à l'AfD avait atteint 22%, selon un sondage d'opinion de l'INSA réalisé pour le quotidien Bild. Le sondage montre que l'Union chrétienne-démocrate est actuellement en tête des sondages avec 26 %, suivi de tous les autres partis, notamment le Parti social-démocrate du chancelier Olaf Scholz avec 18 %, les Verts avec 14 %, le Parti libre-démocrate avec 7 % et le Parti libéral-démocrate. Parti de gauche à 5%. S'adressant à Bild à propos de la montée de l'AfD, le directeur de l'INSA, Hermann Binkert, a déclaré qu'il n'y avait qu'un écart de 4 % entre le parti d'extrême droite et l'Union chrétienne-démocrate. «L'écart n'a jamais été aussi minime», a-t-il ajouté. L'AfD était un parti populiste de droite fondé en 2013. Il avait obtenu un soutien important en se positionnant comme un parti eurosceptique et anti-immigration, et était connu pour utiliser une forte rhétorique anti-islam dans son discours politique.¹⁷²

Le ministère allemand de l'Intérieur a annoncé que 258 crimes antimusulmans avaient été enregistrés par la police au premier semestre 2023. Plus d'une douzaine de mosquées ont été attaquées entre janvier et juin, et des dizaines

de musulmans ont été agressés physiquement ou harcelés verbalement dans la rue ou dans des lieux publics. Dix-sept personnes ont été blessées dans ces attaques. Le ministère a publié ces chiffres en réponse à une question parlementaire du parti d'opposition La Gauche. Selon les informations fournies par le ministère, les cas comprenaient des crimes de haine, des lettres de menaces, des agressions verbales et physiques, du vandalisme ou des dommages matériels. Quelque 124 de ces cas ont été signalés entre janvier et mars de cette année, et 134 autres ont été enregistrés entre avril et juin. La plupart des crimes ont été commis dans les Länder de l'Est de l'Allemagne, bastion traditionnel des partis d'extrême droite, selon les chiffres. Mais de nombreux crimes de haine islamophobes ont également été enregistrés dans la capitale Berlin et dans les villes occidentales de Cologne, Francfort et Munich.¹⁷³

En Allemagne, plus de 40 % des hommes musulmans ont été victimes de racisme dans leur vie quotidienne, selon une étude publiée le 14 novembre 2023. Selon le rapport publié par le Centre allemand de recherche sur l'intégration et la migration (Dezim) à Berlin, environ 41,2 % des hommes musulmans ont été touchés par le racisme. Plus d'un tiers des hommes musulmans (39 %) ont fait état d'expériences plus fréquentes de discrimination et de racisme au sein de la police, tandis que 51 % ont fait état d'expériences négatives dans les fonctions publiques et lors de discussions avec les autorités. Parmi les femmes musulmanes, 46 % ont déclaré avoir souvent été victimes de discrimination dans les fonctions et au sein des autorités. En ce qui concerne les contacts avec la police, la proportion correspondante était de 25 %. CLAIM a documenté 53 cas de menaces, de violences et de discrimination contre les musulmans au cours des deux dernières semaines et demie seulement, dont 10 attaques contre des mosquées.¹⁷⁴

Le professeur Mathias Rohe de l'Université d'Erlangen-Nuremberg, co-auteur de l'un des rapports les plus complets sur l'islamophobie en Allemagne, a parlé aux médias du sentiment antimusulmans croissant dans le pays. «Notre étude a révélé que les musulmans en Allemagne sont confrontés à une discrimination islamophobe dans leur vie quotidienne, par exemple dans l'éducation, sur le marché du travail, lors de la recherche d'un

logement, dans les médias et bien plus encore», a déclaré Rohe. « C'est un problème urgent, et nous devons reconnaître qu'il s'agit d'un problème de société dans son ensemble. Nous ne devons pas laisser les musulmans seuls avec cela. C'était un problème pour nous tous », a-t-il déclaré. Selon l'étude d'experts indépendants publiée en juin 2023, le sentiment antimusulmans n'est pas un phénomène marginal, mais répandu dans une grande partie de la population allemande. Environ une personne sur deux en Allemagne est d'accord avec les déclarations antimusulmanes. Le professeur Rohe a déclaré que même si des millions de musulmans vivent en Allemagne depuis de nombreuses années et font désormais partie intégrante de la société, les stéréotypes négatifs et les idées fausses à l'égard des musulmans sont encore répandus. Il a déclaré que de nombreux Allemands croyaient encore aux stéréotypes tels que les musulmans ne pouvaient apporter aucun changement positif ou que leurs valeurs étaient complètement différentes.¹⁷⁵

Luxembourg

Un musulman sur six a été confronté à une discrimination religieuse au Luxembourg en 2021, selon un rapport récemment publié. Le rapport révèle également que les femmes sont beaucoup plus sujettes à l'islamophobie que les hommes. Au Luxembourg, un musulman sur cinq déclare avoir été témoin d'incidents d'islamophobie. Cela représente une diminution de 9 % par rapport à 2020. Le président de l'Observatoire, Jasmin Jahic, a affirmé que la première année de pandémie avait radicalisé certaines personnes : « De nombreuses personnes étaient chez elles et passaient beaucoup de temps en ligne, ce qui a augmenté le taux de cyber-islamophobie ; ce qui est arrivé à d'autres types de discrimination, comme le racisme et l'antisémitisme. »¹⁷⁶

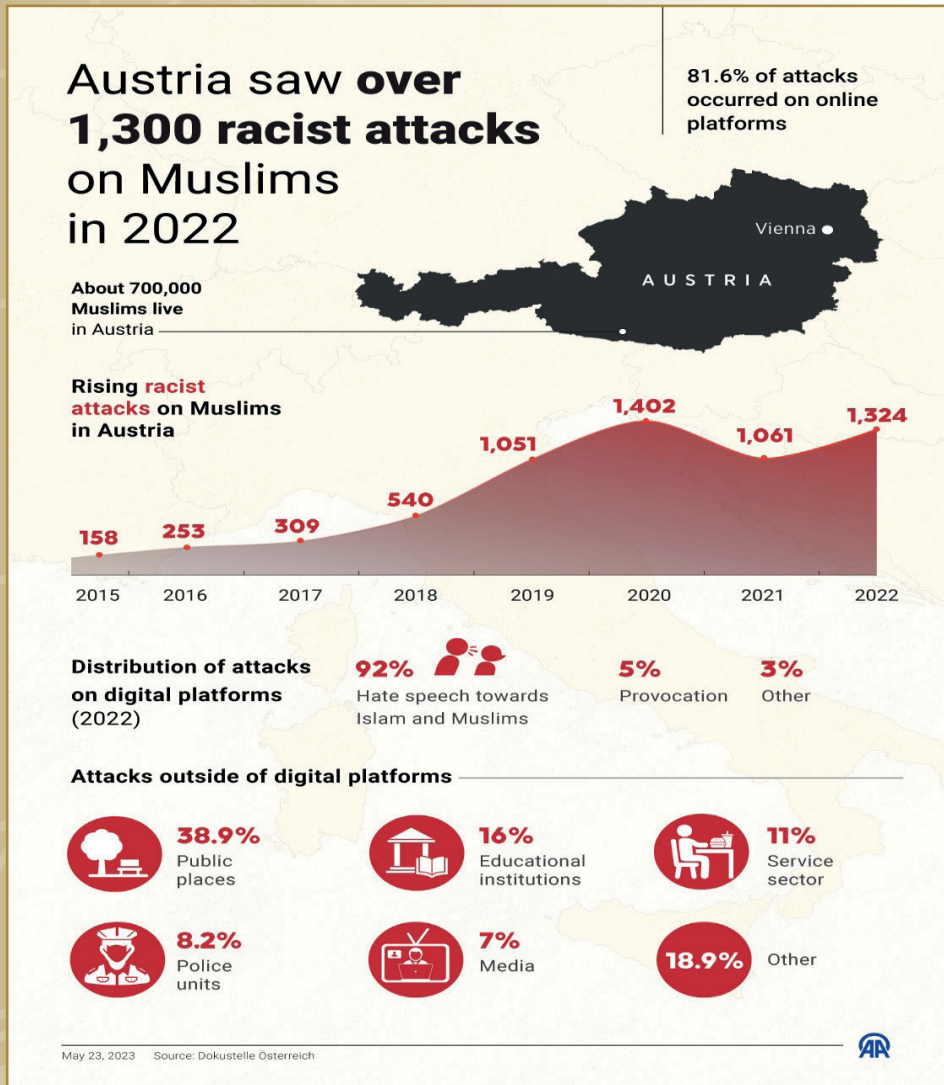
Norvège

Discrimination de la part des institutions publiques, sentiment de devoir cacher leur identité religieuse et harcèlement sont quelques-unes des expériences que les musulmans de Norvège ont racontées dans un rapport paru en 2022. Au total, 43 % des personnes interrogées dans le

cadre de l'enquête commandée par la Direction de l'intégration et de la diversité (IMDI) et réalisée pour le compte du Centre norvégien d'études sur l'Holocauste et les minorités, ont déclaré qu'ils avaient «souvent» ou «parfois» ressenti le sentiment de ne pas appartenir au pays. Une personne interrogée sur cinq a déclaré avoir été victime de discrimination de la part des institutions publiques en Norvège en raison de son identité religieuse, une sur quatre a déclaré avoir été victime de harcèlement au cours des 12 derniers mois et une personne interrogée sur trois a déclaré avoir caché son identité religieuse par peur d'attitudes négatives. Les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de cacher leur identité religieuse, 37 pour cent d'entre eux déclarant le faire, contre 29 pour cent pour les femmes. «Les expériences qui nous ont été décrites montrent clairement qu'il existe une dimension nationaliste dans les attitudes antimusulmanes», a déclaré Cora Alexa Døving, l'une des chercheuses à l'origine de l'étude, dans un communiqué de presse. une communauté norvégienne : « retournez d'où vous venez », « vous, les musulmans, n'êtes pas comme nous », etc.¹⁷⁷

Autriche

En Autriche, les femmes musulmanes portant le foulard sont confrontées à davantage de haine et de discrimination antimusulmanes que les hommes, selon un militant local luttant contre l'islamophobie. « La plupart des victimes que nous avons sont des femmes qui portent le hijab. ... À cause du hijab, à cause de la visibilité du hijab, beaucoup de femmes sont confrontées à davantage de racisme antimusulman », a déclaré à Anadolu Munira Mohamud, une militante travaillant pour l'ONG autrichienne Dokustelle. Selon l'organisation qui documente les crimes de haine et le racisme antimusulmans, plus de 1 000 incidents islamophobes ont été signalés l'année précédente dans le pays, les femmes étant la majorité des victimes par rapport aux hommes. Les statistiques de 2021 ont montré que les femmes, avec 69,2 %, étaient également plus soumises à l'islamophobie que les hommes.¹⁷⁸



L'Autriche a connu 1 324 incidents de racisme antimusulman et d'islamophobie en 2022, selon un rapport publié le 22 mai 2023. Selon le rapport 2022 sur le racisme antimusulman publié par le Centre autrichien de documentation et de conseil pour musulmans, la majorité des attaques a eu lieu sur les plateformes numériques. Le rapport indique que 15,2 % des personnes victimes de racisme antimusulman et d'agressions verbales et physiques étaient des hommes, tandis que bien plus du double de ce chiffre, soit 40,2 %, étaient des femmes. Les chiffres montrent également que parmi les attaques en ligne, 92 % étaient des discours de haine contre l'islam et les musulmans, tandis que 5 % étaient des incitations. Alors que 81,6 % des attaques ont été perpétrées sur des plateformes en ligne, 38,9 % d'entre elles ont eu lieu dans divers domaines de la vie sociale en Autriche, où vivent

quelque 700 000 musulmans. La capitale Vienne a enregistré le plus grand nombre d'incidents racistes avec 112, indique le rapport.¹⁷⁹

Les candidats portant des noms musulmans ont essuyé beaucoup plus de refus et sont confrontés à un processus plus difficile pour trouver un logement. Le marché immobilier autrichien souffre de discrimination raciste, en particulier à l'égard des personnes d'origine musulmane, selon une étude commandée par le Médiateur pour l'égalité de traitement (GAW). Début 2023, deux faux profils ont répondu à 157 annonces immobilières dans les grandes villes autrichiennes de Graz, Vienne, Innsbruck et Linz, a rapporté la chaîne publique ORF le 25 juin 2023, citant l'étude. Le premier profil, «Muhammad Asif», n'a obtenu une nomination que dans 50 pour cent des cas. Le deuxième profil, au nom fictif «Michael Gruber», qui s'appelait toujours «Asif», obtenait toujours un rendez-vous. «Les personnes victimes de discrimination en dehors du lieu de travail en raison de leur appartenance ethnique nous le signalent le plus souvent dans le cadre de la recherche d'un appartement», a déclaré à l'ORF Sandra Konstatzky, directrice de l'étude. Selon Konstatzky, les propriétaires utilisent de faux prétextes pour refuser, car le candidat à consonance autochtone «Gruber» a reçu une promesse même deux heures plus tard dans certains cas pour les mêmes appartements. Mais aussi, s'il n'était pas directement annulé, il était clairement plus difficile pour «Asif» de trouver un appartement, a déclaré Konstatzky. Dans 34 pour cent des cas où aucune date de rendez-vous n'a été communiquée directement, d'autres documents ont été demandés à «Asif». Dans 25 pour cent des cas, une demande écrite a en revanche été demandée lors de tous les appels.¹⁸⁰

La façon dont les médias autrichiens couvrent les manifestations en faveur de la Palestine est provocatrice et accroît la polarisation et l'islamophobie dans le pays, a déclaré un militant. Dans une interview accordée à Anadolu, l'académicien-éditeur Gerhard Hertenberger et l'écrivain activiste Wilhelm Langthaler ont évalué la position pro-israélienne des médias autrichiens et leur langage manipulateur à propos des manifestations de soutien à la Palestine. Hertenberger a souligné que les reportages des médias autrichiens présentent principalement les attaques israéliennes contre Gaza comme un acte de légitime défense. Il a noté que les manifestations en solidarité avec

la Palestine étaient interdites dans des pays européens comme l'Allemagne et la France mais étaient autorisées sous certaines conditions en Autriche. Il a noté que les reportages des médias sur les manifestations de solidarité avec la Palestine étaient présentés avec des titres tels que « L'antisémitisme augmente en Autriche » et « Soutien au terrorisme, pas à la Palestine », a déclaré Hertenberger : « C'est un langage idéologique absolument proche de la propagande ; les médias mélangent délibérément les choses pour confondre les gens. » Il a également souligné que l'utilisation par les médias d'un langage ciblant les musulmans en Autriche, qui a connu une crise économique ces dernières années, était dangereux car il risquait de stigmatiser et de blâmer un certain groupe. « Le problème bien plus important aujourd'hui est le mouvement islamophobe. Le mouvement est beaucoup, beaucoup plus fort, et c'est peut-être la raison pour laquelle le parti de droite blanc n'est plus antisémite mais antimusulman parce qu'il sait qu'il obtient plus de voix en agissant de la sorte. »¹⁸¹

Suède

Quelque 51 % des Suédois sont favorables à l'interdiction de brûler le Coran et d'autres écritures saintes, révèle un sondage du 1er avril 2023. Alors que 34 % d'entre eux estiment que brûler les écritures saintes relève de la liberté d'expression, 15 % n'ont fait aucun commentaire, selon le sondage réalisé par la grande société de recherche Sipo. L'enquête a été menée du 14 au 16 mars avec la participation de 1 370 répondants.¹⁸²

Une enquête publiée le 6 juillet 2023 a révélé que la majorité des Suédois soutenaient l'interdiction de brûler en public des textes religieux tels que le Coran ou la Bible, selon une nouvelle enquête menée pour le compte de la chaîne de télévision nationale suédoise SVT. Ce résultat marque un changement important dans ce pays scandinave où un homme a incendié le livre le plus sacré de l'Islam le 28 juin 2023. Dans l'enquête réalisée par Kantar Public, 53 % des personnes interrogées ont déclaré que brûler les écritures saintes de n'importe quelle religion en public devrait être interdit, tandis que 34 pour cent ont répondu qu'il devrait être autorisé et 13 pour cent étaient indécis. Cela représente une augmentation de 11 pour cent du

nombre de ceux qui cherchent à interdire de tels actes, par rapport à février, lorsque Kantar avait posé la même question dans une enquête pour TV4, une chaîne de télévision suédoise.¹⁸³

Plus de la moitié des Suédois sont favorables à l'interdiction de brûler le Coran et d'autres livres, selon un sondage publié par un organisme d'enquête. Le pourcentage de Suédois souhaitant interdire de tels incendies est passé à 53%, soit deux points de plus que lors du sondage précédent. La dernière enquête a été menée par la société suédoise de sondage d'opinion SIFO. Quelque 37% se sont déclarés favorables à l'autodafé des livres saints dans le cadre de la liberté d'expression, tandis que les autres n'ont pas exprimé d'opinion. L'enquête a été menée auprès de 1 291 ressortissants suédois sélectionnés au hasard entre le 15 et le 27 août.¹⁸⁴

Une mosquée de Stockholm, la capitale suédoise, était la cible d'attaques islamophobes depuis plus d'un an, le dernier incident s'étant produit le 21 février 2024, lorsque des fidèles musulmans ont trouvé sur le mur de la mosquée des graffitis avec une croix gammée et le message menaçant « tuez les musulmans ». La mosquée de Stockholm, située dans le quartier de Sodermalm, a été victime de crimes de haine pour la deuxième fois en une semaine. Le 20 février, l'agresseur a également griffonné sur une porte un graffiti comportant une croix gammée et un message menaçant disant « rentrez chez vous », a indiqué l'administration de la mosquée dans un article publié sur son site Internet. Mohamed Amin, membre du comité de la mosquée de Stockholm, a déclaré à la télévision SVT que « bientôt il faudra mettre des barreaux devant les fenêtres pour les protéger, comme dans une prison ». La mosquée avait déjà été la cible de graffitis en novembre 2023.¹⁸⁵

Inde

L'All India Pasmanda Muslim Mahaz (AIPMM), une organisation travaillant pour les musulmans arriérés, a publié un rapport basé sur l'enquête sur les castes du Bihar le 27 février 2024, tout en exigeant que le Centre adopte une loi stricte contre le lynchage populaire et contrôle la « culture du bulldozer » contre les accusés d'un crime, affirmant que presque toutes les victimes de ces deux excès appartiennent à la communauté Pasmanda. Le rapport, publié à Delhi, cherche également à réserver un accès aux musulmans Pasmanda dans le secteur privé, compte tenu de leurs mauvaises conditions socio-

économiques. Alors que le BJP, dirigé par le Premier ministre Narendra Modi, courtisait les musulmans Pasmanda dans le cadre d'une démarche stratégique, étant donné que la communauté musulmane dans son ensemble reste opposée au parti, le rapport de l'AIPMM est tout aussi critique à l'égard du parti et de l'AIMIM. « Nous considérons que les politiques du RSS, du BJP et de l'AIMIM sont complémentaires », indique le rapport. Le rapport de l'AIPMM « Bihar Caste Survey 2022-2023 and Pasmanda Agenda » indique : « Quatre-vingt-quinze pour cent des victimes de lynchages populaires et d'excès commis par les bulldozers gouvernementaux appartiennent à la communauté Pasmanda. Nous exigeons qu'une loi stricte soit adoptée contre cela. Le collecteur et le SP du district où un tel incident se produit devraient en être tenus responsables. Dans de tels incidents, une compensation devrait être accordée à la famille du défunt et un emploi gouvernemental devrait être attribué à une personne de cette famille. »¹⁸⁶

Le Centre d'étude de la société et de la laïcité de Mumbai a publié un rapport sur la situation communautaire en Inde depuis janvier 2024. Le centre a répertorié les crimes de haine contre les musulmans et les a classés comme émeutes communautaires, discours de haine, milices hindoues, financement de l'État d'activités religieuses hindoues, de campagnes de démolition, etc.

Émeutes communautaires – Cinq émeutes communautaires ont eu lieu en janvier 2024. Elles étaient directement liées à l'événement Pran Pratisthan organisé à Ayodhya le 22 janvier 2024. Sur les cinq émeutes communautaires, deux ont été signalées. à Mumbai, un à Nagpur, un à Vadodara et un à Shajapur dans le Madhya Pradesh. Toutes ces émeutes ont eu lieu dans les États dirigés par le BJP. Les émeutes communautaires de Mira Road, à Mumbai, ont pour origine des tensions locales où les bagarres ont donné lieu à des jets de pierres, ce qui a poussé la municipalité à intervenir pour utiliser des bulldozers. Les bulldozers de la Corporation démolissent environ 15 structures dans la zone à majorité musulmane de Mira Road.

Discours de haine : selon le rapport du CSS, sept cas de discours de haine ont été signalés en janvier. Ces discours appelaient largement à la démolition des mosquées, faisaient des allégations sans fondement de jihad de l'amour, de boycott de la viande certifiée halal, d'utilisation de bulldozers contre les musulmans et appelaient à des mesures plus strictes contre les musulmans.

Les discours de haine ont été prononcés par les dirigeants du BJP, les députés T Raja et Nitesh Rane à Solapur et Mumbai dans le Maharashtra, la députée Geeta Jain à Mumbai et Anantkumar Hegde, député du BJP et chef du BJP KS Eshwarappa du Karnataka.

Activité des justiciers hindous - Il y a eu une poussée importante de justiciers hindous en janvier 2024. Dans le district de Shahjahanpur, dans l'Uttar Pradesh, il y aurait eu un incident impliquant le retrait d'un drapeau vert d'une mosquée et son remplacement par un drapeau safran le 23 janvier, onze infidèles ont hissé des drapeaux safran au sommet d'une mosquée dans le quartier de Tajganj du district d'Agra lors d'un Shobha Yatra le 22 janvier.

Démolition de propriétés musulmanes : Il a été constaté que les dirigeants hindous étaient à l'avant-garde pour inciter les tensions locales à une grande émeute communautaire menant à des bulldozers sont intervenus pour démolir les maisons musulmanes sous prétexte d'empiétements illégaux. Outre la démolition de Mira Road à Mumbai, des demandes de démolition de propriétés musulmanes ont été signalées à Panvel, où régnaient des tensions communautaires le 22 janvier 2024.

Récupération de sites musulmans – Une tendance alarmante à la récupération des lieux de culte musulmans a été observée après l'événement Pran Pratisthan. Peu après l'événement d'Ayodhya, un tribunal du district de Varanasi a ordonné l'autorisation de la puja à l'intérieur de la mosquée Gyanvapi, dans son « Vyas Tehkana ». Par la suite, l'affaire Shahi Idgah a éclaté à Mathura. L'endroit avait été présenté comme le lieu de naissance de Krishna et a été récupéré par les musulmans dans le but de le convertir en Krishna Janamsthan. Dans la même veine que celle évoquée pour le Maharashtra, le ministre en chef Eknath Shinde a annoncé la « libération » de Haji Malang Dargah à Mumbai et sa conversion en un site hindou.¹⁸⁷

Les médias indiens ont continué à diffuser des discours islamophobes et à stigmatiser les musulmans. Pour créer une animosité religieuse et diaboliser la minorité musulmane, les grands médias ont de nouveau eu recours à la publication de fake news. Il s'agit d'une conclusion clé de l'analyse du portail de vérification des faits Boom pour l'année 2023. Le Boom a vérifié environ 2 000 articles entre janvier et décembre 2023. Selon son rapport, sur 1 190

articles vérifiés publiés, 183 ont tenté de cibler les musulmans. Les résultats font état de médias diffusant de fausses nouvelles et de fausses informations sur les musulmans. Les chaînes d'information, les portails d'information et les informations par fil à large diffusion ont été impliqués dans le ciblage de la communauté musulmane et la division de la société sur des critères religieux. Selon l'analyse, les fausses nouvelles propagent des informations erronées sur l'évolution démographique en montrant implicitement que la population musulmane augmente rapidement. Le ton des médias était si antimusulman que 87 % des contenus vérifiés, sur 211 articles, étaient liés à des groupes religieux et visaient les musulmans. Il est choquant de constater que les récentes attaques militaires brutales d'Israël contre les Palestiniens appauvris ont fourni à ces médias l'occasion de diaboliser les musulmans. Des graphiques et des vidéos faux et falsifiés ont été rendus viraux par des agents provocateurs pour donner l'impression que les musulmans étaient « violents » et constituaient une menace pour la « paix » et la « démocratie ». Plusieurs vidéos truquées montraient la décapitation des enfants et l'exécution des prisonniers. Dans d'autres contextes, les médias ont utilisé des vidéos d'origine inconnue et les ont liées à des musulmans indiens. Le but ne pouvait être autre que de dénigrer et de ternir l'image des musulmans et de provoquer l'hostilité à leur encontre. Ces agissements ont tous contribué à attiser le discours islamophobe.¹⁸⁸

Les discours de haine antimusulmans en Inde ont augmenté de 62 % au second semestre 2023 par rapport aux six premiers mois de l'année, selon un groupe de recherche basé à Washington, ajoutant que la guerre entre Israël et Gaza a joué un rôle clé au cours des trois derniers mois. India Hate Lab a documenté 668 incidents de discours de haine ciblant les musulmans en 2023, dont 255 se sont produits au cours du premier semestre, tandis que 413 ont eu lieu au cours des six derniers mois de 2023, a indiqué le groupe de recherche dans un rapport publié le 26. Février 2024. Environ 75 %, soit 498, de ces incidents ont eu lieu dans des États gouvernés par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata (BJP) du Premier ministre Narendra Modi, selon le rapport. Les États du Maharashtra, de l'Uttar Pradesh et du Madhya Pradesh représentaient le plus grand nombre de discours de haine. Entre le 7 octobre et le 31 décembre, il y a eu 41 incidents de discours de

haine contre des musulmans indiens faisant référence à la guerre à Gaza, ajoute le rapport. Il représentait environ 20 % des discours de haine au cours des trois derniers mois de 2023.¹⁸⁹

Les autorités indiennes ont ciblé les maisons, les entreprises et les lieux de culte des musulmans à l'aide de bulldozers, a déclaré Amnesty International dans deux rapports. Ce pays à majorité hindoue est témoin d'une tendance croissante à ce que l'on appelle une « justice au bulldozer » visant à punir les militants issus de groupes minoritaires, principalement musulmans, a déclaré l'organisation de défense des droits, qui appelle à mettre fin aux démolitions généralisées et « illégales ». Les autorités ont utilisé des bulldozers pour détruire les propriétés des dissidents et des manifestants à New Delhi et dans l'État voisin de l'Uttar Pradesh, selon les exemples cités par le rapport. L'objectif de cette « justice au bulldozer » était de détruire les magasins appartenant à des musulmans, a déclaré l'organisation internationale de défense des droits humains qui a enquêté sur 62 des 128 démolitions documentées dans cinq États indiens entre avril et mai 2022. Les gouvernements locaux de Delhi et l'Uttar Pradesh n'a pas encore répondu au rapport d'Amnesty. Amnesty a déclaré que les propriétés musulmanes étaient « ciblées de manière discriminatoire » sans aucune procédure régulière. Cela a conduit à l'expulsion forcée d'environ 600 musulmans de leurs résidences, dans un contexte de sanctions collectives et arbitraires et d'autres violations des droits de plus de 600 personnes, selon le rapport.¹⁹⁰

Les incidents de discours de haine antimusulmans en Inde ont été en moyenne de plus d'un par jour au premier semestre 2023 et ont été observés le plus souvent dans les États où les élections sont à venir, selon un rapport d'Hindutva Watch, un groupe basé à Washington qui surveille les attaques contre les minorités. Il y a eu 255 incidents documentés de rassemblements de discours de haine ciblant les musulmans au cours du premier semestre 2023, selon le rapport. Il n'existe pas de données comparatives pour les années précédentes. Environ 70 % des incidents ont eu lieu dans des États devant organiser des élections en 2023 et 2024, selon le rapport. Le Maharashtra, le Karnataka, le Madhya Pradesh, le Rajasthan et le Gujarat ont été témoins du plus grand nombre de rassemblements autour des discours de haine, le Maharashtra représentant 29 % de ces incidents, selon

le rapport. La majorité des discours de haine mentionnaient des théories du complot et appelaient à la violence et au boycott socio-économique contre les musulmans. Environ 80 % de ces événements ont eu lieu dans des zones gouvernées par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata (BJP) du Premier ministre Narendra Modi.¹⁹¹

Japon

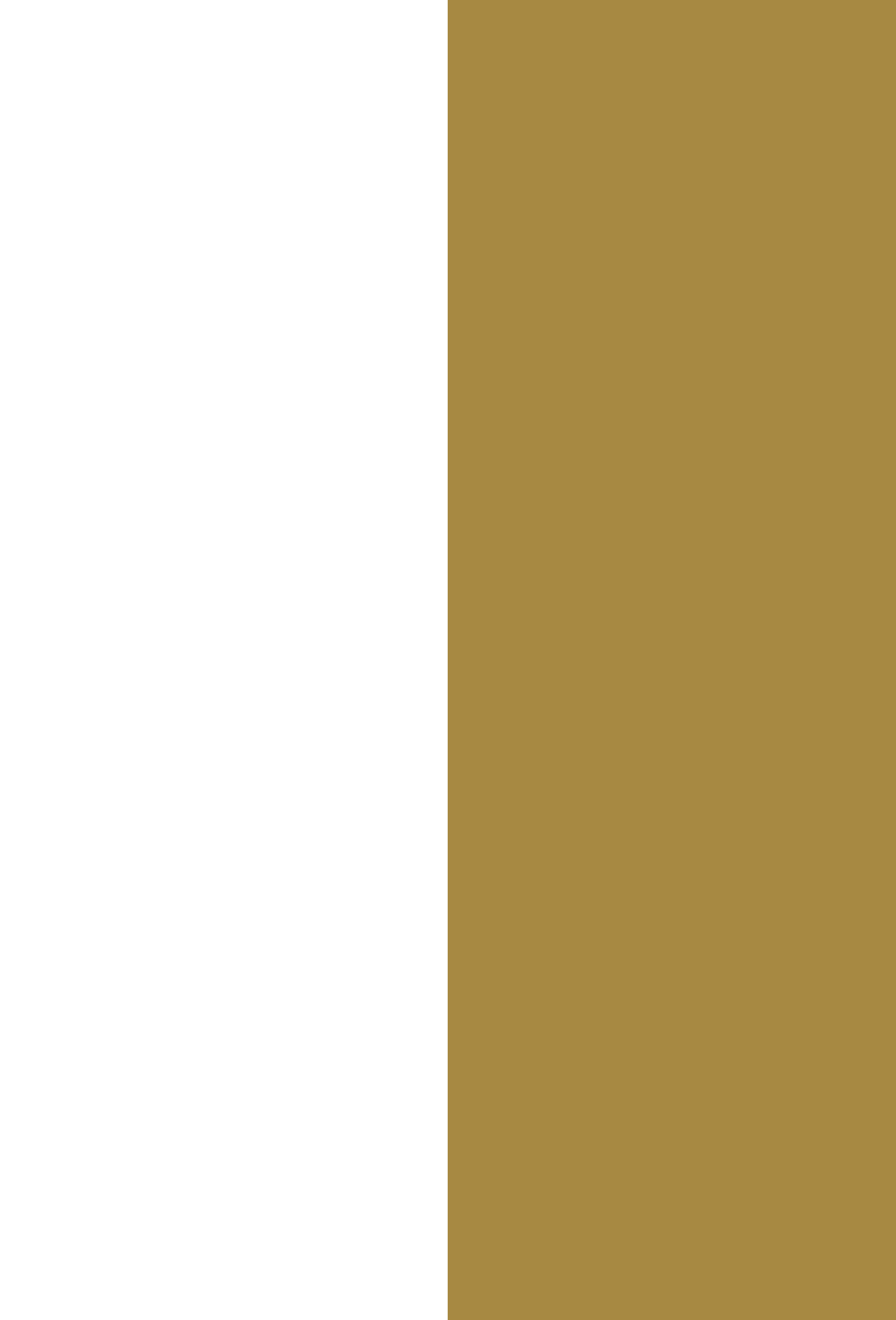
Il y a eu une montée du discours antimusulman au Japon après les attaques israéliennes sur Gaza, a déclaré un universitaire japonais. Kayyim Naoki Yamamoto, membre de l'Institut universitaire d'études turques de Marmara, a déclaré aux médias qu'il y avait eu une augmentation des sentiments antimusulmans et anti-palestiniens au Japon. Yamamoto, a déclaré que les discours de haine contre les musulmans ont augmenté avec la hausse des votes des partis d'extrême droite au Japon. L'universitaire a souligné que la xénophobie (haine contre les étrangers), qui existait dans ce pays d'Asie de l'Est depuis de nombreuses années, s'est transformée en antimusulman après les attaques israéliennes sur Gaza. « Le Japon connaît actuellement un changement négatif... La xénophobie et les sentiments anti-musulmans ont augmenté de façon exponentielle au cours des 15 dernières années » a-t-il déclaré. Soulignant que le Japon, qui fait partie des pays dont la population est vieillissante, a besoin d'une main-d'œuvre étrangère, Yamamoto a déclaré : « La décision du gouvernement japonais d'amener des gens de l'étranger pour travailler a déclenché la xénophobie dans le pays alors que les autorités essayaient de conscientiser l'opinion publique en signalant les aspects négatifs et positifs des immigrés, a déclaré l'universitaire, mentionnant : « Des groupes d'extrême droite diffusent des informations erronées selon lesquelles si des étrangers viennent dans le pays, il n'y aura pas d'avenir et d'économie ... Ils disent : 'Nous devons protéger le Japon des étrangers et des musulmans.' Le Japon appartient aux vrais Japonais, nous devons faire quelque chose contre cette invasion », a-t-il déclaré.

Australie

Le 21 mars 2023, le rapport de recherche phare de l'Isamophobia Register Australia (« Register ») a été publié lors d'un événement auquel ont participé le ministre du Multiculturalisme Andrew Giles, la ministre de la Jeunesse Anne Aly, la sénatrice Mehreen Faruqi, la sénatrice Fatima Payman, la députée Kylea Tink et la députée Sally Sitou. Le rapport, établi en partenariat avec l'Université Charles Sturt et l'Académie des sciences et de la recherche islamiques (ISRA), couvrait la période de référence 2020-2021 et compilait toutes les données sur les incidents depuis la création du registre en septembre 2014 jusqu'en décembre 2021, y compris 930 incidents vérifiés d'islamophobie. (515 hors ligne et 415 en ligne). Depuis la création du Registre (2014-15) jusqu'au début de l'ère Covid-19 (2020-21), il y a eu une baisse inquiétante du nombre de témoignages d'islamophobie, qui a diminué d'environ la moitié (de 47 pour cent à 24 pour cent) selon le rapport. Les résultats ont montré que la plupart des victimes de l'islamophobie étaient des femmes (78 %) et que la plupart des auteurs étaient des hommes (70 %), deux femmes sur trois étant harcelées par des hommes. Le chercheur principal et professeur agrégé du CSU, le Dr Derya Iner, a déclaré que les incidents islamophobes décrits dans le rapport « ont été principalement commis par des hommes perçus comme étant d'origine anglo-européenne et issus de cohortes plus âgées », les victimes étant « pour la plupart des femmes hijabi plus jeunes d'origine ethnique non blanche et issues de catégories vulnérables, non accompagnées ou avec des enfants ». Le Dr Iner a déclaré que ces caractéristiques significatives de l'islamophobie avaient été observées à plusieurs reprises au cours des huit années d'incidents signalés et que les incidents dans des lieux surveillés avaient atteint jusqu'à 70 pour cent au cours de la dernière période de référence. Au cours des huit années couvertes par le récent rapport, l'intimidation verbale était la forme d'abus la plus courante (45 pour cent), suivie par les graffitis et le vandalisme (12 pour cent) et la discrimination de la part des autorités dans les bâtiments officiels, les lieux de travail et les écoles (10 pour cent), les documents écrits (9 pour cent), l'agression physique (8 pour cent), les types d'incidents multiples dans un cas (8 pour cent), l'intimidation non verbale (6 pour cent) et autres (2 pour cent). En ligne, il a été constaté que les trois

quarts (75 %) des rapporteurs au cours de la période 2014-2021 étaient musulmans. Le ratio de rapporteurs non musulmans a considérablement diminué (de 35 pour cent en 2014-15 à 2 pour cent en 2020-21).¹⁹²

DÉVELOPPEMENTS POSITIFS



DÉVELOPPEMENTS POSITIFS

Au cours de la période considérée, des efforts encourageants ont été déployés par les gouvernements, les organisations et les communautés pour lutter contre l'islamophobie et promouvoir une meilleure compréhension et une plus grande inclusion des peuples musulmans. Les campagnes éducatives, les dialogues interreligieux et les protections juridiques renforcées contre la discrimination et les crimes haineux ont contribué à sensibiliser aux effets pervers de l'intolérance antimusulmane. Même s'il reste beaucoup à faire, ces initiatives représentent des étapes positives vers la construction de sociétés plus inclusives et respectueuses de la diversité religieuse et culturelle. En défendant les valeurs communes de pluralisme, de compréhension mutuelle et d'égalité des droits pour tous, il serait possible de progresser dans la lutte contre les causes profondes et les manifestations de l'islamophobie.

Les exemples suivants de tendances positives méritent d'être mentionnés :

Contrepoids à l'extrême droite

Aux États-Unis, le groupe haineux antimusulman Understanding the Threat (UTT) était sur le point de fermer ses portes. L'UTT était l'organisation pour laquelle John Guandolo, un ancien agent du FBI devenu théoricien du complot antimusulman, dirigeait ses programmes de formation islamophobes et d'autres activités. Dans un e-mail du 5 juin intitulé « Les adieux de l'UTT », Guandolo a déclaré à ses partisans : « Nous devons fermer nos portes ». Guandolo était l'une des principales figures antimusulmanes du pays. Il a affirmé que la religion islamique était en guerre contre les États-Unis et que les théories du complot des musulmans constituaient une menace de cinquième colonne visant à renverser le pays de l'intérieur. Il s'est également prononcé contre la construction de mosquées aux États-Unis, affirmant qu'elles seraient « des endroits où les combats étaient planifiés, où les djihadistes étaient entraînés [et] où étaient stockées les armes ».¹⁹³

Un article d'opinion qualifiant une banlieue de Détroit de « capitale américaine du jihad » a été condamné par deux législateurs démocrates de

l'État, qui l'ont qualifié de « raciste et islamophobe » dans une résolution présentée le 6 février 2024. Présenté par le représentant de l'État Alabas Farhat et le leader de la Chambre, Abraham Aiyash, a demandé au Wall Street Journal de retirer l'article publié le 2 février et de présenter des excuses publiques à la ville de Dearborn. Les autorités ont déclaré avoir renforcé la présence policière dans la ville après la parution de l'éditorial.¹⁹⁴

Au Canada, le 10 juillet 2023, Toronto a lancé une nouvelle campagne d'éducation publique pour sensibiliser à l'islamophobie et « rappeler aux Torontois que l'acceptation s'obtient sans exception ». La dernière campagne « Toronto pour tous », qui appelle les Torontois à affronter et à éliminer l'islamophobie, apparaîtra dans les abribus ainsi que sur les réseaux sociaux et le site Web de la ville.¹⁹⁵

En France, les juges de la cour d'appel française ont commis des erreurs en annulant une condamnation pour haine antimusulmane contre l'ancien candidat d'extrême droite à la présidentielle française Eric Zemmour et le procès devrait avoir lieu à nouveau, a statué la plus haute juridiction du pays le 21 février 2023. Zemmour, qui a remporté 7 % au premier tour des élections françaises de 2022, a été condamné en 2020 pour des propos publics dans lesquels il avait qualifié les femmes et les hommes musulmans portant des vêtements religieux traditionnels de partie d'une « invasion » et d'une « colonisation ». Les militants des droits civiques se sont tournés vers la Cour de cassation après qu'un arrêt rendu en 2021 par une cour d'appel de Paris a annulé l'amende de 10 000 euros (10 665 dollars) imposée à Zemmour pour insulte publique et incitation à la haine contre les musulmans. Une cour d'appel devrait à nouveau se prononcer sur l'affaire, a ajouté la Cour de cassation.¹⁹⁶

Au Royaume-Uni, la course pour succéder à la Première ministre écossaise sortante, Nicola Sturgeon, s'est avérée non moins historique, puisqu'elle a donné à l'émergence du tout premier leader musulman et minoritaire ethnique du pays, Humza Yousaf. Le 27 mars 2023, Yousaf a été proclamé sixième chef du Parti national écossais – et, par extension, premier ministre désigné du gouvernement écossais – à Édimbourg, marquant la fin de ce qui était devenu une course à la direction acrimonieuse et imprévisible. Parmi les trois candidats, dont la secrétaire écossaise aux Finances Kate Forbes

et l'ancien ministre adjoint Ash Regan, Yousaf était largement considéré comme le candidat de la continuité et le favori de la direction du SNP. Au final, il a obtenu le soutien de 52,1 % des membres du SNP titulaires d'une carte, qui étaient les seuls éligibles à voter lors de la course à la direction.¹⁹⁷



Un groupe communautaire antiraciste a condamné l'attaque contre un homme musulman âgé qui a été sauvagement attaqué par des voyous alors qu'il rentrait chez lui après être allé à la mosquée à Kings Heath le 29 mars 2023. Les résidents et les conseillers locaux ont exprimé leur choc face à ce qui a été décrit comme une attaque « raciste » et « islamophobe » de la part de militants contre les crimes de haine. La victime, âgée de 73 ans, marchait sur York Road après les prières du soir du Ramadan, lorsque trois hommes sont descendus d'un véhicule noir garé dans la rue. L'un des hommes a couru vers la victime et lui a donné un coup de pied dans le dos, ce qui l'a fait tomber et s'est cogné la tête contre un panneau d'affichage. La victime a été transportée à l'hôpital avec une main cassée et des coupures au visage après l'attaque.¹⁹⁸

Cinq conseillers conservateurs qui se présentaient pour le parti aux élections locales en Angleterre avaient été suspendus pour racisme et islamophobie présumés au cours des dernières années – dont un qui avait suggéré d'interdire les mosquées et un autre qui accusait les musulmans de « chercher à transformer le monde ». Ils faisaient partie des 13 conseillers identifiés par l'Observer, s'appuyant sur des recherches menées par le groupe antifasciste Hope Not Hate, qui avaient été suspendus pour des commentaires racistes et des publications sur les réseaux sociaux au cours des quatre dernières années avant d'être réintégrés. Parmi les cinq qui étaient à nouveau sur pied

se trouvait Danny Scott à Blackpool. Il était l'un des 25 anciens conseillers conservateurs en exercice accusés d'avoir fait des commentaires offensants en ligne et pointés dans un dossier de 2019 publié par un compte Twitter anonyme. Scott a posté sur Facebook au moins deux ans plus tôt que « les musulmans terrorisent tous ceux qui ne sont pas musulmans depuis 1 000 [ans] » et que « leur quête est de rendre le monde entier musulman ». Scott a ensuite été suspendu du parti, mais il a depuis été réintégré et figure sur la liste des candidats conservateurs pour sa circonscription aux élections de cette semaine. Le dossier révèle également que Beverley Dunlop, conseillère à Bournemouth, Christchurch et Poole, a commenté sur Facebook que « jusqu'à ce que [les musulmans] soient plus effrayés par le gouvernement britannique (car eux et leurs familles pourraient être expulsés) que par Daech, rien ne changera », et, publié séparément : « Je déteste vraiment interdire quoi que ce soit, mais je suggérerais que nous commençons par les mosquées ! ». Après la publication du dossier, les conservateurs ont déclaré avoir suspendu toute personne membre du parti se livrant à ce genre de déclarations : mais Dunlop, qui a été suspendue en 2019, a été inscrite sur la liste des candidates conservatrices de sa circonscription pour le scrutin du 4 mai.¹⁹⁹

Un conseiller municipal de Boston s'est vu refuser le rôle de maire de Boston après des accusations de discours de haine contre l'islam sur Facebook. Le conseiller de la Révolution bleue, Mike Gilbert, a perdu le vote le 22 mai 2023 après que des messages qu'il avait publiés lors de la Coupe du monde au Qatar aient été évoqués.²⁰⁰

Suella Braverman avait été accusée d'avoir « attisé les flammes de la haine » envers les musulmans après que ses attaques contre des rassemblements propalestiniens aient suscité un tollé furieux, craignant qu'elle n'alimente « la haine et la division ». Le Groupe parlementaire multipartite (APPG) sur les musulmans britanniques, un comité multipartite de députés, a dénoncé la rhétorique de la ministre de l'Intérieur, qui l'avait vue qualifier les manifestations de « marches de la haine », avertissant qu'elle « incitait l'extrême droite à s'engager dans l'islamophobie. » Dans une déclaration condamnant les propos de Mme Braverman, l'APPG a averti que ses propos mettaient en danger la sécurité des musulmans britanniques : «

Nous sommes profondément préoccupés par la déclaration faite par le ministre de l'Intérieur, en particulier pendant le mois de sensibilisation à l'islamophobie. Ses commentaires controversés qui alimentent la haine laissent les communautés musulmanes britanniques du Royaume-Uni en danger. La principale tâche du ministre de l'Intérieur est d'assurer la sécurité des citoyens britanniques. Alors que la ministre de l'Intérieur elle-même attise les flammes de la haine et inspire l'extrême droite, comment les communautés musulmanes britanniques peuvent-elles espérer se sentir en sécurité en Grande-Bretagne ? » a écrit l'APPG²⁰¹

Le Parti conservateur britannique a suspendu l'un de ses députés, Lee Anderson, pour avoir déclaré que le maire de Londres, Sadiq Khan, était sous le contrôle des « islamistes ». Khan, le premier musulman à avoir été maire de Londres et membre du parti travailliste d'opposition, était une cible fréquente des critiques des conservateurs pour sa gestion du maintien de l'ordre dans la capitale britannique, y compris les marches propalestiniennes régulières. Le 21 février 2024, des centaines de manifestants propalestiniens se sont rassemblés devant le Parlement, lors d'un vote chaotique sur l'opportunité d'appeler à un cessez-le-feu à Gaza et sur le langage exact à utiliser. Le 23 février 2024, Anderson s'est entretenu avec la chaîne de télévision GB News et a déclaré : « Je ne crois pas vraiment que ces islamistes aient pris le contrôle de notre pays. Mais ce que je crois, c'est qu'ils contrôlent Khan et Londres. Il a en fait donné notre capitale à ses amis. » Ses remarques ont suscité un flot de critiques de tous bords politiques, la présidente du Parti travailliste Anneliese Dodds les qualifiant de « sans ambiguïté racistes et islamophobes ». Le ministre conservateur des Affaires, Nus Ghani, le haut député d'arrière-ban Sajid Javid et son homologue conservateur Gavin Barwell figuraient parmi les hauts responsables conservateurs à se joindre aux plaintes, Barwell qualifiant ces commentaires d'« insultes méprisables ». Alors que les propos d'Anderson étaient de plus en plus critiqués samedi, le Parti conservateur a déclaré qu'il avait décidé qu'il ne pouvait plus les représenter au Parlement. « Suite à son refus de s'excuser pour les commentaires faits hier, le whip en chef a suspendu le poste de whip conservateur du député Lee Anderson », a déclaré un porte-parole de Simon Hart, ministre du gouvernement chargé de la discipline

de parti. Anderson, ancien vice-président du Parti conservateur, n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaire.²⁰²

Il a fallu moins d'une journée au jury pour déclarer à l'unanimité un suprémaciste blanc coupable de propagation de haine raciste après avoir créé une bibliothèque d'autocollants téléchargeables que ses partisans peuvent distribuer en public. Samuel Melia, de Pudsey, qui s'est organisé localement pour Patriotic Alternative, a été condamné à deux ans de prison le 1er mars 2024. Les infractions concernent la publication ou la distribution de matériel visant à attiser la haine raciale et l'encouragement ou l'assistance à la commission du délit de violence raciale aggravée et de dommages criminels entre 2019 et 2021.²⁰³

En Allemagne, la montée de l'idéologie d'extrême droite, notamment la montée du soutien au parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), a conduit à un débat sur la possibilité d'interdire légalement le parti d'extrême droite. Une pétition en ligne appelant les organes constitutionnels à envisager une interdiction de l'AfD a recueilli plus de 800 000 signatures et a été soumise au Conseil fédéral début mars 2024. Une cinquantaine de législateurs, dont le vice-président du Parlement allemand Aydan Ozoguz, et le haut responsable social-démocrate Ralf Stegner, avaient déjà annoncé leur soutien à l'examen d'une éventuelle interdiction.²⁰⁴



Le leader parlementaire allemand Raed Saleh faisait pression pour l'inclusion de lois anti-islamophobie dans la constitution de l'État. Selon le site d'information Exberliner, Saleh souhaite que des lois anti-islamophobie soient incluses aux côtés des clauses constitutionnelles qui prônent la lutte contre l'antisémitisme. Saleh, chef du Parti social-démocrate, a souligné la nécessité pour l'Allemagne que sa constitution démontre avec force la volonté

et l'engagement du pays à lutter contre l'antisémitisme, l'islamophobie et le racisme. « Je nous imagine très bien à Berlin en train de dire cela dans notre ville diversifiée ; nous consacrerons la lutte contre l'antisémitisme, la lutte contre l'islamophobie et contre le racisme dans la constitution », a-t-il déclaré.²⁰⁵

Aux Pays-Bas, le 8 janvier 2024, le chef du parti politique d'extrême droite néerlandais Geert Wilders a fait une concession clé à des partenaires potentiels de la coalition, en annonçant qu'il retirerait la législation qu'il avait proposée en 2018 et qui appelait à l'interdiction des mosquées et du Coran. Cette décision est intervenue un jour avant la reprise des négociations pour former le prochain gouvernement après les élections de novembre. L'abandon du projet de loi pourrait s'avérer crucial pour gagner la confiance et le soutien de trois autres partis traditionnels que Wilders souhaite coopter dans une coalition avec son Parti pour la liberté, connu sous son acronyme néerlandais PVV. Au cours d'un débat parlementaire l'année dernière, après que le PVV a remporté 37 sièges sur les 150 sièges de la chambre basse du parlement néerlandais ; Lors des élections générales du 22 novembre 2023, Wilders a signalé un assouplissement de la position anti-islam véhémement de son parti. « Parfois, je devrai retirer des propositions et je le ferai », a déclaré Wilders lors du débat. « Je montrerai aux Pays-Bas, au Parlement, au parti de M. Omtzigt – à tous ceux qui veulent l'entendre – que nous adapterons nos règles à la Constitution et que nos propositions y seront conformes. »²⁰⁶

Geert Wilders, qui a remporté le plus de sièges aux élections générales de 2023, a déclaré qu'il ne deviendrait pas Premier ministre en raison d'un manque de soutien pour former le gouvernement. « Je ne peux devenir Premier ministre que si TOUS les partis de la coalition me soutiennent. Ce n'était pas le cas », a déclaré Wilders sur X le 13 mars 2024.²⁰⁷

Au Danemark, les autorités danoises ont interdit au politicien controversé d'extrême droite Rasmus Paludan, tristement célèbre pour ses manifestations d'autodafé du Coran, d'assister à un festival politique sur l'île de Bornholm. Le 13 juin 2023, les autorités policières locales ont interdit la présence de Rasmus Paludan autour de la zone du festival Folkemodet, dans et autour du village d'Allinge, du 14 juin 2023 au 18 juin 2023, au motif que sa présence représenterait un risque pour lui-même et pour les autres participants.²⁰⁸

Le 10 janvier 2024, le parti populiste d'extrême droite danois La Nouvelle Droite a été dissous. « Si nous voulons reconstruire le Danemark de centre-droit, nous devons rassembler toutes les bonnes forces – mais dans un nombre légèrement inférieur de partis de centre-droit », a déclaré mercredi la fondatrice du parti Pernille Vermund en annonçant la dissolution. Vermund poursuivait un programme économique libertaire et défendait un contrôle strict des migrants au Danemark, qui possédait déjà certaines des lois sur l'immigration les plus strictes d'Europe occidentale. Son parti a également exigé le retrait du Danemark de l'UE, ou « Dexit ». ²⁰⁹

En Inde, YouTube a confirmé que Monu Manesar, défenseur des vaches et autoproclamé gaurakshak (protecteur des vaches), avait été « suspendu pour une durée indéterminée » de son « programme de partenariat YouTube », ce qui signifiait qu'il ne pouvait plus gagner d'argent avec les vidéos qu'il publie. YouTube a également supprimé neuf vidéos de sa chaîne pour violation des « règlements communautaires » et imposé des restrictions d'âge à deux autres. YouTube l'a transmis par e-mail le 28 février 2023 au site d'information Codastory. Un article du site rapporte également que YouTube avait pris note de la violation de la politique de son créateur par Monu Manesar, suspecté du meurtre présumé de deux hommes musulmans accusés par les vigiles des vaches de contrebande de bétail. ²¹⁰

Dans une révélation surprenante, le Gujarat a été témoin de 55 attaques visant des communautés minoritaires en 2022, comme détaillé dans un rapport du Comité de coordination des minorités (MCC). Le rapport a documenté un total de 55 incidents troublants, dont 53 agressions dirigées contre des musulmans et deux incidents visant des chrétiens, incitant à un examen plus approfondi des défis auxquels sont confrontés les groupes minoritaires dans l'État. Le rapport du MCC intitulé « CIBLÉ : DOCUMENTATION DES INCIDENTS AFFECTANT LES MINORITÉS DU GUJARAT » a été publié en octobre 2023, avec soixante-dix dirigeants de diverses régions de l'État collaborant pour acquérir et compiler du matériel et produire l'étude. Le comité a affirmé que l'étude avait été entreprise « pour révéler la vérité » sur la manière dont la population minoritaire est « ciblée » et « poussée » en marge de la société. ²¹¹

Le membre du conseil national du BJP et ancien président de l'unité du Kerala BJP, CK Padmanabhan, avait exprimé de graves inquiétudes quant à la position antimusulmane du parti et à l'interprétation de l'Hindutva. Dans une interview accordée à Media, il a déclaré que la rhétorique antimusulmane du BJP ne ferait que favoriser les divisions et ne profiterait pas à la population du pays. Concernant la Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté (CAA), il a souligné qu'aucune communauté ne devrait être exclue de l'examen de la citoyenneté. « Aucune communauté ne devrait être exclue lors de l'octroi de la citoyenneté. Il est regrettable qu'un sentiment antimusulman se soit accru ces derniers temps dans le pays. Cela ne profitera pas à notre nation. Bien que cela puisse apporter un certain épanouissement à la perversion de quelques individus motivés par leurs émotions, cela ne renforcerait pas notre tissu social ni l'harmonie nationale », a-t-il prévenu. « Nous devons sans aucun doute nous opposer au terrorisme, mais la communauté musulmane fait partie intégrante de la nationalité indienne. C'est ce que j'ai compris. Mon Hindutva est conforme à l'Hindutva de Swami Vivekananda et de Sree Narayana Guru » dit Padmanabhan.²¹²

Le ministre en chef du Tamil Nadu, M.K. Staline s'est adressé aux médias sociaux le 15 mars 2024, Journée internationale des Nations Unies pour combattre l'islamophobie, pour appeler à l'unité pour écraser « le fascisme communautaire du régime du BJP » et « préserver l'esprit diversifié de l'Inde ». « À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, unissons-nous pour écraser le fascisme communautariste du régime du BJP et sauver l'esprit diversifié de l'INDE de leur emprise », a publié le chef du DMK sur X. Il a également soutenu que la loi modifiant la loi sur la citoyenneté (CAA) ne servait qu'à « légitimer l'islamophobie ». « Depuis 2014, le règne du gouvernement de l'Union BJP a déchiré le tissu laïc de l'Inde, favorisant l'intolérance et approuvant la discrimination à l'égard de notre communauté musulmane. Leur mise en œuvre d'actes inconstitutionnels comme la CAA ne sert qu'à légitimer l'islamophobie », a déclaré le député Staline.²¹³

L'Autorité de radiodiffusion et de normalisation numérique (NBDSA) a pénalisé certaines chaînes de télévision et ordonné la suppression de certains programmes de leurs sites Web, estimant qu'ils propageaient la

haine et la discorde communautaire et qu'ils n'étaient « pas de bon goût ». L'organisme d'autorégulation avait également infligé une forte amende à TimesNow Navbharat et à News18 India sur la base de plaintes déposées par l'activiste Indrajeet Ghorpade pour ses émissions d'information sur le « love jihad ». Dans un communiqué, l'ASNB a déclaré que le terme « jihad de l'amour » doit être utilisé avec « une grande introspection, car les stéréotypes religieux équivalent à une violation du Code d'éthique et peuvent corroder le tissu laïc du pays ». De tels reportages « causent un préjudice irréparable à une communauté et créent de l'intolérance religieuse ou un désaccord », ajoute-t-il.²¹⁴

Politique publique

Aux États-Unis, Whole Foods Market a présenté ses excuses à une femme du comté de Montgomery qui pensait avoir été victime de discrimination parce qu'elle portait un hijab. « J'étais tellement confuse et choquée », a déclaré Buhite Al-Jabry aux médias le 23 mars 2023. Al-Jabry a déclaré qu'elle venait tout juste de finir de payer ses courses chez Whole Foods, dans son quartier, à Silver Spring, le 20 mars, lorsqu'elle a été repérée par un agent de sécurité, qui l'a accusée de vol. « Je lui donne le reçu en pensant qu'il ne faisait que son travail, comme si vous magasiniez chez Costco... Ce qui m'a choqué, c'est que même s'il avait le reçu en main, il continuait d'insister sur le fait que je ne l'ai pas fait. Scannez les objets a-t-il enjoint », a expliqué Al-Jabry. « Il n'arrêtait pas de me crier dessus devant les gens. C'était tellement humiliant et tant de personnes se retournaient pour voir. » Al-Jabry a déclaré qu'elle avait appelé à l'aide et qu'une autre employée a confirmé qu'elle n'avait rien volé. « Il m'a ciblée à cause de la façon dont je m'habille », a-t-elle déclaré. Whole Foods Market a envoyé aux médias la déclaration suivante : « Nous sommes vraiment désolés pour l'expérience que [Mme Al-Jabry] a vécue dans notre magasin. L'individu impliqué travaille pour un tiers et n'est pas membre de l'équipe de Whole Foods Market. Ses actions étaient inacceptables et l'équipe de direction du magasin a immédiatement signalé l'incident. « La réponse de Whole Foods est en deçà de ce que nous recherchons », a déclaré Zainab Chaudry, directrice du

Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR) dans le Maryland. Ils ont appelé Whole Foods à retirer les images de la caméra de surveillance et à lancer une enquête complète et transparente.²¹⁵

Lors de sa réunion du 23 février 2023, le conseil scolaire de la Fair Lawn School a ajouté l'Aïd, une fête musulmane, à son calendrier 2023-24. L'ensemble du conseil d'administration a voté en faveur de l'ajout de la fête de l'Aïd, le 10 avril 2024, au calendrier.²¹⁶

Le 11 avril 2023, le conseil municipal de Minneapolis a voté à l'unanimité l'adoption d'une ordonnance autorisant la diffusion publique de l'appel islamique à la prière cinq fois par jour tout au long de l'année. Les mosquées étaient auparavant autorisées à diffuser l'adhan, ou appel islamique à la prière, trois à quatre fois par jour afin de se conformer aux ordonnances de la ville sur le bruit. Auparavant, les mosquées ne pouvaient pas diffuser l'adhan tôt le matin ou le soir. Le maire Jacob Frey a déclaré qu'il signerait l'ordonnance qui entrerait en vigueur dès qu'elle parviendrait à son bureau. Trois membres musulmans du conseil municipal : Chughtai, qui représentait le quartier 10 ; Jamal Osman, qui représentait le quartier 6 ; et Jeremiah Ellison du quartier 5 – ont rédigé l'ordonnance.²¹⁷

La section du New Jersey du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR-NJ) a salué la politique du Département correctionnel du New Jersey (NJDOC) qui permettait aux personnes incarcérées de porter des couvre-chefs religieux pour les photos d'admission dans les locaux qui étaient accessibles au public. La décision du ministère est intervenue après près de deux ans de plaidoyer mené par l'avocate des droits civiques du CAIR-NJ, Nina Rossi, Esq. La nouvelle politique, qui ne s'appliquerait qu'aux prisons du New Jersey, stipule : « Les personnes incarcérées peuvent demander à porter leurs couvertures religieuses pour les photographies d'admission qui sont accessibles au public. »²¹⁸

Le président Joe Biden a nommé Mazen Basrawi conseiller principal et agent de liaison de la Maison Blanche auprès des communautés musulmanes américaines, concrétisant ainsi sa promesse électorale de rétablir un poste supprimé par l'ancien président Donald Trump, selon un porte-parole du Conseil de sécurité nationale.²¹⁹

À partir de 2024, le district scolaire de Derry Township, à Hershey, deviendrait le premier du centre-sud de la Pennsylvanie à fermer des écoles pour l'occasion de l'Aïd.

Farhan Abdi, directeur exécutif de la communauté somalienne de Louisville, a déclaré que les musulmans de la ville qui suivent la charia avaient du mal à obtenir des prêts religieusement autorisés. Selon la loi islamique, il était interdit de percevoir ou de payer des intérêts. Cela signifiait que la plupart des programmes de prêts américains étaient inaccessibles à de nombreux musulmans. La majorité des immigrants somaliens à Louisville étaient musulmans et, selon Abdi, beaucoup étaient également propriétaires d'entreprise. Il a déclaré que les petites entreprises appartenant à des musulmans se débattaient dans les difficultés faute d'un meilleur accès au capital et que lorsque le COVID-19 a frappé, il a vu beaucoup d'entre elles fermer leurs portes. « J'étais terrifié à l'idée de voir nos petites entreprises fermer », dit Abdi. « Et c'est à ce moment-là que j'ai commencé à parler au Bureau de la mondialisation, désormais appelé Bureau des affaires d'immigration. » Aujourd'hui, le gouvernement métropolitain de Louisville a annoncé une modification facultative du programme de prêts aux petites entreprises de la ville, la Metropolitan Business Development Corporation, ou METCO. Les responsables ont consulté des experts de la loi islamique et des membres de la communauté pour s'assurer que la modification était pleinement conforme et répondrait aux besoins de la communauté. Abdi, qui était l'un des conseillers, a déclaré qu'il avait déjà commencé à recevoir des courriels de personnes intéressées à postuler pour l'alternative conforme à la charia.²²⁰

Le sénateur Cory Booker (démocrate du New Jersey), le représentant Ilhan Omar (démocrate du Minnesota) et le représentant Jan Schakowsky (démocrate de l'Illinois) ont réintroduit la loi sur la lutte contre l'islamophobie internationale, une législation visant à faire face à l'augmentation des incidents d'islamophobie dans le monde. Le projet de loi exigeait que le Département d'État nomme un envoyé spécial pour la surveillance et la lutte contre l'islamophobie. Cela établirait également une stratégie globale visant à établir le leadership américain dans la lutte contre l'islamophobie dans le monde.²²¹

La Maison Blanche a ordonné au Pentagone d'enquêter sur les comportements antisémites et islamophobes au sein de l'armée américaine et a proposé une évaluation de la prévalence du problème d'ici novembre 2023. La stratégie de Biden, décrite dans un document de 60 pages, exhortait le Congrès à adopter une législation qui permettrait créer de nouvelles lois contre la violence motivée par des préjugés et tenir les plateformes de médias sociaux responsables de la propagation de l'antisémitisme et d'autres discours de haine. Le document exigeait que le ministère de la Défense analyse les recherches existantes pour mieux comprendre la prévalence de l'antisémitisme et de l'islamophobie au sein de l'armée. Le Pentagone a été invité en novembre à fournir cette évaluation et à revoir sa formation actuelle pour détecter les lacunes dans l'identification de ces préjugés. Il s'agissait de la première analyse de ce type traitant spécifiquement de l'antisémitisme et de l'islamophobie au sein des forces armées.²²²

Le 27 juin 2023, le Council on American-Islamic Relations (CAIR) a accueilli favorablement une lettre du Congrès envoyée par la députée Katie Porter (Démocrate-CA) au président Biden qui exprimait « une profonde inquiétude face à la disparité dans les listes de surveillance du terrorisme du Federal Bureau of Investigation » et a appelé l'administration Biden à « prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que la liste de surveillance soit gérée ou appliquée d'une manière qui nuise de manière disproportionnée aux musulmans ». La lettre du représentant Porter a également rappelé au président Biden que pendant sa campagne électorale, il s'était engagé envers le peuple américain à « revoir les processus de « liste de surveillance » et de « liste d'interdiction de vol » pour s'assurer qu'ils n'auraient pas d'impact négatif sur les individus ou les groupes, en fonction de l'origine nationale, de la race, de la religion ou de l'appartenance ethnique, et améliorer le processus de suppression de noms, lorsque cela est justifié, de ces listes... « Depuis que vous êtes devenu président, quels changements le FBI a-t-il apporté à la gestion et à l'application de la liste de surveillance pour empêcher les inscriptions disproportionnées des musulmans, y compris une liste disproportionnée de personnes de race et de nationalité arabes et sud-asiatiques ? »²²³

Les écoles publiques du comté de Montgomery ont publié une déclaration le 27 juin 2023 dans laquelle elles ont réaffirmé leur « engagement à cultiver un environnement d'apprentissage inclusif et accueillant » en ne permettant pas aux parents d'empêcher leurs enfants d'accéder aux livres d'histoires LGBTQ+. Cette déclaration intervient après des mois de protestations, de pétitions et de poursuites judiciaires de la part de parents ainsi que d'organisations nationales et locales demandant une option de non-participation. Le district scolaire continuerait de ne pas informer les parents lorsque des livres d'histoires inclusifs LGBTQ+ étaient lus en classe, et il ne permettrait pas aux familles de retirer les élèves de ce type de matériel. MCPS a annoncé pour la première fois qu'il n'autoriserait pas de retrait en mars, une décision qui a suscité la colère et le tollé de la part de certaines familles chrétiennes et musulmanes. En mai 2023, trois familles ont intenté une action en justice contre MCPS, alléguant que la non-participation viole leur droit constitutionnel à l'expression religieuse. Des dizaines d'habitants ont témoigné devant le conseil scolaire pour et contre une option de non-participation, et deux grandes manifestations contre cette politique ont eu lieu devant le siège du conseil scolaire, la dernière en date le 27 juin 2023. Au nom du conseil musulman du comté de Montgomery, le directeur de la sensibilisation Hisham Garti a déclaré : « [Cette politique scolaire] montre un parti pris évident en faveur d'une minorité par rapport aux autres, et c'est le cœur du problème... À notre avis, ce que fait réellement MCPS, c'est diviser sa propre communauté. »²²⁴

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a approuvé une résolution qui exhorte les pays à « s'attaquer, prévenir et poursuivre les actes et l'incitation à la haine religieuse », après les incidents d'autodafé du Coran en Suède. La résolution a rencontré une forte opposition de la part des États-Unis, de l'Union européenne et d'autres pays occidentaux, qui ont fait valoir qu'elle était contraire aux lois sur la liberté d'expression. Le 12 juillet 2023, la résolution a été adoptée, avec 28 pays votant pour, 12 contre et sept abstentions. La résolution condamne toutes les manifestations de haine religieuse, y compris « les actes publics et prémédités de profanation du Saint Coran », et exhorte les responsables à rendre des comptes.²²⁵

Le centre de détention du comté de Fayette a modifié ses règles concernant les vêtements religieux après une plainte d'une femme musulmane à qui on avait demandé de retirer son hijab pendant son incarcération à la prison. La nouvelle politique autoriserait les gens à porter des vêtements religieux, notamment des hijabs islamiques, des kippas juives et des turbans sikhs. Scott Colvin, directeur du centre de détention du comté de Fayette, a élaboré de nouvelles politiques après avoir reçu une plainte selon laquelle on avait demandé à une femme musulmane de retirer son hijab. Le Conseil des relations américano-islamiques a demandé à Colvin de réexaminer les politiques de la prison après l'incident. «Tout en concluant que la politique actuelle est neutre sur le plan religieux et que les agents pénitentiaires la suivaient, Colvin a travaillé avec le CAIR pour identifier de nouvelles pratiques visant à mieux équilibrer les besoins de sécurité institutionnelle et les pratiques religieuses», peut-on lire dans le communiqué de la prison.²²⁶

Le 17 octobre 2023, une célébration a eu lieu à South Bay autour d'un projet de loi promulgué par le gouverneur Gavin Newsom, protégeant les pratiques religieuses en prison. La loi a engendré une politique générale à l'échelle de l'État qui, selon ses partisans, établirait des règles claires pour les détenus concernant les couvre-chefs, les vêtements et l'apparence religieuse. «La barbe est essentielle pour être un homme, un homme musulman. Cela fait partie de votre identité, tout comme le fait pour une femme musulmane de porter le hijab, le couvre-chef, et cela fait partie de son identité», a déclaré Sajad Shakoor. Shakoor est aujourd'hui connu pour sa chaîne de restaurants nommée Falafel Corner. Mais des années avant sa réussite professionnelle, il était en prison. Le sénateur de l'État Dave Cortese a déclaré qu'il existait des politiques qui accordaient aux détenus le droit à certains vêtements et couvre-chefs religieux, mais uniquement dans les établissements gérés par l'État. Mais le projet de loi 309 du Sénat, présenté par Cortese et maintenant promulgué, crée une politique généralisée en matière de vêtements religieux, de couvre-chefs et d'articles de toilette pour les détenus en Californie. «La Constitution américaine existe depuis longtemps et le fait que nous ayons eu des prisons et des systèmes pénitentiaires dont les politiques étaient en contradiction avec l'expression religieuse devait être modifié», a déclaré Cortese. «Il est impossible que ces droits civils, la Déclaration des droits,

s'arrêtent au point d'entrée ou au point de passage d'une prison à une autre prison.»²²⁷

Le 1er novembre 2023, la Maison Blanche a annoncé que l'administration élaborerait une stratégie nationale pour lutter contre l'islamophobie aux États-Unis. « Le président Biden s'est présenté aux élections pour restaurer l'âme de notre nation. Il est sans équivoque : il n'y a pas de place pour la haine contre qui que ce soit en Amérique », a déclaré la secrétaire de presse de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, dans un communiqué. La stratégie, un effort conjoint mené par le Conseil de politique intérieure et le Conseil de sécurité nationale, visait à créer un plan complet et détaillé pour protéger les musulmans et ceux perçus comme musulmans « en raison de leur race, de leur origine nationale, de leur ascendance ou de toute autre raison contre la discrimination, la haine, le sectarisme et la violence », a déclaré un responsable de la Maison Blanche.²²⁸

Un groupe de gouverneurs démocrates dirigé par Gretchen Whitmer du Michigan s'est joint aux dirigeants nationaux pour appeler à une augmentation du financement de la sécurité dans les lieux de culte alors que les inquiétudes grandissent concernant les menaces contre les communautés juives et musulmanes déclenchées par la guerre entre Israël et le Hamas. Les gouverneurs de 10 États et du territoire de Porto Rico ont envoyé une lettre le 8 novembre 2023, diffusée pour la première fois par l'Associated Press et adressée aux dirigeants des deux chambres du Congrès américain, qui appelle à une augmentation du financement du programme fédéral de subventions pour la sécurité des organisations à but non lucratif, en accordant cette année 305 millions de dollars aux organisations à but non lucratif pour les aider à sécuriser leurs installations contre des attaques potentielles. « Mes collègues gouverneurs et moi appelons à une augmentation du programme fédéral de subventions de sécurité à but non lucratif afin que nous puissions aider à assurer la sécurité des personnes dans un contexte de menaces et de violences croissantes visant les communautés et les lieux de culte juifs, musulmans et arabes », a déclaré Whitmer dans un communiqué.²²⁹

Dans un geste d'inclusion et de diversité, les écoles publiques du comté de Baltimore (BCPS) et les écoles publiques du comté de Montgomery (MCPS) ont introduit des options de repas halal pour les élèves musulmans. Cette initiative répond non seulement aux besoins alimentaires de ces étudiants,

mais envoie également un puissant message d'unité et d'appartenance. Encouragée par le bureau du Maryland du Conseil sur les relations américano-islamiques (CAIR), cette décision avait le potentiel de créer un environnement éducatif plus harmonieux et inclusif.²³⁰

Un accord a été conclu entre le CAIR-SFBA et le bureau du shérif du comté de Santa Clara, autorisant le port de couvre-chefs religieux dans les prisons du comté. En octobre 2023, Asia Aden a été incarcérée dans la prison principale et contrainte de retirer son hijab pendant sa détention jusqu'à sa libération. Il s'agissait de la deuxième plainte en deux ans concernant le retrait d'un couvre-chef religieux dans une prison du comté de Santa Clara. En plus d'une indemnité de 90 000 \$ pour Aden, le CAIR-SFBA et le bureau du shérif ont créé une politique qui permettrait aux personnes de garder leur couvre-chef ou d'en recevoir un pendant leur détention - y compris lors de la prise de photos.²³¹

Le 24 janvier 2024, l'Université de Californie s'était engagée à dépenser 7 millions de dollars pour répondre à ce que les responsables ont appelé « les actes de sectarisme, d'intolérance et d'intimidation », y compris les incidents d'islamophobie et d'antisémitisme, survenus au cours des dernières semaines sur les campus. Michael Drake, président de l'UC à l'échelle du système, a annoncé le financement lors de la réunion du conseil d'administration mercredi et a déclaré qu'il servirait à des ressources de santé mentale d'urgence, à de nouveaux programmes éducatifs et à une formation supplémentaire pour les dirigeants, les professeurs et le personnel.²³²

Le 11 janvier 2024, les législateurs bipartites ont présenté un projet de loi visant à lutter contre la discrimination sur les campus universitaires dans un contexte de montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie. La loi sur la protection des étudiants sur le campus donnerait aux étudiants plus d'informations sur le Bureau des droits civils (OCR) du ministère de l'Éducation et sur leur droit de déposer une plainte pour atteinte à leurs droits civils s'ils étaient victimes de discrimination sur le campus en raison de leur sexe ou de leur race. Le projet de loi a été présenté par les sénateurs démocrates de Pennsylvanie Bob Casey et John Fetterman, ainsi que par le sénateur Bill Cassidy (R-La.). « La diversité est notre force en tant que pays. Aucun étudiant ne devrait faire face à l'hostilité ou à la violence en raison

de qui il est, de son apparence, d'où il vient ou de ce qu'il croit », a déclaré Fetterman dans un communiqué. « Au milieu d'une montée méprisante de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans notre pays, je suis fier de présenter ce projet de loi avec mes collègues pour donner aux étudiants confrontés à la discrimination les moyens d'agir et de responsabiliser les universités en matière de protection des étudiants. »²³³

Le 9 janvier 2024, la gouverneure de New York, Kathy Hochul (Démocrate), a annoncé que le gouvernement de New York intensifiait sa lutte contre la haine en ligne, dans un contexte de recrudescence des propos antimusulmans et antisémites depuis le début du conflit à Gaza. Les New-Yorkais ont peur, s'ils ont de la famille ou des amis en Israël, à Gaza ou ailleurs, ils ont peur pour leur sécurité », a déclaré Hochul lors d'une conférence de presse. « Chez eux, de nombreuses personnes luttent parfois pour la première fois de leur vie contre la peur d'être victimes d'un crime haineux. » Hochul a déclaré que les données nationales montrent que les crimes haineux ont augmenté au cours des six semaines du 7 octobre. Hochul a déclaré qu'il y avait eu une « augmentation de 400 pour cent des menaces contre les Juifs, les Musulmans et les Arabes ». Hochul a déclaré que l'État avait lancé un plan à quatre piliers visant à rendre les espaces numériques et les médias sociaux plus sûrs. Elle a déclaré que l'État dénonçait « les sociétés de médias sociaux qui ont manqué à leur responsabilité de créer un espace public sûr et prévoyait de créer des ressources que les parents et les écoles pourraient utiliser. La police d'État a mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour signaler les crimes de haine et de préjugés et a alloué 50 millions de dollars aux forces de l'ordre locales, dont la moitié est destinée à la protection des zones vulnérables », a-t-elle déclaré. L'État a créé une équipe d'évaluation et de gestion des menaces (TAM) pour « identifier la haine à la source et prévenir les crimes avant qu'ils ne surviennent ». Au 9 janvier, l'État comptait 36 équipes TAM basées dans les comtés qui travaillaient sur plus de 50 cas de haine en ligne.²³⁴

Dans le cadre d'une démarche révolutionnaire visant à favoriser la diversité et l'inclusion, la City University of New York (CUNY) est devenue l'une des premières universités du pays à désigner l'Aïd al-Fitr, l'Aïd al-Adha, le Nouvel An lunaire et Diwali comme jours fériés officiels sur son calendrier

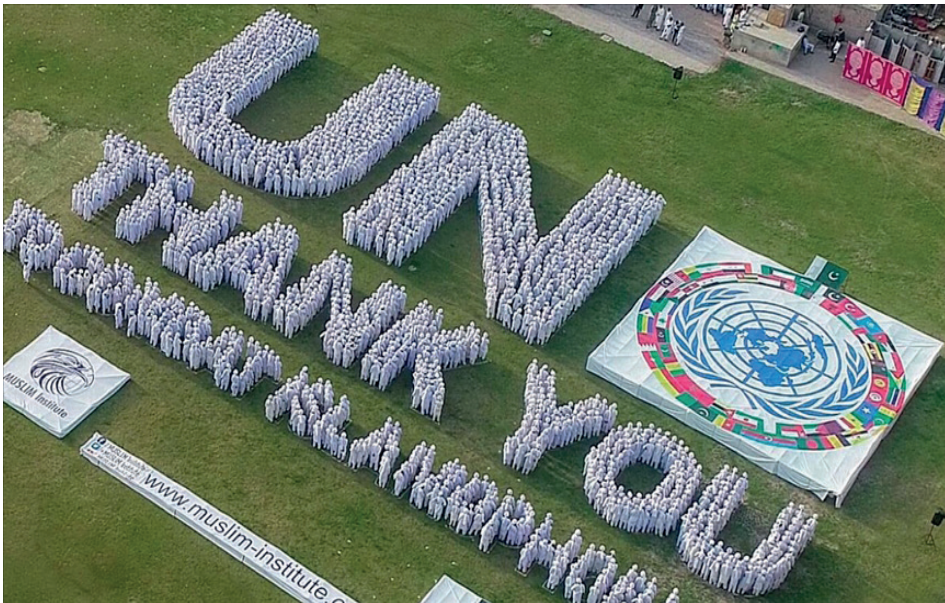
académique. Cette décision est intervenue après un vote du conseil d'administration de la CUNY, annoncé par le chancelier de la CUNY, Félix V. Matos Rodríguez. À partir du semestre du printemps 2025, CUNY observerait ces fêtes culturelles et religieuses importantes. Les cours seraient suspendus le 29 janvier 2025 en l'honneur du Nouvel An lunaire, le 31 mars 2025 pour l'Aïd al-Fitr, le 5 juin 2025 pour l'Aïd al-Adha et le 20 octobre 2025 pour Diwali.²³⁵

Le 28 février 2024, le conseil scolaire du comté de Frederick a voté à l'unanimité en faveur d'un calendrier de fermeture des écoles pour les élèves pendant les deux jours fériés islamiques de l'Aïd au cours de l'année scolaire 2025-2026, point culminant de mois de plaidoyer mené par la communauté musulmane de la région. Les étudiants musulmans, les parents et les membres de la communauté ont commencé à faire pression en novembre pour que le conseil d'administration reconnaisse l'Aïd. À chaque réunion ces derniers mois, de fervents partisans – parmi lesquels figuraient également des prêtres et des rabbins locaux – étaient venus en masse pour faire part de leurs commentaires publics.²³⁶

Le conseil scolaire de la ville de West Haven a approuvé un jour de congé sur le calendrier de l'année prochaine pour la fête de l'Aïd al-Fitr, une décision qui, selon le surintendant des écoles, Neil Cavallaro, était «attendue depuis longtemps». Actuellement, les écoles de West Haven ne sont pas ouvertes pendant les fêtes juives de Roch Hachana et de Yom Kippour, et le district prend des vacances à la fin du mois de décembre, à Noël.²³⁷

Au Canada, l'Agence canadienne de surveillance des renseignements en matière de sécurité nationale et de renseignement a déclaré le 14 mars 2023 qu'elle enquêterait sur les accusations d'islamophobie contre l'Agence du revenu du Canada (ARC), l'agence fédérale qui perçoit les impôts et administre les lois fiscales pour le gouvernement canadien. La vérification de l'ARC de l'Association musulmane du Canada (AMC), qui a débuté en 2015, pourrait mettre en péril le statut fiscal d'organisme de bienfaisance de l'AMC, la plus grande association musulmane du Canada. MAC a lancé une contestation judiciaire en 2022 pour arrêter l'audit, réclamant une taxe à l'agence de manière partielle et la ciblant ainsi que d'autres organisations caritatives musulmanes parce qu'elle est « entachée de préjugés systémiques et d'islamophobie ».²³⁸

L'autorité scolaire du district de Toronto, la plus grande métropole du Canada, a adopté à l'unanimité un programme contre l'islamophobie et la haine antimusulmane. «Nous avons entendu directement nos communautés et disposons de données démontrant que l'islamophobie continue d'avoir un impact régulier sur nos élèves et notre personnel», a déclaré la présidente du Toronto District School Board (TDSB), Rachel Chernos Lin, dans un communiqué concernant le vote. Le conseil scolaire dessert environ 235 000 élèves de la 7^e à la 12^e année, et environ un sur cinq s'identifie comme musulman. Le conseil d'administration de Toronto est le deuxième à adopter une stratégie pour lutter contre l'islamophobie. En janvier, le conseil scolaire du district de Peel, situé juste au nord-ouest de Toronto, est devenu le premier conseil scolaire au Canada à voter pour établir et mettre en œuvre une stratégie anti-islamophobie.²³⁹



À l'ONU, le 15 mars 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé à une écrasante majorité une résolution visant à lutter contre l'islamophobie. Lors d'un vote ayant lieu à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, la résolution sur les « Mesures de lutte contre l'islamophobie » a été adoptée avec 115 voix pour, 44 abstentions et aucune contre. Le Pakistan a été le fer de lance de la résolution, menant un front uni entre les États membres de l'Organisation de coopération islamique (OCI) pour lutter contre l'islamophobie sur la scène internationale. La résolution appelait à la nomination d'un envoyé spécial de l'ONU pour la lutte contre

l'islamophobie. Elle a en outre exhorté les États membres à prendre des mesures décisives contre l'intolérance religieuse, ciblant particulièrement l'islamophobie. Elle a également demandé au secrétaire général de l'ONU de soumettre à l'Assemblée générale un rapport sur la mise en œuvre des mesures et des efforts visant à lutter contre l'islamophobie.²⁴⁰

Le 7 mars 2024, les experts des droits de l'homme des Nations Unies ont exhorté le gouvernement indien à interdire l'appel à la haine religieuse, y compris l'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, et à protéger la liberté religieuse des minorités en abrogeant les lois anti-conversion et anti-blasphème. Les experts ont appelé New Delhi à prévenir la violence des justiciers et à garantir que les auteurs de crimes soient tenus responsables de leurs actes. Une déclaration commune publiée par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies, des experts indépendants et des groupes de travail a déclaré que le gouvernement indien devrait adopter des lois antidiscriminatoires « avec la participation de tous les groupes défavorisés, y compris les femmes et les hommes issus de systèmes de castes marginalisés, tels que les Dalits ». Les experts ont appelé le gouvernement à « prévenir et punir les démolitions de maisons et les déplacements arbitraires de minorités ». « Le gouvernement devrait également prendre des mesures pour empêcher les déplacements arbitraires générés par le développement [de] mégaprojets », ajoute le communiqué.²⁴¹



Au Royaume-Uni, l'homme politique dano-suédois d'extrême droite qui avait menacé de brûler un exemplaire du Coran lors d'une visite dans le Yorkshire s'est vu interdire l'entrée au Royaume-Uni, a annoncé le ministre de la Sécurité. Tom Tugendhat a déclaré que Rasmus Paludan, le chef du parti Stram Kurs fondé en 2017, avait été ajouté à « l'index des avertissements » et « ne serait pas autorisé à accéder » au pays. Dans une vidéo Twitter du 19 mars 2023, il a déclaré qu'il prévoyait de brûler une copie du Coran *sur une place publique à Wakefield pour coïncider avec le mois sacré du Ramadan*.²⁴²

Le nouveau maire d'Oxford a été la première dans l'histoire de la ville à être une femme de couleur et musulmane. La conseillère syndicale Lubna Arshad a prêté serment lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville d'Oxford, au cours de laquelle le maire sortant James Fry a démissionné. Dans un communiqué, le conseil municipal d'Oxford a déclaré : « Lubna est entrée dans l'histoire en tant que première femme de couleur, première femme musulmane d'origine intersectionnelle et plus jeune lord-maire représentant la ville... Sa réussite est révolutionnaire et représente un progrès significatif vers la diversité. l'inclusivité et la représentation dans les rôles de leadership ». ²⁴³

Un enseignant qui a partagé des images de violence et écrit des commentaires désobligeants sur les musulmans en ligne a été banni de la profession. Amrik Nijran travaillait à la Nottingham Academy lorsqu'il a publié en ligne des commentaires et des images inappropriés, qui ont été vus par les élèves. Il a partagé une image d'animaux avec une légende sur les musulmans ; Il a nié les allégations, mais un comité disciplinaire l'a déclaré coupable de conduite professionnelle inacceptable. L'Agence de régulation de l'enseignement (TRA) a déclaré que cela s'était déroulé en dehors du cadre éducatif. Cependant, le rapport indique que, étant donné que les actions de M. Nijran ont conduit les élèves à être exposés à des « éléments extrêmes » – tels que « de la violence grave et de la bestialité, même s'il semble que ce n'était pas l'intention de M. Nijran » – le panel a été convaincu que cela équivalait à une conduite professionnelle inacceptable. En novembre 2020, des élèves de sixième ont déclaré à un membre du personnel qu'il y avait des publications inappropriées sur le compte Twitter personnel de M. Nijran. Des enquêtes ont ensuite été ouvertes par l'école, les autorités locales et la police, mais M. Nijran a démissionné en mars 2021 et la police n'a pris

aucune autre mesure. L'école a renvoyé le cas de M. Nijran au TRA après sa démission.²⁴⁴

Plus de 117 millions de livres sterling seraient dépensés pour protéger les mosquées, les écoles musulmanes et les centres communautaires du Royaume-Uni contre les attaques haineuses au cours des quatre prochaines années, a annoncé le gouvernement britannique. Le ministre de l'Intérieur, James Cleverly, a déclaré que cet investissement donnerait « du réconfort et de la confiance » aux musulmans britanniques. Il serait consacré à des mesures telles que des caméras de vidéosurveillance, des alarmes et des clôtures.²⁴⁵

En Allemagne, toute personne diffusant de manière répétée des discours de haine en ligne pourrait être confrontée à des conséquences plus sévères. Selon la loi sur l'application des réseaux (NetzDG), les entreprises technologiques elles-mêmes sont responsables de la suppression des discours de haine sur les réseaux sociaux en Allemagne et risquent jusqu'à 50 millions d'euros d'amendes si elles ne le font pas. Mais il était laissé à leur propre discrétion de bloquer ou non les utilisateurs souvent anonymes derrière ce système. Le gouvernement de coalition allemand allait renforcer les contrôles sur les contenus haineux et menaçants en ligne, à la fois en bloquant les utilisateurs qui propagent des discours de haine par le biais d'une décision de justice et en obligeant les sociétés de médias sociaux à révéler la personne ou le groupe derrière le profil d'un auteur. Le ministère allemand de la Justice (BMJ) a rédigé les points clés d'une « loi contre la violence numérique », qui ont été exclusivement acquis par la chaîne publique ARD. Le plan proposé était dirigé contre les « violations notoires des droits dans l'espace numérique » – comme un utilisateur en ligne proférant à plusieurs reprises des menaces de mort ou proférant des commentaires racistes – et était destiné à aider en particulier dans les cas où leur identité n'était pas claire. La durée de tout blocage de compte devrait être « proportionnée » et tenir compte des « violations graves » – mais il appartiendrait au tribunal concerné de décider ce que cela signifie exactement. En outre, un compte ne serait bloqué que si d'autres options – comme la suppression d'un message – n'empêchaient pas le contrevenant de commenter davantage et s'il existait un « risque de récurrence ». Mais le titulaire d'un compte doit d'abord être informé que son compte pourrait être bloqué – et avoir la possibilité de commenter l'incident. Le

profil ne serait pas définitivement supprimé mais plutôt bloqué « seulement pour une période de temps raisonnable », selon le plan.²⁴⁶

Le 21 novembre 2023, le ministre allemand de l'Intérieur a admis qu'il existait un problème d'islamophobie dans le pays et s'est engagé à prendre des mesures plus strictes pour le combattre, alors que les menaces et les crimes haineux contre les musulmans avaient augmenté ces derniers mois. «En Allemagne, presque une personne sur deux est d'accord avec les déclarations islamophobes, et je le dis clairement, nous avons également un problème d'islamophobie en Allemagne», a déclaré Nancy Faeser lors de la Conférence allemande sur l'islam. Faeser a déclaré que le gouvernement était conscient du problème et qu'il étudiait les recommandations des experts pour prendre de nouvelles mesures. « Pour de nombreux musulmans en Allemagne, la menace d'être victimes d'attaques antimusulmanes est devenue une réalité quotidienne. Cela a un impact catastrophique sur le sentiment de sécurité des gens, nous ne pouvons pas l'accepter », a déclaré l'homme politique social-démocrate.²⁴⁷

En Suède : la police de Stockholm a refusé de délivrer une autorisation pour un autre événement au cours duquel le Coran devait être brûlé devant l'ambassade turque dans la ville, a rapporté la chaîne publique suédoise SVT le 16 février 2023. Ce refus a donné lieu à deux demandes d'autodafé du Coran qui ont également reçu une fin de non-recevoir de la police de Stockholm en peu de temps.²⁴⁸

En Suède, le gouvernement a émis un mandat d'arrêt par contumace contre le politicien dano-suédois d'extrême droite Rasmus Paludan, qui a brûlé un exemplaire du livre sacré musulman, le Coran. Le bureau du procureur de Malmö a émis un mandat d'arrêt contre Paludan, soupçonné de «plusieurs crimes», a rapporté le journal suédois Aftonbladet. Paludan avait fait l'objet d'une enquête il y a quelques mois pour «incitation contre un groupe de personnes, insulte et agression grave contre un fonctionnaire», selon le communiqué. Paludan a affirmé que «la police suédoise en général et celle de Malmö en particulier ne veulent pas me protéger, il est donc dangereux pour moi de venir en Suède».²⁴⁹

Le 26 octobre 2023, l'agence suédoise des migrations a annoncé qu'elle avait décidé d'expulser un Irakien qui avait brûlé des exemplaires du Coran, le livre sacré musulman, mais que cet ordre ne serait pas exécuté car cet homme risquait d'être torturé dans son pays d'origine. «Hier, l'Office suédois des migrations a décidé de rappeler son statut et son permis de séjour et a décidé qu'il devait être expulsé», a déclaré à Reuters un porte-parole de l'Office suédois des migrations.²⁵⁰

Au Danemark, la Première ministre danoise Mette Frederiksen s'est prononcée pour la première fois sur l'autodafé du Coran dans son pays, affirmant qu'une éventuelle interdiction de mettre le feu au texte religieux ne limiterait pas la liberté d'expression. «Je ne considère pas que le fait de brûler les livres d'autrui constitue une restriction à la liberté d'expression», a déclaré Frederiksen dans une interview publiée le 3 août 2023.²⁵¹

Le 14 novembre 2023, le Parlement danois débatta d'un projet de loi visant à interdire l'autodafé du Coran, après qu'une série de profanations du livre saint de l'Islam ait suscité la colère dans les pays musulmans. Le gouvernement danois a déclaré que les tensions constituaient une menace pour la sécurité nationale. Le projet de loi visait à ériger en infraction pénale le fait de « publiquement ou avec l'intention de diffusion dans un cercle plus large de traiter un texte à forte signification religieuse pour une communauté religieuse de manière inappropriée », selon un résumé publié sur le site Internet du Parlement.²⁵²

Le 7 décembre 2023, le parlement danois a interdit le « traitement inapproprié » des textes religieux – avec un projet de loi largement connu dans le pays sous le nom de loi coranique. Les contrevenants risquent désormais une amende ou jusqu'à deux ans de prison après un vote de 94 voix contre 77. Cela faisait suite à une série d'autodafés du livre sacré de l'Islam qui ont provoqué un tollé dans les pays musulmans. Au cours d'un débat houleux au Parlement danois, le Folketing, qui compte 179 membres, de nombreux députés de l'opposition se sont prononcés contre le projet de loi. «L'histoire nous jugera sévèrement pour cela, et avec raison... La question principale est de savoir si une restriction à la liberté d'expression est déterminée par nous ou si elle est dictée de l'extérieur», a déclaré Inger Støjberg, dirigeante du parti des Démocrates danois, a déclaré l'agence de presse Reuters. Mais

le gouvernement de coalition de centre-droit du Premier ministre Mette Frederiksen a fait valoir que critiquer la religion resterait légal, car le projet de loi n'aurait qu'un impact marginal.²⁵³

En Norvège, les autorités ont annulé leur autorisation de brûler le Coran, le livre sacré de l'Islam, après qu'Ankara ait mis en garde contre cette pratique, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères le 2 février 2023. S'exprimant lors d'un événement dans la capitale turque Ankara, Mevlut Cavusoglu a déclaré : « Vous avez vu ce qui s'est passé en Suède, aux Pays-Bas et au Danemark. La même chose allait se produire en Norvège. Aujourd'hui, nous avons convoqué l'ambassadeur de Norvège. Et ils ont retiré l'autorisation qu'ils avaient accordée. »²⁵⁴

Au sein de l'UE, la Commission européenne a nommé Marion Lalisce comme nouvelle coordinatrice pour la lutte contre la haine antimusulmane. Mme Lalisce travaillerait avec les États membres, les institutions européennes, la société civile et le monde universitaire pour renforcer les réponses politiques dans le domaine de la haine antimusulmane. Dans son nouveau rôle, la coordinatrice serait le principal point de contact pour les organisations travaillant dans ce domaine au sein de l'UE.²⁵⁵

En Inde, trois membres de la police de Delhi ont été suspendus pour avoir agressé deux fournisseurs de viande et les avoir volés plus tôt en mars 2023. La suspension est intervenue après que les policiers et quatre autres personnes eurent été arrêtés en relation avec l'incident, a rapporté PTI le 17 mars 2023. Le 7 mars 2023, une voiture dans laquelle voyageaient les vendeurs de viande a eu un accident avec un scooter dans le quartier Anand Vihar de Delhi. Nawab, qui travaillait comme fournisseur de viande dans un abattoir de Ghazipur, se trouvait dans sa voiture avec son cousin Shoaib lorsque l'accident a eu lieu. « Nous sommes sortis et le cycliste a dit qu'il voulait Rs 4 000 pour les réparations. Une camionnette PCR [Police Control Room] est alors arrivée et un policier a pris Rs 2 500 et a donné le reste au cycliste », a déclaré Nawab à Indian Express. Mais les policiers ont alors exigé Rs 15 000 des deux hommes musulmans et ont menacé de les emmener au commissariat. Refusant d'obtempérer, ils ont été emmenés dans une zone isolée où ils ont été enfermés et battus par les trois policiers en compagnie de quatre autres personnes. « Ils ont essayé de nous couper

les mains avec un couteau... Ils nous ont également uriné au visage, ont menacé de nous tuer et ont dit qu'ils jetteraient nos corps dans les égouts. Ils nous ont accusés d'avoir abattu des vaches et nous ont volé Rs 25 000 », a déclaré le plaignant, a rapporté The Indian Express.²⁵⁶

Décisions du tribunal et procès

Aux États-Unis, le Council on American-Islamic Relations (CAIR) a annoncé le 6 avril 2023 le règlement de deux affaires, intentées au nom de sept musulmans, à qui il a été interdit pendant des années de prier en groupe, aussi petit soit-il, pendant leur incarcération à la prison du comté de Prince George, dans le Maryland. En réponse à ces cas et au plaidoyer du CAIR et de la communauté, la prison a modifié ses politiques en 2020 pour permettre aux musulmans de se rassembler pour la prière en groupes de quatre ou moins, et a permis aux musulmans de se rassembler librement pour la prière avec d'autres dans leur unité de logement.²⁵⁷

Un homme recherché pour deux incendies criminels dans des mosquées de Minneapolis a été arrêté et placé en détention, a annoncé la police le 30 avril 2023. Les autorités ont inculpé Jackie Rahm Little, de Minneapolis, d'incendie criminel au deuxième degré en relation avec un incendie à la mosquée Masjid Al Rahma à Minneapolis, au Mercy Islamic Center, qui abritait la mosquée dans le pâté de maisons 2600 de S. Bloomington Avenue.²⁵⁸

Un vétéran de l'armée de la banlieue d'Indianapolis avait été reconnu coupable d'avoir tué par balle un homme musulman, après que des témoins eurent déclaré qu'il avait lancé des insultes ethniques et religieuses à la victime, notamment en criant : « Retournez dans votre pays » avant d'ouvrir le feu. Un jury du comté de Marion a reconnu Dustin E. Passarelli coupable de meurtre le 17 mai 2023 après un procès de trois jours pour le meurtre de Mustafa Ayoubi en février 2019. Passarelli, de Plainfield, pourrait écoper jusqu'à 65 ans de prison lorsqu'il a été condamné le 21 juin 2023 pour meurtre.²⁵⁹

Deux suspects ont été inculpés pour des appels téléphoniques menaçants qui auraient été adressés à une mosquée locale le 24 mai 2023. La police de Charlotte-Mecklenburg a déclaré que les policiers avaient obtenu une

convocation pénale du bureau de la magistrature pour ces menaces. La police a déclaré qu'un appel téléphonique avait été passé au Centre islamique de Charlotte aurait été rempli de jurons et de déclarations anti-islam. Ceux-ci incluaient : « Je vais te faire exploser pire que le 11 septembre » et « C'est une de tes petites chèvres que tu as là ? ». Après l'enquête initiale, les agents ont identifié les appelants, qui ont reconnu avoir téléphoné et se sont excusés. La victime a d'abord indiqué qu'elle ne souhaitait pas porter plainte.²⁶⁰

Adam Walls avait plaidé coupable du vandalisme du Centre islamique de Bloomington en octobre 2021 dans le cadre d'un accord qui rejetait de nombreuses autres accusations d'intrusion et de vandalisme déposées depuis juillet 2021. Walls purgerait une peine de deux ans, moins le temps déjà purgé, pour un chef d'accusation de méfait criminel institutionnel, selon un accord de plaider avec le procureur du comté de Monroe.²⁶¹



Un homme du Missouri a été condamné à près de 16 ans de prison pour avoir déclenché un incendie qui a détruit une mosquée en 2020, selon un communiqué du ministère américain de la Justice. Nicholas John Proffitt avait plaidé coupable d'avoir utilisé le feu pour endommager des biens religieux et d'avoir utilisé le feu pour commettre un crime fédéral, selon le communiqué. Il avait été condamné à 191 mois de prison, suivis de trois ans de liberté surveillée et condamné à payer 551 217,91 dollars de dédommagement, selon des documents judiciaires.²⁶²

Une organisation musulmane de défense des droits civiques est parvenue à un règlement dans le cadre d'un procès fédéral pour discrimination intenté

contre la ville de Détroit après l'arrestation de trois hommes musulmans en 2020, a annoncé le groupe le 26 septembre 2023. La section du Michigan du Conseil sur les relations islamiques américaines (CAIR- MI) a intenté une action en justice en 2021, alléguant que trois musulmans avaient été arrêtés à tort par deux policiers filmés par des caméras en train de faire des déclarations islamophobes. Avant l'arrestation, l'un des policiers avait déclaré : « Les musulmans mentent beaucoup » et « les hommes musulmans sont des pédophiles », selon la plainte. L'un des hommes musulmans avait appelé le 911 et signalé qu'une femme souffrait d'une crise de santé mentale et était devenue violente. Mais lorsque la police est arrivée, les policiers ont arrêté les trois hommes sans motif valable et les ont emprisonnés pendant trois jours.²⁶³

Dans deux affaires juridiques distinctes, le groupe musulman de défense des droits civiques, le Council on American-Islamic Relations, a annoncé le règlement d'affaires en lien avec des allégations de discrimination antimusulmane de la part de membres des forces de l'ordre américaines. Les cas se sont produits à San Jose, en Californie et à Détroit, dans le Michigan. Bien que différents, ils soulèvent tous deux des inquiétudes quant au traitement réservé aux musulmans par les forces de l'ordre. À San Jose, dans une affaire soutenue mais non représentée par le CAIR, Nabil Haidar, un policier musulman libano-américain, a été raillé pendant environ 15 ans après les attentats du 11 septembre, ses collègues lui demandant souvent : « Tu vas tuer beaucoup d'infidèles aujourd'hui ? », « Tu ne vas pas piloter un avion, n'est-ce pas ? » et « Tu n'aurais pas perdu ton chemin vers la Maison Blanche ? » Ils l'appelaient régulièrement « Taliban » et « Ben Laden ». Haidar a pris sa retraite début 2022 et a poursuivi la ville et la police pour préjudices économiques et graves liés au stress post-traumatique. Le procès a été sanctionné par le règlement d'une indemnité de 400 000 \$ US. L'action engagée en 2021 à Détroit, suite à une plainte déposée par le CAIR, fait suite à un incident de 2020 au cours duquel trois musulmans afro-américains et hispaniques ont été arrêtés après avoir appelé la police pour aider une femme dont ils pensaient qu'elle était en pleine crise de démence. Au lieu de porter assistance à la femme et de l'emmener dans un centre de soins, comme ils s'y attendaient, les trois hommes ont été arrêtés. Les hommes

ont ensuite déposé une demande en vertu de la Freedom of Information Act pour accéder aux images des caméras portables des agents qui les avaient arrêtés. Les images montrent un officier faisant des commentaires désobligeants à l'égard des musulmans, affirmant que « les musulmans mentent beaucoup », que « les hommes musulmans sont des pédophiles » et que les hommes musulmans contrôlaient les femmes. Il a ensuite déclaré qu'il arrêterait les hommes et laisserait quelqu'un d'autre assurer le suivi. «Nous avons plaidé ce procès pendant près de deux ans. Il a été approuvé par le conseil cette semaine. La ville ne s'est jamais excusée», a déclaré à la TNA Amy Doukoure, avocate du CAIR-Michigan. «Ce règlement marque une sorte de guérison pour nos clients. Ils ont obtenu un peu de justice, mais leurs plaintes ont été ignorées pendant si longtemps.»²⁶⁴

Un homme de Dallas a plaidé coupable le 12 octobre 2023 pour des accusations fédérales de crime de haine résultant d'une fusillade mortelle dans un atelier de réparation automobile. Anthony Paz Torres a plaidé coupable de cinq chefs d'accusation de crimes haineux fédéraux pour avoir tué une personne et tenté d'en tuer quatre autres lors d'une fusillade chez Omar's Wheels and Tires à Dallas, au Texas, le 24 décembre 2015. Torres a également plaidé coupable d'un chef d'accusation d'utilisation d'une arme à feu pour commettre le meurtre. Selon les documents déposés dans le cadre de son plaidoyer de culpabilité, la fusillade de Torres est survenue quelques jours après qu'il s'est rendu dans l'entreprise, ait fait des déclarations antimusulmanes et promis de revenir. À son retour quelques jours plus tard, Torres a demandé aux clients s'ils étaient musulmans puis a ouvert le feu sur eux et les employés présents dans le magasin. Torres a tué une personne et a tenté d'en tuer quatre autres avec son arme à feu.²⁶⁵

Un homme de Farmington Hills faisait face à un crime d'accusation de menace terroriste pour avoir prétendument menacé des Palestiniens-Américains à Dearborn. Carl Mintz a été traduit en justice le 14 octobre 2023 pour un chef d'accusation de menace terroriste et un chef d'accusation de délit d'utilisation malveillante d'un appareil de télécommunication. La police de Dearborn a été informée anonymement de la publication présumée de Mintz sur les réseaux sociaux le 11 octobre. Le chef de la police de Dearborn, Issa Shahin, a ajouté : « Nous prenons toutes les menaces très au

sérieux. Bien que nous n'ayons actuellement connaissance d'aucune autre menace crédible, nous avons augmenté les patrouilles de police à Dearborn et dans tous les lieux de culte dans l'intérêt de la sûreté publique et de la sécurité des résidents, des travailleurs et des visiteurs de notre ville», a déclaré le chef de la police de Dearborn, Issa Shahin. dans un rapport.²⁶⁶

Un homme de Sunnyside qui avait une longue histoire de disputes avec les résidents du complexe d'appartements où il vivait avait été accusé de crimes haineux pour avoir tagué son immeuble avec des insultes antimusulmanes, ont indiqué les autorités. Neal Milano a griffonné des messages haineux sur les murs à l'intérieur de son immeuble d'habitation, notamment « Tuez le conseil d'administration du Hamas Iran Condo » et « F :::k you condo board + Super Waaaah ! Crybaby. » « Les attaques haineuses et motivées par des préjugés n'ont pas leur place dans nos communautés et ces agressions honteuses ne seront pas tolérées », a déclaré la procureure du district de Queens, Melinda Katz. Milano a été inculpé dans le cadre d'un acte d'accusation de 10 chefs d'accusation, dont un chef de méfait criminel au troisième degré en tant que crime de haine ; un chef d'accusation de méfait criminel au troisième degré ; et huit chefs d'accusation pour graffiti.²⁶⁷

Le 10 janvier, le service de police d'Edmonds a annoncé l'arrestation d'Alex Matthew Waggoner, d'Edmonds, pour le meurtre présumé de M. Abdikadir Gedi Shariif, le 3 janvier. Le 3 janvier 2024, Gedi Shariif, un musulman de Sea-Tac, a été tué par balle. Plusieurs appels ont signalé que le conducteur d'un véhicule avait été abattu et que le suspect s'était enfui à pied à l'intersection de la 236e rue SW et d'Edmonds Way (SR104). Lorsque les policiers sont arrivés, ils ont trouvé la victime, Shariif, dans un état critique suite à de multiples blessures par balle. Il a été transporté par les secours au Harborview Medical Center de Seattle, où il a ensuite succombé à ses blessures. Les enquêteurs ont déterminé que le suspect traversait Edmonds Way et que la victime tournait à gauche en direction du suspect. Il n'y a eu aucune altercation évidente avant que le suspect n'ouvre le feu, blessant mortellement Shariif.²⁶⁸

Un ancien policier de North Chicago a obtenu des compensations de 475 000 \$ dans une affaire contre le département pour discrimination religieuse et fondée sur l'origine nationale. Ramtin Sabet a poursuivi la ville de North

Chicago et ses anciens et actuels chefs de police en mars 2017, un mois après avoir été renvoyé du département. Sabet a rejoint le département en 2007 et a été victime de harcèlement en raison de sa foi musulmane et de son origine iranienne, selon la section de Chicago du Council on American-Islamic Relations. Alors qu'il travaillait au département, Sabet a déposé plusieurs plaintes, alléguant que ses collègues avaient fait des commentaires et des insultes islamophobes. Parmi les plaintes, nous ne citerons une pour discrimination déposée auprès de la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi en 2016. Cependant, malgré les efforts, l'environnement de travail hostile a persisté et a finalement conduit au licenciement de Sabet en février 2017, a indiqué le CAIR.²⁶⁹

Deux hommes musulmans du nord du Texas ont porté plainte contre le transporteur régional d'American Airlines, Mesa Airlines, après avoir allégué que l'équipage les avait trouvés « suspects » et les avait renvoyés aux forces de l'ordre avant de pouvoir voler. En 2019, Abderraouf Alkhaldeh, un conférencier motivateur d'Irving, et Issam Abdallah, un dirigeant d'une organisation à but non lucratif de Dallas, rentraient chez eux depuis Birmingham, en Alabama, au départ de l'aéroport international DFW lorsque l'incident s'est produit. Des documents judiciaires indiquent que peu de temps après que les plaignants soient montés à bord du vol, un passager et un membre de l'équipage ont fait part au commandant de leurs inquiétudes selon lesquelles les suspects constituaient une « menace à la sécurité », retardant le vol. À leur arrivée, les deux hommes ont été pris en charge par des agents des forces de l'ordre, interrogés par un agent du FBI et leurs sacs ont été fouillés par des agents de la TSA. En août 2023, la Cour d'appel du 5e district des États-Unis – qui comprenait le Texas – a décidé que cette affaire de discrimination serait soumise à un procès devant jury. Le cinquième tribunal a annulé le jugement sommaire initial du tribunal de district après qu'il ait été démontré que les actions d'un pilote de Mesa Airlines étaient motivées par la discrimination raciale, selon le communiqué. La décision a finalement abouti à un règlement prévoyant le paiements de compensations financières aux deux hommes.²⁷⁰

Un homme a été inculpé le 5 février 2024 après avoir proféré des menaces antisémites et islamophobes, ont indiqué les autorités. Deux services de

police du sud de Jersey ont aidé le FBI à enquêter. En l'espace de 15 mois, Yaniv Gola a appelé huit victimes différentes et a menacé de les blesser, de les violer et de les tuer, ont indiqué des responsables. L'homme de Philadelphie a utilisé un service d'appel vocal sur protocole Internet (VoIP) pour masquer son numéro de téléphone, selon le bureau du procureur américain (USAO) de l'est de la Pennsylvanie. Gola, a été inculpé de huit chefs d'accusation de menaces entre autrui. Les services de police de Cinnaminson et Haddonfield ont contribué à l'enquête fédérale. Il n'a pas été clairement établi si Gola avait effectivement menacé d'autres personnes l.²⁷¹

Un adolescent californien a été accusé de plusieurs crimes pour avoir prétendument orchestré une fausse alerte à la bombe qui a conduit les forces de l'ordre vers une mosquée en Floride. Alan Winston Filion, de Lancaster, en Californie, a été extradé vers le comté de Seminole, en Floride, le 30 janvier 2024 après son arrestation le 18 janvier 2024, avec l'aide du département du shérif du comté de Los Angeles.²⁷²

Le 31 janvier 2024, la section géorgienne du CAIR avait annoncé la résolution d'une importante affaire pour discrimination religieuse contre le bureau du shérif du comté de Dekalb, obtenant une compensation de 95 000 \$ au nom de son client, Norman Simmonds. Simmonds, qui avait été détenu sans condamnation à la prison du comté de Dekalb pendant deux ans et demi, a été confronté à des refus incessants et irrationnels, même pour les demandes les plus simples, y compris des demandes de montres individuelles ou d'une horloge visible depuis son unité d'habitation, de sorte que lui et d'autres musulmans pourraient savoir quand prier et jeûner. Lorsque Simmonds a demandé un régime certifié halal ou même casher, la prison a refusé à Simmonds les repas certifiés casher qu'elle fournissait déjà aux codétenus juifs.²⁷³

Au Canada, Lee Bryans, un résident de Burlington, a été arrêté et inculpé après la vandalisation d'une mosquée de l'est de Toronto. La police a déclaré qu'un homme aurait laissé des écrits haineux sur la devanture d'une mosquée dans le quartier de Danforth Avenue et Donlands Avenue. La police a reçu un appel le 12 octobre 2023. Lee a peint des symboles de haine sur Madinah Masjid et a également été responsable d'un autre acte de vandalisme survenu le 6 octobre. La police a déclaré que la même mosquée

avait été vandalisée lors des deux incidents. Lee, avait été accusé de méfait/dommages à des biens ne dépassant pas 5 000 \$ et de deux chefs d'accusation d'entrave/d'obstruction à l'utilisation, à la jouissance ou à l'exploitation licite de biens.²⁷⁴

Nathaniel Veltman a lancé sa camionnette contre une famille musulmane de cinq personnes se promenant le soir à London, en Ontario, tuant quatre d'entre elles. Le seul survivant était un garçon de 9 ans. Le jury, après moins d'une journée de délibération, a déclaré Veltman coupable de quatre chefs de meurtre au premier degré et d'un chef de tentative de meurtre impliquant le jeune garçon lors de l'attaque de juin 2021. M. Veltman a également été accusé de terrorisme et les jurés ont entendu de nombreux témoignages sur son obsession pour les idéologies suprémacistes blanches. Mais en vertu de la loi canadienne, les jurés n'étaient pas censés rendre un verdict sur cette accusation, qui serait rendu plus tard par un juge. Cette affaire représentait la première fois au Canada dans laquelle des accusations de terrorisme étaient appliquées à une affaire d'extrémisme d'extrême droite, selon l'agence gouvernementale qui poursuit les crimes fédéraux. La date de condamnation de M. Veltman serait fixée en décembre, date à laquelle un juge déterminera s'il était coupable de terrorisme. Une condamnation pour meurtre au premier degré entraînait automatiquement une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.²⁷⁵

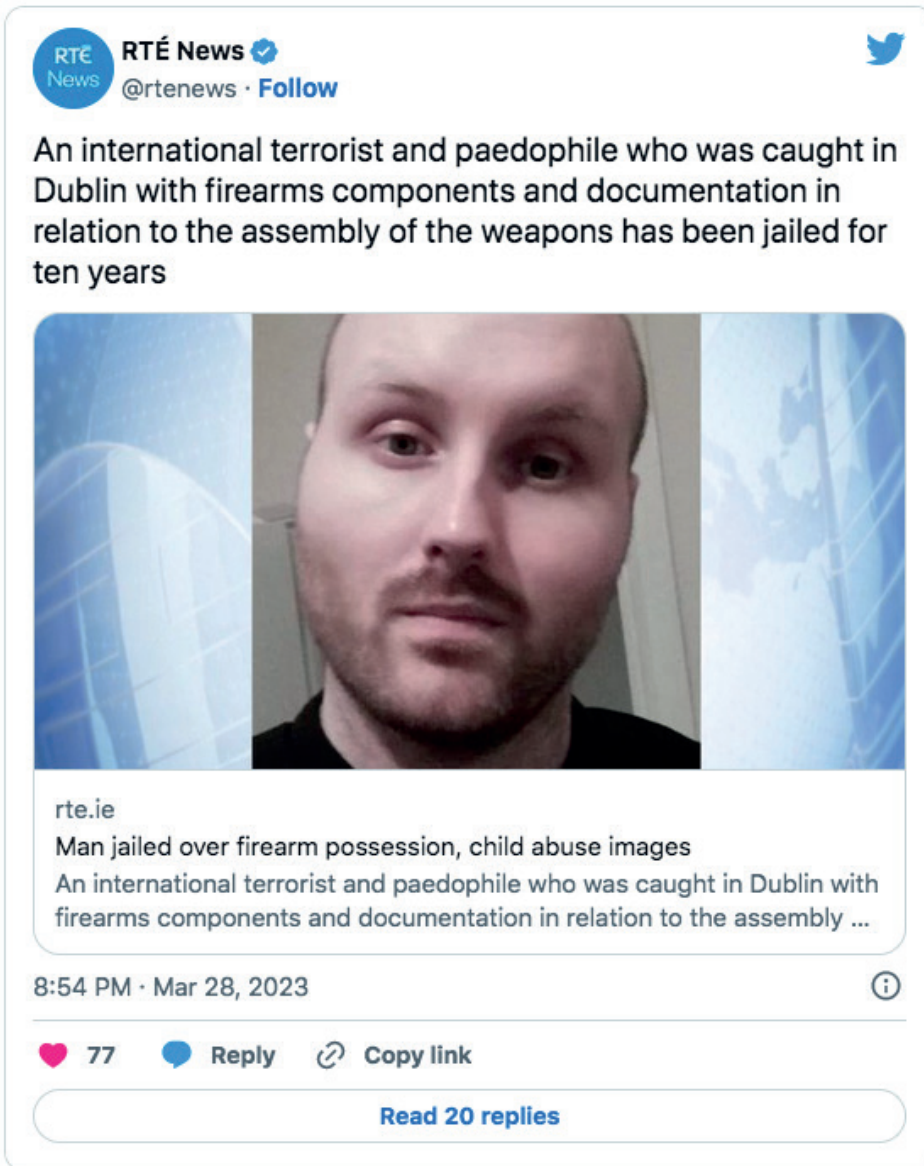
Un suprémaciste blanc canadien qui a délibérément écrasé quatre membres d'une famille musulmane a été condamné à la prison à vie pour ces meurtres. Nathaniel Veltman a été reconnu coupable en novembre de quatre chefs de meurtre au premier degré et d'un chef de tentative de meurtre pour l'attaque qui a choqué le Canada. Le juge chargé de l'affaire a déclaré que l'attaque de Veltman constituait un acte de terrorisme ; c'était la première fois où le terme était utilisé pour décrire la violence nationaliste blanche. « Je conclus que les actes du contrevenant constituent une activité terroriste », a déclaré la juge Renee Pomerance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario lors de la détermination de la peine encourue, le 22 février 2024.²⁷⁶

Un homme a été accusé d'avoir menacé de tuer des fidèles à l'extérieur de la mosquée et du centre islamique de Heaton le 6 février 2023. Le ChronicleLive a rapporté comment un individu aurait frappé aux portes de

la mosquées, pourchassé un fidèle et crié des injures et des menaces avant que des policiers de Northumbria n'interviennent et ne procèdent à son arrestation. Dans une déclaration donnée au journal, la police a confirmé que l'homme, dénommé Alexander Bolam, avait été arrêté puis inculpé de dommages criminels à caractère raciste, de menaces de mort et de voies de fait simples. Bolam a comparu devant le Newcastle Magistrates Court et comparaitrait à nouveau devant le Newcastle Crown Court en mars.²⁷⁷

Au Royaume-Uni, un tribunal britannique a inculpé un homme de deux chefs de tentative de meurtre après ses attaques odieuses contre deux hommes musulmans sortant de mosquées lors d'incidents distincts à Birmingham et à Londres. Les médias ont rapporté le 23 mars 2023 que le suspect aurait pulvérisé une substance sur deux hommes âgés de 70 et 82 ans le 27 février 2023 et le 20 mars 2023 lors d'attaques distinctes.²⁷⁸

Le 30 mars 2023, un adolescent suprémaciste blanc qui avait planifié une attaque contre des mosquées dans le West Yorkshire a été reconnu coupable de délit de terrorisme après un procès de trois semaines à la Crown Court de Leeds. Le jeune homme de 16 ans, qui ne peut être nommé pour des raisons juridiques en raison de son âge, s'est inspiré du terroriste de Christchurch après que les jurés ont convenu qu'il avait l'intention de commettre un acte de terrorisme avant que la police antiterroriste n'intervienne et ne l'arrête.²⁷⁹



Un raciste qui a coupé la gorge d'un agent de sécurité musulman à Braintree, dans l'Essex, a été condamnée à 28 ans de prison pour tentative de meurtre. Geoffrey Ryan, qui était en train de boire au Lounge sur Market Square en septembre 2022, est devenu agressif envers les autres clients et lorsque deux agents de sécurité l'ont approché, il les a ciblés avec des remarques antimusulmanes. La police a souligné que le niveau de violence du prévenu avait presque abouti à un meurtre. Les accusations portées contre Ryan comprenaient une tentative de meurtre et un harcèlement raciste. Le juge David Turner KC a déclaré : « Je suis entièrement convaincu qu'il y avait une connotation antimusulmane significative et inquiétante », selon le Basildon, Canvey & Southend Echo dans son article sur la détermination de la peine.²⁸⁰

Un extrémiste de droite qui avait entrepris de confectionner une mitraillette artisanale « extrêmement meurtrière et dangereuse » avait été emprisonné. Ben Styles a avoué qu'il était un « nazi fanatique » qui considérait Adolf Hitler comme son chef. Dans un « manifeste » inquiétant, il a écrit « il est maintenant temps d'agir » avant d'admettre devant un tribunal qu'il ne croyait pas qu'il existait une solution politique à ses opinions sur la société. Styles vénérat également le tireur qui a perpétré un massacre dans une mosquée en Nouvelle-Zélande en 2019. Le 25 juin 2023, à la Crown Court de Birmingham, il a été condamné à sept ans de prison en plus d'une période de surveillance supplémentaire de 12 mois.²⁸¹



Une femme qui a frappé un chauffeur de taxi au visage et lui a crié qu'ils devraient tous « retourner au Pakistan » a été condamnée en juillet 2023. Le Bucks Free Press a rapporté que Nicole Kupaza était coupable d'un chef d'accusation de voies de fait graves à caractère raciste après que le jury ait rejeté sa revendication de légitime défense. Un rapport antérieur indiquait que l'agression avait eu lieu la veille de Noël à la gare de Tiplow en 2022.²⁸²

Un homme qui a menacé de décapiter et de faire exploser des musulmans alors qu'ils assistaient à un événement familial dans une mosquée – notamment en faisant le geste d'égorger un enfant de cinq ans – a été condamné à quatre ans de prison. Alexander Bolam attendait devant la mosquée Heaton à Tyneside pendant que des familles récupéraient des enfants lors d'un événement, les agressant verbalement et les menaçant

ouvertement. Alexandre est devenu agressif, menaçant de « leur couper la tête », de « les décapiter tous » et de « les faire tous exploser », avant de pousser violemment un homme puis d'uriner contre la porte de la mosquée.²⁸³



Un jury a déclaré un néo-nazi basé à Swindon coupable d'infractions terroristes après un procès de deux semaines à la Winchester Crown Court. Malakai Wheeler a partagé des documents sur le terrorisme et des manuels de fabrication d'armes sur Telegram. La police antiterroriste l'a arrêté en mai 2021. Le jury a appris comment Wheeler détenait une copie de la vidéo des attaques terroristes de Christchurch sur son téléphone portable, doublée de la chanson de Queen Don't Stop Me Now. Les recherches de Tell MAMA ont identifié plus de vingt individus reconnus coupables d'infractions terroristes d'extrême droite au Royaume-Uni (un autre cas impliquait un ressortissant britannique en Irlande) qui s'étaient inspirés ou possédaient des copies des images de l'attaque terroriste de Christchurch ou qui détenaient des copies du message terroriste.



Le 26 octobre 2023, un homme qui avait qualifié un chauffeur de bus de « terroriste » et de « Hamas » avait plaidé coupable d'une infraction à l'ordre

public aggravée par le racisme. Hardy Jalloh a crié des insultes racistes après avoir entamé une dispute avec un chauffeur du bus 116, alors qu'il se trouvait sur Staines Road à Feltham, Hounslow. Il a également injurié sa victime avant d'être arrêté le même jour. Jalloh, de Granville Avenue, a été accusé d'une infraction à l'ordre public en vertu de l'article 4A de la loi sur l'ordre public, d'une infraction à caractère raciste en vertu de l'article 31 de la loi sur la criminalité et les troubles de 1998 et de possession de cannabis. Il a reconnu toutes les infractions devant le tribunal de première instance de l'ouest de Londres le 28 octobre et a été libéré sous caution.²⁸⁴

Un adolescent d'extrême droite qui avait projeté d'attaquer une mosquée alors qu'il était déguisé en policier armé avait été emprisonné. Joe Metcalfe avait 15 ans lorsqu'il a planifié un assaut meurtrier contre la mosquée de Keighley, dans le West Yorkshire. Il a été condamné à 10 ans de prison pour délits terroristes et viol de domicile par la Crown Court de Leeds. Une ordonnance qui interdisait auparavant de divulguer le nom de Metcalfe en raison de son âge a été levée lors de l'audience. Le tribunal a appris que Metcalfe, qui vivait avec ses parents à Haworth, Bradford, avait été déféré à l'équipe de prévention du terrorisme du Nord-Est en 2021 après que son école ait fait part de ses inquiétudes concernant son comportement. Il a suivi des séances avec un travailleur de soutien antiterroriste, mais le tribunal a été informé que Metcalfe avait menti au travailleur et avait continué à partager des vidéos relatives à des actes de terrorisme et avait écrit un « manifeste ». Il a également « idolâtré » Brenton Tarrant, qui s'est filmé alors qu'il tirait sur 51 personnes dans deux mosquées de Nouvelle-Zélande en 2019, et a été reconnu coupable de meurtre et de terrorisme. Le tribunal a appris que Metcalfe avait effectué une mission de reconnaissance dans une mosquée de Keighley après avoir volé la voiture de son père le 5 juin 2022, dans le cadre d'un « plan écrit » pour perpétrer une attaque terroriste. Il a ensuite percuté une clôture avec sa voiture, ce qui a conduit à son arrestation le 21 juin 2022. Le Crown Prosecution Service (CPS) a déclaré qu'il avait également contacté un vendeur d'armes en dehors du Royaume-Uni dans le but de se faire expédier illégalement une arme.²⁸⁵



Un néo-nazi basé dans le Lancashire a été condamné à une peine de prison de plus de deux ans pour avoir fait l'éloge du terroriste qui a assassiné le député Jo Cox, vanté les groupes terroristes interdits et encouragé la haine raciale en ligne. Kieran Turner a repartagé en ligne la vidéo de l'attaque terroriste de Christchurch le jour où elle s'est produite. La BBC a rapporté que Kieran était un vétéran de l'armée. Turner a utilisé des plateformes de médias sociaux alternatives comme Gab et Bitchute pour diffuser une propagande raciste et nuisible – selon le Crown Prosecution Service (CPS), entre 2016 et 2020, il « a publié et repartagé du matériel exprimant des propos antisémites, transphobes, misogynes, homophobes, racistes. et des opinions islamophobes ». La police du Grand Manchester a révélé que Turner avait fait l'éloge des groupes terroristes néo-nazis interdits, National Action et Sonnenkrieg Division, tout en possédant une copie du discours suprémaciste blanc écrit par le terroriste de Christchurch. Le 8 février 2024, la Crown Court de Manchester a condamné Turner à une peine de prison de 2 ans et 8 mois après avoir plaidé coupable.²⁸⁶

En Irlande, Mark Wolf, un néo-nazi britannique qui a échappé aux accusations de terrorisme et de maltraitance d'enfants en s'enfuyant vers l'Irlande, a été condamné à dix ans de prison après que la police irlandaise (Gardai) ait déjoué son complot terroriste influencé par Christchurch et saisi chez lui des images de maltraitance d'enfants. Une longue enquête menée par la police antiterroriste irlandaise a amené Wolf devant la justice après avoir localisé son emplacement dans une auberge de Gardiner Street, à Dublin. À ce moment-là, en fouillant sa chambre, ils ont découvert des composants d'armes à feu importés, un manuel de fabrication d'armes

imprimées en 3D et quatre appareils électroniques contenant des images écœurantes de maltraitance d'enfants, la vidéo de l'attaque terroriste de Christchurch et des vidéos de substances prohibées à priser.²⁸⁷

Aux Pays-Bas, Edwin Wagenveld comparaitra devant le tribunal pour insulte après avoir déchiré un Coran devant le parlement et comparé le livre sacré de l'Islam au « Mein Kampf » d'Hitler, ont déclaré les procureurs le 4 juillet 2023. Edwin, qui dirigeait la section néerlandaise du groupe anti-islam allemand Pegida a organisé la manifestation à La Haye en janvier 2023, ont indiqué les médias néerlandais. «Le ministère public a décidé de convoquer le suspect», ont indiqué les procureurs dans un tweet le 4 juillet. «Il doit comparaître devant le tribunal le 10 août.» Les procureurs ont noté que déchirer un Coran ne constituait pas une infraction pénale aux Pays-Bas, en raison de la tolérance codifiée à l'égard des critiques religieuses. Cependant, les propos de Wagenveld pourraient «être qualifiés d'insulte collective et sont punissables en vertu du Code pénal néerlandais qui stipule qu'insulter délibérément un groupe de personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions est un crime», ont-ils déclaré. Les condamnations sont passibles d'une peine minimale d'un an de prison ou d'une amende de 9 000 euros (9 800 dollars).²⁸⁸

En Autriche, les accusations de « terrorisme » portées contre un universitaire autrichien, Farid Hafez, ont été abandonnées après qu'un documentaire d'Al Jazeera a révélé que l'affaire reposait sur de fausses preuves et des accusations fabriquées de toutes pièces. Dans une interview accordée à Al Jazeera, Hafez a déclaré qu'il était soulagé de ne plus vivre dans « l'incertitude » plus de deux ans après que des policiers ont fait irruption dans sa maison à deux étages et ont pointé leurs armes sur lui, sa femme et ses deux enfants. Hafez était surtout connu pour son rapport annuel sur l'islamophobie européenne et est l'un des fondateurs de l'Association autrichienne de la jeunesse musulmane. L'appartement de Hafez faisait partie d'une soixantaine de maisons de militants et d'universitaires musulmans perquisitionnés en novembre 2020 dans le cadre de ce que le ministre autrichien de l'Intérieur a appelé « l'opération Louxor ». Le mandat de perquisition alléguait que Hafez – qui est d'origine égyptienne – voulait détruire l'Égypte et Israël et établir un califat islamique mondial avec Jérusalem pour capitale.²⁸⁹

En Russie, un Russe a été condamné à trois ans et demi de prison pour avoir brûlé un Coran dans la région russe de Tchétchénie. Il a été poursuivi en vertu d'une loi interdisant d'offenser les sentiments des croyants après avoir brûlé un exemplaire du Coran devant une mosquée de Volgograd, à 800 kilomètres de Grozny. Les enquêteurs russes ont transféré son dossier en Tchétchénie. La commission d'enquête, qui s'occupe des crimes graves, a expliqué que cela était dû au fait qu'elle avait reçu de nombreux messages de résidents de Tchétchénie demandant à être désignés comme victimes. Les médias ont rapporté que Zhuravel avait plaidé coupable des accusations portées contre lui, s'était excusé à plusieurs reprises devant le tribunal et avait déclaré qu'il n'avait pas réfléchi aux conséquences de ses actes.²⁹⁰



En Inde, l'organisme de régulation de l'information du pays a soulevé des objections contre deux réseaux privés après la diffusion de programmes ciblant la minorité musulmane indienne. La News Broadcasting and Digital Standards Authority (NBDSA), qui était un organisme d'autoréglementation des radiodiffuseurs et dirigé par l'ancien juge de la Cour suprême AK Sikri, a sévèrement critiqué Zee News, News18 India et Times Now et a rendu sept ordonnances le 27 février 2023, signalant les « contenus anti-musulmans » diffusés par les chaînes incriminées. L'organisme a découvert que Zee News avait « ciblé sélectivement » la communauté musulmane tout en diffusant des informations sur la population du pays, a rapporté LiveLaw. « Bien qu'il ait été permis au diffuseur de rapporter les statistiques disponibles dans le rapport Pew, selon lesquelles la population musulmane atteindrait environ 310 millions d'ici 2050. Cependant, afin de garantir l'équilibre et la neutralité du programme, il aurait été préférable de le faire. Il convient que le diffuseur publie également les statistiques complètes fournies dans ledit

rapport, qui montrent que la croissance de la population hindoue serait d'environ 1,3 milliard d'ici 2050 », a-t-il déclaré. Zee News avait été chargé par l'organisme de déclarer publiquement que l'émission diffusée lors de la Journée mondiale de la population, le 11 juillet, était contraire à son code d'éthique et à ses normes de radiodiffusion. Dans une autre ordonnance contre Times Now, l'organisme a déclaré que la chaîne avait « rapporté à tort » que des slogans pro-pakistanaïes avaient été lancés lors d'une manifestation à Pune par l'organisation interdite Front populaire de l'Inde. L'émission diffusée le 24 septembre rapportait que des slogans « Pakistan Zindabad » (Salut au Pakistan) auraient été lancés lors de la manifestation. Les cinq autres ordonnances de la NBSDA concernaient des émissions animées par le présentateur de News18 India, Aman Sharma, que l'organisme a jugées répréhensibles et comportant des connotations religieuses. Le plaignant a fait référence à une émission du 18 janvier 2022 dans laquelle Chopra a fait des déclarations qui auraient calomnié la communauté musulmane. « Toute l'émission tournait autour de la création d'une image négative de la communauté musulmane pour inciter les membres de la communauté hindoue à nourrir de la haine envers les musulmans », indique la plainte. L'ordonnance de la NBSDA indiquait que le spectacle n'était pas approprié. « En commençant le débat en partant du principe que 20 pour cent des gens se ligueraient contre les hindous, qui comptent pour 80 pour cent de la population, le présentateur avait donné au débat une impulsion qui est de nature communautaire et inappropriée », indique l'ordre.²⁹¹

Une employée de Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) de Raichur, dans le Karnataka, a été arrêtée pour avoir affiché un statut WhatsApp décrivant les femmes musulmanes comme des « usines de fabrication de bébés ». L'employé du RSS, Raju Thumbak, de la ville de Lingasugur à Raichur, avait affiché son statut le 1er juin 2023. Le message de Thumbak a suscité de larges protestations de la part de la communauté musulmane. Après que l'image sur le statut WhatsApp de Thumbak soit devenue virale, des membres de la communauté ont porté plainte auprès de la police et ont demandé son arrestation. Sur la base de la plainte, la police a arrêté Thumbak jeudi soir. Elle a été présentée devant le magistrat puis placée en garde à vue.²⁹²

Le 5 juillet 2023, un tribunal de l'État du Jharkhand, dans l'est de l'Inde, a

condamné 10 hommes à dix ans de prison pour avoir lynché un musulman en raison d'allégations de vol. En 2019, des villageois du district de Seraikela Kharsawan ont attaché Tabrez Ansari à un poteau, l'ont torturé pendant près de 12 heures et l'ont enregistré dans une vidéo de 10 minutes qui est devenue virale et a déclenché une indignation généralisée. La vidéo montrait le jeune homme de 24 ans suppliant la foule d'épargner sa vie et forcé de scander « Jai Shri Ram » ou « Hail Lord Ram », un slogan religieux désormais largement utilisé par les nationalistes hindous d'extrême droite. Ansari a été placé en observation après avoir été battu à mort et transféré dans un hôpital local où il est décédé des suites de ses blessures quatre jours plus tard.²⁹³

Le plus haut tribunal indien a rétabli la peine de prison à vie pour 11 hommes hindous qui avaient violé une femme musulmane lors d'émeutes religieuses meurtrières deux décennies auparavant et a demandé aux condamnés de se rendre aux autorités dans un délai de deux semaines. Les hommes hindous ont été reconnus coupables en 2008 de viol et de meurtre. Ils ont été libérés en 2022 après avoir purgé 14 ans de prison.²⁹⁴

Enquêtes et arrestations

Aux États-Unis, la police a arrêté un homme pour avoir vandalisé une mosquée du nord-ouest de Philadelphie le 24 février 2023, dans ce qui pourrait être un crime de haine. Le 28 février 2023, le bureau du procureur de district a identifié un homme du nom de Jonathan Boone comme coupable présumé. Il a été accusé de méfait criminel, de vandalisme institutionnel et d'infractions connexes. Boone était déjà sous le coup d'un mandat d'arrestation pour une affaire de méfait criminel et de harcèlement en 2014. Les caméras de sécurité du Masjidullah Center for Human Excellence à Limekiln Pike et Washington Lane dans le quartier Cedarbrook de la ville ont enregistré un homme taguant à plusieurs reprises « Jésus-Christ » et d'autres symboles sur les portes du centre. Un autre mur a été vandalisé avec une étoile de David sur laquelle était dessiné un « X ».²⁹⁵



Un homme recherché pour un crime de haine présumé contre le Centre islamique de Californie du Sud à Koreatown a été arrêté, ont confirmé les autorités. Les enquêteurs ont déclaré que Carlos Moran, soupçonné d'être sans abri, avait tagué des slogans de haine anti-islamique sur plusieurs piliers de la mosquée du boulevard Vermont. L'incident s'est produit le 9 avril 2023, pendant le mois sacré du Ramadan. Le 11 avril 2023, le département de police de Los Angeles a déclaré que Moran avait été placé en détention pendant la nuit.²⁹⁶

La police régionale de Waterloo a arrêté une femme de Waterloo dans le cadre d'une enquête sur une altercation présumée motivée par la haine dans un centre d'essai de véhicules à Kitchener, en Ontario, le 17 mai 2023. L'une des personnes impliquées était Mifrah Abid, qui coordonne le programme Together. Programme contre l'islamophobie pour la Coalition des femmes musulmanes de K-W. Une vidéo publiée sur le fil Twitter d'Abid montrait Abid alors qu'elle affrontait la femme. Abid a déclaré que la femme avait proféré une insulte raciste, ce qu'elle a nié dans la vidéo. «Nous attendions tous dans cette file, et tout le monde vous a entendu ici faire un commentaire raciste sur les personnes de couleur», indique Abid dans la vidéo. «Ce n'est pas bien.» Peu de temps après, la femme a été vue sur la vidéo se précipitant vers Abid, arrachant le téléphone de cette dernière et le lui lançant au visage. Une deuxième vidéo prise par un passant montre également l'altercation en cours. Les deux vidéos avaient circulé sur les réseaux sociaux.²⁹⁷

Un homme a été emprisonné après qu'une mosquée de Saint-Paul ait été

gravement endommagée par un incendie qui, selon les autorités, avait été délibérément déclenché – il s'agissait de la sixième attaque contre des lieux de culte musulmans au Minnesota en 2023. L'incendie a été signalé au début du 17 mai 2023 à l'Oromo, Centre islamique américain Tawhid. Plus tard dans la journée, le suspect a été arrêté et incarcéré parce qu'il était soupçonné d'incendie criminel au premier degré. Le shérif adjoint Roy Mokosso a déclaré que la mosquée et un centre communautaire avaient été « considérablement » endommagés. Personne ne se trouvait à l'intérieur de la mosquée à ce moment-là et aucun blessé n'a été signalé.²⁹⁸

Un délinquant sexuel californien a été arrêté après avoir tenté de renverser des spectateurs musulmans dans un parc et menacé de « leur tirer dessus et de les canarder », a indiqué la police. Des familles rassemblées au Heron Landing Park, à Rancho Cordova, ont rapporté que Robert Avery avait tenté de les écraser le 6 août 2023, tout en leur lançant des insultes racistes, selon le bureau du shérif du comté de Sacramento.²⁹⁹

L'unité des crimes haineux du NYPD enquêtait sur deux agressions à Brooklyn qui semblaient liées à la guerre entre Israël et le Hamas. Lors d'un incident, la police a déclaré que des suspects circulant dans trois voitures brandissaient des drapeaux israéliens et avaient commencé à crier des slogans anti-palestiniens à trois hommes marchant sur la 86e rue, près de la 4e avenue à Bay Ridge. Les hommes qui marchaient ont alors crié quelque chose comme « Palestine libre », avant que le groupe ne descende des voitures et ne donne des coups de poing et de pied à l'un d'eux. Les suspects seraient remontés dans les voitures et seraient repartis. Les trois hommes, âgés de 18 à 21 ans, sont d'origine arabe ou palestinienne, a indiqué la police. Ils ont refusé de recevoir des soins médicaux et devraient aller bien. Cela s'est produit quelques heures après qu'un homme tenant un drapeau palestinien ait été attaqué à Williamsburg, a indiqué la police. Il marchait sur Flushing Avenue, près de Classon Avenue, lorsqu'un homme portant des vêtements juifs lui a arraché le drapeau, l'a déchiré et l'a frappé avec le bâton qui était attaché au drapeau, a indiqué la police.³⁰⁰

La police et le FBI enquêtaient sur une menace de mort glissée sous la porte du bureau d'un employé palestinien de l'université américaine. Wassim Aburakia-Einhorn a passé une grande partie de sa vie d'adulte à l'université

américaine, d'abord en tant qu'étudiant, puis en tant qu'informaticien. Il a découvert la menace plus tôt dans la semaine dans son bureau de Kerwin Hall, siège de l'École des affaires publiques. Il disait : « Retourne d'où tu viens. Vous pourriez avoir de la chance avec un missile et rencontrer votre Allah plus tôt que vous ne le croyez ! Mort à tous les Palestiniens ! »³⁰¹

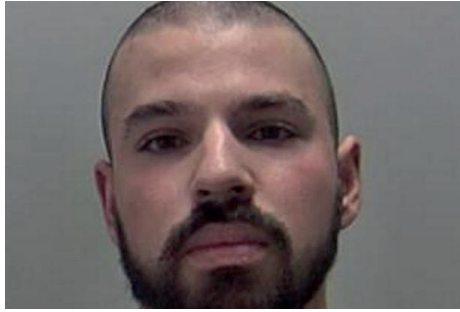
Le gouvernement fédéral américain a ouvert des enquêtes sur les droits civiques dans sept écoles et universités suite à des allégations d'antisémitisme ou d'islamophobie depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. La liste comprenait trois institutions de l'Ivy League – Columbia, Cornell et l'Université de Pennsylvanie – ainsi que le Wellesley College dans le Massachusetts, le Lafayette College en Pennsylvanie et la Cooper Union for the Advancement of Science and Art à New York. Il comprenait également un système K-12, le Maize Unified School District au Kansas. Le ministère de l'Éducation a annoncé l'enquête le 16 novembre 2023, la qualifiant de partie des efforts de l'administration Biden pour prendre des « mesures dissuasives » contre la discrimination.³⁰²

La police de Monterey enquêtait sur un crime de haine présumé survenu la première semaine de décembre, a indiqué le département le 8 décembre 2023. Un homme a déclaré qu'il était assis dans son véhicule devant le pâté de maisons 300 de Pine Street le 3 décembre lorsqu'une personne est arrivée et a commencé à tagger quelque chose sur le côté de son véhicule. Lorsque le suspect s'est rendu compte qu'il y avait une personne assise dans la voiture, il s'est enfui, selon la police. La police a ouvert une enquête, mais une personne correspondant à la description du suspect s'est finalement rendue jusqu'à la propriété voisine de la victime. Le suspect a été identifié comme étant Mikhail Faybyshev, de Monterey. La police a affirmé que Faybyshev a été vu en train de commettre le crime sur une séquence vidéo. Ils ont également affirmé que Faybyshev avait admis avoir taggé des slogans sur le côté de la voiture de la victime parce qu'elle était musulmane.³⁰³



Bert James Baker a été arrêté après l'attaque du 4 février 2024 contre Zacharia Doar, hospitalisé. Baker a été accusé de voies de fait graves avec une arme mortelle. La police a déclaré le 7 février que son comité d'examen des crimes haineux avait déterminé que les coups de couteau répondaient à la définition d'un crime haineux. Ils ont fourni ces informations aux procureurs, qui prendraient la décision finale quant à l'opportunité d'aggraver l'infraction. Un affidavit d'arrestation indiquait que Baker, qui était à vélo, s'était approché du camion dans lequel se trouvaient Doar et trois autres personnes, avait ouvert le hayon et les portes et leur avait crié des insultes racistes. Le camionneur affichait son soutien à la Palestine. Le groupe est sorti du camion et s'est approché de Baker, qui a frappé Doar aux épaules, selon l'affidavit. Une bagarre s'ensuit, Baker sortant finalement un couteau et poignardant Doar dans la côte, dit l'affidavit. Lorsque Baker a été interrogé par la police, il a déclaré qu'il était alcoolique et qu'il avait bu plus que d'habitude ce jour-là, indique l'affidavit.³⁰⁴

Au Canada, un homme a été arrêté et accusé de crimes haineux après avoir déchiré un Coran, dans une mosquée de la province de l'Ontario, a indiqué la police le 9 avril 2023. L'incident a eu lieu dans la ville de Markham alors que le suspect, Sharan Karunakaran, a ensuite été arrêté à Toronto, a indiqué la police régionale de York dans un communiqué. La Société islamique de Markham (ISM) a déclaré dans un communiqué qu'un individu était entré dans la mosquée de Markham, à 30 kilomètres au nord de Toronto, le 6 avril 2023 et avait apparemment déchiré un exemplaire du Coran, s'en était pris aux fidèles, puis avait juré de les percuter avec son véhicule.³⁰⁵



Selon la police, un individu de Toronto a été arrêté en relation avec de multiples agressions motivées par la haine dans la ville, y compris l'attaque du 18 novembre 2023 contre des fidèles à l'extérieur du Centre islamique de Toronto. La police a répondu à des informations faisant état d'une agression armée à l'extérieur du Centre, près de Yonge Street et de Davenport Road. Dans un communiqué de presse, les autorités ont indiqué qu'un homme aurait affronté plusieurs personnes, leur lançant une pierre tout en criant des insultes, avant de les attaquer avec une chaîne de vélo. Une personne aurait été légèrement blessée. Cet incident fait suite à deux autres incidents survenus, selon la police, au cours de la même semaine. La police a déclaré qu'un chauffeur de taxi avait abordé dans la matinée du 15 novembre 2023 un homme près de Front Street et Yonge Street pour lui demander s'il avait besoin d'un chauffeur. L'homme a demandé au chauffeur s'il était Musulman et l'a aspergé au visage d'une substance inconnue, selon la police. Plus tard dans la même matinée, la police a déclaré qu'une femme portant un hijab près du Boulevard Fort York et de l'avenue Spadina a été abordée par un homme qui lui a fait des déclarations désobligeantes, avant de lui asperger le visage d'une substance inconnue. La femme a été transportée à l'hôpital et soignée pour des blessures légères. La police a porté des accusations contre un homme en rapport avec les incidents, dont quatre chefs d'accusation d'agression armée, deux accusations d'agression et deux accusations de port d'une arme dissimulée.³⁰⁶

Au Royaume-Uni, le 3 juin 2023, la police de West Midlands a publié une déclaration citant l'inculpation de trois hommes. Le communiqué indique que «Les hommes - Stephen McCallum, David Hammond et James Bond, tous originaires de Birmingham, ont été inculpés de troubles violents et ont comparu devant le tribunal de Wolverhampton le 1er juin 2023.» Un

quatrième homme a été libéré sans inculpation. La police de West Midlands a confirmé avoir interpellé quatre hommes après qu'une famille musulmane eut été victime d'insultes racistes et de violences de la part d'un groupe armé à Doe Bank Park, à Walsall, au cours du week-end.³⁰⁷



Deux adolescents ont été arrêtés soupçonnés par la police d'être à l'origine d'un incendie criminel à caractère raciste dans une mosquée de l'Essex. Les services d'urgence ont été appelés à la Mosquée Northbrooks à Harlow vers 21h30 (heure locale) le 8 août 2023. Personne n'a été blessé et les pompiers ont circonscrit les dégâts dans le bâtiment de Harberts Road, a indiqué la police de l'Essex.³⁰⁸



Cinq hommes ont été recherchés par la police après un incident présumé crime de haine à la gare de Leeds. La Police britannique des transports a déclaré qu'un groupe d'hommes avait été vu en train d'agresser verbalement un homme et une femme qui tenaient un drapeau palestinien et des pancartes. L'incident s'est produit le 23 décembre 2023, a précisé la police.³⁰⁹

En Inde, un homme accusé d'avoir enlevé et assassiné deux hommes musulmans dans le cadre d'un trafic de vaches a été arrêté après que les corps des victimes ont été retrouvés dans une voiture incendiée. La police a déclaré que les corps carbonisés avaient été découverts dans la voiture au lendemain de la disparition des deux hommes dans le nord de l'État d'Haryana, à l'ouest de Delhi. «Nous avons d'ores et déjà arrêté un accusé et nous recherchons d'autres», a déclaré aux médias l'officier de police Shyam Singh.³¹⁰

Opinions positives sur l'Islam

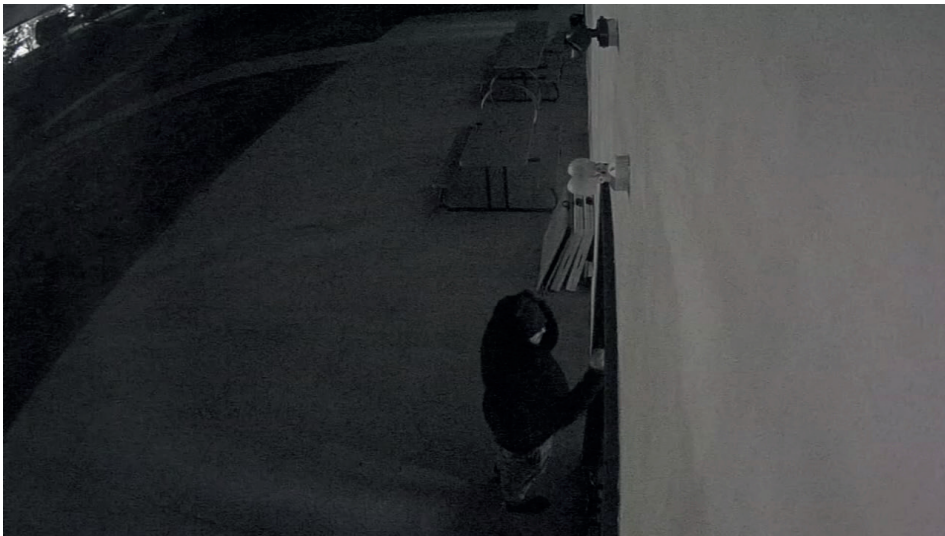
An Canada, Lors de leurs récents messages officiels dans lesquels ils ont adressé leurs meilleurs vœux aux communautés musulmanes vivant aux États-Unis et au Canada, le Président américain Joe Biden et le Premier ministre canadien Justin Trudeau ont réitéré leur engagement à lutter contre l'islamophobie. Dans son message aux Musulmans du Canada et du monde entier, M. Trudeau a rappelé l'importance de l'Islam en tant que «occasion d'honorer les valeurs de la compassion, de la gratitude et de la famille». M. Trudeau a ajouté que cette occasion ne concerne pas seulement les Musulmans, mais l'ensemble du pays, car elle permet de «reconnaître les contributions inestimables des Musulmans canadiens». La Maison Blanche a également publié un communiqué de presse dans lequel elle réaffirme la détermination du pays à lutter contre l'islamophobie et la haine. «L'islamophobie n'a absolument pas sa place aux États-Unis, un pays fondé sur la liberté de culte et construit grâce aux contributions des immigrés, y compris des immigrés musulmans», a déclaré M. Biden, cité par la Maison-Blanche.³¹¹

En Allemagne, le Président Frank-Walter Steinmeier a déclaré le 16 septembre 2023 que l'Islam appartient à l'Allemagne, dans un contexte de montée du racisme et de l'islamophobie alimentée par la propagande des

groupes et partis d'extrême droite qui ont exploité la crise des réfugiés et tenté de répandre la peur des immigrés. «L'islam, la religion musulmane, la vie musulmane, la culture musulmane ont pris racine dans notre pays», a déclaré M. Steinmeier lors de la célébration du 50ème anniversaire de la fondation de l'Association des centres culturels islamiques (VIKZ) à Cologne. Et d'ajouter : «Aujourd'hui, la diversité de l'Islam, la diversité de plus de 5 millions de Musulmans, fait également partie de notre pays».³¹²

En Inde, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, le Ministre principal du Kerala, Pinarayi Vijayan, a appelé à s'unir pour lutter contre les ténèbres de la haine et du sectarisme. Dans un tweet, le Ministre principal a déclaré à cet égard que : «La Journée internationale de l'ONU pour la lutte contre l'islamophobie est un puissant appel à l'action, qui nous rappelle la montée inquiétante de l'intolérance à l'égard des Musulmans et des crimes de haine dans le monde entier... Nous devons nous unir et allumer une flamme de compassion et d'empathie pour éclairer les ténèbres de la haine et du sectarisme».³¹³

Liens interreligieux



Aux États-Unis, des dirigeants religieux, civiques et politiques se sont réunis dans le Comté de Montgomery le 4 novembre 2023 pour manifester leur opposition à un incident haineux qui s'est produit dans une mosquée locale. Les enquêteurs ont déclaré que le 2 novembre vers 23.15 heures, un homme

s'est approché de la porte du Khair Community Center dans le Upper Providence Township et a tracé le mot «terroriste» sur la porte de la mosquée.³¹⁴

Au Royaume-Uni, le Club de cricket du Comté de Yorkshire a signé la Charte de l'athlète musulman pour «démontrer son engagement en faveur de l'équité, de la diversité et de l'inclusion pour tous». Cet engagement reconnaît «les besoins des joueurs de cricket, des supporters et du personnel musulmans» et s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour «assurer l'équité et la diversité à tous les niveaux». Stephen Vaughan, Directeur général du Yorkshire, a déclaré que la signature de la charte constitue «une étape importante et positive». Le club a ajouté que cette signature marque le début de l'accréditation complète du comté avec la Charte des athlètes de Nujum Sports, soulignant à cet égard que tous les entraîneurs et joueurs du Yorkshire CCC et des Northern Diamonds ont pris part à un atelier de formation. Vaughan a déclaré à cet effet que «en comprenant les besoins religieux et culturels de nos joueurs, de notre personnel et de nos supporters musulmans, nous pouvons contribuer à créer un environnement ouvert et inclusif où tout le monde se sent valorisé et apprécié».³¹⁵

Les autorités religieuses de London (Ontario) se sont réunies pour encourager les Londoniens à s'opposer à la recrudescence des crimes haineux contre les communautés juives et musulmanes, dans le contexte de la violence qui sévit au Moyen-Orient. Plus de 60 responsables interconfessionnels de la ville ont signé une lettre appelant à la compassion, à la paix et à la fin de la haine, et invitant les gens à prendre conscience de la douleur et de la perte ressenties par de nombreuses communautés. «Chacun de nous ressent la douleur et la souffrance éprouvées par tous et nous voulons nous rassembler pour faire passer le message que nous refusons la violence qui prévaut et qui fait des victimes innocentes», a déclaré l'Imam Abd Alfatah Twakkal, du Conseil des Imams de Londres. Et d'ajouter que les relations entre les différents groupes religieux de Londres se sont développées au fil du temps et ont toujours été solidaires, en particulier dans les moments difficiles, a déclaré le Révérend Chanoine Kevin George, de l'église anglicane St Aidan. «Nous avons travaillé dur pour favoriser cette situation dans des circonstances extrêmement difficiles et nous continuons à discuter et à nous efforcer de continuer à avancer ensemble».³¹⁶

Soutien aux mosquées

Aux États-Unis, la New York City a publié le 29 août 2023 de nouvelles directives autorisant les mosquées à diffuser l'appel à la prière musulman le vendredi entre 12.30 et 13.30 heures sans avoir besoin d'obtenir un permis, en dépit des restrictions sonores imposées dans les quartiers de la ville. Selon la City, les directives autorisaient également la diffusion de l'appel à la prière le soir pendant le Ramadan, période de jeûne et de prière d'une durée d'un mois pour la communauté musulmane. «Aujourd'hui, nous réduisons les formalités administratives et nous disons clairement que si vous êtes une mosquée ou un lieu de culte quelconque, vous n'avez pas besoin de demander un permis pour amplifier votre appel à la prière du vendredi. A New York, vous pouvez vivre librement votre foi», a déclaré le maire Eric Adams lors de l'annonce de ces nouvelles directives.³¹⁷

A l'Union européenne, La Commission européenne a promis un fonds de 30 millions d'euros (26 millions de livres sterling) pour renforcer la sécurité dans les mosquées et les synagogues du continent, tout en condamnant la récente montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie, qu'elle qualifie de «non-européenne». Le fonds servirait principalement à renforcer la sécurité autour des espaces publics, des centres communautaires et des lieux de culte tels que les synagogues et les mosquées. Le Vice-président de la Commission, Margaritis Schinas, a déclaré qu'aucun Européen ne devrait tolérer que ses concitoyens manquent de sécurité. Il a déclaré : «Si vous visitez une mosquée ou une synagogue dans n'importe quelle ville européenne, vous les verrez très probablement entourées d'un périmètre de sécurité. Ceci démontre d'une situation on ne peut moins européenne. L'Europe ne doit pas ressembler à cela.»³¹⁸

Evolution positive concernant le Hijab

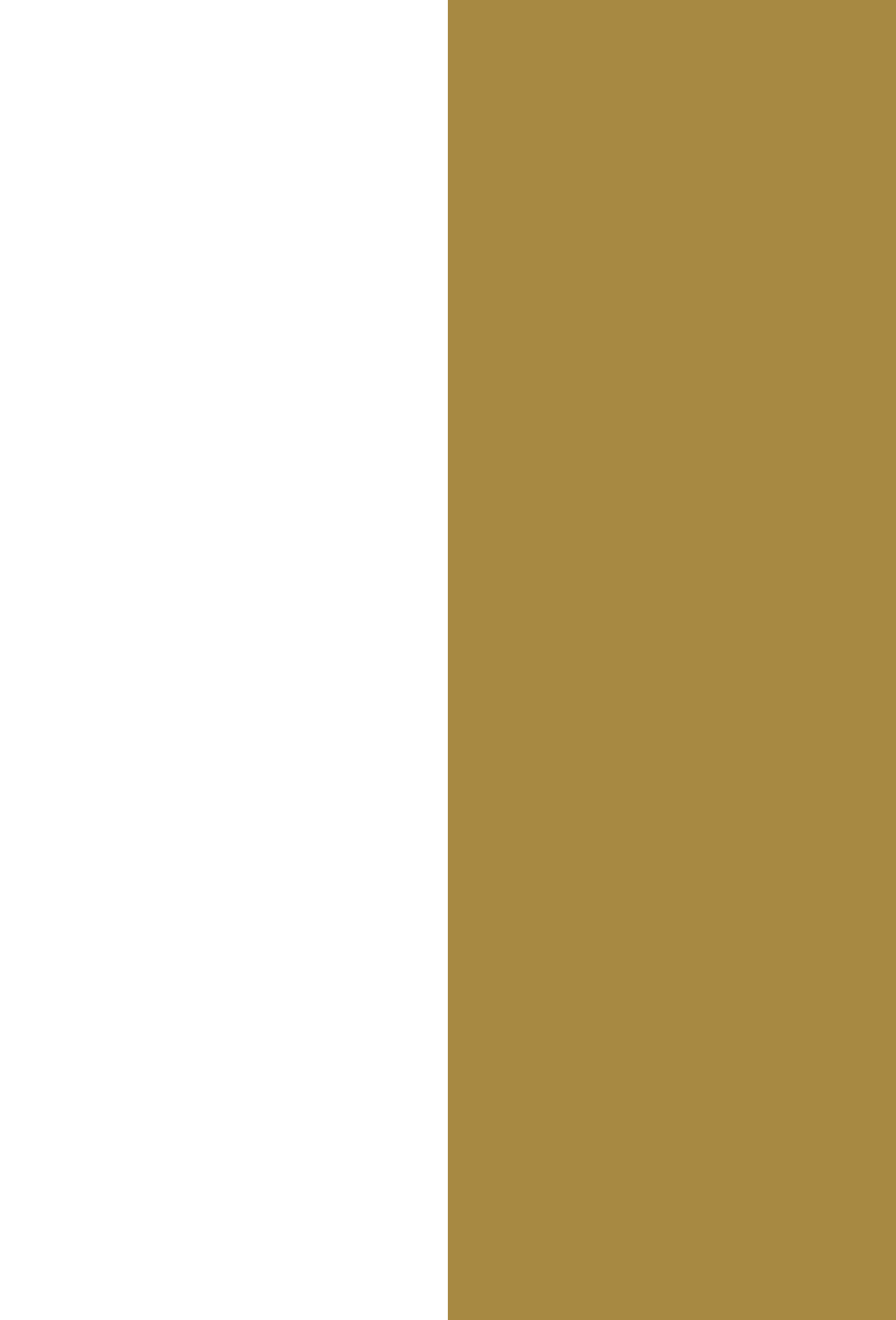
Aux USA, Les médias locaux ont rapporté que l'avocate Nadia Kahf, nommée à la Cour supérieure du New Jersey, est la première juge portant le hijab à siéger dans cette juridiction. Nadia Kahf, d'origine syrienne, est avocate spécialisée dans le droit de l'immigration dans le canton de Wayne. Elle a prêté serment le 23 mars, la main posée sur un exemplaire du Coran, selon le site d'information local North Jersey. Elle sera juge à la Cour supérieure du Comté de Passaic, après avoir été nommée un an auparavant par le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, selon les médias locaux.³¹⁹

Deux femmes de Milwaukee ont été inculpées pour crime de haine après qu'une vidéo de téléphone portable fournie à CBS 58 montre deux femmes empoignant un groupe de femmes musulmanes et les frappant à coups de poing. Les victimes concernées ont déclaré à CBS 58 qu'elles pensent avoir été prises pour cible en raison de leur apparence. Selon une plainte pénale, le 30 juillet, les victimes étaient assises à une table de pique-nique au parc Cathedral Square et portaient des hijabs. La plainte indique que deux autres femmes, accompagnées d'une dizaine d'enfants, se trouvaient également dans le parc, à une table de pique-nique voisine. L'une des victimes a déclaré aux enquêteurs qu'elle avait entendu l'une des femmes dire : «Nous sommes des femmes noires agressives et nous allons défendre nos semblables». Les victimes ont déclaré qu'à ce moment-là, les deux femmes se sont approchées de leur table de pique-nique et leur ont demandé si elles avaient un problème. «J'ai répondu que je ne vois aucun problème entre nous, quel est votre problème ? a déclaré l'une des victimes. «Elle m'a alors demandé d'où l'on venait, et je lui ai répondu que ce n'était pas son affaire parce que, apparemment, elle n'essayait pas d'avoir une conversation sur mes véritables origines». La victime raconte qu'à ce moment-là, l'une des femmes lui a saisi la tête et a commencé à la frapper. Elle a ajouté que l'autre femme s'est mise, de son côté, à frapper sa belle-sœur à l'arrière de la tête et dans le cou. Les deux femmes, identifiées comme Miracle Reed et Payton Smith, ont été arrêtées.³²⁰

A l'ONU, le 26 septembre 2023, le bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme a critiqué le gouvernement français pour avoir interdit aux athlètes françaises de porter le hijab aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. Maria Hurtado, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré : «En général, selon le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, tout État partie à la Convention, en l'occurrence la France, a l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour modifier tout modèle social ou culturel fondé sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe». Et d'ajouter que «les pratiques discriminatoires à l'encontre d'un groupe peuvent avoir des conséquences néfastes. C'est pourquoi, selon les normes internationales en matière de droits de l'homme, les restrictions à l'expression des religions ou des croyances, telles que les choix vestimentaires, ne sont acceptables que dans des circonstances vraiment spécifiques qui répondent à des préoccupations légitimes en matière de sécurité publique, d'ordre public, de santé publique ou de morale, de manière nécessaire et proportionnée». Les commentaires de Mme Hurtado sont intervenus après que la Ministre française des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, a déclaré le 24 septembre 2023 que les athlètes françaises ne seraient pas autorisées à porter le hijab aux Jeux Olympiques de Paris l'année prochaine, plaidant en faveur d'un «régime strict de laïcité, appliqué rigoureusement dans le domaine du sport.»³²¹

En Nouvelle-Zélande, des enfants musulmans sont victimes de brimades dès l'âge préscolaire. La mère d'un homme tué lors de la pire fusillade que le pays ait connue est déterminée à faire quelque chose pour lutter contre le racisme à l'école. Maysoon Salama a vu des tamariki quitter l'environnement favorable de l'école maternelle islamique qu'elle a cofondée à Christchurch, le centre de garde d'enfants An-Nur (An-Nur Childcare Centre), pour subir des brimades à l'école primaire. «L'une de nos petites filles a été victime de brimades dès son entrée à l'école primaire parce qu'elle portait un hijab... Ils ne voulaient pas jouer avec elle, [lui disant] “Tu n'es pas mon amie” de sorte qu'elle ne veut plus maintenant aller à l'école», explique-t-elle. Elle et son Centre ont fait équipe avec Tātai Aho Rau Core Education et la Fondation Rātā, bailleur de fonds de l'île du Sud, pour mettre en place des ressources destinées à aider les enseignants et les apprenants à comprendre la culture musulmane, à promouvoir l'inclusion et à éliminer les brimades, les préjugés et la discrimination dans tout le pays.³²²

LISTE DES INCIDENTS



LISTE DES INCIDENTS

Incidents se rapportant aux mosquées et centres islamiques

Royaume-Uni : Au moins deux mosquées de Londres ont reçu des lettres islamophobes après les tremblements de terre de Turkiye et de Syrie. Dans une lettre reçue par Erkin Guney, président de la mosquée Masjid Ramadan, à Hackney, l'auteur déclare que *«ils ne pouvaient s'empêcher de sourire en voyant les images de la catastrophe»*. La lettre anonyme souhaite *«davantage de morts»* et affirme que *«plus il y aura de Musulmans qui souffriront, mieux ce sera»*. Dans sa lettre l'auteur poursuit en ces termes *«Je n'ai pas pu m'empêcher de sourire en regardant les personnes extraites des décombres, certaines mortes, d'autres malheureusement encore en vie»*.³²³

Royaume-Uni : Des agents de la police de Merseyside se sont rendus dans une mosquée locale barbouillée de graffitis menaçants afin de rassurer la population, alors que l'enquête sur les crimes de haine se poursuit. Les graffitis à caractère raciste sont apparus entre le 2 et le 3 février à la mosquée Shah Jalal, sur High Park Street. Les officiers ont confirmé à Tell Mama que les autorités locales ont agi rapidement pour effacer les graffitis dès qu'elles en ont eu connaissance.³²⁴

Bosnie-Herzégovine : Un groupe de vandales a profané une mosquée dans le nord-ouest de Bosnie-Herzégovine, entraînant de nombreuses critiques parmi les Musulmans bosniaques. Selon l'Assemblée locale de l'Union islamique, des inconnus ont uriné sur les murs de la mosquée Dasnica, dans la ville de Bijeljina.³²⁵



Royaume-Uni : La police du Lancashire enquête sur le vandalisme perpétré sur deux pierres tombales musulmanes au cimetière de Scotforth, à Lancaster. Le communiqué de la police ajoute que des étoiles de David, peintes à la bombe noire, sont apparues sur les pierres tombales le mois de février.³²⁶



Inde : Le 31 mars, lors du rassemblement de Ram Navami, une foule hindutva a mis le feu à la Madrasa Azizia, qui est la plus ancienne madrasa et bibliothèque de Bihar Sharif, dans le district de Nalanda, au Bihar. La madrasa contenait plus de 4.500 livres qui ont été détruits dans l'incendie. Mohammad Shahabuddin, responsable de la madrasa et de la bibliothèque, a déclaré à Maktoob : «Tous les livres ont été détruits et il n'en reste aucun». La madrasa Azizia a été fondée par Bibi Sogra en mémoire de son mari, Abdul Aziz, et elle est reconnue comme l'une des philanthropes les plus respectées de l'histoire du Bihar. La bibliothèque, vieille de 110 ans, a été vandalisée par une foule armée d'environ 1.000 personnes. La foule aux couleurs du safran a lancé des bombes à essence dans la mosquée et la bibliothèque. Les

hommes armés scandaient «Jai Shree Ram», a déclaré Mohan Bahadur, un gardien de la madrasa. Il a également déclaré que la foule l'avait attaqué, mais qu'il avait réussi à s'enfuir. Bien que l'attaque ait eu lieu dans l'après-midi, les policiers ne sont arrivés sur place qu'à 23 heures.³²⁷

Territoire palestinien occupé : Des responsables palestiniens ont déclaré que des colons israéliens ont perpétré au moins 300 attaques, y compris des fusillades et des incendies criminels, au cours d'un raid dans des villages palestiniens de la région de Naplouse, en Cisjordanie occupée, dans ce qui a été décrit comme un «pogrom». Un Palestinien identifié comme Samih al-Aqtash a reçu une balle dans l'estomac la nuit du 26 février 2023 par des colons, protégés par l'armée israélienne, dans le village de Zaatara, au sud de Naplouse. Il a par la suite succombé à ses blessures.³²⁸



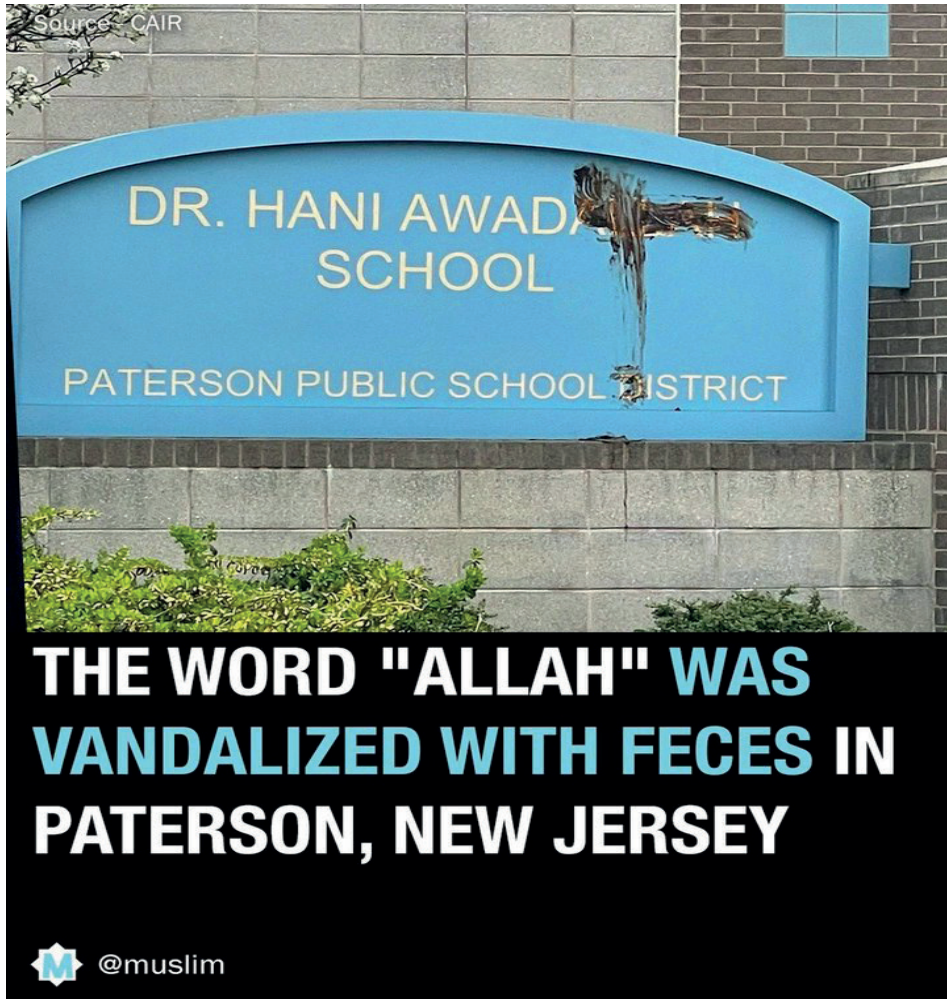
Corée du Sud : Un liquide blanc soupçonné d'être de la graisse animale a été retrouvé pulvérisé près du chantier de construction d'une mosquée à Daegu, dans un contexte de discorde persistante entre un comité anti-mosquée et la communauté musulmane. Des images de vidéosurveillance rapportées par Muaz Razaq, un représentant des membres de la communauté musulmane qui soutiennent la mosquée, révèlent que deux personnes ont jeté à plusieurs reprises des déchets blancs non identifiés dans la rue, le 8 mars 2023.³²⁹



USA : Le 23 avril 2023, une mosquée de Minneapolis (Centre islamique Masjid Omar) a été la cible d'une tentative d'incendie criminel lorsqu'un individu a allumé un feu dans une salle de bain. Des membres de la communauté ont demandé à la police d'enquêter pour déterminer s'il s'agissait d'un crime motivé par des préjugés anti-musulmans. Le CAIR a indiqué dans son communiqué que, selon des responsables de la communauté musulmane, un homme blanc est entré dans la mosquée vers 19 heures le 23 avril 2023 avec un récipient contenant un liquide inflammable avant d'allumer le feu dans la salle de bains. Les fidèles de la mosquée, située dans le 24 Somali Mall, dans le quartier de Ventura Village, ont utilisé un extincteur pour éteindre le feu, et la police et les pompiers sont également intervenus.³³⁰



USA : Un jour après l'incendie provoqué par un individu dans la salle de bain d'une mosquée du sud de Minneapolis, un autre incendie a été déclenché au troisième étage d'une autre mosquée située à moins d'un kilomètre de là. Des dizaines de responsables de la communauté musulmane et d'imams ont condamné ces attaques lors d'une conférence de presse tenue mardi à la mosquée Masjid Al Rahma, où le deuxième incendie a eu lieu. Nombre de personnes se sont inquiétées du fait que l'attaque anti-musulmane du 24 avril 2023 aurait pu être plus tragique, étant donné qu'une cinquantaine d'enfants en garderie et une cinquantaine de fidèles se trouvaient à l'intérieur.³³¹



USA : Les dirigeants de la communauté musulmane du New Jersey ont déclaré que le vandalisme d'une école publique du comté de Passaic devait faire l'objet d'une enquête en tant que crime haineux, l'enseigne de l'école ayant été vandalisée une nouvelle fois. Selon le site web de l'établissement, l'école Dr. Hani Awadallah a été nommée en l'honneur d'un habitant de Paterson qui «*a travaillé sans relâche pour améliorer la vie des enfants et des nouveaux immigrants*» au sein de la communauté arabo-américaine. A deux reprises, depuis le 7 avril 2023, quelqu'un a étalé des matières fécales et/ou une autre substance sur les cinq dernières lettres du nom d'Awadallah («Allah») sur l'école située dans le sud de Paterson, a déclaré la section du New Jersey du Conseil des relations islamo-américaines (*Council on Islamic-American Relations*). Les graffitis ont été exécutés alors que les Musulmans célébraient le mois sacré du Ramadan dans le monde entier.³³²



Canada : La police de Toronto enquête sur un incident motivé par la haine après que des graffitis ont été peints à l'extérieur d'une mosquée dans l'ouest de la ville. La police a déclaré avoir reçu un appel concernant un crime haineux signalé dans un centre islamique situé dans le quartier d'Oak Street et de Weston Road, le 30 mars 2023. Les mots «*Allah est un mensonge*» et «*Mort au dictateur*» étaient visibles à l'extérieur du Centre islamique Towfiq.³³³

Royaume Uni : Une femme qui avait fait un canular à propos d'une mosquée dans la ville de Brierfield, dans le Lancashire, a évité la prison. Le Lancashire Telegraph a rapporté que Terry Chester a été condamnée à un an de prison avec 24 mois de sursis par le tribunal de Blackburn le 6 avril 2023. Mme Chester avait glissé une note manuscrite dans la porte de son voisin, sur laquelle on pouvait lire «*Bombe. Mosquée. Sackville Street. Un homme est également armé dans Guildford Street. Police*». Terry Chester n'a pas cherché à alerter la police, sa version des faits ayant été rejetée par les tribunaux le mois dernier. Un voisin, Saiqa Bibi, a alerté les autorités après avoir découvert la note, qui faisait référence à la mosquée Jamia Sultania.³³⁴

Territoire palestinien occupé : Des dizaines de colons israéliens ont pris d'assaut, le 2 avril 2023, l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa. Un témoin oculaire a déclaré que les colons ont fait des incursions provocatrices et ont pratiqué leurs rituels talmudiques racistes.³³⁵



Territoire palestinien occupé : Lors d'un violent raid sur le troisième lieu saint de l'Islam pendant le mois sacré du Ramadan, les forces israéliennes ont pris d'assaut la mosquée Al-Aqsa à Al-Qods (Jérusalem-Est) occupée, en tirant des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes sur les fidèles palestiniens. L'agence de presse officielle palestinienne Wafa a déclaré que des dizaines de fidèles qui passaient la nuit à prier ont été blessés lors du raid de la police, à l'aube du 5 avril 2023. Selon des responsables palestiniens, au moins 400 Palestiniens ont été arrêtés ce mercredi et sont toujours détenus par Israël.³³⁶

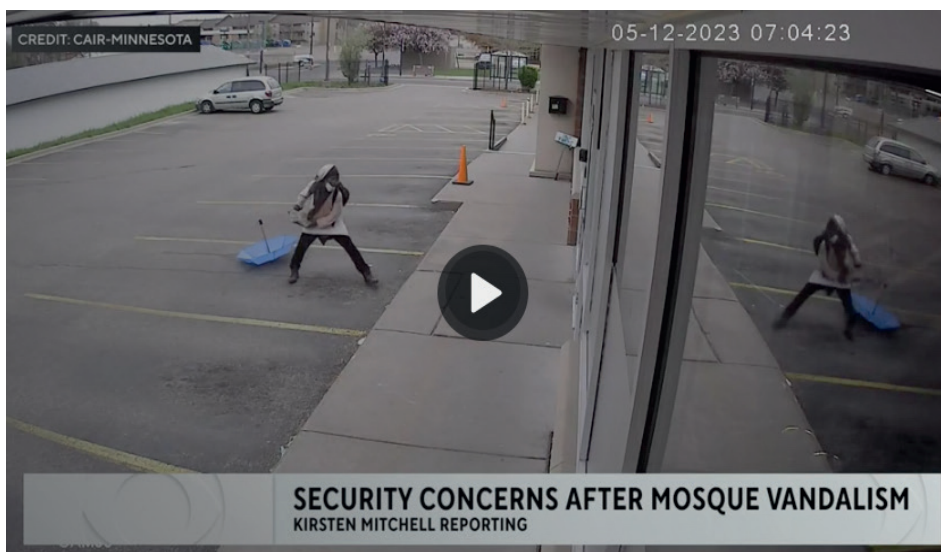


USA : La police de St. Paul et les autorités du Bureau fédéral des alcools,

tabacs, armes à feu et explosifs enquêtaient sur l'incendie d'une mosquée le 17 mai 2023 à proximité du Capitole du Minnesota. L'incendie a été signalé au Centre islamique Oromo American Twhid, situé au 430 Dale Street, juste au nord de la voie rapide Interstate 94. Le bâtiment était inoccupé et en cours de rénovation. Aucun blessé n'est à déplorer. Les enquêteurs de St. Paul ont suspecté l'incendie d'être d'origine criminelle.³³⁷



USA : Le 11 mai 2023, le centre islamique Salman Alfarisi, situé sur le Northwest King's Boulevard, a été vandalisé au moyen d'une peinture aérosol. Les murs de la mosquée ont été recouverts de l'inscription «Jesus Loves U». Bien que les mots en eux-mêmes ne soient pas choquants ou grossiers, l'acte a été perçu comme un manque de respect par des voisins, dont Sandra Landish. Sandra Landish a déclaré : «C'est un lieu de culte. On ne fait pas ça à un lieu de culte. L'étiqueter avec n'importe quoi.»³³⁸



USA : Le 12 mai 2023, un individu portant un sweat à capuche et un masque a été filmé par une caméra de surveillance en train de pénétrer dans le parking de la Mosquée Masjid Al Sunnah sur la rue Pederson à St Paul. L'individu a ensuite lancé une grosse pierre sur le portail principal de la mosquée. *«Le moment était bien choisi car le lieu était désert et, donc, personne n'a été blessé. Ils ont fracassé la porte... puis ils sont partis»*, a déclaré Abdirizak Diis, directeur de la mosquée Masjid As-Sunnah. La porte fracassée n'a pas empêché les gens d'assister à la prière du vendredi, même si beaucoup d'entre eux se sont inquiétés après avoir pris connaissance de cet acte de vandalisme. C'est la cinquième fois depuis janvier 2023 que quelqu'un vandalise une mosquée du Minnesota.³³⁹

Allemagne : Le 25 mai 2023, une mosquée de la ville de Göttingen, dans le centre de l'Allemagne, a reçu une lettre contenant des menaces antimusulmanes assorties d'une croix gammée et d'autres symboles néo-nazis. Mehmet Ibrahimbaş, le Président de l'association de la mosquée, a déclaré que la lettre contenait des propos racistes et islamophobes et portait le pseudonyme néo-nazi «NSU 2.0». Il a déclaré que «la communauté de notre mosquée et les Musulmans de Göttingen sont inquiets en raison des menaces permanentes de violence». M. Ibrahimbaş a indiqué qu'il s'agissait de la deuxième lettre de menace reçue au cours des derniers mois. NSU 2.0. fait référence au National Socialist Underground, un groupe terroriste néo-nazi qui s'est fait connaître en 2011 en assassinant 10 personnes et en menant des attentats à la bombe contre des immigrants.³⁴⁰

Canada : La police canadienne a arrêté un homme qui a tenté de percuter des fidèles musulmans dans deux mosquées de la région du Grand Toronto, et une enquête «anti-musulmans et motivée par la haine» a été ouverte à la suite de l'incident. La police a indiqué qu'elle avait été appelée par une mosquée de Toronto après qu'un homme eut pénétré dans le parking au volant de sa voiture et tenté de percuter les fidèles ainsi que d'autres véhicules. Le conducteur a pris la fuite pour se rendre ensuite dans une autre mosquée où il a recommencé le même manège. Selon la police, ces incidents se sont produits le 5 avril 2023 respectivement vers 5.30 et 6 heures du matin. Le suspect s'est ensuite rendu en voiture au centre commercial de Scarborough, où il est entré et a accosté plusieurs clients en les menaçant

et en criant des commentaires anti-musulmans. L'homme a été arrêté et inculpé de deux chefs d'accusation pour conduite dangereuse d'un véhicule à moteur, de cinq chefs d'accusation pour harcèlement criminel, de menaces de préjudice corporel, d'agression, d'actes indécents dans un lieu public et d'insultes à l'égard d'autrui.³⁴¹

Allemagne : Les autorités ont rapporté qu'une mosquée dans le nord-ouest de l'Allemagne a été vandalisée par des partisans de l'organisation terroriste PKK. La police locale de Bad Bentheim a lancé un appel à témoins le 22 mai 2023 et a demandé à toute personne disposant d'informations de se présenter et d'apporter son aide à l'enquête sur l'incident.³⁴²



Allemagne : Le 3 juin 2023, une mosquée de la ville de Duisbourg, dans le centre de l'Allemagne, a reçu un courrier haineux contenant des menaces à l'encontre de la congrégation. Ce courrier, reçu par la Mosquée centrale de Duisbourg, comportait à la fois une croix gammée et le terme «NSU 2.0», qui fait référence à un groupe néo-nazi responsable d'une série de meurtres.³⁴³

Bosnie-Herzégovine : Une mosquée et des résidences de Musulmans de la ville de Surmanci, en Bosnie-Herzégovine, ont fait l'objet de nombreuses attaques islamophobes. Le chef du Conseil islamique de la ville de Capljina, l'Imam Adem Suta, a déclaré que de nombreuses attaques visant les Musulmans ont été perpétrées à Surmanci au cours des derniers jours. «Tout d'abord, les fenêtres de la mosquée ont été brisées, puis les fenêtres et la porte de la mosquée ont été pilonnées avec une arme à air comprimé», a déclaré M. Suta, ajoutant que les attaquants avaient également pris pour

cible des résidences de Musulmans. Selon M. Suta, l'attaque la plus ignoble a eu lieu lorsqu'un lézard mort a été lancé dans la zone où se déroulait une prière funéraire.³⁴⁴



USA : Un centre islamique du Nouveau-Mexique a été la cible d'un crime de haine, après que des vandales s'y soient introduits et aient causé des dégâts s'élevant à plusieurs milliers de dollars. Ils ont notamment déchiré des copies du Coran, puis versé des boissons dessus. «Ils ne viennent pas pour voler ; ils viennent pour détruire votre lieu de culte, c'est ce qui est le plus triste... Ils sont entrés pour déchirer le Coran, le Saint Coran, et ont versé de la bière dessus. Ils ont lardé de coups l'ensemble de l'édifice, comme s'il s'agissait d'une cloison sèche», a déclaré Ahmed Benssouda. Ahmed supervisait la propriété, mais il était à l'étranger lorsque sa fille lui a signalé que le centre avait été forcé.³⁴⁵



Allemagne : Les mosquées allemandes sont confrontées à une recrudescence des actes de vandalisme, de harcèlement et de menaces, ce qui suscite l'inquiétude croissante de la communauté musulmane du pays. Le président du groupe turco-musulman IGMG a déclaré aux médias, le 9 août 2023, qu'au cours des dernières semaines, un nombre croissant de mosquées avaient reçu des lettres de menace signées du pseudonyme néo-nazi «NSU 2.0». «NSU 2.0» fait référence au National Socialist Underground, un groupe terroriste néo-nazi qui s'est fait connaître en 2011 en assassinant 10 personnes et en menant des attaques à la bombe contre des immigrants turcs et musulmans.³⁴⁶

USA : le 18 août 2023, une alerte à la bombe a été lancée contre la mosquée Mohammed (Masjid Muhammad) à Washington, DC, pendant que les fidèles accomplissaient leurs prières. Un officier de la Police métropolitaine a déclaré à Anadolu que des fonctionnaires s'étaient rendus à la mosquée aussi rapidement que possible dès qu'ils en avaient été informés et que les fidèles avaient été immédiatement évacués par mesure de précaution.³⁴⁷



Royaume-Uni : La communauté musulmane de l'ouest de Belfast a été «intimidée» par des drapeaux nazis placés près d'une mosquée dans le quartier de Dunmurry. Des drapeaux portant les symboles SS et la croix gammée ont été photographiés à l'extérieur de la mosquée Iqraa le 23 août 2023. Ils semblent avoir été placés là pendant la nuit et ont été signalés à la

police par les personnes arrivées à la mosquée et au centre communautaire peu après 8 heures du matin.³⁴⁸



Inde : Une mosquée a été incendiée et un religieux musulman tué lors d'affrontements religieux qui ont éclaté après une procession organisée par des groupes nationalistes hindous dans l'État de Haryana, au nord de l'Inde. La police a indiqué que parmi les personnes tuées lors des violences dans cet État figuraient deux «*gardes locaux*», qui aident la police à contrôler les émeutes et les troubles à l'ordre public. Les violences, qui ont duré plusieurs heures, se sont rapidement étendues aux régions voisines de Faridabad, Palwal et Gurugram (anciennement Gurgaon), à la périphérie de la capitale, Delhi. A Gurugram, une mosquée a été incendiée par la foule. Un haut fonctionnaire a déclaré que la police a été déployée à la mosquée lorsqu'elle a été attaquée. «*Mais nous étions plus nombreux que les assaillants qui ont ouvert le feu soudainement*», a déclaré aux médias Nitish Agarwal, commissaire de police adjoint (Est) de Gurugram.³⁴⁹

Inde : Une mosquée a été vandalisée à Sohna, dans l'Haryana, le 1er août 2023, un jour après que des violences aient éclaté dans différentes parties de l'État. La mosquée, Shahi Jama Masjid, a été attaquée vers 14 heures, quelques heures seulement après une marche pour la paix organisée par la police et les autorités du district de la région. Le gardien de la mosquée, Shamim Ahmed, a déclaré qu'une foule d'environ 200 hommes, le visage couvert, a fait irruption dans l'après-midi et a commencé à détruire «*tout ce qui se trouvait sur son chemin*». «*Nous étions une cinquantaine de personnes,*

dont des enfants qui étudient ici. Nous étions cachés dans les salles intérieures de la mosquée. Ils leur avait sans doute semblé que la mosquée était vide, sinon ils ne nous auraient pas épargnés. Nous serions morts aujourd'hui», a déclaré M. Ahmed aux médias. Il a ajouté que les personnes qui vivent dans la mosquée - les gardiens, leurs familles et leurs enfants - avaient envisagé de fuir et de retourner dans leurs villages après les violences de lundi, mais qu'elles étaient restées sur place parce que les autorités leur avaient donné des assurances. «Il y a eu une réunion de paix dans la matinée. Les habitants nous ont également dit qu'il n'était pas nécessaire de partir maintenant, car tout allait bien. C'est en raison de cette assurance et de cette confiance que nous sommes restés, mais nous le regrettons déjà», a déclaré Ahmed»³⁵⁰

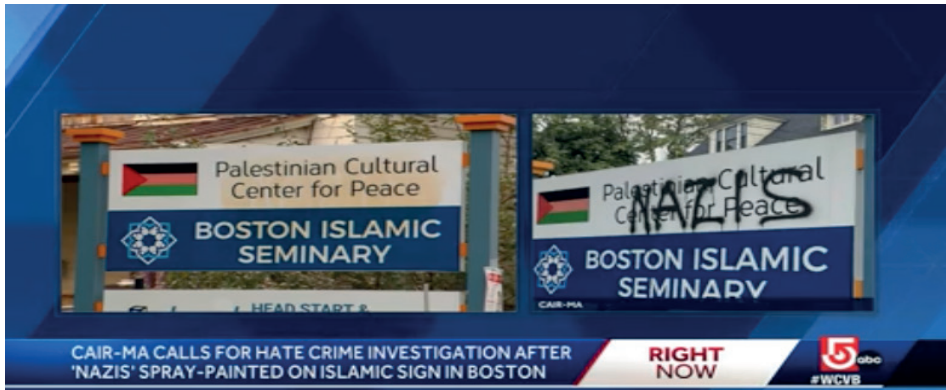
Grèce : Des personnes non identifiées ont pris pour cible le 2 septembre 2023 un cimetière turc dans la région de la Thrace occidentale, en Grèce. Une vingtaine de pierres tombales ont été endommagées dans le cimetière de la minorité turque de Narlikoy.³⁵¹

USA : Le 11 septembre 2023, un individu a uriné devant la mosquée Masjid Al-Wadood, située au 2520 Victory Blvd, avant de détériorer une paire de supports en bois utilisés pour le rangement des chaussures des participants aux services de prière. Une source a déclaré aux médias que le numéro de la plaque d'immatriculation de l'auteur présumé avait été relevé lors dudit acte de vandalisme.³⁵²



Suède : L'agence Anadolu a rapporté que selon les médias locaux, un incendie a causé le 25 septembre 2023 d'importants dégâts à une mosquée dans le sud-est de la Suède. Le feu dans la section Arby de la ville d'Eskilstuna a été

provoqué par un incendie criminel, a déclaré aux médias Anas Deneche, le Directeur de la communication de la mosquée. Les archives de la police indiquent que la mosquée a déjà fait l'objet de menaces et d'agressions physiques. Il a ajouté que les autorités étaient sûres qu'il s'agissait d'un incendie criminel.³⁵³



USA : Une photo partagée par le CAIR montre le mot «Nazis» peint à la bombe sur l'enseigne du Centre culturel palestinien pour la paix. Ce panneau comporte également un espace pour le Séminaire islamique de Boston. La police de Boston a indiqué qu'elle avait répondu au Centre culturel palestinien pour la paix et au Séminaire islamique de Boston et qu'elle intensifiait ses patrouilles dans le secteur.³⁵⁴



USA : Le 19 octobre 2023, des graffitis islamophobes ont été inscrits à l'extérieur d'une mosquée du sud de Philadelphie. Les représentants de la mosquée ont déclaré que le vandale avait griffonné des messages sur les portes et les fenêtres en verre du United Muslim Islamic Center, situé dans le quartier 1200 de l'avenue Point Breeze. L'auteur a écrit que les hommes et les femmes musulmans sont «stupides et idiots» et qu'ils «mangent des crabes», et «lisez votre Torah» figurait également sur le graffiti, a déclaré Qasim Rashad, amir de l'UMM, qui gère également une mosquée à l'angle de la 157^{ème} rue et de la rue Christian.³⁵⁵

USA : Selon le bureau du CAIR à San Diego, une vidéo de surveillance du Centre islamique de San Diego montre deux vandales parcourant la zone avant de revenir et de coller 50 à 60 tracts sur tous les arbres de la propriété de la mosquée.³⁵⁶



Canada : Le 6 octobre 2023, un homme a peint des «symboles de haine» sur la façade d'une mosquée (Madinah Masjid) située juste à l'est de Donlands Avenue, dans l'est de la ville. La police de Toronto a ouvert une enquête.³⁵⁷

Royaume Uni : Le 26 septembre 2023, l'institut Al-Falah de Hayes, dans le West London (ouest de Londres), un centre islamique a été la cible de vandales qui l'ont incendié. Les auteurs de l'attaque sont entrés par effraction et ont saccagé le centre, causant des milliers de livres sterling de dégâts.³⁵⁸



Royaume Uni : Une tête de porc laissée à l'extérieur du site proposé pour une mosquée a été traitée comme un crime de haine potentiel, a déclaré la police. La police du Lancashire a déclaré que les agents enquêtaient sur une affaire de «*trouble à l'ordre public aggravé par son caractère racial*» dans une ancienne église méthodiste de Mosley Street, à Barnoldswick, le 8 octobre 2023.³⁵⁹



Royaume Uni : Le 18 octobre 2023, un centre islamique du Surrey a fait l'objet, selon la police, d'une tentative d'incendie criminel. Vers 01.45 heures du matin, un suspect s'est approché de la porte en bois du Centre culturel islamique de Molesey, près de Surbiton. Il a ensuite allumé ce qui semblait être un sac de barbecue à allumage instantané. Le feu n'a pas pris et il n'y a pas eu de dégâts importants. La police a lancé un appel aux membres du public qui auraient pu être témoins de l'incident pour qu'ils se présentent.³⁶⁰

Allemagne : La mosquée Sultan Ahmet, en Allemagne, a été vandalisée le 18 octobre 2023 par des suspects inconnus avant qu'ils ne tentent d'y mettre

le feu. Les vandales ont dessiné des symboles, dont une croix gammée et l'étoile de David, sur la porte de la mosquée située dans le quartier de Dahlhausen à Bochum. L'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DITIB), qui gère la mosquée, a condamné l'attaque.³⁶¹



Australie : Deux mosquées du sud de l'Australie ont été suspectées d'être la cible d'un incendie criminel. Le 23 octobre 2023, une bouteille de gaz a été mise à feu à l'extérieur de la mosquée Al-Khalil, dans le nord d'Adélaïde. L'association Islamic Society of South Australia a confirmé l'incident et déclaré qu'il avait été signalé à la police. L'organisme représentatif de l'Islam a déclaré que la Mosquée Marion avait déjà fait l'objet d'une agression le 19 octobre 2023, lorsque deux feux d'herbe ont été allumés sur l'avenue Condada, qui longe le lieu de culte. Personne n'a été blessé lors de ces deux incidents. Un porte-parole de la police sud-australienne a confirmé que la police enquêtait sur les deux incendies.³⁶²

Royaume Uni : Deux bidons d'essence portant l'inscription «Israel Defense Forces (IDF)» ont été lancés sur la mosquée centrale d'Oxford au Royaume-Uni le 29 octobre 2023. Selon un communiqué du Conseil des mosquées, un individu à vélo s'est approché de la porte extérieure de la mosquée et a jeté deux bidons d'essence rouges portant l'inscription «IDF» en direction de la mosquée. Dans son communiqué le Conseil précisait «*Nous pensons que cette attaque est due au fait que nous avons montré notre soutien indéfectible au peuple innocent de Palestine en déployant des drapeaux palestiniens autour de notre mosquée.*»³⁶³

Allemagne : Selon une déclaration officielle du 30 octobre 2023, trois mosquées allemandes ont reçu en octobre 2023 des colis et des lettres contenant des menaces racistes à l'encontre des Musulmans. Le groupe turco-musulman DITIB, qui gère les trois mosquées dans le nord-ouest de l'Allemagne, a condamné l'incident raciste et a appelé les autorités à prendre des mesures contre l'islamophobie. «*Ces actes odieux nous ont profondément attristés, ainsi que nos voisins*», ont déclaré dans un communiqué commun les présidents des associations des mosquées DITIB de Bochum, Castrop-Rauxel et Recklinghausen.³⁶⁴



Territoire palestinien occupé : Les médias ont rapporté qu'au moins 50 Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés le 15 novembre 2023 après que l'armée israélienne ait pris pour cible une mosquée dans la bande de Gaza assiégée. L'attaque contre le quartier de Sabra a été menée pendant la prière, alors que la mosquée était pleine de fidèles palestiniens. Israël mène des attaques similaires contre les lieux de culte depuis sa création ; au cours de cette seule guerre, de nombreuses mosquées et églises ont été détruites, y compris des mosquées et églises datant de plusieurs siècles. A noter que le 20 octobre, l'armée israélienne a détruit la grande mosquée Al-Omari à Jabalia, qui datait du Septième siècle et qui était l'une des plus grandes mosquées de Palestine.³⁶⁵

Territoire palestinien occupé : Selon le ministère de l'Intérieur de Gaza, des frappes aériennes israéliennes menées le 8 novembre 2023 ont endommagé

deux mosquées dans la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, ce qui porte à 59 le nombre total de mosquées entièrement détruites et à 136 le nombre de mosquées partiellement détruites dans le cadre du conflit actuel. «*Les avions de l'occupation israélienne ont bombardé et complètement détruit les mosquées Khalid bin al-Walid et Al-Ikhlâs à Khan Younès*», indique un communiqué du ministère. Ikrami al-Mudallal, porte-parole du Ministère des dotations dans la bande de Gaza, a ajouté qu'Israël avait également pris pour cible une troisième mosquée à Gaza, la mosquée Al-Sahwa, portant ainsi à 59 le nombre total de mosquées entièrement détruites.³⁶⁶

USA : Le département de la police du Comté de Montgomery a déclaré que le centre islamique Idara Jaferia de Burtonsville avait reçu une alerte à la bombe et qu'il avait été évacué le 1er décembre 2023. Les responsables de la mosquée ont déclaré que la police était venue à la mosquée pendant la prière du vendredi pour annoncer que quelqu'un avait lancé une alerte à la bombe, selon le communiqué du CAIR. La mosquée a été évacuée.³⁶⁷

France : Le 9 décembre 2023, un graffiti islamophobe a été découvert à l'entrée d'une salle de prière musulmane dans le nord-ouest de la France. Dans un message publié sur X, le Ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré qu'une enquête a été ouverte après que des mots anti-islamiques ont été découverts sur un mur. «*C'est raciste, déplorable et scandaleux*», a rapporté le média France Bleu, citant Philippe Le Goff, maire de Guingamp.³⁶⁸



USA : La police enquêtait sur un acte de vandalisme visant une mosquée de l'ouest de Philadelphie. L'incident s'est produit le 29 décembre 2023 dans le quartier 4200 de Walnut Street, au Masjid Al-Jamia de Philadelphie. Un homme vêtu d'un manteau rouge et d'un jean bleu a été filmé par une caméra de surveillance.³⁶⁹

Royaume Uni : Une «*alerte à la bombe*» présumée a contraint la plus grande mosquée de Londres à fermer ses portes et à évacuer des dizaines de personnes, qui ont noté une importante présence policière dans le secteur. Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, la Mosquée de l'Est de Londres et le Centre musulman de Londres ont déclaré : «*En raison d'une situation d'urgence, la Mosquée a été évacuée et le Centre musulman de Londres a été évacué et nous ne serons malheureusement pas en mesure d'assurer la Salat ul Maghrib. Des informations complémentaires seront communiquées en temps voulu, InshaAllah*». Un porte-parole de la police métropolitaine a déclaré que l'appel a été lancé à 15.02 heures le 7 décembre après l'envoi d'un courriel de menace à la mosquée d'East London à Whitechapel. Il a ajouté : «*Les agents ont procédé à une fouille de la zone et le bâtiment a été évacué par précaution*». Le porte-parole de la Met a déclaré que rien de suspect n'a été trouvé et que l'incident a donc été clos peu avant 17 heures, ajoutant : «*D'autres enquêtes auront lieu au cours des prochains mois.*»³⁷⁰



Territoire palestinien occupé : Le ministre israélien de la sécurité nationale (extrême droite), Itamar Ben-Gvir, a diffusé une vidéo montrant des soldats pratiquant des rituels juifs à l'intérieur d'une mosquée dans la ville de

Jénine, en Cisjordanie. L'armée israélienne a lancé depuis le 19 décembre 2023 une opération militaire dans le camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, qui a fait au moins 11 morts parmi les Palestiniens, selon le Ministère palestinien de la santé.³⁷¹

Territoire palestinien occupé : Au moins quatre Palestiniens ont été blessés le 8 décembre 2023 par des tirs de l'armée israélienne visant une mosquée dans le nord d'Al-Qods (Jérusalem), selon des sources médicales. Dans un communiqué, le Croissant-Rouge palestinien a indiqué que ses équipes avaient traité quatre blessés par des tirs israéliens dans la ville de Hizma. *«L'armée israélienne a ouvert le feu sur une mosquée dans la ville de Hizma, au nord d'Al-Qods»*, a rapporté la chaîne de télévision officielle Palestine TV.³⁷²



Territoire palestinien occupé : Des images troublantes montrent des soldats israéliens raillant et détruisant une mosquée à Gaza. On voit les soldats déféquer dans des toilettes de fortune, cracher sur le sol et tirer des coups de feu à l'aveuglette.³⁷³

Territoire palestinien occupé : Un certain nombre de fidèles palestiniens de la Mosquée Ibrahimimi dans la ville d'Hébron, au sud de la Cisjordanie occupée, ont été agressés le 18 décembre 2023 lors de la prière du soir par des colons israéliens. Selon l'agence de presse officielle palestinienne Wafa, les colons israéliens ont utilisé du gaz poivré pour attaquer les Palestiniens dans la Mosquée Ibrahimimi, provoquant des cas de suffocation et de brûlures parmi les fidèles. Wafa a également indiqué que les colons, lors de leur assaut, étaient protégés par l'armée israélienne.³⁷⁴

Territoire palestinien occupé : La police israélienne a tiré le 22 décembre 2023 des bombes assourdissantes et des gaz lacrymogènes sur des Palestiniens à Al-Qods (Jérusalem-Est) pour les empêcher de se rendre à la mosquée Al-Aqsa afin d'y accomplir les prières du vendredi. Dans un communiqué, le Croissant-Rouge palestinien a déclaré que ses équipes «*ont traité deux blessés suite à des coups portés par la police israélienne à Bab al-Amoud et Bab al-Asbat à Al-Qods.*»³⁷⁵

France : Une nouvelle vague de frustration et de mécontentement a déferlé sur la communauté musulmane de France après l'attaque de la mosquée de Saint-Martin-des-Champs, une commune du département du Finistère, en Bretagne, dans le nord-ouest de la France. Selon les médias, le 13 janvier 2024 un individu a mis le feu à l'une des mosquées, ce qui a suscité une vive réaction et un sentiment de frustration parmi les Musulmans de la région et de l'ensemble du pays. Une vidéo de surveillance a montré l'attaque lorsqu'un individu a mis le feu à la porte d'une salle de la mosquée. L'attentat n'a pas fait de victimes. Le Ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a exprimé son soutien aux Musulmans du Nord-Ouest de la France. Dans une déclaration sur X, anciennement Twitter, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a exprimé son «*soutien aux Musulmans du Finistère à la suite des dégradations commises ce matin à la mosquée de Morlaix*», ajoutant qu'une enquête a été ouverte afin que l'auteur de ces actes soit poursuivi».³⁷⁶

Royaume Uni : Le centre éducatif et communautaire Al-Farooq, basé à Glasgow, a acheté l'ancienne église Barony St John à Ardrossan en 2022. Depuis, ils collectent des fonds pour réaliser leur projet d'en faire la première mosquée du North Ayrshire et le premier centre pour les Musulmans de la région. Mais le 6 janvier 2024, Alan Bell, du Centre écossais pour la

sécurité personnelle voisin (Scottish Centre for Personal Safety), a trouvé un drapeau et des excréments sur le pas de la porte de l'ancienne église. Il a déclaré : *«J'ai pensé que le drapeau était tombé de la porte d'entrée. En le ramassant pour le remettre sur la porte, j'ai remarqué, en le déroulant, qu'il contenait quelque chose de plus sinistre»*. Il a précisé que *«Le drapeau de prière était recouvert d'un énorme tas d'excréments, humains ou animaux. Il a manifestement été jeté par-dessus la barrière de sécurité qui entoure l'église et a atterri devant la porte d'entrée»*. Bell a ajouté : *«Cela dépasse l'entendement que certains individus soient si pleins de haine et de racisme qu'ils pensent que l'on peut faire cela sans remords - surtout pendant la période de Noël, qui est une période de bonne volonté entre tous les hommes.»*³⁷⁷

Inde : La tension régnait dans le village de Narketpally, dans le district de Nalgonda, la nuit du 21 janvier 2024, lorsqu'une foule de 200 à 250 personnes appartenant à des organisations de droite telles que VHP, Bajrang Dal, RSS et BJP s'est rassemblée sur un terrain ouvert d'une superficie de 2.840 mètres carrés situé à côté d'une mosquée, enregistrée comme propriété Waqf, et a tenté d'y construire un temple d'Hanuman. La foule a également été aperçue faisant de la puja sur le terrain du Waqf. Selon Amjedullah Khan, porte-parole du MBT, les Musulmans qui célébraient la namaz à l'intérieur du Masjid ont alerté le poste de police de Narketpally, mais aucune mesure n'a été prise en raison d'un «manque de personnel». Hafeez Khan (Secrétaire du Comité pour la paix) Nalgonda, Moulana Ahsan Uddin (Président de Jamiat-e-Ulema, Nalgonda) et Mufti Siddiqui ont alors informé le SP de Nalgonda, Chandana Deepti, qui a immédiatement dépêché des forces de police à Narketpally. Malgré l'arrivée des forces de police sur place, aucune mesure n'a été prise contre la foule, et les Musulmans, qui étaient retranchés dans la mosquée, ont été obligés de sortir par une autre porte.³⁷⁸



Inde : Le 22 janvier, une foule a tenté de hisser des drapeaux safran sur la mosquée Diwanji Begum, vieille de plusieurs siècles, à Agra, dans l'Uttar Pradesh, en célébration de la consécration du temple de Ram. Dans les vidéos de l'incident diffusées sur Internet, on peut voir la foule danser et tenir des drapeaux safran en grim pant sur la mosquée pour tenter de les hisser. La mosquée, située dans le quartier de Tajganj à Agra, a été construite en 1677 et commandée par Diwanji Begum, la mère de Mumtaz Mahal. La mosquée de l'époque moghole fait partie du cercle d'études archéologiques d'Agra (Agra Archaeological Survey). Le gardien de la mosquée, Zahir Uddin, a déposé une plainte auprès de la police de Tajganj après l'incident, affirmant que «1.000 à 1.500 personnes» étaient présentes à l'entrée de la mosquée pour tenter de hisser les drapeaux. Le plaignant a également affirmé que plusieurs slogans avaient été lancés et que des «*éléments antisociaux*» avaient «*profané la mosquée*». Jusqu'à présent, 12 personnes ont été arrêtées pour cet acte.³⁷⁹



Territoire palestinien occupé: Selon les autorités locales, des colons israéliens ont accroché, le 27 décembre 2023, la tête d'un âne sur une tombe à Jérusalem-Est occupée, dans un contexte de tensions croissantes en Cisjordanie occupée. «Un colon a pris d'assaut le cimetière de Bab Al-Rahma et a accroché une tête d'âne sur une tombe», a déclaré le bureau du gouverneur d'Al-Qods dans un communiqué.³⁸⁰



USA : Un avocat de Long Island a été accusé, le 23 février 2024, d'intrusion criminelle et de harcèlement après être entré dans une mosquée et avoir scandé des chants visant à libérer les otages israéliens. Le personnel et les fidèles ont été alarmés lorsqu'un homme est entré dans le Centre islamique de Melville mercredi après-midi et a commencé à chanter. «Libérez les otages israéliens maintenant ! Libérez les otages israéliens maintenant», aurait déclaré Jordan Endler au cours de l'incident. Le président du Centre islamique de Melville, Essam Ibrahim, a déclaré : «Nous avons ouvert la porte pour lui parler, mais visiblement il n'était pas venu pour parler.» «Vous priez pour les femmes juives israéliennes ? Pouvez-vous préciser que vous priez pour les Israéliennes juives ?», demandait l'homme sur la vidéo. Des témoins ont déclaré que M. Endler avait frotté ses chaussures sur les tapis de prière, ce qui constitue un manque de respect, qu'il avait proféré des obscénités à propos d'un appel au cessez-le-feu et qu'il avait refusé de partir. La police a parlé à Endler, originaire d'East Northport, mais ne l'a arrêté qu'après que les dirigeants de la mosquée aient rencontré la police du Suffolk et lui aient montré la vidéo.³⁸¹

Canada : Le président du Centre islamique de Cambridge a exprimé sa gratitude pour le soutien que les gens ont témoigné au Centre à la suite d'une enquête de police concernant des graffitis sur le bâtiment du Centre. *«Il s'agit d'un incident très mineur, quelqu'un ayant marqué une croix sur les piliers de la sortie. C'est le premier incident que nous avons enregistré depuis que nous avons commencé à travailler ici dans les années 1980»*, a déclaré Mohammad Darr dans un courriel adressé à CBC News. La police a déclaré avoir été appelée le 12 février 2024 dans le bâtiment situé dans le quartier des rues Dunbar et Hespeler à Cambridge. *«Les graffitis comprenaient des symboles motivés par la haine»*, a déclaré la police dans un communiqué. Les graffitis ont été condamnés par le Premier ministre Justin Trudeau, qui les a qualifiés *«d'alarmants, d'odieux et d'inacceptables»*, dans un message publié sur X, anciennement Twitter, le 14 février.³⁸²

USA : La police a accusé un homme d'avoir uriné sur le centre islamique de Chattanooga, mais selon un rapport de police, l'homme ne savait pas qu'il s'agissait d'une mosquée et n'a pas cherché à dégrader l'édifice en raison de ses croyances religieuses. Le 1er mars 2024, le CAIR a condamné l'incident et a déclaré que l'affaire devait faire l'objet d'une enquête pour crime de haine. *«Compte tenu de la récente flambée de fanatisme antimusulman dont nous avons été témoins dans tout le pays, il serait logique que les autorités chargées de l'application de la loi envisagent d'établir si cet incident est motivé par un mobile discriminatoire»*, a déclaré le Directeur de la communication du CAIR, Ibrahim Hooper. *«Les Américains de toutes confessions doivent être libres de pratiquer leur culte comme ils l'entendent, sans craindre d'être harcelés»*.³⁸³

Incidents ciblant des individus musulmans

USA : Selon une action en justice, des hommes musulmans qui priaient ensemble dans leur unité d'habitation d'une prison du Missouri ont été aspergés de gaz poivré, agressés physiquement par des agents pénitentiaires et ont fait l'objet de représailles lorsqu'ils se sont plaints. La plainte a été déposée le 2 mars 2023 par le Conseil des relations américano-islamique

(Council on American-Islamic Relations-Missouri) et le Fonds juridique de CAIR contre des fonctionnaires du Missouri *Department of Corrections* et plusieurs employés de l'*Eastern Reception, Diagnostic and Correctional Center* à Bonne Terre, dans le Missouri.³⁸⁴

India: Deux Musulmans vivant à la frontière entre le Rajasthan et l'Haryana auraient été attaqués et enlevés par une foule qui les a ensuite brûlés vifs alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur de leur véhicule. Ces événements se sont produits après que les victimes aient été accusées de faire de la contrebande de vaches. Les victimes ont été identifiées comme étant Junaid et Nasir, tous deux résidents du village de Ghatmeeka dans le district de Bharatpur au Rajasthan.³⁸⁵

Canada: Le 9 mars 2023, un homme aurait menacé une femme musulmane d'un couteau dans une rame de métro de Toronto. Dans un communiqué de presse publié le 15 mars 2023, la police a déclaré que l'incident avait été traité comme un crime «soupçonné d'être motivé par la haine» après que les officiers eurent consulté l'unité spécialisée dans les crimes de haine au sein du service.³⁸⁶



USA : Le 9 avril 2023, un imam a été poignardé pendant qu'il dirigeait la prière de sa congrégation dans une mosquée de Paterson, N.J. Selon les autorités locales, l'assillant a été rapidement maîtrisé par les fidèles. Le suspect, identifié comme Serif Zorba, a été arrêté et inculpé de tentative de meurtre au premier degré et de détention d'armes. Il devrait comparaître

devant le tribunal le lundi suivant dans l'après-midi, a ajouté M. Valdes. L'imam Sayed Elnakib a été rapidement transporté au centre médical de l'université Saint-Joseph. Le maire André Sayegh, qui s'est rendu à l'hôpital dimanche après-midi pour rendre visite à Elnakib, a déclaré que l'état de l'imam était stable, bien qu'il «souffre de blessures graves».³⁸⁷

Canada : L'incident s'est produit le 9 mars 2023 à l'angle de la rue Ste-Catherine Est et de la rue St-André. Trois femmes de la communauté musulmane de Montréal sortaient d'un commerce lorsqu'elles ont été accostées par un homme. Il les aurait insultées et agressées, notamment en les giflant au visage. Des passants sont intervenus et l'homme a quitté les lieux à pied et, selon la police, il a été vu entrant dans la station de métro de Berri-UQAM, située à deux pâtés de maisons.³⁸⁸

Royaume Uni : Un retraité musulman a été agressé par trois hommes alors qu'il rentrait chez, sortant d'une mosquée à Kings Heath. La victime, âgée de 73 ans, marchait sur York Road lorsque trois hommes sont sortis d'un véhicule noir garé dans la rue. L'un des hommes s'est précipité sur la victime et lui a donné un coup de pied dans le dos, ce qui l'a fait tomber en heurtant un panneau d'affichage avec la tête. Les hommes ont ensuite pris la fuite. La victime a été transportée à l'hôpital après l'agression, avec une main fracturée et des entailles au visage. Sur la vidéo de l'incident qui circule en ligne, on voit deux hommes s'approcher par derrière de l'homme âgé avant de lui donner un coup de pied dans le dos. On voit l'un des voyous se précipiter sur la victime - qui marchait en tournant le dos aux agresseurs - avec ce qui semble être un casque de moto à la main. On entend les deux hommes pousser des cris avant leur attaque vicieuse pour tenter d'obtenir une réaction de la victime. Dans le son de la vidéo de surveillance, on les entend crier ce qui semble être la phrase «Oi, yo r*****d !», une insulte raciste souvent dirigée contre les Musulmans et les Sikhs, avant la violente attaque qui a provoqué l'écrasement de la victime contre des panneaux en sandwich à l'extérieur du snack-bar Fletchers Bar & Eatery.³⁸⁹



Royaume Uni : Une violente agression a eu lieu pendant le week-end du Bank Holiday contre une famille musulmane qui pique-niquait paisiblement dans un parc de Walsall. La police a confirmé qu'un groupe d'hommes armés avait proféré des insultes raciales et sauvagement agressé la famille musulmane dans Doe Bank Park le dimanche 28 mai 2023. Une enquête de police a été ouverte sur cet incident odieux, au cours duquel deux membres de la famille musulmane ont subi de graves blessures à la tête et au visage. Les agents ont agi sur la base d'informations et ont arrêté dans la nuit quatre hommes - âgés respectivement de 38, 39, 55 et 58 ans - soupçonnés d'avoir commis des agressions.³⁹⁰

Royaume Uni : La police de Herts a déclaré sur son site Internet : «Le vendredi 5 mai, vers 12 h 25, deux véhicules ont été impliqués dans une collision mineure dans la zone automobile de Wellstones. Une altercation s'en est suivie entre les personnes impliquées, et une femme d'une trentaine d'années a été agressée physiquement. Le suspect lui aurait retiré son hijab et l'aurait piétiné, avant de proférer des menaces et des insultes raciales. Plusieurs passants sont intervenus et toutes les parties impliquées ont quitté les lieux. La femme s'est rendue à son domicile où elle a appelé la police. Les agents présents ont appelé le service d'ambulance, qui l'a transportée à l'hôpital pour y recevoir des soins». Depuis l'incident, la police continue de lancer un appel à témoins et à informations.³⁹¹



Inde : Le 9 novembre 2021, Mohammad Altaf, un travailleur journalier, a été retrouvé mort dans un poste de police du district de Kasganj. Selon la police de l'État indien de l'Uttar Pradesh, il s'agit d'un suicide. La police a affirmé qu'il se serait pendu en utilisant le cordon de la capuche de sa veste après l'avoir attachée au robinet d'eau d'une toilette, à un mètre du sol. Or, les photos de la scène révèlent qu'Altaf mesurait 165 cm et pesait 60 kg, alors que le robinet des toilettes auquel il s'était soi-disant pendu n'était qu'à 76 cm du sol et était fait d'un plastique peu solide. Et pour quelle raison, comme l'a affirmé plus tard la police devant le tribunal, la télévision en circuit fermé du poste de police a-t-elle mystérieusement cessé de fonctionner ce jour-là ? La famille et les amis ont raconté une histoire très différente : Altaf, un Musulman qui vivait dans la ville de Kasganj, était amoureux d'une jeune fille hindoue et avait l'intention de l'épouser. De puissants groupes d'autodéfense hindous locaux, opposés aux unions interconfessionnelles, l'ont découvert et l'ont dénoncé à la police. Le 9 novembre 2021, Altaf a été arrêté et torturé à mort pendant sa garde à vue, et sa famille a subi des pressions pour qu'elle garde le silence. *«La police a assassiné mon fils et m'a ensuite donné de l'argent pour que je dise qu'il était déprimé et qu'il s'est suicidé», a déclaré le père d'Altaf, Chand Miya, un maçon analphabète qui a porté l'affaire devant la Haute Cour de l'État. «Mais je ne resterai pas silencieux, je veux que justice soit faite».* Le 18 février 2022, la justice a ordonné l'exhumation du corps d'Altaf pour qu'une nouvelle autopsie soit pratiquée.³⁹²

Inde : Un imam adjoint a été tué après qu'une foule d'hindous d'extrême droite a incendié et ouvert le feu sur une mosquée dans une banlieue de la capitale indienne, New Delhi, quelques heures après l'éclatement de violences communautaires meurtrières dans un district voisin. La police a identifié la victime comme étant Maulana Saad, 19 ans, conducteur de la prière de la mosquée Anjuman Jama, située dans le secteur 57 de Gurugram. La mosquée a été attaquée par la foule tôt le 1er août 2023, un jour après les violences survenues dans le district voisin de Nuh, dans le nord de l'État d'Haryana. Le commissaire de police adjoint, Nitish Agarwal a déclaré aux médias que «un groupe de 50 à 60 mécréants se sont mis à tirer et à incendier la mosquée Anjum aux premières heures de mardi, ce qui a entraîné la mort d'une personne et en a blessé une autre».³⁹³



China : Kusman Rehim a été arrêté le 14 juillet 2023, après avoir psalmodié des passages du Coran dans une forme mélodieuse vénérée dans le monde islamique. Les autorités chinoises de la région du Xinjiang, dans le nord-ouest du pays, ont arrêté un homme d'origine kazakhe pour avoir récité des versets du Coran, notamment lors d'un mariage musulman, a appris Radio Free Asia. Kusman Rehim a été arrêté le 14 juillet après avoir interprété des lectures du Coran dans une forme d'art mélodieuse vénérée dans le monde islamique, a déclaré dans une interview le directeur de l'association de défense des droits Atajurt, basée au Kazakhstan. «Kusman Rehim a été arrêté le 14 juillet», a déclaré Bekzat Maksutkhan, directeur d'Atajurt. «La principale raison est que la police a trouvé un Coran à son domicile. D'autant qu'il avait récité le Coran chez des particuliers pendant l'Aïd al-Adha [du 27 juin au 1er juillet] et avait participé à un mariage musulman», a ajouté Bekzat.³⁹⁴

USA : Le Conseil d'administration du Centre islamique de Bosnie-Herzégovine à New York a condamné l'attaque brutale et non provoquée contre l'Imam Idriz Budimlić, qui s'est produite le 8 septembre 2023. L'agresseur non identifié a brutalement attaqué l'Imam Budimlić et l'a fait tomber au sol en lui assénant un violent coup de poing au visage, provoquant des saignements du nez, des gonflements au visage, des problèmes de vision et de multiples fractures des os du visage et du nez. L'agresseur s'est échappé et la police new-yorkaise était toujours à sa recherche.³⁹⁵



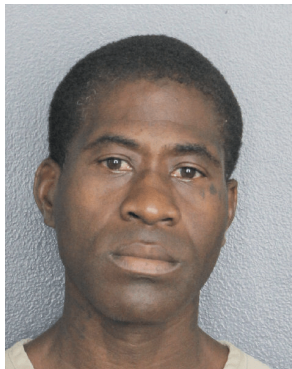
Inde : Le 18 août 2023, un couple de Musulmans âgés a été battu à mort dans l'État indien de l'Uttar Pradesh en raison de la relation de leur fils avec une femme hindoue. Abbas Ali et son épouse Kamrul Nisha sont morts sur place à Sitapur, dans l'Uttar Pradesh, après avoir été attaqués à coups de barres de fer et de bâtons par des membres de la communauté hindoue, y compris des membres de la famille de la femme. Trois personnes accusées d'avoir tué le couple ont été arrêtées et deux autres personnes sont recherchées. Le surintendant de la police de Sitapur, Chakresh Mishra, a déclaré aux médias que le fils du couple s'était enfui avec la femme, identifiée comme Ruby, en 2020, alors qu'elle était mineure. Leur fils, Shaukat, a été arrêté et envoyé en prison après que la famille de la femme ait déposé une plainte pour enlèvement. *«Lorsque le fils d'Abbas a été libéré de prison il y a quelques jours, certains membres de la famille ont planifié l'attaque contre le couple»*, ont déclaré les responsables de la police. Shaukat a été libéré le 16 août 2023. La famille de la femme a porté plainte contre lui, mais la jeune fille a fait une déclaration en faveur de Shaukat.³⁹⁶

Inde : Le 26 septembre 2023, un homme musulman handicapé a été lynché dans le quartier Sundar Nagari de Delhi pour avoir prétendument consommé du prasad dans un temple de la région. Plusieurs personnes ont été arrêtées en relation avec l'incident, a déclaré la police. Une vidéo de l'incident, largement diffusée sur les médias sociaux, montre le jeune, identifié comme Muhammed Israr, appelant la foule à l'aide tout en hurlant de douleur. Cependant, la foule a continué à l'attaquer. Selon la plainte déposée par le père de la victime, Abdul Wajid, il a trouvé son fils allongé devant sa maison dans la soirée, avec des marques de blessures sur tout le corps.³⁹⁷



USA : Un propriétaire de l'Illinois accusé d'avoir mortellement poignardé un garçon musulman de 6 ans et d'avoir grièvement blessé sa mère a été inculpé de crime de haine après que la police et des proches ont déclaré qu'il avait choisi les victimes en raison de leur foi et en réaction à la guerre entre

Israël et le Hamas. Dans cette affaire, survenue dans la région de Chicago, des agents ont trouvé la mère et le garçon le 14 octobre 2023 dans une maison située dans une zone ne relevant pas de la municipalité de Plainfield Township, à environ 65 kilomètres au sud-ouest de Chicago, a indiqué le bureau du shérif du comté de Will dans une déclaration publiée sur les réseaux sociaux. Le garçon a été déclaré mort à l'hôpital. La femme a reçu plusieurs coups de couteau mais devrait survivre, selon le communiqué. L'autopsie de l'enfant a montré qu'il avait été poignardé à plusieurs reprises. Selon le bureau du shérif du comté de Will, la femme avait appelé le 911 pour signaler que son propriétaire l'avait attaquée avec un couteau, ajoutant qu'elle s'était ensuite réfugiée dans une salle de bains et avait continué à le repousser. L'homme soupçonné de l'agression a été retrouvé le même jour à l'extérieur de la maison et «*debout sur le sol près de l'entrée de la résidence*» avec une coupure au front, ont indiqué les autorités. Joseph M. Czuba, 71 ans, de Plainfield, a été inculpé de meurtre au premier degré, de tentative de meurtre au premier degré, de deux crimes de haine et de coups et blessures avec une arme mortelle, selon le bureau du shérif.³⁹⁸



USA : Une adolescente musulmane a été agressée alors qu'elle prenait le métro de New York pour se rendre à l'école. La police enquête sur cette agression qui pourrait être un nouveau crime de haine fondé sur la religion de la victime. La jeune fille de 16 ans était à bord de la rame 5 en direction du sud et approchait de Union Square vers 9 heures du matin le 23 octobre 2023 lorsqu'un homme s'est assis à côté d'elle, selon la police. L'homme a dit à la jeune fille «*tu es une terroriste, tu n'as rien à faire ici*», avant de tirer sur le hijab qu'elle portait. Selon une source policière directement liée à l'enquête, une autre passagère est intervenue pour aider la jeune fille. L'homme s'est

enfui et la police est toujours à sa recherche. Aucune arrestation n'a encore eu lieu.³⁹⁹

Royaume Uni : Une députée de Londres a déclaré qu'elle *ne laisserait pas la haine l'emporter* après avoir été victime d'insultes islamophobes de la part d'un membre du public. Hina Bokhari, députée libérale-démocrate, a déclaré avoir subi ces insultes alors qu'elle tenait son cabinet médical dans le quartier de West Barnes, où elle était également conseillère. Mme Bokhari avait évoqué précédemment la question des graffitis islamophobes apposés sur une ligne de bus dans sa circonscription de Merton. Sur X, elle a écrit que, bien que le problème ait été résolu par le Transport for London (TfL) et la Met Police, une dame qui avait découvert qu'elle était musulmane alors qu'elle exerçait son métier *«m'a énuméré en face toutes les raisons pour lesquelles nous étions méchants»*.⁴⁰⁰

Royaume Uni : Le 25 octobre 2023, une mère de famille musulmane a été frappée avec une dalle de béton par un inconnu dans une attaque en plein jour. La police examinait les images de vidéosurveillance lorsqu'un homme cagoulé s'est approché d'elle par derrière en soulevant une dalle de béton détachée qu'il avait saisie sur le mur d'un jardin dans la rue South Street, à Dewsbury. Il s'est approché à moins d'un mètre de la mère de trois enfants, qui ne se doutait de rien, et lui a lancé la dalle à la tête. Elle l'a vu au dernier moment et a réussi à s'écarter, mais le lourd morceau de béton l'a tout de même touchée. Sa famille a déclaré que lors de l'attaque en centre-ville, elle pensait qu'elle avait été prise pour cible parce qu'elle était visiblement musulmane et portait un hijab. Son mari était allé chercher un repas à emporter pour sa femme, qui attendait dehors, avant un entretien d'embauche crucial en ville. Il a déclaré aux médias : *«Je suis entré pour prendre de la nourriture et elle a choisi d'attendre dehors sous la pluie parce qu'elle avait un parapluie. Soudain, j'ai vu des gens courir dans tous les sens, et j'ai vu aussi ce type. Il a essayé de s'enfuir, mais j'ai couru après lui et je l'ai attrapé. Il criait : «N'appellez pas la police, je ne recommencerai pas». Nous l'avons maintenu au sol en attendant l'arrivée de la police. Il était conscient qu'il allait avoir des problèmes.»*⁴⁰¹

USA : Un homme de Wilton Manors a arraché le hijab d'une employée des services postaux américains et l'a agressée, selon la police. Kenneth Jerome

Pinkney a été arrêté le 24 octobre 2023 et inculpé de coups et blessures (deuxième infraction ou infraction subséquente) et de commettre un crime au deuxième degré avec préjudice. Selon la déclaration faite sous serment, la victime s'approchait d'une maison pour distribuer le courrier, vêtue d'un uniforme de l'USPS, lorsque Pinkney est passé à bicyclette et a fait un geste de tir avec la main en direction de la victime. Il a ensuite commencé à l'insulter en lui criant de «*retourner dans son pays*», selon la déclaration sous serment. Nerveuse, elle a essayé de rire de ces commentaires, selon la déclaration sous serment. C'est alors que M. Pinkney s'est approché d'elle et lui a arraché son hijab avant de commencer à la gifler et à la frapper au visage, la faisant saigner de la bouche, selon la déclaration. Lorsqu'elle a essayé de remonter dans son camion USPS, il lui a attrapé la jambe. Elle s'est libérée tout en lui déchirant sa chemise.⁴⁰²

USA : Un étudiant arabo-musulman de l'université de Stanford a été hospitalisé à la suite d'un délit de fuite qui a fait l'objet d'une enquête sur un possible crime de haine, a déclaré dans un communiqué le département de la sécurité publique de l'université. Abdulwahab Omira a été heurté par un SUV noir conduit par un homme blanc aux cheveux courts, blond sale et à la barbe courte, portant une chemise grise et des lunettes à monture ronde, et a subi des blessures mais qui ne mettent pas cependant sa vie en danger. L'université a déclaré : *Le conducteur aurait établi un contact visuel avec la victime, aurait accéléré et heurté la victime, puis serait parti en criant «f*** you and your people» (va te faire *** et tes semblables) par la fenêtre abaissée du véhicule.»*⁴⁰³

USA : Une vidéo enregistrée le 18 octobre 2023 et qui a refait surface ce mois-ci sur des sites d'information montre une femme musulmane menacée par un homme dans la rame de métro de Washington. Dans la vidéo, on entend l'homme demander à la femme : «*Comment voudriez-vous qu'on vous décapite ?*» Selon le CAIR, la femme derrière la caméra prenait le train pour se rendre à une manifestation à la fin du mois d'octobre. D'après M. Afify, «*elle portait une Kufiya, qui est un foulard traditionnel palestinien. Elle portait également une chemise sur laquelle figurait le drapeau palestinien*». La femme affirme également que l'homme a pointé une arme sur elle, mais cela n'apparaît pas sur la vidéo.⁴⁰⁴

Canada : Un chauffeur de taxi de Toronto s'est exprimé après qu'un inconnu lui a demandé s'il était Musulman et l'a ensuite aspergé d'une substance étrangère qui lui a causé une sensation de «*brûlure*» dans les yeux. L'incident s'est produit le 14 novembre 2023, alors que le chauffeur était arrêté à un feu rouge à l'angle des rues Front et Yonge. «*J'ai baissé un peu ma vitre et demandé s'il avait besoin d'un taxi*», a déclaré le chauffeur lors d'une interview le 15 novembre. «*Il (le suspect) m'a regardé et m'a dit : «Vous êtes musulman ? Je lui réponds : 'Oui, je suis musulman'. Il [me] jette alors quelque chose sur les yeux en utilisant des termes injurieux*».⁴⁰⁵

USA: Le 17 novembre 2023, un homme qui vendait des produits islamiques à l'extérieur d'une mosquée dans la capitale de l'État de Rhode Island a été blessé par balle, a déclaré le chef de la police locale. La fusillade au Centre islamique de Rhode Island à Providence s'est produite dans un contexte de montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme aux États-Unis. Le chef de la police de Providence, Oscar Perez, a déclaré que l'individu victime de la fusillade était associé à la mosquée et avait installé une table pour vendre des «*produits islamiques*» lorsqu'il a reçu une balle dans la partie inférieure du corps, selon la chaîne d'information locale WPRI. «*C'était pendant qu'il pliait certains articles qu'on lui a tiré dessus*», a déclaré M. Perez dans une vidéo publiée par WPRI.⁴⁰⁶

USA: Dans une vidéo virale de novembre 2023, on peut voir une femme musulmane se faire agresser dans le métro de New York. Selon l'interview qu'elle a donnée et le rapport de la police, la femme, yéméno-américaine et musulmane, se rendait à un rassemblement pro-palestinien à Bryant Park le 17 novembre lorsque l'homme a commencé à lui lancer des regards furieux. Il l'a traitée de «*terroriste*», a arraché et brisé le drapeau qu'elle portait et l'a frappée à la poitrine. Elle a expliqué que c'est ce qui l'a amenée à sortir son téléphone et à commencer à enregistrer.⁴⁰⁷



USA : Le 3 janvier 2024, un imam musulman a été victime d'une balle mortelle à l'extérieur de sa mosquée dans le New Jersey, alors que la police continuait à rechercher l'assaillant. L'imam Hassan Sharif se trouvait devant Masjid Muhammad, une mosquée de Newark, pour la prière du fajr (aube) lorsqu'il a été abattu de plusieurs balles alors qu'il se trouvait encore dans son véhicule. Sharif a été transporté d'urgence dans un hôpital local dans un état critique, où il a succombé à ses blessures.⁴⁰⁸



Inde : Cinq policiers, dont un responsable de poste, étaient sur le banc des accusés après agression d'un jeune musulman accusé d'avoir abattu des vaches dans la ville de Badaun, dans l'Uttar Pradesh. Des rapports ont ensuite révélé que la victime avait été arrêtée par la police à la suite d'une erreur d'identité. L'activiste social Kashif Arsalan a dénoncé l'incident, révélant que «cinq officiers de police ont torturé un jeune musulman en insérant un bâton dans sa voie rectale et en lui administrant des chocs électriques». Selon

les médias, la mère de la victime, âgée de 22 ans, a affirmé que la police, dirigée par un inspecteur adjoint, avait soumis son fils à un traitement inhumain consistant notamment à introduire un bâton dans une partie sensible du corps et à lui administrer des décharges électriques répétées. La victime, vendeur de légumes, résidait dans la zone de Kakrala, relevant du poste de police d'Alapur. La belle-sœur de la victime a affirmé que son beau-frère avait été battu toute la nuit. Se rendant compte qu'ils avaient arrêté la mauvaise personne, les policiers lui auraient remis 100 roupies avant de le relâcher au bout de deux jours. Depuis lors, la victime est aux prises avec des crises incessantes.⁴⁰⁹

Inde : Le 14 janvier, un conducteur de véhicule musulman a été brutalement battu par un groupe de nationalistes hindous dans la zone de Vasna, Gupta Nagar, dans le district d'Ahmedabad, au Gujarat. Ahmed Hussain Sheikh transportait trois passagers dans sa voiture : deux femmes transportant du matériel de restauration pour un mariage et un homme assis sur le siège à côté du conducteur. Sheikh transportait ses passagers comme d'habitude. Le passager assis à côté du conducteur, un Hindou portant un Tilak, a accidentellement craché le tabac qu'il était en train de mâcher. Le tabac a atterri sur l'un des hommes du groupe Hindutva qui se tenait juste derrière le véhicule. Le groupe Hindutva a alors arrêté le véhicule et a commencé à battre Sheikh, bien que le passager hindou ait avoué que c'était lui, et non le conducteur, qui avait craché le tabac à l'extérieur, et que son intention n'était pas de cracher sur qui que ce soit. L'incident a pris une tournure antimusulmane lorsque Sheikh a été battu sans ménagement par le groupe, laissant l'homme hindou s'enfuir. Les deux autres femmes se sont également enfuies, laissant derrière elles les articles de restauration qu'elles transportaient.⁴¹⁰



Inde : Le lendemain de l'inauguration du temple de Ram à Ayodhya, un étudiant en commerce, Mohammad Tariq Chaudhary, a suggéré d'aider son père, qui gère un service de transport par tempo à Mira Road, un quartier de l'extrême nord de Mumbai. Le conducteur habituel étant absent, Tariq s'est proposé de livrer une cargaison de boîtes de conserve en plastique vides et de ferraille dans le quartier. Le 23 janvier 2024, alors qu'il traversait le quartier de Shanti Nagar avec deux ouvriers, une foule a arrêté le véhicule et a agressé les trois hommes, tous Musulmans. *«Le nom Rashid Tempo Service sur la carrosserie du véhicule et un autocollant représentant la lune et les étoiles sur la vitre ont révélé notre identité musulmane»*, a déclaré Abdul Chaudhary, le père de Tariq. Tariq, qui était assis sur le siège du conducteur, a été le premier à être agressé. Il a dit à son père qu'il avait été giflé par la foule. Ils l'ont ensuite traîné dehors et commencé à le rouer de coups de pied et le frapper à coups de poing. Il avait du sang sur la tête, le dos et les mains..⁴¹¹

Inde : Un libraire, Irshad alias Sheru, aurait été arrêté par la Brigade antiterroriste (ATS) le 4 février 2024, pour *«vente de livres religieux»* dans le district de Gonda, en Uttar Pradesh. Le magasin, Makthabathool Madina Kanzul Imaan, vend différents types de livres islamiques, dont le saint Coran, ainsi que d'autres articles religieux tels que des tapis de prière, des topi, etc. Le magasin est situé à Rakabanj, près du poste de police de Pandey Bazar..⁴¹²



Inde : Le 8 mars 2024, dans la localité d'Inderlok, au nord de Delhi, un sous-inspecteur de la police de Delhi, Manoj Kumar Tomar, a donné des coups de pied à des hommes qui faisaient la prière sur la route, devant une mosquée. Une vidéo de l'incident a été diffusée sur les réseaux sociaux et Tomar a été suspendu. NewsLaundry s'est entretenu avec les habitants du quartier pour comprendre ce qui s'est passé. Plusieurs habitants ont déclaré que la mosquée était bondée et que certaines personnes ont commencé à prier sur le parking à l'extérieur de la mosquée. L'un d'entre eux a déclaré que les policiers n'avaient pas empêché les gens de prier à l'extérieur dans un premier temps, mais qu'ils avaient fini par donner des coups de pied aux hommes, les maltraitant et leur demandant de partir.⁴¹³

Inde : Selon la police, le 19 mars 2024, Abdul Aziz, originaire de Kishanganj (Bihar), a été battu par un habitant du village, Neeraj Bhatti, dans son village de Noida. Le DCP (Noida) Vidya Sagar Mishra a déclaré : «*Un homme de 35 ans, qui était venu de Bihar à Salarpur pour collecter des dons, a été agressé dans l'après-midi par un habitant de 45 ans. L'accusé a également fait des remarques désobligeantes à l'égard de la victime*». ⁴¹⁴

Incidents ciblant des exemplaires du Saint Coran

Suède : Trois exemplaires du Coran ont été retrouvés profanés en Suède, ont rapporté les médias le 1er février 2023. Selon la chaîne de télévision suédoise SVT, un exemplaire du livre saint sur lequel des menaces de mort ont été écrites a été trouvé dans une gare routière et deux autres dans différents endroits de Ronneby.⁴¹⁵

Danemark : Le 24 mars 2023, des membres du groupe d'extrême droite danois Patrioterne Gar Live (Les Patriotes vivent) ont brûlé devant l'ambassade de Turquie à Copenhague des exemplaires du Coran ainsi que le drapeau turc.⁴¹⁶



Suède : Le 28 juin 2023, Salwan Momika a mis le feu à des pages du Coran devant la principale mosquée de Stockholm. Salwan, qui s'est réfugié en Suède il y a plusieurs années, avait demandé à la police l'autorisation de brûler le Livre Saint «*pour exprimer mon opinion sur le Coran*». La police suédoise avait accordé une autorisation pour cette action, qui s'accorde avec le principe de la liberté d'expression. Dans sa décision écrite autorisant cette action, la police de Stockholm a déclaré que les risques pour la sécurité liés à l'incinération «*n'étaient pas de nature à justifier, en vertu des lois en vigueur, une décision de rejet de la demande*». Sous une forte présence policière et alors qu'une douzaine de personnes lui exprimaient leur opposition en arabe, Momika s'est adressé à la foule composée de plusieurs dizaines de personnes

à l'aide d'un mégaphone. Il a piétiné le Coran et y a déposé des tranches de jambon. Il a ensuite mis le feu à quelques pages avant de le refermer et de le frapper comme un ballon de football tout en agitant des drapeaux suédois, ont rapporté des correspondants de l'AFP sur place. La police a déclaré par la suite dans un communiqué que la manifestation n'avait pas causé de «troubles à l'ordre public», mais a ajouté qu'une enquête avait été ouverte pour «agitation contre un groupe ethnique» du fait que Momika avait choisi de brûler le Coran tout près d'une mosquée. La police a ajouté que Momika faisait également l'objet d'une enquête pour avoir enfreint une interdiction temporaire d'allumer du feu, mise en place en raison d'une vague de chaleur en cours. L'autorisation de la police pour cette action est intervenue deux semaines après qu'une cour d'appel suédoise a rejeté la décision de la police de refuser l'autorisation pour deux manifestations à Stockholm qui devaient inclure l'autodafé du Coran.⁴¹⁷



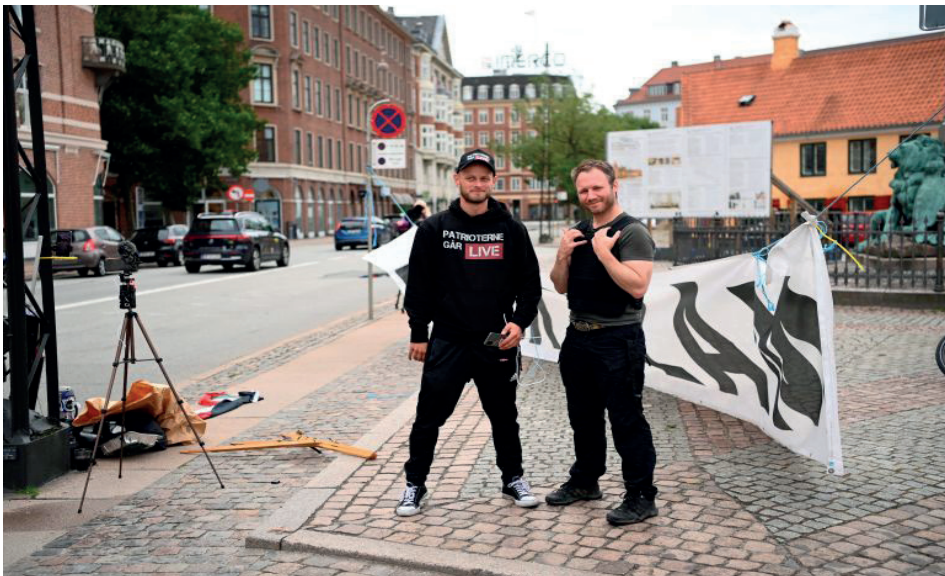
Territoire palestinien occupé: Des images diffusées le 22 juin 2023 montrent des colons israéliens vandalisant une mosquée de Cisjordanie dans le village palestinien d'Urif au cours d'un raid mené la veille. Les colons masqués, accompagnés d'un chien, ont été vus quittant la mosquée ; l'un d'entre eux a déchiré un exemplaire du Coran dans la rue, à l'extérieur de la mosquée. *«Les agressions des colons se poursuivent sans aucun effort de la part de l'armée pour les arrêter»*, a déclaré l'Organisation israélienne de défense des droits de l'homme Yesh Din. *«Les images choquantes montrent que les colons ont pour seul objectif celui de provoquer une émeute en commettant des pogroms organisés»*. Au cours de ce raid, les colons ont également incendié une école et tenté de mettre le feu à des maisons et à la mosquée, ont déclaré des habitants, qui ont indiqué, par ailleurs, que les colons étaient entrés dans le village venant de la colonie d'Yitzhar.⁴¹⁸

Allemagne : Des exemplaires du Coran ont été brûlés et jetés d'un véhicule en marche devant une mosquée dans le sud-ouest de l'Allemagne, a confirmé l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DITIB) le 10 juillet 2023. L'incident s'est produit devant la mosquée Mimar Sinan dans la ville de Maulbronn, dans l'état de Baden-Wurtemberg. Osman Adıbelli, directeur de l'association de la mosquée, a déclaré que l'incident est survenu dans la nuit du 8 juillet 2023. *«Après l'incident, lorsque nous avons revu les images de surveillance de notre mosquée, nous avons vu qu'un objet avait été jeté devant la mosquée depuis un véhicule roulant dans la rue principale. Vers 4.45 heures du matin (02.45GMT), les membres de notre communauté qui sont venus pour les prières du matin ont remarqué un Coran brûlé à l'entrée de la mosquée»*, a-t-il expliqué.⁴¹⁹



Suède : Le 20 juillet 2023, debout devant l'ambassade d'Irak, dans la capitale Stockholm, Salwan Momika a jeté le Coran et le drapeau irakien sur le sol, les a piétinés avant de s'essuyer les pieds dessus.⁴²⁰

Danemark : Le 21 juillet 2023, un groupe antimusulman a profané le Coran à Copenhague, la capitale du Danemark. Le groupe ultranationaliste appelé «Danske Patriotere» a brûlé le Livre Saint devant l'ambassade d'Irak à Copenhague. Il a également brandi une banderole contenant des slogans insultants à l'égard de l'Islam, avant de piétiner le drapeau irakien ainsi qu'un exemplaire du Coran, sous la protection de la police, comme en témoignent les vidéos que le groupe a partagées sur les réseaux sociaux.⁴²¹



Danemark : Le 24 juillet 2023, deux manifestants ont mis le feu à un exemplaire du Coran devant l'ambassade d'Irak à Copenhague, la capitale du Danemark. Le duo, issu d'un groupe qui s'est baptisé «Patriotes danois», a piétiné le Coran et procédé à son autodafé dans une barquette en papier d'aluminium, à côté du drapeau irakien jeté sur le sol.⁴²²

Danemark : Le 25 juillet 2023, un groupe islamophobe d'extrême droite a brûlé le Coran devant les ambassades de Turquie et d'Égypte à Copenhague. Cet acte ignoble, qui est l'œuvre du Danske Patriot, a suscité la condamnation de l'ensemble du monde musulman. Le Danemark a condamné l'incendie et l'a qualifié «d'acte honteux» et irrespectueux de la religion d'autrui. Mais les autorités n'ont pris aucune mesure à l'encontre des responsables.⁴²³

Suède : Le 31 juillet 2023, deux hommes ont procédé à l'autodafé d'un exemplaire du Coran devant le Parlement suédois à Stockholm, dans le cadre d'un rassemblement similaire aux événements précédents. Salwan Momika et Salwan Najem ont piétiné un exemplaire du Coran avant d'y mettre le feu, comme ils l'avaient déjà fait à la fin du mois de juin devant la plus grande mosquée de la capitale suédoise.⁴²⁴



Suède : Le dirigeant danois du parti d'extrême droite Stram Kurs a brûlé un exemplaire du Coran dans une région suédoise à forte population musulmane. Rasmus Paludan, accompagné par la police, s'est rendu le 14 avril 2022 dans un espace public ouvert dans le sud de Linköping, a posé le Livre Saint et y a mis le feu tout en faisant la sourde oreille aux protestations des spectateurs.⁴²⁵



Pays-Bas: Le 18 août 2023, un militant d'extrême droite néerlandais a piétiné et déchiré un exemplaire du Coran lors d'une manifestation devant l'ambassade de Turquie à La Haye, provoquant la fureur de dizaines de contre-manifestants. Edwin Wagensveld, qui dirige la branche néerlandaise du groupe d'extrême droite Pegida, a endommagé un exemplaire du Coran, comme en ont témoigné des correspondants des médias. Il était accompagné de deux autres personnes.⁴²⁶

Danemark : Le 7 août 2023, des membres de Danske Patriotier (Patriotes danois), un groupe danois anti-islam et ultranationaliste, ont brûlé des exemplaires du Livre Saint devant les ambassades de Turquie, d'Algérie, du Pakistan, d'Iran et d'Indonésie dans la capitale danoise. Le groupe a également mené une attaque similaire dans la ville d'Aalborg, au nord du pays, et a scandé des slogans islamophobes.⁴²⁷

Suède : Le 14 août 2023, un exemplaire du Coran a été profané dans la capitale suédoise lorsque deux hommes se sont mis à donner des coups de pied au Livre Saint musulman et à brûler plusieurs de ses pages devant le Palais Royal, au milieu d'une forte présence policière. C'est la deuxième fois en quelques semaines que Salwan Momika et Salwan Najem brûlent le Coran, un acte autorisé par la Suède en vertu de la loi sur la liberté d'expression. L'incident s'est produit à Mynttorget, une place centrale entourée de bâtiments gouvernementaux et du palais.⁴²⁸

USA : Une personne non identifiée a jeté un exemplaire du Livre Saint des Musulmans, le Coran, au sol avant de lui asséner un coup de pied, à

l'extérieur de la Maison Turque à New York, le 8 septembre 2023.⁴²⁹

Pays-Bas : Le 24 septembre 2023, un extrémiste néerlandais d'extrême droite, Edwin Wagenveld, a de nouveau déchiré un exemplaire du Coran dans un nouvel acte islamophobe provocateur. Selon les rapports, l'acte agressif a eu lieu devant l'ambassade de Turkiyé aux Pays-Bas. Les médias ont rapporté également que M. Wagenveld, chef de la branche néerlandaise du mouvement islamophobe Pegida, a piétiné les pages du Livre Saint de l'Islam.⁴³⁰



USA : Un exemplaire du Coran a été brûlé dans l'Illinois par un lycéen de 16 ans, et les organisations de défense des droits de l'homme ont déclaré que cet acte soulevait des inquiétudes quant à l'influence de l'organisation paramilitaire nationaliste hindoue Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), basée en Inde, aux États-Unis. L'incident a eu lieu en juin 2023 à Naperville, dans la banlieue de Chicago. La vidéo, diffusée sur les réseaux sociaux, montre un garçon se tenant debout dans un champ d'herbe et utilisant un briquet pour mettre le feu au Coran. Une fois le Coran en feu, il l'a jeté par terre.⁴³¹



Inde : Une tentative présumée de provoquer un incendie communautaire a été signalée après la découverte de pages brûlées du Saint Coran près de la mosquée de Fatehpur Bazar, dans le district de Jamtara, au Jharkhand. Les habitants ont trouvé les pages dans les champs, à environ 300 mètres de la mosquée. Néanmoins, selon les médias, les communautés hindoues et musulmanes ont toutes deux condamné l'acte.⁴³²

Incident visant la figure la plus illustre de l'Islam



USA: Aaron Brooks, athlète de l'État de Pennsylvanie, donnait une interview à ESPN après un match lorsqu'il a affirmé que Muhammad était un faux prophète. Brooks venait de remporter son troisième titre individuel consécutif de la NCAA, en battant Parker Keckeisen de Northern Iowa dans la finale des 184 livres. Mais lorsqu'il a été interviewé par ESPN après sa victoire, le jeune homme de 22 ans a décidé de professer sa foi en Jésus-Christ, tout en s'en prenant à l'Islam. *«C'est tout. La résurrection du Christ est tout»,* a déclaré Brooks dans le micro... *«Pas seulement sa vie, sa mort et sa résurrection. Vous ne pouvez obtenir cela qu'à travers lui. Le Saint-Esprit ne passe que par lui. Pas de faux prophètes, pas de Muhammad ni personne d'autre. Rien que Jésus-Christ lui-même».* Incroyablement, le compte Twitter officiel de la NCAA Wrestling a posté des images de l'interview - avant de les

supprimer rapidement après les réactions négatives qu'elles ont suscitées.⁴³³

Royaume Uni : Une enseignante d'une grande école a été suspendue après avoir apparemment utilisé une tasse avec une image représentant le prophète Muhammad. L'enseignante de la Colchester Royal Grammar School, dans l'Essex, aurait été photographiée avec l'objet, sur lequel figurait une image tirée d'une série de dessins animés intitulée «Jesus And Mo».⁴³⁴

Incident se rapportant au Hijab

USA : Une employée d'un restaurant du Comté de Montgomery aurait été mise dans une situation inconfortable, la semaine d'avant, lorsqu'un autre employé lui a demandé de faire passer son travail avant sa foi. La vidéo a été postée le 7 avril 2013 par une employée du restaurant. L'employée aurait été sommée par un autre employé, qui «semblait être son manager/superviseur direct», d'enlever son hijab ou de quitter le travail. Dans la vidéo, on entend l'employée dire : «Je vais rentrer chez moi puisque je ne peux pas le porter.» Le restaurant Michael's Family a évoqué l'incident dans une déclaration publiée sur Facebook à l'intention de ses clients et des membres de la communauté musulmane de la région de Philadelphie : «Le restaurant Michael's Family Restaurant dessert Glenside depuis plus de 15 ans et a toujours été fier de la qualité de son service, du respect de ses clients et de la diversité de ses employés et de sa clientèle. Une vidéo mise en ligne le 7 avril 2023 montre l'une de nos employés en train de violer les valeurs de notre établissement. Notre équipe de direction a évalué les faits et nous aimerions que notre communauté sache qu'à compter du vendredi 7 avril 2023, cette employée n'est plus affiliée au restaurant Michael's Family de Glenside».⁴³⁵

Canada : La communauté musulmane de Winnipeg cherchait des réponses après que l'une de ses membres, une jeune femme de 18 ans, a été poignardée au travail le 6 juin 2023 alors qu'elle travaillait au restaurant Olive Garden à Transcona. Les responsables musulmans ont tenu une conférence de presse le 18 juillet 2023 pour réclamer une «enquête approfondie» sur l'agression et demander si elle avait été ciblée en raison de l'identité de la victime, qui était noire et portait un hijab. L'agression au couteau a conduit à l'arrestation d'un homme de 27 ans au casier judiciaire bien rempli, comprenant de

multiples accusations d'incendie criminel, ainsi que des condamnations pour méfait, vol et non-respect d'une ordonnance de mise à l'épreuve. Il a été inculpé d'agression aggravée, de possession d'arme et de non-respect d'une ordonnance de probation. Aasiyah Khan, directrice des opérations du Conseil national des Musulmans canadiens, a lu une déclaration de la victime dans laquelle cette dernière conteste l'affirmation de la police selon laquelle l'agression aurait été commise au hasard et n'aurait pas été provoquée. Elle a ajouté que la police avait rendu publiques les accusations sans avoir parlé à la victime, qui était alors en convalescence à l'hôpital. La victime, dans sa déclaration, a déclaré qu'elle était la seule personne de couleur dans le restaurant au moment de l'agression et qu'elle avait le sentiment que l'accusé avait longuement fixé son regard sur elle avant l'incident.⁴³⁶

USA : Une Musulmane a été contrainte de retirer son hijab après avoir été arrêtée par un policier de l'Université du Kentucky et emmenée au centre de détention du Comté de Fayette. Le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a déclaré dans un communiqué de presse du 21 juillet 2023 que la femme avait été arrêtée le 17 juillet 2023 pour conduite sans phares allumés et qu'elle avait été arrêtée *«pour un problème lié à une inscription tardive datant de quelques années»*. Elle a aussi déclaré à l'organisation que personne ne lui avait dit qu'elle avait été arrêtée et qu'elle ne se souvenait pas de la lecture de ses droits. La femme a déclaré au CAIR qu'on lui avait *«demandé à plusieurs reprises quelle était sa religion»* et qu'elle avait été *«menottée et détenue pendant des heures et forcée d'enlever son hijab pour la photo d'enregistrement»*. Selon le CAIR, la femme a déclaré qu'on lui avait demandé d'enlever son foulard alors qu'elle était menottée et *«dans une salle publique où tout le monde pouvait me voir»*. Elle a refusé et a demandé à être emmenée dans une pièce privée. *«On m'a alors emmenée dans une autre pièce qui avait une porte-fenêtre et on m'a placée devant des toilettes dotées d'un demi-mur qui ne couvrait toujours pas ma tête»*, indique une déclaration de la femme, diffusée par le CAIR. *«On m'a forcée à m'asseoir courbée en avant pendant un long moment, mais je n'ai pu tenir très longtemps. J'ai alors utilisé ma robe comme foulard pour pouvoir m'asseoir droite et ne pas avoir mal au dos. Je me sens vraiment terrorisée, terrifiée et abusée par ces officiers»*. Dans son communiqué de presse, le CAIR précise

que *« finalement, la femme a été libérée moyennant une caution de 100 dollars qui, selon elle, a été prélevée dans son sac à main »*.⁴³⁷

USA : Le 2 octobre 2023, la chaîne de restauration rapide mexicaine Chipotle a fait l'objet d'une action en justice intentée par une agence fédérale au nom d'une ancienne employée qui a déclaré avoir été soumise *« par son superviseur à un barrage de harcèlement fondé sur sa religion »* parce qu'elle portait un hijab. L'action en justice pour harcèlement religieux et représailles a été intentée par la Commission américaine pour l'égalité des chances en matière d'emploi au nom d'Areej Saifan, une Musulmane qui était employée dans un Chipotle à Lenexa, dans le Kansas. Mme Saifan *« a expliqué qu'elle portait le hijab en raison de ses convictions religieuses et qu'elle ne pouvait pas l'enlever »*, selon la plainte fédérale, mais le *« harcèlement s'est poursuivi pendant plusieurs semaines, la mettant sous pression »* pour qu'elle *« retire son hijab »*. Un directeur adjoint, qui ne cessait de harceler Mme Saifan, le lui a demandé *« environ dix à quinze fois sur une période d'environ un mois »*, selon la plainte. A un moment, le directeur adjoint *« a tendu la main, a attrapé son hijab et l'a tiré. Une partie du hijab de Mme Saifan s'est alors détachée, dévoilant ses cheveux »*, précise la plainte. En raison de *« l'incapacité répétée de la direction à remédier au harcèlement »*, Mme Saifan a démissionné et a donné son préavis de deux semaines le 10 août 2021, selon la plainte.⁴³⁸

USA : Le 4 octobre 2023, le CAIR, une organisation musulmane de défense des droits civiques, a poursuivi les responsables de la prison fédérale de Waseca, dans le Minnesota, pour avoir violé le droit constitutionnel à la liberté religieuse d'une Américaine musulmane, alléguant que des agents l'avaient forcée à retirer son hijab, l'avaient photographiée et l'avait contrainte à porter une carte d'identité affichant cette photo. Le but de l'action en justice intentée au nom de la détenue Muna Jama était d'obtenir que l'établissement correctionnel fédéral de Waseca détruise les photographies sans hijab de la détenue dans la base de données du système et mette fin à la pratique consistant à prendre et à utiliser des photos de visages non voilés.⁴³⁹

Canada : Le 3 novembre 2023, une femme musulmane de Winnipeg s'est dite choquée, effrayée et atterrée après avoir été accostée en raison de son apparence. Sarwat Qureshi conduisait son fils à l'école secondaire Acadia à Fort Richmond lorsqu'elle a été abordée par un homme qui lui a lancé

des insultes antimusulmanes et islamophobes. Après avoir déposé son fils et pris un autre chemin, Mme Qureshi s'est de nouveau retrouvée face à cet homme qui, selon elle, a tenté de s'introduire physiquement dans sa camionnette. *«Cet individu ne me connaissait pas, ne connaissait pas mon nom, nous ne nous étions jamais rencontrés auparavant»*, a déclaré Mme Qureshi. *«Mais autant de haine qu'il manifestait pour moi, juste à cause de la façon dont je m'habille, je ne peux pas le comprendre, c'est difficile à expliquer»*.⁴⁴⁰

USA : Une Musulmane mère de deux enfants, détenue dans une prison du Kentucky au début de l'année 2023, a déclaré qu'on l'avait forcée à retirer son hijab et qu'elle avait subi *«une fouille corporelle sans aucune raison valable»*, qui avait été *«filmée et projetée»* sur un écran de télévision pour que les hommes et les femmes présents dans le hall de la prison puissent la voir, selon un procès qu'elle a intenté. La femme, identifiée comme Jane Doe dans les documents judiciaires, a déclaré dans l'action en justice que la fouille violait les propres procédures de la prison régionale du Comté de Warren. Elle a également affirmé que sa photo d'enregistrement, qui la montrait sans hijab, était restée en ligne dans une base de données publique sur les détenus, sept mois après son arrestation. Les agents auraient violé les droits constitutionnels de Mme Doe à la liberté religieuse, l'auraient soumise à une fouille et à une perquisition et saisie abusives et l'auraient privée d'une protection équitable en vertu de la loi. Elle réclamait un procès avec jury, des changements dans les procédures de la prison et des dommages-intérêts non spécifiés.⁴⁴¹

Canada : George Murray, un homme d'Oshawa, a été inculpé pour avoir menacé de mort la semaine précédente une femme portant un hijab dans l'est de Toronto. La police de Toronto a déclaré que la victime se trouvait dans le secteur des avenues Danforth et Victoria Park dans la matinée du 1er décembre 2023 lorsque le suspect s'est approché d'elle. Il aurait fait des remarques désobligeantes sur la religion de la femme avant de la menacer. La police a déclaré que le suspect avait quitté les lieux peu de temps après. La femme n'a pas subi de blessures physiques. L'incident a fait l'objet d'une enquête pour suspicion d'infraction motivée par la haine, et des membres de l'unité chargée des crimes de haine ont arrêté le suspect pendant cette même semaine.⁴⁴²

USA : Le 2 février 2024, deux femmes de Milwaukee ont plaidé coupable des accusations de crime de haine liées à une agression perpétrée au Cathedral Square Park en juillet 2023. Lors de l'agression, les victimes concernées ont déclaré que leurs hijabs avaient été arrachés. Miracle Reed a plaidé coupable des trois chefs d'accusation retenus contre elle : coups et blessures (crime de haine), trouble à l'ordre public et délit de libération sous caution. Payton Smith a plaidé, quant à elle, coupable de deux chefs d'accusation pour coups et blessures (crime de haine). Un troisième chef d'accusation, celui de trouble à l'ordre public, a été rejeté mais versé au dossier de la cour aux fins de détermination de la peine. L'avocat des femmes musulmanes a déclaré que l'attaque n'avait pas été provoquée et que les femmes avaient été battues en raison de leur apparence. Les enquêteurs ont déclaré que les deux accusées s'étaient immédiatement montrées hostiles à l'égard des victimes dans le parc. Selon une plainte pénale, les victimes ont déclaré aux enquêteurs qu'elles étaient avec des membres de leur famille qui priaient dans le parc et «*s'occupaient de leurs affaires*» lorsque Smith s'est approchée et a demandé : «*Alors, quel est le problème ?*» Les procureurs ont déclaré qu'elle avait poursuivi en demandant aux victimes d'où elles venaient. Selon la plainte, Smith a ensuite regardé Reed et lui a dit : «*Tu es prête ?*» La victime a déclaré que Smith l'a alors bloquée au niveau de la tête et lui a donné un coup de poing. L'autre victime a précisé que Reed avait commencé à la frapper à l'arrière de la tête. Les deux victimes ont déclaré qu'on leur avait ôté leur hijab de la tête, selon la plainte. Un passant est intervenu pour mettre fin à cette altercation, et les victimes ont déclaré que les deux femmes et leurs dix enfants se sont éloignés.⁴⁴³

USA : le 12 février 2024, une femme de Seattle s'est trouvée dépouiller de son hijab sous la menace d'un couteau près du campus de l'Université de Washington. Des agents ont répondu à un rapport indiquant qu'une femme avait été approchée par derrière et placée dans une position d'étranglement par un homme brandissant «*un petit couteau*» dans le quartier universitaire vers 9 heures du matin. Le suspect «*faisait des remarques désobligeantes et exprimait une haine généralisée à l'égard des croyances religieuses mais aussi envers l'origine nationale de la victime*», a déclaré la police de Seattle. Il a pris le hijab de la femme avant de s'enfuir. La victime n'a pas été blessée physiquement, mais elle a été émotionnellement ébranlée.⁴⁴⁴

Inde : Dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, on voit d'abord une étudiante portant le hijab, assise dans une classe, puis ses camarades de classe portant des châles safran, prétendument en signe de protestation. L'incident a eu lieu le 6 mars 2024 au Vidya Soudha College. Le proviseur a toutefois rejeté la controverse sur le hijab, déclarant que l'élève en question souffrait d'une «infection de l'oreille» et qu'elle devait donc se couvrir la tête.⁴⁴⁵

Endnotes

1 Cités à partir de plusieurs sources.

2 Voir : Dallas News' entry "Un groupe musulman affirme que Southwest Airlines a licencié un employé qui voulait prendre un congé pour une réunion de prière», in: <https://www.dallasnews.com/business/airlines/2023/02/15/muslim-group-says-southwest-airlines-fired-worker-who-wanted-time-off-for-prayer-meeting/>, extrait le 20.02.2023.

3 Voir : triblive news' entry, in: Amazon discrimine les femmes musulmanes dans son centre de distribution de Pittsburgh, selon un procès — <https://triblive.com/local/amazon-discriminated-against-muslim-women-at-pittsburgh-distribution-center-lawsuit-says/>, extrait le 10.11.2023

4 Voir : thedailybeast news' entry, in: Ex-Fox News Staffer: J'ai été licencié pour avoir dénoncé l'islamophobie de mon patron — <https://www.thedailybeast.com/ex-fox-news-staffer-tariq-khan-says-he-was-fired-for-calling-out-his-boss-islamophobia>, extrait le 30.11.2023

5 Voir : stltoday news' entry, in: Une ancienne enseignante de l'école St. Louis Country Day affirme avoir été victime de discrimination en raison de sa foi musulmane — https://www.stltoday.com/news/local/crime-courts/former-teacher-at-st-louis-country-day-says-she-faced-discrimination-over-muslim-faith/article_a94876d2-ab29-11ee-a77e-1f03a5ffa503.html, extrait le 05.01.2024

6 Voir : Globalnews News' entry "Des groupes musulmans poursuivent le gouvernement du Québec en raison de l'interdiction des salles de prière dans les écoles", in: <https://globalnews.ca/news/9708962/quebec-muslim-groups-prayer-rooms/>, extrait le 25.05.2023

7 Voir : theguardian news' entry, in: Un député est empêché d'embarquer sur un vol d'Air Canada parce qu'il s'appelle « Mohammad ». — <https://www.theguardian.com/news/2023/oct/23/mp-stopped-from-boarding-air-canada-flight-as-his-name-was-mohammad>, extrait le 31.10.2023

8 Voir : Telegraph News' entry "Le bacon mis dans les bottes d'un policier musulman alors que le comportement raciste est « ignoré » par le ministère de l'Intérieur", in: <https://www.telegraph.co.uk/news/2023/03/21/casey-review-bacon-placed-muslim-police-officers-boots/>, extrait le 25.03.2023

9 Voir : the guardian News' entry "L'armée britannique admet qu'un soldat a été victime de « préjugés anti-islamiques »", in: <https://www.theguardian.com/uk-news/2023/jul/03/british-army-admits-soldier-was-victim-of-anti-islamic-bias>, extrait le 10.07.2023

10 Voir : independent news' entry, in: Les musulmans britanniques sont touchés de manière disproportionnée par le « de-banking ». <https://www.independent.co.uk/business/call-for-review-as-british-muslims-disproportionately-affected-by-debanking-b2385591.html>, extrait le 05.08.2023

11 Voir : Morocco World News' entry "Le propriétaire d'une boulangerie marocaine est confronté à la fermeture de son commerce en France en raison d'une campagne de boycott raciste", in: <https://www.moroccoworldnews.com/2023/03/354401/moroccan-bakery-owner-faces-business-shutdown-in-france-due-to-racist-boycott-campaign/>, extrait le 20.03.2023

12 Voir : ABC News' entry "Ali a essayé de transférer 30 dollars pour l'anniversaire de son neveu. L'opération a été signalée comme susceptible d'enfreindre les sanctions économiques", in: <https://www.abc.net.au/news/2023-03-05/bank-transfer-flagged-for-word-muslim-leaves-customer-upset/102037694/>, extrait le 15.03.2023

13 Voir : SBS News' entry "Ne vous faites pas exploser » : Un employé musulman a lu un livre au travail. La réponse de son supérieur l'a fait fondre en larmes.", in: <https://>

www.sbs.com.au/news/article/dont-blow-yourself-up-a-muslim-employee-read-a-book-at-work-his-managers-reply-left-him-in-tears/axhpqycxh, extrait le 30.03.2023

14 Voir : Anadolu Agency News' entry « Les universitaires musulmans en Espagne font face à la discrimination », in: <https://www.aa.com.tr/en/europe/muslim-academics-in-spain-face-discrimination/289540>, extrait le 15.05.2023

15 Voir : the hindu news' entry, in: Gurugram : un groupe de droite demande l'interdiction du namaz dans les espaces ouverts <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/gurugram-right-wing-group-calls-for-ban-on-namaz-in-open-spaces/article67151603.ece>, extrait le 05.08.2023

16 Voir : wmnf news' entry, in: Un groupe de défense des musulmans américains s'oppose au contenu « islamophobe » de PragerU dans les écoles de Floride <https://www.wmnf.org/muslim-american-advocacy-group-objects-to-islamophobic-prageru-florida-schools/>, extrait le 10.08.2023

17 Voir : arabnews news' entry, in: Des sources d'Arab News confirment que la chaîne américaine a mis à l'écart Mehdi Hasan, Ayman Mohieddine et Ali Velshi. — <https://www.arabnews.com/node/2391271/media>, extrait le 20.10.2023

18 Voir : theguardian news' entry, in: Un grand cabinet d'avocats américain déclare avoir annulé des offres d'emploi à des étudiants qui avaient soutenu les lettres entre Israël et le Hamas — <https://www.theguardian.com/us-news/2023/oct/18/student-palestine-letter-harvard-columbia-us-law-firm-jobs-revoked>, extrait le 25.10.2023

19 Voir : newrepublic news' entry, in: Les républicains de la Chambre des représentants présentent un projet de loi visant à expulser les Palestiniens du pays — <https://newrepublic.com/post/176666/house-republicans-bill-expel-palestinians-country/>, extrait le 10.11.2023

20 Voir : reuters news' entry, in: Mise en accusation d'un suspect dans l'assassinat de trois étudiants américains d'origine palestinienne dans le Vermont — <https://www.reuters.com/world/suspect-arraigned-shooting-three-palestinian-american-students-vermont-2023-11-27/>, extrait le 01.12.2023

21 Voir : timesofindia news' entry, in: Un enseignant noir, musulman et arabo-américain mis en congé pour avoir signé un courriel pro-palestinien — <https://timesofindia.indiatimes.com/world/us/black-muslim-arab-american-teacher-put-on-leave-over-pro-palestine-email-signature/articleshow/105901230.cms>, extrait le 15.12.2023

22 Voir : CBS news' entry, in: Un groupe de défense affirme qu'un conseiller scolaire d'Ann Arbor a fait une remarque discriminatoire à l'encontre d'un élève musulman. — <https://www.cbsnews.com/detroit/news/group-files-complaint-against-ann-arbor-public-school-alleging-discrimination/>, extrait le 25.12.2023

23 Voir : SIASAT News' entry “Un garde empêche un musulman de prier à la gare d'Ottawa au Canada”, in: <https://www.siasat.com/video-guard-stops-muslim-man-from-praying-at-ottawa-rly-station-in-canada-2555211/>, extrait le 01.04.2023

24 Voir : CBC News' entry “Les associations musulmanes québécoises dénoncent l'interdiction par le gouvernement des salles de prière dans les écoles”, in: <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-muslim-association-challenge-prayer-room-ban-1.6805495>, extrait le 15.04.2023

25 Voir : Globalnews News' entry “Un juge québécois rejette la demande d'un groupe musulman de suspendre l'interdiction des salles de prière dans les écoles”, in: <https://globalnews.ca/news/9767608/quebec-prayer-rooms-suspension-rejected/>, extrait le 20.06.2023

26 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Israël restreint l'accès des Palestiniens à la mosquée Al-Aqsa pour le douzième vendredi consécutif — <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-restricts-palestinians-access-to-al-aqsa-mosque-for-12th-friday-in-a-row/3095560>, extrait le 05.01.2024

27 Voir : middleeasteye news' entry, in: Les forces israéliennes attaquent des fidèles

musulmans à Al-Aqsa pendant la première nuit du Ramadan — <https://www.middleeasteye.net/news/israeli-forces-attack-muslim-worshippers-al-aqsa-during-first-night-ramadan>, Video Source: <https://twitter.com/i/status/1766966497413419289>, extrait le 20.03.2024

28 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Israël érige des barbelés autour de la porte des Lions, près de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem — <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-erects-barbed-wire-around-lions-gate-near-jerusalem-s-al-aqsa-mosque/3161823>, extrait le 20.03.2024

29 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Des centaines de colons juifs accompagnés de membres de la sécurité israélienne prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa — <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/hundreds-of-jewish-settlers-with-israeli-security-storm-al-aqsa-mosque/3162150>, extrait le 20.03.2024

30 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: La mosquée Al-Aqsa est presque vide en raison des restrictions israéliennes pour le 17^e vendredi consécutif — <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/al-aqsa-mosque-almost-empty-due-to-israeli-restrictions-for-17th-friday-in-row/3126001>, extrait le 15.03.2024

31 Voir : dailysabah news' entry, in: Un ministre israélien appelle à l'élimination du mois sacré du Ramadan dans l'islam — <https://www.dailysabah.com/world/middle-east/israeli-minister-calls-for-eliminating-islams-holy-ramadan-month>, extrait le 10.03.2024

32 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: La fermeture de centres communautaires islamiques dans le nord de l'Italie suscite la frustration de la communauté musulmane — <https://www.aa.com.tr/en/europe/closure-of-islamic-community-centers-in-northern-italy-frustrates-muslim-community/3080882/>, extrait le 20.12.2023

33 Voir : siasat news' entry, in: Un maire d'extrême droite interdit les prières musulmanes dans une ville italienne — <https://www.siasat.com/far-right-mayor-bans-muslim-prayers-in-italian-town-2979607/>, extrait le 20.02.2024

34 Voir : The local News' entry "Demande d'enquête après que la police française a demandé aux écoles des informations sur les élèves absents lors de la fête musulmane de l'Aïd", in: <https://www.thelocal.fr/20230522/demands-for-inquiry-after-french-police-ask-schools-for-information-on-pupils-absent-on-muslim-festival-of-eid>, extrait le 25.05.2023

35 Voir : france24News' entry "La controverse sur l'abaya met à l'épreuve les limites de la laïcité dans les écoles françaises", in: <https://www.france24.com/en/live-news/20230621-abaya-controversy-tests-french-schools-secular-limits>, extrait le 25.06.2023

36 Voir : reuters news' entry, in: La France va interdire les abayas musulmanes dans les écoles publiques — <https://www.reuters.com/world/europe/france-ban-muslim-abaya-dress-state-schools-2023-08-27/>, extrait le 01.09.2023

37 Voir : france24 news' entry, in: Un tribunal français confirme l'interdiction des abayas musulmanes dans les écoles — <https://www.france24.com/en/live-news/20230907-%F0%9F%94%B4-top-french-court-upholds-ban-on-muslim-abayas-in-schools>, extrait le 15.09.2023

38 Voir : dailysabah news' entry, in: Les écoles françaises excluent plus de 60 étudiantes pour avoir enfreint l'interdiction de l'abaya — <https://www.dailysabah.com/world/islamophobia/france-schools-bar-over-60-female-students-for-flouting-abaya-ban>, extrait le 15.09.2023

39 Voir : alarabiya news' entry, in: La France interdit aux athlètes de porter le hijab aux Jeux olympiques de Paris — <https://english.alarabiya.net/News/world/2023/09/26/France-bans-athletes-from-wearing-hijab-at-Paris-Olympic-games-sparking-outcry>, extrait le 30.09.2023

40 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Le gouvernement français dissout le parti catholique d'extrême droite Civitas <https://www.aa.com.tr/en/europe/french->

[government-dissolves-far-right-catholic-party-civitas/3008065](https://www.reuters.com/world/europe/france-end-contract-with-biggest-muslim-high-school-amid-fears-wider-crackdown-2023-12-11/), extrait le 20.10.2023

41 Voir : reuters news' entry, in: La France met fin au contrat avec le plus grand lycée musulman, craignant une plus grande répression — <https://www.reuters.com/world/europe/france-end-contract-with-biggest-muslim-high-school-amid-fears-wider-crackdown-2023-12-11/>, extrait le 20.12.2023

42 Voir : maroc-hebdo news' entry, in: Caricatures du prophète Mahomet : le numéro 1407 du magazine Marianne interdit au Maroc — <https://www.maroc-hebdo.press.ma/caricatures-prophete-mohammed-numero-1407-magazine-marianne-interdit-maroc>, extrait le 15.03.2024

43 Voir : My London News' entry, La police interroge un garçon musulman de 4 ans surpris par un enseignant en train de parler de Fortnite, in: <https://www.mylondon.news/news/zone-1-news/muslim-boy-4-overheard-teacher-23117970>, extrait le 20.02.2022

44 Voir : theguardian news' entry, in: Une grande école londonienne assignée devant la Haute Cour à propos de l'interdiction de la prière — <https://www.theguardian.com/uk-news/2024/jan/16/london-school-high-court-prayer-ban>, extrait le 25.01.2024

45 Voir : middleeastmonitor news' entry, in: La nouvelle définition britannique de l'« extrémisme » cible les musulmans dans un contexte de montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme — <https://www.middleeastmonitor.com/20240314-uk-new-extremism-definition-targets-muslims-amid-rise-in-islamophobia-and-anti-semitism/>, extrait le 20.03.2024

46 Voir : voanews News' entry “Un tribunal suédois confirme le rejet de l'interdiction de brûler le Coran”, in: <https://www.voanews.com/a/swedish-court-upholds-rejection-of-quran-burning-ban/7133954.html>, extrait le 15.06.2023

47 Voir : independent news' entry, in: Le port du foulard peut être interdit aux employés, selon la Cour de justice de l'UE — <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-court-headscarves-banned-hijab-b2454762.html>, extrait le 10.12.2023

48 Voir : dailysabah news' entry, in: La Cour européenne des droits de l'homme confirme l'interdiction de l'abattage halal en Belgique — <https://www.dailysabah.com/world/europe/eus-top-human-rights-court-upholds-belgiums-halal-slaughter-ban>, extrait le 15.02.2024

49 Voir : reuters news' entry, in: Les musulmans fuient le centre d'affaires indien à la suite d'affrontements religieux et d'agressions <https://www.reuters.com/world/india/muslims-flee-indian-business-hub-after-religious-clashes-attacks-2023-08-10/>, extrait le 15.08.2023

50 Voir : Maktoob Media News' entry “Pogrom de Delhi : 7 hommes accusés d'avoir tué un musulman sont libérés sous caution, invoquant « l'absence de preuves sérieuses », in: <https://maktoobmedia.com/india/delhi-pogrom-7-men-accused-of-killing-muslim-man-get-bail-citing-no-serious-evidence/>, extrait le 15.03.2023

51 Voir : article-14 news' entry, in: Plus de 100 maisons musulmanes, âgées de 50 à 60 ans, ont été rasées dans le cadre d'un projet ferroviaire à Mathura, dans l'État de Pennsylvanie, alors que les maisons hindoues sont restées intactes. — <https://article-14.com/post/over-100-muslim-homes-between-50-60-years-old-raised-for-rail-project-in-up-s-mathura-hindu-houses-intact-652ca50a1d43e>, extrait le 25.10.2023

52 Voir : reuters news' entry, in: L'État le plus peuplé d'Inde interdit certains produits certifiés halal — <https://www.reuters.com/world/india/indias-most-populous-state-bans-some-halal-certified-products-2023-11-20/>, extrait le 30.11.2023

53 Voir : Aljazeera news' entry, in: Le président indien Modi inaugure le temple de Ram construit sur le site de la mosquée démolie à Ayodhya — <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/22/indias-modi-opens-ram-temple-built-on-site-of-demolished-mosque-in-ayodhya>, Image Sources: https://feeds.abplive.com/onecms/images/uploaded-images/2024/01/21/3097c4d1b9d0f0a3e28af8cfcbe31221705814834748556_original.jpg?impolicy=abp_cdn&imwidth=720, and, <https://>

media.assettype.com/outlookindia/import/public/uploads/articles/2019/10/18/babri_masjid_demolition_.jpg?w=1080&auto=format%2Ccompress&fit=max , extrait le 28.01.2024

54 Voir : arabnews news' entry, in: Des vitrines musulmanes détruites à Mumbai à la suite d'affrontements religieux — <https://www.arabnews.com/node/2447971/world>, Image Source: <https://www.instagram.com/ttimagazinepk/p/C2jU7iOCKEJ/>, extrait le 30.01.2024

55 Voir : maktoobmedia news' entry, in: Un jeune musulman condamné à une peine de prison pour avoir fait l'azan dans une mosquée vieille de 250 ans dans l'État d'Uttar Pradesh — <https://maktoobmedia.com/india/muslim-youth-sent-to-jail-for-offering-azan-at-250-year-old-mosque-in-up/>, extrait le 15.01.2024

56 Voir : maktoobmedia news' entry, in: Un chauffeur de camion arrêté pour avoir offert le « namaz » sur le bord de la route au Gujarat — <https://maktoobmedia.com/india/muslim-youth-sent-to-jail-for-offering-azan-at-250-year-old-mosque-in-up/>, extrait le 15.01.2024

57 Voir : reuters news' entry, in: Des milliers d'enseignants indiens vont perdre leur emploi en raison de la fin du financement des écoles musulmanes — <https://www.reuters.com/world/india/indian-state-cuts-pay-some-teachers-muslim-religious-schools-2024-01-11/>, extrait le 20.01.2024

58 Voir : scroll news' entry, in: Un adolescent musulman défilé nu lors des célébrations du temple de Ram est envoyé en prison — <https://maktoobmedia.com/india/telangana-muslim-teen-paraded-naked-during-ram-temple-celebrations-sent-to-jail/>, extrait le 25.01.2024

59 Voir : thewire news' entry, in: La HC d'Allahabad se prononce en faveur de la poursuite des prières hindoues dans le sous-sol de la mosquée Gyanvapi — <https://thewire.in/law/allahabad-hc-rules-in-favour-of-continuation-of-hindu-prayers-at-gyanvapi-mosques-basement/>, extrait le 28.02.2024

60 Voir : newsclick news' entry, in: Delhi : une mosquée historique vieille de 600 ans à Mehrauli démolie sans préavis — <https://www.newsclick.in/delhi-historic-600-year-old-mosque-mehrauli-demolished-without-notice>, extrait le 05.02.2024

61 Voir : hindutvawatch news' entry, in: Des siècles d'histoire sont en jeu à Delhi : de Sunhri Bagh à Shahi Masjid, les bulldozers de la DDA ont peur — <https://hindutvawatch.org/centuries-old-history-on-the-line-in-delhi-sunehri-bagh-to-shahi-masjid-fear-dda-bulldozers-the-print/>, extrait le 20.02.2024

62 Voir : freepressjournal news' entry, in: Maharashtra : La tension monte dans la colonie de Laxtirth Vasahat à Kolhapur après la démolition d'une madrasa locale par une équipe de lutte contre les empiétements — <https://www.freepressjournal.in/mumbai/maharashtra-tension-rises-in-kolhapurs-laxtirth-vasahat-colony-after-anti-encroachment-team-demolishes-local-madrasa>, extrait le 05.02.2024

63 Voir : indiatimes news' entry, in: Six personnes tuées lors de violences à Haldwani ; l'administration déclare qu'il s'agit d'une « attaque planifiée ». — <https://economictimes.indiatimes.com/news/india/six-killed-in-haldwani-violence-admin-says-its-a-planned-attack/articleshow/107566912.cms>, Voir également : <https://scroll.in/article/1063962/how-uttarakhand-is-selectively-targeting-muslim-shrines>, extraits le 15.02.2024

64 Voir : sabrangindia news' entry, in: Un tribunal de l'UP attribue un terrain abritant un sanctuaire et un cimetière musulmans à des pétitionnaires qui affirment qu'il s'agit d'un site du Mahabharata. — <https://sabrangindia.in/up-court-awards-land-with-muslim-shrine-and-graveyard-to-petitioners-claiming-it-to-be-a-mahabharata-site/>, extrait le 20.02.2024

65 Voir : indiatomorrow news' entry, in: Le ministère des minorités ordonne la fermeture du MAEF, ce qui constitue un sérieux revers pour l'enseignement musulman — <https://indiatomorrow.net/2024/02/26/big-setback-to-muslim-education-as->

[minority-ministry-orders-closure-of-maef/](#), extrait le 20.02.2024

66 Voir : thehindu news' entry, in: Avant l'UCC, l'Assam décide d'abroger la loi sur les mariages musulmans — The <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/assam-cabinet-gives-nod-to-repeal-act-in-bid-to-end-child-marriage-among-muslims/article67881153.ece>, extrait le 25.02.2024

67 Voir : scroll news' entry, in: Le ministre de la culture de l'Assam déclare que les musulmans peuvent obtenir le statut de personnes indigènes s'ils retrouvent leur « identité originelle ». — https://scroll.in/latest/1063447/assam-cm-says-muslims-can-get-status-of-indigenous-persons-if-they-return-to-original-identity_/, extrait le 20.02.2024

68 Voir : indianexpress news' entry, in: Un dirigeant du Bajrang Dal de l'UP figure parmi les 4 personnes arrêtées pour avoir abattu des vaches afin d'impliquer faussement un musulman — <https://indianexpress.com/article/cities/delhi/up-bajrang-dal-leader-among-4-arrested-for-slaughtering-cows-to-falsely-implicate-a-muslim-man-9138701/>, extrait le 05.02.2024

69 Voir: indianexpress news' entry, in: Une pièce de théâtre scolaire, une erreur d'écriture et une fugue interconfessionnelle - derrière la suspension de trois enseignants musulmans pour des allégations de conversion au Rajasthan — <https://indianexpress.com/article/india/a-school-play-a-clerical-mistake-and-an-interfaith-elopement-behind-the-suspension-of-3-muslim-teachers-over-conversion-claims-in-rajasthan-9189076/>, extrait le 28.02.2024

70 Voir : indianexpress news' entry, in: Le projet de loi UCC de l'Uttarakhand cible l'identité musulmane et porte un coup à la diversité du pays : AIMPLB — <https://indianexpress.com/article/political-pulse/uttarakhand-ucc-bill-target-muslim-identity-country-diversity-aimplb-9146890>, extrait le 20.02.2024

71 Voir : independent news' entry, in: Un tribunal indien interdit de fait les écoles islamiques dans l'État le plus peuplé à l'approche d'élections majeures — <https://www.independent.co.uk/asia/india/madrasas-uttar-pradesh-modi-government-2024-elections-b2517525.html/>, extrait le 25.03.2024

72 Voir : indianexpress news' entry, in: La Cour suprême du Madhya Pradesh donne son feu vert à l'enquête de l'ASI sur le complexe du temple de Bhojshala et de la mosquée de Kamal Maula — <https://indianexpress.com/article/india/madhya-pradesh-hc-asi-survey-bhojshala-temple-kamal-maula-mosque-complex-9208176/>, extrait le 20.03.2024

73 Voir : aljazeera news' entry, in: Quelques semaines avant les élections, l'Inde met en œuvre une loi « anti-musulmane » sur la citoyenneté pour 2019 — <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/11/india-implements-anti-muslim-2019-citizenship-law-weeks-before-election/>, extrait le 15.03.2024

74 Voir : opindia news' entry, in: 86 commerçants musulmans sont priés de quitter la ville de Dharchula (Uttarakhand) après l'arrestation d'un barbier pour l'enlèvement de deux mineures hindoues. Les musulmans parlent de « fugue » et jouent les victimes. — <https://www.opindia.com/2024/03/muslim-traders-asked-to-leave-dharchula-uttarakhand-barber-arrested-abducting-hindu-minor-girls/>, extrait le 25.03.2024

75 Voir : siasat news' entry, in: Le chef du Muslim Personal Law Board de l'UP arrêté après ses remarques sur la répression des madrassas par le gouvernement de Yogi — <https://www.siasat.com/karnataka-hindu-classmates-protest-against-girl-wearing-hijab-2989346/>, extrait le 20.03.2024

76 Voir : APN news' entry, in: La Chine étend sa répression des mosquées à des régions situées en dehors du Xinjiang, selon Human Rights Watch <https://apnews.com/article/china-muslims-human-rights-watch-mosques-0f40384e264a874a210c08bf25b13d4d>, extrait le 30.11.2023

77 Voir : theguardian news' entry, in: Le parlement australien s'unit pour condamner les discours de haine, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie — <https://www>

theguardian.com/australia-news/2023/oct/16/australian-parliament-united-to-condemn-hate-speech-including-antisemitism-and-islamophobia, extrait le 25.10.2023

78 Voir : Anadolu Agency news' entry, in: Le haut diplomate australien déclare que tout le monde doit « s'unir contre l'islamophobie ».— <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/australias-top-diplomat-says-everyone-must-stand-together-against-islamophobia/3030830>, extrait le 31.10.2023

79 Voir : The Independent News' entry “Trump s'engage à interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis s'il est réélu”, in : <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/trump-election-muslim-travel-ban-b2328574.html> /, extrait le 30.04.2023

80 Voir : Rollingstone News' entry “Trump promet de rétablir une interdiction de voyager « beaucoup plus forte”, in: <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/trump-bring-back-travel-ban-vaccine-skepticism-1234789250/>, extrait le 20.07.2023

81 Voir : Anadolu Agency News' entry “Le parti de droite italien prépare un projet de loi visant à interdire les espaces de prière musulmans en dehors des mosquées”, in: <https://www.aa.com.tr/en/europe/italy-s-right-wing-party-prepares-draft-law-to-ban-muslim-prayer-spaces-outside-of-mosques/2920293> , extrait le 15.06.2023

82 Voir : Morocco World News' entry “La haine de l'extrême droite et le terrorisme visant les musulmans s'intensifient en France”, in: <https://www.morocoworldnews.com/2023/04/354836/far-right-hatred-terrorism-targeting-muslims-intensify-in-france>, extrait le 01.05.2023

83 Voir : the news News' entry “Le ministre de l'intérieur accusé de racisme et d'islamophobie à l'égard des Pakistanais”, in: <https://www.thenews.com.pk/print/1057254-uk-home-secretary-accused-of-racism-and-islamophobia-against-pakistanis>, extrait le 07.04.2023

84 Voir : Tellmamauk News' entry “Un terroriste d'extrême droite coupable d'avoir planifié un attentat dont il espérait qu'il déclencherait une « guerre raciale » en Grande-Bretagne”, in: <https://tellmamauk.org/far-right-terrorist-guilty-of-plotting-attack-he-hoped-would-start-race-war-in-britain/> , extrait le 01.06.2023

85 Voir : CNN News' entry “Les électeurs allemands élisent pour la première fois un candidat d'extrême droite, l'AfD, à la tête d'une circonscription.”, in: <https://www.cnn.com/2023/06/26/europe/afd-victory-germany-district-elections-intl/index.html> , extrait le 30.06.2023

86 Voir : Tribune News' entry “Un dirigeant indien propose des emplois aux hommes hindous qui « piègent les filles musulmanes ».”, in: <https://tribune.com.pk/story/2402423/indian-politician-offers-jobs-security-for-hindu-men-who-trap-muslim-girls>, extrait le 25.02.2023

87 Voir : ALT News' entry “Sans être inquiété par les plaintes, T Raja Singh continue d'appeler au meurtre des musulmans lors d'une série de rassemblements dans le Maharashtra.”, in: <https://www.altnews.in/unaffected-by-firs-t-raja-singh-continues-calling-for-killing-of-muslims-in-rally-after-rally-in-maharashtra/>, Image Source: <https://www.siasat.com/wp-content/uploads/2023/01/Untitled-design-2023-01-31T130050.851.png> extrait le 30.03.2023

88 Voir : SIASAT News' entry “Les musulmans comparés à des serpents, appel à l'Akhand Bharat lors du Digital Hindu Conclave”, in: <https://www.siasat.com/muslims-compared-to-snakes-call-for-akhand-bharat-at-digital-hindu-conclave-2556133/>, Image Source: <https://i0.wp.com/cjp.org.in/wp-content/uploads/2023/03/Kajal.jpg?fit=1020%2C534&ssl=1>, extrait le 31.03.2023

89 Voir : Maktoob Media News' entry “Un dirigeant du BJP qui a qualifié de « terroristes » des étudiantes musulmanes portant le hijab obtient un ticket d'Udupi”, in: <https://maktoobmedia.com/latest-news/bjp-leader-who-called-hijab-wearing-muslim-students-terrorists-gets-ticket-from-udupi/>, extrait le 25.04.2023

90 Voir : aljazeera News' entry "Hausse des rassemblements anti-musulmans depuis que le BJP a repris le Maharashtra en Inde", in: <https://www.aljazeera.com/news/2023/4/7/spike-in-anti-muslim-rallies-since-bjp-retook-indias-maharashtra>, extrait le 10.04.2023

91 Voir : CJP news entry "Autre manifestation de haine organisée par Sakal Hindu Samaj dans le Maharashtra, au cours de laquelle Bharatanand Saraswati prononce un discours de haine anti-musulman.", in: <https://cjp.org.in/another-hate-event-organised-by-sakal-hindu-samaj-in-maharashtra-where-bharatanand-saraswati-delivers-anti-muslim-hate-speech/>, extrait le 20.05.2023

92 Voir : scroll.in News' entry "Même une tragédie ferroviaire en Inde est imputée aux musulmans sur Internet.", in: <https://scroll.in/article/1050311/even-a-train-tragedy-in-india-is-being-blamed-on-muslims-online/>, extrait le 15.06.2023

93 Voir : aljazeera News' entry "Pourquoi les musulmans fuient-ils une petite ville de l'État indien de l'Uttarakhand ?", in: <https://www.aljazeera.com/news/2023/6/13/why-muslims-are-fleeing-a-small-town-in-indias-uttarakhand-state>, extrait le 20.06.2023

94 Voir : newsclick News' entry "Discours de haine anti-musulmans au célèbre stade de Delhi", in: <https://www.newsclick.in/anti-muslim-hate-speech-delhis-famous-stadium>, extrait le 20.07.2023

95 Voir : Montana Right Now News' entry, Un professeur d'UM sous le feu des critiques pour avoir tenu des propos racistes, in: https://www.montanarightnow.com/missoula/um-professor-under-fire-for-making-racist-remarks/article_adab6554-9b59-11ec-8312-6bf53f52b53b.html, extrait le 07.03.2022

96 Voir : freep news' entry, in: Le propriétaire d'un verger du Michigan présente ses excuses après avoir tenu des propos bigots à l'égard de clients musulmans <https://www.freep.com/story/news/local/michigan/2023/08/16/erie-orchards-owner-apologizes-after-bigoted-comments/70599135007>, extrait le 20.08.2023

97 Voir : freep news' entry, in: Le propriétaire d'un verger du Michigan présente ses excuses après avoir tenu des propos bigots à l'égard de clients musulmans <https://www.freep.com/story/news/local/michigan/2023/08/16/erie-orchards-owner-apologizes-after-bigoted-comments/70599135007>, extrait le 20.08.2023

98 Voir : freep news' entry, in: Le propriétaire d'un verger du Michigan présente ses excuses après avoir tenu des propos bigots à l'égard de clients musulmans <https://www.freep.com/story/news/local/michigan/2023/08/16/erie-orchards-owner-apologizes-after-bigoted-comments/70599135007>, extrait le 20.08.2023

99 Voir : freep news' entry, in: Le propriétaire d'un verger du Michigan présente ses excuses après avoir tenu des propos bigots à l'égard de clients musulmans <https://www.freep.com/story/news/local/michigan/2023/08/16/erie-orchards-owner-apologizes-after-bigoted-comments/70599135007>, extrait le 20.08.2023

100 Voir : nbc news' entry, in: Une musulmane affirme avoir été agressée verbalement et avoir reçu des crachats de la part d'un homme lors d'une agression présumée à Burlingame. — <https://www.nbcbayarea.com/news/local/alleged-attack-burlingame/3345930/>, extrait le 30.10.2023

101 Voir : cbs news' entry, in: Une école islamique de la région de Chicago ferme ses portes vendredi après avoir reçu une « lettre de haine ». — <https://www.cbsnews.com/chicago/news/islamic-school-threat>, extrait le 30.10.2023

102 Voir : NBC news' entry, in: Un ancien fonctionnaire de l'administration Obama enregistré en train de narguer un vendeur de nourriture à New York avec des propos islamophobes — <https://www.nbcnews.com/news/us-news/ex-obama-administration-official-recorded-taunting-nyc-food-vendor-isl-rcna126347/>, Image Source: <https://www.aljazeera.com/wp-content/uploads/2023/11/Screenshot-2023-11-22-at-14.21.20-1700662904.png?resize=730%2C410&quality=80>, extrait le 30.11.2023

103 Voir : CBS news' entry, in: La police enquête sur l'agression d'une musulmane dans une station-service de Minneapolis — <https://www.cbsnews.com/minnesota/news/>

[police-investigating-attack-of-muslim-woman-at-minneapolis-gas-station/](#), extrait le 15.11.2023

104 Voir : ksltv news' entry, in: Une musulmane raconte une agression ciblée qui pourrait être qualifiée de crime de haine <https://ksltv.com/599393/muslim-woman-recounts-targeted-assault-that-could-be-charged-as-hate-crime/>, extrait le 10.11.2023

105 Voir : l'article de texasobserver news, dans : Right-Wing Pastor Arrested for 'No-Islam' Graffiti in Downtown Brownsville— <https://www.texasobserver.org/right-wing-pastor-arrested-for-no-islam-graffiti-in-downtown-brownsville/>, consulté le 15.11.2023

106 Voir : l'article de the quint News « Tensions dans la société de Mumbai à cause d'une famille qui amène des chèvres pour l'Aïd », dans : <https://www.thequint.com/news/breaking-news/muslim-man-brings-goat-called-terrorist-hindus-chant-jai-shree-ram>, consulté le 05.07.2023

107 Voir : l'article de CNN news, dans : Scandale en Inde alors qu'un enseignant dit aux élèves de gifler un camarade de classe musulman — <https://edition.cnn.com/2023/08/28/india/india-muslim-student-slapped-teacher-video-intl-hnk/index.html>, consulté le 01.09.2023

108 Voir : l'article du Washington Post Newspaper « Le Twitter d'Elon Musk diffuse des discours de haine et du contenu extrémiste dans les pages « Pour vous » », dans : <https://www.washingtonpost.com/technology/2023/03/30/elon-musk-twitter-hate-speech/>, consulté le 01.04.2023

109 Voir : l'article de Daily Sabah news, dans : US city faces hate after Wall St. Journal 'Jihad Capital' op-ed— <https://www.dailysabah.com/world/americas/us-city-faces-hate-after-wall-st-journal-jihad-capital-op-ed>, consulté le 15.02.2024

110 6 Voir : l'article de CBC news, dans : Des graffitis haineux à Winnipeg témoignent de tendances inquiétantes, affirment des membres des communautés juive et musulmane <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/hate-graffiti-winnipeg-1.6937498>, consulté le 23.08.2023

111 Voir : article-14 news, dans : Un homme filmé en train de crier « Islamic f***** scumbags » à un musulman à Rossendale — <https://tellmamauk.org/man-filmed-shouting-islamic-f-scumbags-at-a-muslim-man-in-rossendale>, consulté le 18.10.2023

112 Voir : article de mylondon news, dans : Des graffitis islamophobes placardés partout sur un arrêt de bus du sud de Londres — <https://www.mylondon.news/news/south-london-news/islamophobic-graffiti-plastered-over-south-27919677>, consulté le 25.10.2023

113 Voir : l'article de l'Agence de presse Anadolu « Les graffitis islamophobes déclenchent une réaction violente de la part des Bosniaques », dans <https://www.aa.com.tr/en/europe/islamophobic-graffiti-trigger-backlash-from-bosnians/2806428/>, consulté le 10.02

114 Voir : l'article de Washington Post News, dans : « Il a diffusé en direct ses attaques contre les musulmans indiens. YouTube lui a décerné un prix »— <https://www.washingtonpost.com/world/2023/09/26/india-monu-manesar-viligante-social-media/>, consulté le 30.09.2023

115 Voir : l'entrée de Tribune News, Hijab not essential part of Islam, Karnataka says HC ,in : <https://www.tribuneindia.com/news/nation/hijab-not-essential-part-of-islam-karnataka-tells-hc-371073>, consulté le 25.02.2022

116 Voir : l'entrée de l'agence Anadolu News « Le groupe musulman CAIR a reçu 5 156

plaintes en 2022, soit une baisse de 23 % », dans : <https://www.aa.com.tr/en/americas/muslim-group-cair-received-5-156-complaints-in-2022-a-23-drop-report/2869688/>, consulté le 20.04.2023

117 Voir : Entrée d'Insider NJ News « Le rapport annuel 2023 sur les droits civiques du CAIR-NJ montre une augmentation de 46 % du nombre de cas », dans : <https://www.insidernj.com/press-release/cair-nj-2023-annual-civil-rights-report-shows-46-percent-increase-in-cases/>, consulté le 25.05.2023

118 Voir : Entrée de Bostonglobe News « Les incidents d'islamophobie augmentent dans les écoles publiques du Massachusetts, selon un rapport », dans : <https://www.bostonglobe.com/2023/05/07/metro/islamophobia-incidents-are-rising-massachusetts-public-schools-report-finds/>, consulté le 20.05.2023

119 Voir : l'article de l'agence Anadolu News « Report reveals 98% of names on FBI watch list are Muslim », dans : <https://www.aa.com.tr/en/americas/report-reveals-98-of-names-on-fbi-watchlist-are-muslim/2920884>, consulté le 20.06.2023

120 Voir : l'article de Truthout News, dans : Harassment of Palestinian Students and Staff Is Spreading in US Grade-schools — <https://truthout.org/articles/harassment-of-palestinian-students-and-staff-is-spreading-in-us-grade-schools/>, consulté le 10.11.2023

121 Voir : l'article de gwhatchet news, dans : Des étudiants palestiniens et musulmans appellent au soutien de l'université au milieu des rapports d'islamophobie — <https://gwhatchet.com/2023/11/06/muslim-palestinian-students-call-for-university-support-amid-reports-of-islamophobia/>, consulté le 12.11.2023

122 Voir : l'article de the Guardian news, dans : L'islamophobie et l'antisémitisme en hausse aux États-Unis au milieu de la guerre entre Israël et le Hamas <https://www.theguardian.com/us-news/2023/nov/10/us-islamophobia-antisemitism-hate-speech-israel-hamas-war-gaza/>, consulté le 15.11.2023

123 Voir : l'article d'euronews, dans : X ne parvient pas à modérer les discours de haine antisémites et islamophobes, selon un nouveau rapport — <https://www.euronews.com/next/2023/11/15/x-is-failing-to-moderate-antisemite-and-islamophobic-hate-speech-according-to-a-new-report>, consulté le 30.11.2023

124 Voir : l'entrée de cair news, dans : Le CAIR a reçu 2 171 plaintes « stupéfiantes » au cours des deux derniers mois, l'islamophobie et la haine anti-palestinienne « échappant à tout contrôle » — https://www.cair.com/press_releases/cair-received-staggering-2171-complaints-over-past-two-months-as-islamophobia-anti-palestinian-hate-spin-out-of-control/, consulté le 15.12.2023

125 Voir : l'entrée de forbes news, dans : Le PDG d'OpenAI, Sam Altman, déclare que ses collègues musulmans du secteur technologique « se sentent « Mal à l'aise » de parler des représailles — <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2024/01/05/openai-ceo-sam-altman-says-muslim-tech-colleagues-fear-retaliation-for-speaking-up/>, consulté le 10.01.2024

126 Voir : l'article de NBC Philadelphia news, dans : L'Université Temple fait l'objet d'une enquête pour discrimination présumée sur le campus — <https://www.nbcphiladelphia.com/news/local/temple-university-under-investigation-for-alleged-discrimination-on-campus-antisemitism-islamophobia/3748935/>, consulté le 25.01.2024

127 Voir : l'article de reckon news, dans : La discrimination dans l'éducation contre les étudiants musulmans a grimpé de 63 % depuis le 7 octobre — <https://www.>

recon.news/news/2024/01/education-discrimination-against-muslim-students-have-skyrocketed-63-since-oct-7.html, consulté le 05.02.2024

128 Voir : l'article de Catholic Review News « Les crimes haineux ciblant les religions sont en hausse au Canada », dans : <https://catholicreview.org/hate-crimes-targeting-religions-on-rise-in-canada-crimes-against-catholics-increase-260-percent/>, consulté le 05.04.2023

129 Voir : l'article de CBC news, dans : Le rapport du Sénat sur l'islamophobie indique qu'une action urgente est nécessaire pour inverser la tendance montante de la haine — <https://www.cbc.ca/news/politics/senate-report-islamophobia-study-1.7016123>, consulté le 12.11.2023

130 Voir : l'article de montreal gazette news, dans : Muslim groups report 'skyrocketing' number of islamophobic incidents across Canada— <https://montrealgazette.com/news/local-news/muslim-groups-report-skyrocketing-number-of-islamophobic-incidents-across-canada>, consulté le 25.11.2023

131 Voir : l'article de reuters news, dans : Toronto police says hate crimes spiked since start of Gaza conflict— <https://www.reuters.com/world/americas/toronto-police-say-hate-crimes-spiked-since-start-gaza-conflict-2023-11-23/>, consulté le 01.12.2023

132 Voir : l'article d'aljazeera news, dans : « Outraged » : Brazil Muslims face growing Islamophobia over Gaza war— <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/31/outraged-brazilian-muslims-face-growing-islamophobia-over-gaza-war>, consulté le 05.01.2024

133 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « La guerre en Ukraine a révélé l'attitude négative des Européens envers les réfugiés musulmans : Reportage », dans : <https://www.aa.com.tr/en/world/ukraine-war-exposed-negative-attitude-of-europeans-towards-muslim-refugees-report/2852398/>, Source de l'infographie : <https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/32982>, Rapport complet : <https://islamophobiareport.com/islamophobiareport-2022.pdf>, consulté le 25.03.2023

134 Voir : Entrée de Daily Sabah news, dans : Les attaques contre les mosquées ont augmenté à Chypre grecque : responsable de la RTCN — <https://www.dailysabah.com/politics/mosque-attacks-have-surged-in-greek-cyprus-trnc-official/news>, consulté le 01.09.2023

135 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « L'islamophobie pousse les professionnels musulmans français à chercher du travail à l'étranger : avis des experts », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/islamophobia-pushing-french-muslim-professionals-to-look-for-work-abroad-experts/2845033>, consulté le 20.03.2023

136 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « Fusillade d'adolescents en France : « Le racisme systémique, l'islamophobie, le permis de tuer sont en jeu » », dans : <https://www.aa.com.tr/en/world/french-teen-shooting-systemic-racism-islamophobia-license-to-kill-all-at-play-/2938312>, consulté le 15.07.2023

137 Voir : l'article du journal The Independent « Un rapport antiterroriste affirme à tort qu'il n'y a pas eu d'attaques d'extrême droite récentes au Royaume-Uni », dans : <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/prevent-terror-review-far-right-attacks-b2278941.html>, consulté le 15.02.2023

138 Voir : l'article d'Amnesty News « L'évaluation de Shawcross sur Prevent est 'profondément biaisée et n'a aucune légitimité' », dans : <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/uk-shawcross-review-prevent-deeply-prejudiced-and-has-no-legitimacy>, consulté le 15.02.2023

139 Voir : l'article du journal The Guardian « Le gouvernement « n'a pas réussi à répondre à la menace d'extrême droite au Royaume-Uni », selon une lettre ouverte », dans : <https://www.theguardian.com/politics/2023/feb/21/uk-far-right-threat-open-letter>, consulté le 25.02.2023

140 Voir : l'article de The Independent News « Près de la moitié des jeunes musulmans ont été confrontés à l'islamophobie, selon un sondage », dans : <https://www.independent.co.uk/news/uk/muslims-islamophobia-scotland-scottish-national-party->

[humza-yousaf-b2309969.html](#) /, consulté le 30.03.2023

141 Voir : l'article de Birmingham Mail News « L'islamophobie 'ignorée' alors qu'un universitaire appelle à une formation pour lutter contre la haine », dans : <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/islamophobia-ignored-bystanders-academic-calls-26433095>, consulté le 01.04.2023

142 Voir : tellmamauk News' entrée « L'enquête sur les crimes haineux dans les mosquées d'ITV News & Tell MAMA révèle l'ampleur du problème », dans : <https://tellmamauk.org/itv-news-tell-mama-mosque-hate-crime-survey-reveals-scale-of-problem/>, récupéré le 25.07.2023

143 Voir : l'entrée de The Independent News « Les cas de haine anti-musulmans « ont plus que doublé en une décennie », dans : <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/anti-muslim-hate-increase-uk-palestine-b2378556.html>, récupéré le 20.07.2023

144 Voir : l'entrée de tellmamauk News, dans : Les crimes haineux religieux en hausse de 9 % en Angleterre et au Pays de Galles, selon de nouvelles données — https://tellmamauk.org/religious-hate-crimes-up-9-across-england-and-wales-new-data-reveals/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 10.10.2023

145 Voir : l'entrée de Reuters News, dans : Les délits antisémites et islamophobes augmentent à Londres après les attaques israéliennes — https://www.reuters.com/world/uk/antisemitic-islamophobic-offences-soar-london-after-israel-attacks-2023-10-20/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 22.10.2023

146 Voir : l'entrée de MCB news, dans : Les musulmans pris pour cible : le MCB réagit aux statistiques alarmantes du ministère de l'Intérieur sur les crimes haineux contre les musulmans — <https://mcb.org.uk/muslims-targeted-mcb-reacts-to-alarming-home-office-stats-on-hate-crimes-against-muslims-england-and-wales>, récupéré le 10.10.2023

147 Voir : l'entrée de MCB news, dans : Rapport du CPG du Parlement écossais : L'Écosse a besoin de réformes urgentes de l'éducation pour combattre le fléau de l'islamophobie — <https://mcb.org.uk/cpg-report-scotland-needs-urgent-education-reforms-to-combat-scourge-of-islamophobia/>, Lire le rapport : https://mcb.org.uk/wp-content/uploads/2023/10/Scotlands_Islamophobia_2023_Update.pdf, récupéré le 15.11.2023

148 Voir : l'entrée de the Guardian news, dans : Des organisations caritatives signalent une hausse de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans les écoles en Angleterre — <https://www.theguardian.com/education/2023/nov/09/charities-report-rise-in-antisemitism-and-islamophobia-at-schools-in-england>, récupéré le 15.11.2023

149 Voir : l'article de tellmamauk news, dans : 515 cas anti-musulmans signalés à Tell MAMA entre le 7 et le 29 octobre — <https://tellmamauk.org/515-anti-muslim-cases-reported-to-tell-mama-between-oct-7-29>, consulté le 05.11.2023

150 Voir : l'article de sunnysidepost news, dans : Un nouveau rapport expose l'ampleur de la répression palestinienne dans les écoles et les lieux de travail au Royaume-Uni — <https://www.cage.ngo/articles/new-report-exposes-scale-of-palestine-repression-at-uk-schools-and-workplace/>, consulté le 05.01.2024

151 Voir : l'article de BBC news, dans : Racisme : les abus sont normalisés dans les écoles du Pays de Galles - reportage — <https://www.bbc.com/news/uk-wales-67546071>, consulté le 01.12.2023

152 Voir : l'article de the Guardian news, dans : Tell MAMA a enregistré 1 202 cas anti-musulmans en 55 jours — <https://tellmamauk.org/tell-mama-recorded-1202-anti-muslim-cases-in-55-days/> récupéré le 15.12.2023

153 Voir : l'article de middle east monitor news, dans : 235% rise in islamophobic attack in the UK — <https://www.middleeastmonitor.com/20240222-235-rise-in->

[islamophobic-attacks-in-the-uk/](#), récupéré le 25.02.2024

154 Voir : l'article d'Aljazeera News « Un rapport du gouvernement allemand met en évidence le racisme anti-musulman », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/german-government-report-highlights-anti-muslim-racism/2785393>, consulté le 01.02.2023

155 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « L'Allemagne signale une hausse des crimes d'extrême droite », dans : <https://www.thelocal.com/20230413/how-germany-wants-to-crack-down-on-online-hate-speech/>, consulté le 25.03.2023

156 Voir : Entrée de Morocco World News « Un rapport répertorie 35 actes violents visant des mosquées en Allemagne », dans : <https://www.moroccoworldnews.com/2023/05/355670/report-lists-35-violent-acts-targeting-mosques-in-germany>, consulté le 30.05.2023

157 Voir : Entrée d'ABC News « L'Allemagne 5,5 millions de musulmans sont souvent exposés au racisme structurel quotidien, selon un rapport », dans : <https://abcnews.go.com/International/wireStory/germanys-55-million-muslims-exposed-everyday-structural-racism-100481128>, consulté le 05.07.2023

158 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « Une étude révèle que près de 900 incidents anti-musulmans se sont produits en Allemagne l'année dernière », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/study-finds-nearly-900-anti-muslim-incidents-occurred-in-germany-last-year/2931836>, consulté le 05.07.2023

159 Voir : Entrée de 5pillarsuk News « Le parti islamophobe AfD en tête des sondages », dans : <https://5pillarsuk.com/2023/07/23/allemande-le-parti-islamophobe-de-l-afd-en-haut-dans-les-sondages/>, consulté le 20.07.2023

160 Voir : l'article de dailysabah news, dans : Plus de 250 crimes anti-musulmans enregistrés en Allemagne en 2023 — <https://www.dailysabah.com/world/europe/over-250-anti-muslim-crimes-recorded-in-germany-in-2023>, consulté le 01.09.2023

161 Voir : l'article de l'Agence Anadolu news, dans : Plus de 40 % des hommes musulmans en Allemagne signalent du racisme au quotidien : étude — <https://www.aa.com.tr/en/europe/over-40-of-muslim-men-in-germany-report-about-daily-racism-study/3046781>, consulté le 20.11.2023

162 Voir : article de l'Agence Anadolu, dans : L'islamophobie est un problème urgent en Allemagne, selon un expert — <https://www.aa.com.tr/en/analysis/islamophobia-is-an-urgent-problem-in-germany-expert-says/3063523>, consulté le 01.12.2023

163 Voir : article de RTL Today News « Un musulman sur six a subi une discrimination religieuse en 2021 », dans : <https://today.rtl.lu/news/luxembourg/a/2030230.html>, consulté le 30.02.2023

164 Voir : article de The Local News « Quatre musulmans norvégiens sur dix ont le sentiment de ne pas appartenir à ce groupe », dans : <https://www.thelocal.no/20230307/four-out-of-ten-norwegian-muslims-made-to-feel-they-do-not-belong>, récupéré le 15.03.2023

165 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « Les femmes qui portent le foulard sont davantage victimes de racisme anti-musulman que les hommes, selon un activiste », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/in-austria-women-wearing-headscarves-face-more-anti-muslim-racism-than-men-says-activist/2858284>, récupéré le 02.04.2023

166 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu News « L'Autriche a vu 1 300 attaques anti-musulmanes en 2022 », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/austria-saw-over-1-300-anti-muslim-attacks-in-2022/2903419>, consulté le 30.05.2023

167 Voir : entrée de trtworld News « Une étude révèle une discrimination raciste sur le marché immobilier autrichien », dans : <https://www.trtworld.com/discrimination/study-reveals-racist-discrimination-in-austrian-housing-market-13772259>, consulté le 01.07.2023

168 Voir : entrée de l'Agence Anadolu News, dans : La couverture des rassemblements

pro-Palestine par les médias autrichiens alimente l'islamophobie : les militants — <https://www.aa.com.tr/en/europe/austrian-medias-coverage-of-pro-palestine-rallies-fuels-islamophobia-activists/3047954>, consulté le 15.11.2023

169 Voir : Entrée d'Anadolu Agency News « Plus de 50 % des Suédois soutiennent l'interdiction de brûler le Coran », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/over-50-of-swedes-support-ban-on-quran-burning/2861756>, consulté le 07.04.2023

170 Voir : Entrée d'aljazeera News « La plupart des Suédois veulent interdire de brûler le Coran après un tollé mondial », dans : <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/6/most-swedes-want-ban-on-quran-burnings-after-global-outcry/>, consulté le 15.07.2023

171 Voir : l'article de dailysabah news, dans : De plus en plus de Suédois sont favorables à l'interdiction de brûler le Coran, car l'image du pays est endommagée — <https://www.dailysabah.com/world/europe/more-swedes-favor-ban-on-quran-burnings-as-countrys-image-damaged>, récupéré le 05.09.2023

172 Voir : l'article de l'agence Anadolu news, dans : Une mosquée de la capitale suédoise à nouveau ciblée par des islamophobes avec des graffitis menaçants — <https://www.aa.com.tr/en/europe/mosque-in-swedens-capital-again-targeted-by-islamophobes-with-threatening-graffiti/3145288>, récupéré le 28.02.2024

173 Voir : l'article d'indianexpress news, dans : Presque toutes les victimes du lynchage de la foule, de la « culture du bulldozer » sont des musulmans de Pasmanda, selon un rapport — <https://indianexpress.com/article/political-pulse/victims-mob-lynching-bulldozer-culture-pasmanda-muslims-report-9183561/>, consulté le 25.02.2024

174 Voir : l'article de muslimmirror news, dans : Les crimes haineux anti-musulmans demeurent sans relâche en 2024 — <https://muslimmirror.com/eng/anti-muslim-hate-crimes-remain-unabated-in-2024/>, consulté le 10.03.2024

175 Voir : l'article de news trail india news, dans : L'islamophobie s'est infiltrée dans les médias traditionnels indiens — <https://newstrailindia.com/inner.php?id=19662>, consulté le 30.01.2024

176 Voir : l'article de reuters news, dans : Les discours de haine anti-musulmans montent en flèche en Inde, selon un groupe de recherche — <https://www.reuters.com/world/india/anti-muslim-hate-speech-soars-india-research-group-says-2024-02-26/>, consulté le 28.02.2024

177 Voir : l'article d'Independent News, dans : Les États indiens démolissent des maisons musulmanes en guise de punition, selon un rapport d'Amnesty — <https://www.independent.co.uk/asia/india/india-muslim-houses-demolition-jcb-amnesty-report-b2492073.html>, consulté le 15.02.2024

178 Voir : l'article d'Independent News, dans : Le discours de haine antimusulman en Inde se concentre autour des élections, selon un rapport — <https://www.reuters.com/world/india/anti-muslim-hate-speech-india-concentrated-around-elections-report-finds-2023-09-25>, consulté le 30.09.2023

179 Voir : l'article de dailysabah news, dans : La haine anti-musulmane monte au Japon après les attaques d'Israël sur Gaza — <https://www.dailysabah.com/world/islamophobia/anti-muslim-hatred-surges-in-japan-after-israels-attacks-on-gaza>, consulté le 20.03.2024

180 Voir : l'article de Womens Agenda News « La plupart des victimes de l'islamophobie en Australie sont des femmes et les témoins ne montrent pas leur soutien », dans : <https://womensagenda.com.au/latest/most-victims-of-islamophobia-in-australia-are-women-and-bystanders-are-failing-to-show-support/>, consulté le 30.03.2023

181 Voir : l'article de splcenter News « Un groupe haineux anti-musulman connu pour sa formation biaisée des forces de l'ordre ferme ses portes », dans : <https://www.splcenter.org/hatewatch/2023/06/21/anti-muslim-hate-group-known-biased-law-enforcement-training-shuts-down>, consulté le 25.06.2023

182 Voir : l'article d'APN News, dans : Opinion piece about Detroit suburb is 'racist and Islamophobic,' Democrats say — <https://apnews.com/article/michigan-dearborn-wall-street-opinion-arab-fdc6b9f09e24d3f0f1235888b3280ddf/>, consulté le 20.02.2024

183 Voir : l'article de canindia News « Toronto launches new anti-islamophobia campaign », dans : <https://www.canindia.com/toronto-launches-anti-islamophobia-campaign/>, consulté le 15.07.2023

184 Voir : Reuters News Article « La Cour suprême française annule l'acquittement pour haine de Zemmour, son adversaire à la présidentielle », dans : <https://www.reuters.com/world/europe/top-french-court-annuls-presidential-challenger-zemmours-hate-acquittal-2023-02-21/>, consulté le 25.02.2023

185 Voir : Article de Time News « Pourquoi la victoire d'Humza Yousaf est « historique » pour l'Écosse », dans : <https://time.com/6266199/humza-yousaf-scotland-leadership-vote/>, consulté le 30.03.2023

186 Voir : Article de Iam Birmingham News « Un groupe communautaire condamne l'attaque « islamophobe » de Kings Heath après l'hospitalisation d'un musulman par des voyous violents », dans : <https://www.iambirmingham.co.uk/2023/03/30/community-group-condemns-islamophobic-kings-heath-attack-muslim-man-hospitalised-violent-thugs/>, consulté le 01.04.2023

187 Voir : l'article du Guardian News « Cinq conseillers conservateurs suspendus pour racisme présumé se présentant aux élections locales », dans : <https://www.theguardian.com/politics/2023/apr/30/tory-councillors-suspended-alleged-racism-standing-local-elections>, consulté le 05.05.2023

188 Voir : l'article de The Lincolnite News « Boston Councillor denied mayoral role after islamophobic accusations », dans : <https://thelincolnite.co.uk/2023/05/boston-councillor-denied-mayoral-role-after-islamophobic-accusations/>, consulté le 25.05.2023

189 Voir : l'article d'Independent News, dans : Braverman « attise les flammes de la haine » envers les musulmans au sujet de la marche, avertissent les députés de tous les partis — <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/suella-braverman-islamophobia-palestine-march-b2445209.html>, consulté le 25.11.2023

190 Voir : l'article d'aljazeera news, dans : Les conservateurs britanniques suspendent un député qui a déclaré que les « islamistes » contrôlent le maire de Londres — <https://www.aljazeera.com/news/2024/2/24/uk-conservatives-suspend-mp-who-said-islamists-control-londons-mayor/>, consulté le 25.02.2024

191 Voir : l'article de tellmamauk news, dans : Un suprémaciste blanc qui a distribué des autocollants racistes emprisonné pendant deux ans — <https://tellmamauk.org/pudsey-white-supremacist-who-distributed-racist-stickers-jailed-for-two-years/>, consulté le 05.03.2024

192 Voir : l'article de dailysabah news, dans : L'Allemagne envisage l'interdiction du parti d'extrême droite AfD — <https://www.dailysabah.com/world/europe/germany-mulls-prohibition-of-far-right-afd-party>, consulté le 10.03.2024

193 Voir : l'article de morocoworldnews news, dans : Un député allemand appelle à inclure des lois anti-islamophobie dans la Constitution du gouvernement — <https://www.morocoworldnews.com/2024/02/361020/german-mp-calls-to-include-anti-islamophobia-laws-into-governments-constitution>, consulté le 05.03.2024

194 Voir : l'article de religionnews news, dans : Le législateur néerlandais anti-islam Geert Wilders a retiré une proposition de 2018 visant à interdire les mosquées et le Coran — <https://religionnews.com/2024/01/10/dutch-anti-islam-lawmaker-geert-wilders-has-withdrawn-a-2018-proposal-to-ban-mosques-and-the-quran/>, consulté le 15.01.2024

195 Voir : l'article de dailysabah news, dans : Le politicien néerlandais d'extrême droite Wilders cède son siège de Premier ministre dans une impasse — <https://www.dailysabah.com/world/europe/far-right-dutch-politician-wilders-cedes-pm-seat>

[amid-deadlock](#), consulté le 15.03.2024

196 Voir : l'article de dailysabah News « Le Danemark interdit aux Paludan d'extrême droite d'assister à un festival politique », dans : <https://www.dailysabah.com/world/europe/denmark-bans-far-right-paludan-from-attending-political-festival>, consulté le 20.06.2023

197 Voir : l'article de Politico News, dans : Le parti danois anti-islam, anti-immigration et anti-impôts se dissout — <https://www.politico.eu/article/denmark-new-right-party-pernille-vermund-anti-islam-anti-immigration-anti-tax-party-dissolves/>, récupéré le 15.01.2024

198 Voir : l'article de The Wire News « YouTube empêche le justicier d'Hindutva Monu Manesar de monétiser sa chaîne, supprime 9 vidéos », dans : <https://thewire.in/tech/monu-manesar-youtube-account-lynching/>, récupéré le 05.03.2023

199 Voir : l'article de Newindianexpress News, dans : « Crimes haineux » : les minorités du Gujarat font face à des attaques ciblées ; rapport révèle 55 incidents en 2022 — <https://www.newindianexpress.com/nation/2024/Jan/26/hate-crime-minorities-in-gujarat-face-targeted-attacks-report-reveals-55-incidents-in-2022>, récupéré le 29.01.2024

200 Voir : l'entrée de thefederal news, dans : Le leader du BJP du Kerala, Padmanabhan, critique le parti pour sa position anti-musulmane, Hindutva, et plus encore — <https://thefederal.com/category/states/south/kerala/kerala-bjp-leader-padmanabhan-blasts-party-over-anti-muslim-stand-hindutva-more-114189>, récupéré le 25.03.2024

201 Voir : l'entrée de maktoobmedia news, dans : « La CAA ne sert qu'à légitimer l'islamophobie » : CM du Tamil Nadu Message de Staline à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie — <https://maktoobmedia.com/india/caa-only-serves-to-legitimise-islamophobia-tamil-nadu-cm-stalins-message-on-international-day-to-combat-islamophobia/>, consulté le 25.03.2024

202 Voir : l'article de siasat news, dans : NBDSA asks 3 news channel to remove videos targeting Muslims — <https://www.siasat.com/nbdsa-asks-3-news-channels-to-remove-videos-targeting-muslims-2985251/>, consulté le 10.03.2024

203 Voir : l'article de Fox5dc News « Whole Foods s'excuse auprès d'une femme de Silver Spring qui affirme avoir été victime de discrimination », dans : <https://www.fox5dc.com/news/whole-foods-apologizes-to-silver-spring-woman-who-says-she-was-discriminated-against>, consulté le 30.03.2023

204 Voir : l'article de Tapinto News « Fair Lawn Schools Add Eid to Holiday Calendar », dans : <https://www.tapinto.net/towns/fair-lawn-slash-glen-rock/sections/education/articles/fair-lawn-schools-add-eid-to-holiday-calendar-pull-easter-monday>, consulté le 01.03.2023

205 Voir : l'article de sahanjournal News « Le conseil municipal de Minneapolis adopte une ordonnance autorisant la diffusion publique de l'appel islamique à la prière cinq fois par jour », dans : <https://sahanjournal.com/culture-community/minneapolis-city-council-vote-ordinance-adhan-islamic-call-to-prayer/>, consulté le 20.04.2023

206 Voir : l'entrée d'Insider NJ News « CAIR-NJ salue la politique du Département des services correctionnels du New Jersey autorisant le port du voile religieux pour les photographies publiées publiquement », dans : <https://www.insidernj.com/press-release/cair-nj-welcomes-nj-dept-of-corrections-policy-allowing-religious-head-coverings-for-publicly-posted-photographs/>, récupéré le 25.04.2023

207 Voir : l'entrée de Religionnews News « La Maison Blanche nomme un nouvel agent de liaison pour la communauté musulmane », dans : <https://religionnews.com/2023/04/14/white-house-appoints-new-muslim-community-liaison/>, récupéré le 25.04.2023

208 Voir : l'entrée de pennlive News « Pour la première fois, un district scolaire du centre de la Pennsylvanie ajoutera une fête musulmane à son calendrier », dans : <https://www.pennlive.com/news/2023/04/for-the-first-time-a-central-pa-school->

[district-will-add-a-muslim-holiday-to-its-calendar.html](#) récupéré le 25.04.2023

209 Voir : l'entrée de lpm News « Le gouvernement métropolitain de Louisville offre des prêts aux petites entreprises conformes à la charia pour les musulmans résidents », dans : <https://www.lpm.org/news/2023-06-28/louisville-metro-government-offers-sharia-compliant-small-business-loans-for-muslim-residents/>, récupéré le 30.06.2023

210 Voir : l'entrée d'actualités d'omar.house.gov « Booker, Omar, Schakowsky réintroduisent le projet de loi sur la lutte contre l'islamophobie mondiale », dans : <https://omar.house.gov/media/press-releases/booker-omar-schakowsky-reintroduce-combating-global-islamophobia-bill/>, récupéré le 15.06.2023

211 Voir : l'entrée d'actualités de militarytimes « La Maison Blanche ordonne au Pentagone d'enquêter sur l'antisémitisme et l'islamophobie », dans : <https://www.militarytimes.com/flashpoints/extremism-disinformation/2023/06/01/white-house-orders-pentagon-to-probe-antisemitism-islamophobia/>, récupéré le 15.06.2023

212 Voir : l'entrée de CAIR News « CAIR salue la lettre du représentant Porter au président Biden exhortant à agir contre la liste secrète de noms musulmans du FBI », dans : https://www.cair.com/press_releases/cair-welcomes-rep-porters-letter-to-president-biden-urging-action-against-fbis-secret-list-of-muslim-names/, récupéré le 30.06.2023

213 Voir : l'entrée de moco360 News « Pas d'opt-out pour les livres d'histoires LGBTQ+ : le MCPS double sa politique », dans : <https://moco360.media/2023/06/30/no-opt-out-for-lgbtq-storybooks-mcps-doubles-down-on-policy/>, consulté le 01.07.2023

214 Voir : l'article de Guardian News « Le Conseil des droits de l'homme approuve une résolution sur la haine religieuse après l'autodafé du Coran », dans : <https://www.theguardian.com/world/2023/jul/12/un-rights-council-approves-resolution-religious-hatred-quran-burning-sweden/>, consulté le 20.07.2023

215 Voir : l'article de Corrections1 News, dans : La prison du Kentucky modifie sa politique vestimentaire religieuse après qu'une femme a été forcée de retirer son hijab <https://www.corrections1.com/corrections-policies/articles/ky-jail-changes-religious-clothing-policy-after-woman-was-forced-to-remove-her-hijab-50Vw3YSHWF4VHTi9/>, consulté le 20.08.2023

216 Voir : l'article d'abc7 news, dans : Une nouvelle loi californienne vise à protéger les pratiques religieuses des détenus dans les prisons — <https://abc7news.com/senate-bill-309-governor-gavin-newsom-religious-practices-in-prison-dave-cortese/13930606/>, consulté le 28.10.2023

217 Voir : l'article de cnn news, dans : La Maison Blanche annonce une stratégie nationale de lutte contre l'islamophobie — <https://edition.cnn.com/2023/11/01/politics/white-house-announces-national-strategy-to-combat-islamophobia/index.html>, consulté le 10.11.2023

218 Voir : l'article d'APN News, dans : Les gouverneurs demandent plus de fonds pour sécuriser les lieux de culte alors que les menaces envers les juifs et les musulmans augmentent <https://apnews.com/article/governors-letter-israel-hamas-war-hate-crimes-33c2502bc704ca8f85cf561d6eb481da>, consulté le 15.11.2023

219 Voir : l'article de bidunyahaber News, dans : Les écoles américaines offrent des repas halal aux élèves musulmans — <https://www.bidunyahaber.org/american-schools-offer-halal-meals-to-muslim-students/>, consulté le 01.11.2023

220 Voir : Article d'ABC7 news, dans : 90K settlement found after woman's hijab removed in Santa Clara Co. jail — <https://abc7news.com/santa-clara-county-jails-religious-head-coverings-hijab-settlement/14086907/>, récupéré le 01.12.2023

221 Voir : article d'edsources news, dans : UC promises \$7 million to address Islamophobia, antisemitism on campuses — <https://edsources.org/2023/uc-pledges-7-million-to-address-islamophobia-antisemitism-on-campuses/700780>, récupéré le 30.01.2024

222 Voir : article de thehill news, dans : Les législateurs dévoilent une législation bipartite pour lutter contre la discrimination sur les campus — <https://thehill.com/homenews/education/4403045-bipartisan-legislation-fight-campus-discrimination/>, récupéré le 15.01.2024

223 Voir : l'article de thehill news, dans : Le gouverneur de New York dévoile des mesures pour lutter contre la haine en ligne dans un contexte de montée de la rhétorique anti-musulmane et antisémite — <https://thehill.com/homenews/state-watch/4323150-new-york-hochul-fight-online-hate-anti-muslim-antisemite/>, récupéré le 15.01.2024

224 Voir : l'article de muslimnewsnet news, dans : CUNY Break Ground : Designates Eid al-Fitr, Eid al-Adha, as Official Holidays — <https://muslimnewsnet.com/news/cuny-breaks-ground-designates-eid-al-fitr-eid-al-adha-as-official-holidays>, récupéré le 25.02.2024

225 Voir : entrée de fredericknewspost news, dans : Les élèves du FCPS auront congé pour les deux vacances de l'Aïd au cours de l'année scolaire 25-26 — https://www.fredericknewspost.com/news/education/schools/public_k-12/fcps-students-will-have-off-for-both-eid-holidays-in-25-26-school-year/article_08e7b57a-3807-5781-a017-fcc683f650a5.html /, récupéré le 05.03.2024

226 Voir : entrée de ncadvertiser news, dans : West Haven scLes écoles célèbreront l'Aïd el-Fitr avec un jour de congé en 2024-2025 — <https://www.ncadvertiser.com/news/article/west-haven-schools-eid-al-fitr-holiday-18704967.php>, consulté le 10.03.2024

227 Voir : l'article de l'Agence Anadolu News « Un organisme de renseignement va lancer une enquête sur l'islamophobie dans l'agence fiscale », dans : <https://www.aa.com.tr/en/americas/canada-intelligence-body-to-launch-islamophobia-investigation-into-tax-agency/2845785>, consulté le 20.03.2023

228 Voir : l'article de Dailysabah News « Un conseil scolaire de district au Canada adopte un programme anti-islamophobie », dans : <https://www.dailysabah.com/world/americas/district-school-board-in-canada-adopts-anti-islamophobia-program> consulté le 30.04.2023

229 Voir : article de l'Agence Anadolu, dans : L'ONU adopte une résolution pour combattre l'islamophobie avec un soutien massif — <https://www.aa.com.tr/en/world/un-passes-resolution-to-combat-islamophobia-with-overwhelming-support/3165693>, consulté le 20.03.2024

230 Voir : article de scroll, dans : Des experts de l'ONU demandent au gouvernement indien de protéger les droits humains des minorités religieuses — <https://scroll.in/latest/1064914/un-experts-ask-indian-government-to-protect-human-rights-of-religious-minorities>, consulté le 20.03.2024

231 Voir : article du journal The Guardian « Le leader d'extrême droite dano-suédois s'est vu refuser l'entrée au Royaume-Uni pour brûler le Coran », dans : <https://www.theguardian.com/world/2023/mar/20/danish-swedish-far-right-leader-denied-entry-to-uk-to-burn-quran/>, consulté le 25.03.2023

232 Voir : l'entrée de BBC News « Oxford swears first Muslim woman lord mayor », dans : <https://www.bbc.com/news/uk-england-oxfordshire-65646618> , consulté le 25.05.2023

233 Voir : l'entrée de BBC News, dans : Nottingham teacher banni after sharing derogatory Muslim posts — <https://www.bbc.com/news/uk-england-nottinghamshire-67589323>, consulté le 10.12.2023

234 Voir : l'entrée de BBC News, dans : 117 millions de livres sterling pour protéger les mosquées et les écoles musulmanes du Royaume-Uni contre les attaques haineuses — Anglais : <https://www.bbc.com/news/uk-68529601/>, consulté le 15.03.2024

235 Voir : l'article de The Local News « Comment l'Allemagne veut réprimer les discours de haine en ligne », dans : <https://www.thelocal.com/20230413/how-germany-wants-to-crack-down-on-online-hate-speech/>, consulté le 20.04.2023

236 Voir : l'article de l'Agence Anadolu, dans : L'Allemagne a un problème d'islamophobie, admet le ministre de l'Intérieur — <https://www.aa.com.tr/en/europe/germany-has-islamophobia-problem-admits-interior-minister/3060813>, consulté le 30.11.2023

237 Voir : l'article de Stockholmcf News « La police de Stockholm continue de refuser les permis pour les brûlages de Corans », dans : <https://stockholmcf.org/stockholm-police-continue-to-deny-permits-for-quran-burning-events/>, consulté le 25.02.2023

238 Voir : l'article du Daily Sabah News « La Suède émet un mandat d'arrêt contre le politicien anti-islam Paludan », dans : <https://www.dailysabah.com/world/europe/sweden-issues-arrest-warrant-for-anti-islam-politician-paludan>, consulté le 15.05.2023

239 Voir : l'article de Reuters News, dans : La Suède n'expulsera pas l'homme à l'origine des récentes manifestations pour brûler le Coran malgré l'ordre d'expulsion — <https://www.reuters.com/world/europe/sweden-expel-man-behind-recent-koran-burning-demos-tv4-2023-10-26/>, consulté le 31.10.2023

240 Voir : l'article de Politico News, dans : Le Premier ministre danois : Interdire de brûler le Coran ne réduirait pas la liberté d'expression <https://www.politico.eu/article/danish-pm-banning-quran-burning-does-not-reduce-freedom-of-expression/>, consulté le 10.08.2023

241 Voir : entrée de english.alarabiya news, dans : Le parlement danois débat d'un projet de loi visant à interdire les brûlages du Coran — <https://english.alarabiya.net/News/world/2023/11/14/Denmark-parliament-debates-bill-to-ban-Quran-burnings->, consulté le 18.11.2023

242 Voir : entrée de BBC news, dans : Le Danemark passe une loi visant à interdire les brûlages du Coran — <https://www.bbc.com/news/world-europe-67651580>, consulté le 18.12.2023

243 Voir : entrée de l'agence de presse Anadolu « La Norvège retire l'autorisation de brûler le Coran après l'avertissement de la Turquie », dans : <https://www.aa.com.tr/en/europe/norway-withdraws-permission-for-quran-burning-after-turkiyes-warning/2804757>, consulté le 05.02.2023

244 Voir : Entrée d'Europa News « La Commission nomme un nouveau coordinateur pour la lutte contre la haine anti-musulmane », dans : <https://ec.europa.eu/newsroom/just/items/774811/en>, consulté le 01.02.2023

245 Voir : Entrée de Maktoobmedia News « Trois policiers de Delhi suspendus pour avoir agressé des fournisseurs de viande musulmans », dans : <https://maktoobmedia.com/india/three-delhi-police-officers-suspended-for-assaulting-muslim-meat-suppliers/>, consulté le 25.03.2023

246 Voir : Entrée de CAIR News « Le CAIR annonce le règlement d'une bataille juridique de 5 ans avec le Maryland « La prison accueille favorablement les améliorations apportées aux logements pour les musulmans incarcérés », dans : https://www.cair.com/press_releases/cair-announces-settlement-of-5-year-legal-battle-with-maryland-jail-welcomes-improved-accommodations-for-muslims-incarcerated/, consulté le 01.05.2023

247 Voir : l'entrée de Star Tribune News « Un homme recherché pour des incidents d'incendie criminel dans une mosquée de Minneapolis en détention, selon la police », dans : <https://www.startribune.com/man-sought-in-minneapolis-mosque-arson-incidents-in-custody-police-say/600271256/>, consulté le 05.05.2023

248 Voir : l'entrée d'AP News « Un vétéran de l'armée de l'Indiana condamné pour le meurtre d'un musulman par rage au volant », dans : <https://apnews.com/article/road-rage-fatal-shooting-muslim-man-indiana-8a76fe0adf4639c2df40fe3c6b1ba840>, récupéré le 25.05.2023

249 Voir : l'entrée de qcnews News « Deux suspects accusés d'avoir fait des appels menaçants au centre islamique de Charlotte : CMPD », dans : <https://www.qcnews.com>

[com/charlotte/two-suspects-charged-with-making-threatening-calls-to-charlotte-islamic-center/](https://www.wrtv.com/news/local-news/crime/man-pleads-guilty-to-vandalizing-bloomington-mosque/), récupéré le 15.06.2023

250 Voir : l'entrée de WR TV News, Un homme plaide coupable d'avoir vandalisé la mosquée de Bloomington, dans : <https://www.wrtv.com/news/local-news/crime/man-pleads-guilty-to-vandalizing-bloomington-mosque/>, récupéré le 12.03.2022

251 Voir : l'article de CNN News, dans : Un homme du Missouri condamné à près de 16 ans de prison pour avoir mis le feu qui a détruit le centre islamique en 2020 <https://edition.cnn.com/2023/08/05/us/missouri-man-sentenced-arson-islamic-center/index.html>, consulté le 10.08.2023

252 Voir : l'article de MetroTimes News, dans : Detroit règle un procès alléguant que des policiers islamophobes ont fausement arrêté 3 hommes musulmans — <https://www.metrotimes.com/news/detroit-settles-lawsuit-alleging-islamophobic-cops-falsely-arrest-3-muslim-men-34232932>, consulté le 30.09.2023

253 Voir : l'article de NewArab News, dans : De récents procès aux États-Unis mettent en évidence les préjugés anti-musulmans de la police — <https://www.newarab.com/news/recent-lawsuits-us-highlight-anti-muslim-police-bias>, consulté le 05.10.2023

254 Voir : l'entrée de justice.gov news, dans : Un homme du Texas plaide coupable de crimes haineux — <https://www.justice.gov/opa/pr/texas-man-pleads-guilty-hate-crime-charges/>, consulté le 20.10.2023

255 Voir : l'entrée de wxyz news, dans : Un homme de Farmington Hills accusé de menaces en ligne présumées contre des Palestiniens-Américains à Dearborn — <https://www.wxyz.com/news/farmington-hills-man-charged-for-alleged-online-threat-against-palestinian-americans-in-dearborn/>, consulté le 20.10.2023

256 Voir : l'entrée de sunnysidepost news, dans : Sunnyside, 76 ans Un résident accusé de crimes haineux pour des graffitis anti-musulmans dans un complexe de condos : DA — <https://sunnysidepost.com/76-year-old-sunnyside-resident-charged-hate-crimes-anti-muslim-graffiti-condo-complex-da/>, récupéré le 05.01.2024

257 Voir : l'entrée de lynnwoodtimes news, dans : Arrestation pour le meurtre du chauffeur de covoiturage Abdikadir Gedi Shariif — <https://lynnwoodtimes.com/2024/01/10/gedi-shariif-240110/>, récupéré le 15.01.2024

258 Voir : l'entrée de chicago.suntimes news, dans : Un ancien policier règle un procès pour discrimination liée à la foi musulmane contre un département de banlieue pour 475 000 \$ — <https://chicago.suntimes.com/news/2024/1/11/24035206/north-chicago-police-officer-islam-muslim-discrimination-religion-lawsuit-settlement-cair-workplace/>, récupéré le 05.02.2024

259 Voir : l'entrée de timesofindia news, dans : Deux musulmans du nord du Texas concluent un accord avec Mesa Airlines après un profilage racial présumé à bord d'un avion — <https://timesofindia.indiatimes.com/world/us/black-muslim-arab-american-teacher-put-on-leave-over-pro-palestine-email-signature/articleshow/105901230.cms>, récupéré le 15.01.2024

260 Voir : l'entrée de patch news, dans : Menaces antisémites et islamophobes proférées par téléphone par l'homme, selon le FBI — <https://patch.com/new-jersey/cinnaminson/man-made-antisemitetic-islamophobic-threats-phone-fbi-says>, consulté le 10.02.2024

261 Voir : l'entrée de fox35orlando news, dans : Un adolescent californien accusé d'avoir appelé pour menacer de fusillade de masse dans une mosquée de Floride — <https://www.fox35orlando.com/news/california-teen-accused-of-swatting-call-that-threatened-mass-shooting-at-florida-mosque>, consulté le 10.02.2024

262 Voir : l'entrée de cair news, dans : CAIR, CAIR-Georgia Secure \$95K Settlement in Jail Religious Accommodation Case — https://www.cair.com/press_releases/cair-cair-georgia-secure-95k-settlement-in-jail-religious-accommodation-case/, consulté le 10.02.2024

263 Voir : l'article de Thestar News, dans : Burlington man told following vandalism at Toronto Mosque— https://www.thestar.com/news/gta/burlington-man-charged-following-vandalism-at-toronto-mosque/article_ee448558-2f69-5893-a465-2f76e08ce483.html, consulté le 18.10.2023

264 Voir : l'article de Nytimes News, dans : Canada Convicts White Supremacist in Killing of Four Muslims— <https://www.nytimes.com/2023/11/16/world/canada/terrorism-muslim-attack-nathaniel-veltman.html>, consulté le 25.11.2023

265 Voir : l'article d'Aljazeera News, dans : Canadian white supremacist who killed Muslim family gets life sentence— <https://www.aljazeera.com/news/2024/2/22/canadian-white-supremacist-who-killed-muslim-family-gets-life-sentence/>, consulté le 01.03.2024

266 Voir : l'article de Tell Mama UK News « Man to appear in court over claimed threatening to kill outside Newcastle Mosque », dans : <https://tellmamauk.org/man-to-appear-in-court-over-alleged-threats-to-kill-outside-newcastle-mosque/>, consulté le 27.02.2023

267 Voir : l'article de Morocco World News « UK Charges Man With 2 Counts of Attempted Murder for Attacking Muslim Men », dans : <https://www.moroccoworldnews.com/2023/03/354637/uk-charges-man-with-2-counts-of-attempted-murder-for-attacking-muslim-men/>, consulté le 27.03.2023

268 Voir : l'article de Tell Mama UK News « Un adolescent néo-nazi coupable d'avoir planifié des attaques terroristes contre des mosquées dans le Yorkshire de l'Ouest », dans : <https://tellmamauk.org/neo-nazi-teen-guilty-of-plotting-terror-attacks-on-mosques-in-west-yorkshire/>, consulté le 01.04.2023

269 Voir : l'entrée de Tell Mama UK News « 28 ans de prison pour un raciste qui a tenté de tuer un garde de sécurité musulman dans l'Essex », dans : <https://tellmamauk.org/28-year-prison-sentence-for-racist-who-tried-to-kill-muslim-security-guard-in-essex/>, consulté le 01.05.2023

270 Voir : l'entrée de birminghammail News « 'Un nazi fanatique fabriquait une arme extrêmement mortelle au cas où la société s'effondrerait' », dans : <https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/fanatical-nazi-ben-styles-trying-27187207>, consulté le 20.06.2023

271 Voir : l'entrée de tellmamauk News « Femme coupable d'avoir agressé un chauffeur de taxi et d'avoir crié « Retournez au Pakistan » », dans : <https://tellmamauk.org/woman-guilty-of-assaulting-taxi-driver-and-shouting-go-back-to-pakistan/>, consulté le 20.07.2023

272 Voir : l'article de Yahoo News, dans : Un « raciste » emprisonné pour avoir abusé de musulmans dans une mosquée, notamment pour avoir menacé de « trancher la gorge » d'un garçon de cinq ans <https://uk.news.yahoo.com/racist-jailed-for-abusing-muslims-at-mosque-inclusive-threatening-to-slit-throat-of-five-year-old-boy-155312827.html>, consulté le 20.08.2023

273 Voir : l'article de tellmamauk News, dans : Un néo-nazi, coupable d'infractions terroristes et qui avait une vidéo de l'attaque terroriste de Christchurch, emprisonné pendant six ans — https://tellmamauk.org/neo-nazi-18-guilty-of-terror-offences-and-who-had-christchurch-terror-attack-video-jailed-for-six-years/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 17.09.2023

274 Voir : l'entrée de Yahoo News, dans : Un homme traite un chauffeur de bus de « terroriste » et de « Hamas » tout en criant des insultes racistes — <https://uk.news.yahoo.com/man-calls-bus-driver-terrorist-220618161.html>, récupéré le 05.11.2023

275 Voir : l'entrée de BBC News, dans : Joe Metcalfe emprisonné pour avoir planifié une attaque terroriste contre une mosquée habillé en politiquement correct — <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-67383055>, récupéré le 20.11.2023

276 Voir : Article de Tell Mamauk News, dans : Un néo-nazi emprisonné pour des délits terroristes a salué le meurtre de Jo Cox et a partagé une vidéo de l'attaque

terroriste de Christchurch — <https://tellmamauk.org/neo-nazi-jailed-for-terror-offences-praised-the-murder-of-jo-cox-shared-christchurch-terror-attack-video/>, récupéré le 20.02.2024

277 Voir : Article de Tell Mama UK News « Un terroriste et pédophile néo-nazi britannique emprisonné en Irlande pour un complot contre une mosquée », dans : <https://tellmamauk.org/british-neo-nazi-terrorist-and-paedophile-jailed-in-ireland-over-mosque-plot/>, récupéré le 10.04.2023

278 Voir : Article de Barrons News « Un Néerlandais comparaitra devant le tribunal pour protester contre le Coran », dans : <https://www.barrons.com/news/dutch-man-to-appear-in-court-over-koran-protest-914219e2/>, consulté le 10.07.2023

279 Voir : l'article d'Aljazeera News « L'Autriche abandonne de fausses accusations de « terrorisme » contre un universitaire musulman », dans : <https://www.aljazeera.com/news/2023/1/11/austria-drops-bogus-terrorism-charges-against-muslim-academic>, consulté le 01.02.2023

280 Voir : l'article de dailysabah news, dans : Un homme condamné à 3,5 ans de prison pour avoir brûlé le Coran en Tchétchénie en Russie — <https://www.dailysabah.com/world/europe/man-gets-35-years-in-prison-for-burning-quran-in-russias-chechnya>, consulté le 15.03.2024

281 Voir : Article du journal Independent « Un important radiodiffuseur indien condamné à une amende par le régulateur pour « contenu anti-musulman » », dans : <https://www.independent.co.uk/asia/india/news18-india-muslim-content-fine-b2291946.html>, récupéré le 01.03.2023

282 Voir : article d'indiatoday News « Un employé de la chaîne RSS du Karnataka a publié un dessin animé montrant des femmes musulmanes comme une « usine à bébés », arrêté », dans : <https://www.indiatoday.in/india/story/karnataka-rss-worker-posts-cartoon-showing-muslim-women-as-baby-making-factory-arrested-2387870-2023-06-02>, récupéré le 10.06.2023

283 Voir : article d'Aljazeera News « Dix personnes emprisonnées dans le Jharkhand en Inde pour le lynchage d'un musulman en 2019 », dans : <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/6/ten-jailed-in-indias-jharkhand-for-2019-lynching-of-muslim-man>, consulté le 20.07.2023

284 Voir : l'article d'APN News, dans : India court restores life prison sentences for 11 Hindu men who violated a Muslim woman in 2002 riots — <https://apnews.com/article/india-hindu-muslim-riots-rape-698e5114d6960d726d3242a006104f30>, consulté le 15.01.2024

285 Voir : l'article d'Inquirer News « Man arrested in vandalism of mosque in Northwest Philadelphia, police say », dans : <https://www.inquirer.com/news/northwest-philadelphia-mosque-vandalized-graffiti-arrest-20230227.html>, consulté le 28.02.2023

286 Voir : l'article d'ABC7 News « Man arrested in suspicion hate crime at Islamic Center of Southern California, police say », dans : <https://abc7.com/islamic-center-of-southern-california-hate-crime-los-angeles-arrest/13113000/>, consulté le 10.04.2023

287 Voir : l'article de CBC News « Waterloo woman guilty as police investigator claimed hate-motivated altercation at Kitchener DriveTest centre », dans : <https://www.cbc.ca/news/canada/kitchener-waterloo/waterloo-woman-arrested-hate-motivated-drivetest-1.6847448/>, consulté le 20.05.2023

288 Voir : article d'AP News « Un homme arrêté dans la dernière série d'actes de vandalisme contre une mosquée au Minnesota », dans : <https://apnews.com/article/mosque-arson-minnesota-arrest-13f354f3a0d304aa57680c9c56b0e861>, récupéré le 25.05.2023

289 Voir : nypost News' entrée, dans : Un délinquant sexuel a tenté de renverser des musulmans dans un parc, a menacé de « leur tirer dessus et de les bombarder » : les flics <https://nypost.com/2023/08/08/man-arrested-after-trying-to-run-over-muslim-residents-threatened-to-shoot-and-bomb-them/>, récupéré le 15.08.2023

290 Voir : entrée de CBS news, dans : NYPD : Un groupe agitant des drapeaux israéliens accusé d'avoir attaqué 3 hommes dans un possible crime de haine anti-palestinien à Brooklyn — <https://www.cbsnews.com/newyork/news/nypd-group-waving-israeli-flags-attacked-man-who-yelled-free-palestine/>, récupéré le 16.10.2023

291 Voir : entrée de nbcwashington news, dans : Le FBI enquête sur une menace de mort contre un employé palestinien de l'American University — <https://www.nbcwashington.com/news/local/fbi-investigates-death-threat-against-palestinian-employee-at-american-university/3455917/>, consulté le 01.11.2023

292 Voir : l'entrée de nbcphiladelphia news, dans : Penn, Lafayette, d'autres collèges font l'objet d'une enquête pour antisémitisme et islamophobie présumés — <https://www.nbcphiladelphia.com/news/local/penn-lafayette-other-colleges-under-investigation-for-alleged-antisemitism-and-islamophobia/3698937/>, consulté le 25.11.2023

293 Voir : l'entrée de ktvu news, dans : Un homme de Monterey arrêté pour suspicion de crime de haine anti-musulman — <https://www.ktvu.com/news/monterey-man-arrested-on-suspicion-of-anti-muslim-hate-crime>, consulté le 25.12.2023

294 Voir : l'article de thehill news, dans : L'agression au couteau d'un Américain d'origine palestinienne près de l'Université du Texas répond aux normes des crimes haineux, selon la police — <https://thehill.com/homenews/ap/ap-u-s-news/ap-stabbing-of-palestinian-american-near-the-university-of-texas-meets-hate-crime-standard-police-say/>, consulté le 10.02.2024

295 Voir : l'article du Daily Sabah News « Un homme accusé de crime haineux après avoir déchiré le Coran dans une mosquée de Toronto », dans : <https://www.dailysabah.com/world/islamophobia/man-faces-hate-crime-charges-after-tearing-quran-at-toronto-mosque>, consulté le 15.04.2023

296 Voir : l'article de CBC News, dans : Les victimes de l'attaque d'une mosquée secouées après des agressions motivées par la haine conduisent à l'arrestation d'un homme de Toronto — <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/man-arrested-islamophobic-attacks-1.7033113/>, consulté le 25.11.2023

297 Voir : l'article de tellmamauk News « La police confirme les arrestations après qu'une famille a été attaquée et a fait l'objet d'abus racistes dans le parc de Walsall », dans : <https://tellmamauk.org/police-confirm-arrests-after-family-attacked-and-faced-racist-abuse-in-walsall-park/>, consulté le 05.06.2023

298 Voir : l'article de BBC News, dans : L'incendie de la mosquée de Harlow fait l'objet d'arrestations pour incendie criminel <https://www.bbc.com/news/uk-england-essex-66451681>, consulté le 15.08.2023

299 Voir : l'article de BBC News, dans : Leeds CCTV appeal after man and woman with Palestinian flags abused — <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-67925099>, récupéré le 30.01.2024

300 Voir : l'article d'ABC News « Un justicier des vaches arrêté en Inde pour enlèvement et meurtre présumés de contrebandiers de vaches musulmans », dans : <https://www.abc.net.au/news/2023-02-18/cow-vigilante-arrested-for-murder/101994582/>, récupéré le 20.02.2023

301 Voir : l'article de moroccoworldnews, dans : Ramadan : le président américain et le Premier ministre canadien renouvellent leur engagement à lutter contre l'islamophobie — <https://www.moroccoworldnews.com/2024/03/361329/ramadan-us-president-canada-pm-renew-commitment-to-fighting-islamophobia>, consulté le 20.03.2024

302 198 Voir : Entrée de l'Agence Anadolu, dans : L'islam appartient au président allemand — <https://www.aa.com.tr/en/europe/islam-belongs-to-german-president/2993758>, consulté le 20.09.2023

303 Voir : Entrée de SIASAT News « Journée de l'islamophobie : le CM du Kerala appelle à lutter contre la haine et le sectarisme », dans : <https://www.siasat.com/islamophobia-day-kerala-cm-calls-for-fight-against-hatred-bigotry-2547618/>, consulté le 31.03.2023

304 Voir : Entrée de 6abc news, dans : La communauté interconfessionnelle se rassemble après le vandalisme d'une mosquée dans le comté de Montgomery — <https://6abc.com/khair-community-center-mosque-vandalism-hate-incident-montco-israel-hamas-war/14011954/>, consulté le 10.11.2023

305 Voir : l'article de BBC News « Le Yorkshire signe la charte des athlètes musulmans pour « démontrer son engagement envers l'équité, la diversité et l'inclusion » », dans : <https://www.bbc.com/sport/cricket/65844871> , consulté le 15.06.2023

306 Voir : Article de CBC news, in : Mosque attack victims shaken after hate-motivated assaults lead to Toronto man's arrest - Les victimes de l'attaque d'une mosquée sont ébranlées après que des agressions motivées par la haine ont conduit à l'arrestation d'un homme de Toronto / <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/man-arrested-islamophobic-attacks-1.7033113/>, extrait le 25.11.2023

307 Voir : Article de Tell Mama UK News, in “Police confirm arrests after family attacked and faced racist abuse in Walsall park”, La police confirme les arrestations après qu'une famille ait été attaquée et ait subi des insultes racistes dans un parc de Walsall / in <https://tellmamauk.org/police-confirm-arrests-after-family-attacked-and-faced-racist-abuse-in-walsall-park/>, extrait le 05.06.2023

308 Voir : Article de BBC News, in : Harlow mosque fire sees two teens arrested for arson - Deux adolescents arrêtés pour incendie criminel à la mosquée de Harlow / <https://www.bbc.com/news/uk-england-essex-66451681>, extrait le 15.08.2023

309 Voir Article de BBC news, in : Leeds CCTV appeal after man and woman with Palestinian flags abused - Appel à témoins à Leeds après qu'un homme et une femme portant des drapeaux palestiniens ont été violentés / <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-67925099>, extrait le 30.01.2024

310 Voir Article de ABC News “‘Cow vigilante’ arrested in India over alleged kidnap and murder of Muslim cow smugglers” - Un «justicier des vaches» arrêté en Inde pour l'enlèvement et le meurtre présumés de trafiquants de vaches musulmans in : <https://www.abc.net.au/news/2023-02-18/cow-vigilante-arrested-for-murder/101994582/>, extrait le 20.02.2023

311 Voir Article de Morocco World News, in : Ramadan: US President, Canada PM Renew Commitment To Fighting Islamophobia - Ramadan : Le Président américain et le Premier ministre canadien renouvellent leur engagement à lutter contre l'islamophobie, <https://www.morocoworldnews.com/2024/03/361329/ramadan-us-president-canada-pm-renew-commitment-to-fighting-islamophobia>, extrait le 20.03.2024

312 Voir Article de Anadolu Agency news, in : Islam belongs to German: President - Le Président : l'Islam appartient à l'Allemagne <https://www.aa.com.tr/en/europe/islam-belongs-to-german-president/2993758>, extrait le 20.09.2023

313 Voir Article de SIASAT News “Islamophobia Day: Kerala CM calls for fight against hatred, bigotry” - Journée de l'islamophobie : Le CM du Kerala appelle à la lutte contre la haine et le sectarisme, in : <https://www.siasat.com/islamophobia-day-kerala-cm-calls-for-fight-against-hatred-bigotry-2547618/>, extrait le 31.03.2023

314 Voir Article de 6abc News, in : Interfaith community comes together after mosque is vandalized in Montgomery County - La communauté interconfessionnelle s'unit après le vandalisme d'une mosquée dans le Comté de Montgomery, <https://6abc.com/khair-community-center-mosque-vandalism-hate-incident-montco-israel-hamas-war/14011954/>, extrait le 10.11.2023

315 Voir Article de BBC News “Yorkshire sign Muslim Athlete Charter to ‘demonstrate commitment to equity, diversity & inclusion’” - Le Yorkshire signe la Charte de l'athlète musulman pour «démontrer son engagement en faveur de l'équité, de la diversité et de l'inclusion» in : <https://www.bbc.com/sport/cricket/65844871> , extrait le 15.06.2023

316 Voir Article de CBC News, in : Imams, rabbis and other religious leaders in London unite against Islamophobia and anti-semitism - Imams, rabbins et autres chefs

religieux s'unissent à Londres contre l'islamophobie et l'antisémitisme <https://www.cbc.ca/news/canada/london/faith-leaders-london-ont-pen-letter-1.7024602>, extrait le 20.11.2023

317 Voir Article de CNN News, in : New York City mosques can now broadcast Muslim call to prayer on Friday afternoons without permit - Les mosquées de la ville de New York peuvent désormais diffuser l'appel à la prière du vendredi sans autorisation <https://edition.cnn.com/2023/08/29/us/new-york-city-mosques-broadcast-call-to-prayer-reaj/index.html>, extrait le 01.09.2023

318 Voir Article de The Guardian News, in : EU pledges €30m to protect mosques and synagogues amid hate crime rise - L'UE promet 30 millions d'euros pour protéger les mosquées et les synagogues face à l'augmentation des crimes de haine, in <https://www.theguardian.com/world/2023/dec/06/eu-pledges-30m-to-protect-mosques-and-synagogues-amid-hate-rise>, extrait le 15.12.2023

319 Voir Article de Middle East Monitor News “1st hijab-wearing judge join bench at US Court in New Jersey” - La première juge portant le hijab rejoint le tribunal américain du New Jersey, in : <https://www.middleeastmonitor.com/20230324-1st-hijab-wearing-judge-join-bench-at-us-court-in-new-jersey/>, extrait le 30.03.2023

320 Voir Article de CBS58 News, in : Milwaukee women charged with hate crime for attack on women in hijab at park - Des femmes de Milwaukee accusées de crime de haine après avoir agressé des femmes en hijab dans un parc, <https://www.cbs58.com/news/2-milwaukee-women-charged-with-hate-crime-for-attack-on-women-in-hijab-at-cathedral-square-park>, extrait le 05.08.2023

321 Voir Article de CNN News, in : UN slams France's decision to ban French athletes' hijabs at 2024 Olympics - L'ONU condamne la décision de la France d'interdire le port du hijab par les athlètes françaises aux Jeux olympiques de 2024, <https://edition.cnn.com/2023/09/26/europe/un-hijab-olympics-intl/index.html>, extrait le 30.09.2023

322 Voir Article de Stuff News, in : Muslim students report bullying starts at preschool, then it just gets worse - Des étudiants musulmans signalent que les brimades commencent à l'école maternelle et qu'elles ne font qu'empirer, <https://www.stuff.co.nz/pou-tiaki/132649229/muslim-students-report-bullying-starts-at-preschool-then-it-just-gets-worse>, extrait le 05.08.2023

323 Voir Article de BBC News “London mosques receive offensive letters in quake aftermath” - Des mosquées londoniennes reçoivent des lettres d'insultes au lendemain du tremblement de terre, in : <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-64662416>, extrait le 25.02.2023

324 Voir Article de Tell Mama UK News “Police investigating threatening graffiti daubed on Liverpool mosque” - La police enquête sur les graffitis menaçants affichés sur la mosquée de Liverpool, in : <https://tellmamauk.org/cctv-appeal-after-muslim-woman-assaulted-on-bus-in-ealing/>, extrait le 15.02.2023

325 Voir Article de Daily Sabah News “Bosnians slam vandals' attack on a mosque in northeast” - Des Bosniaques condamnent l'attaque d'une mosquée par des vandales dans le nord-est du pays, in : <https://www.dailysabah.com/world/europe/bosnians-slam-vandals-attack-on-a-mosque-in-northeast>, extrait le 01.02.2023

326 Voir Article de Tell Mama UK News “Police investigating vandalism of two Muslim gravestones in Lancaster” - La police enquête sur le vandalisme de deux pierres tombales musulmanes à Lancaster, in : <https://tellmamauk.org/police-investigating-vandalism-of-two-muslim-gravestones-in-lancaster/>, extrait le 15.03.2023

327 Voir Article de Maktoob Media News “110-year-old madrasa and library set ablaze by Hindutva mob during Ram Navami rally in Bihar” - Une madrasa et une bibliothèque vieilles de 110 ans incendiées par une foule hindutva lors d'un rassemblement de Ram Navami au Bihar in : <https://maktoobmedia.com/india/110-year-old-madrasa-and-library-set-ablaze-by-hindutva-mob-during-ram-navami-rally-in-bihar/>, extrait le 03.04.2023

328 Voir Article de Aljazeera News “Tensions high in West Bank after deadly Israeli settler rampage” - Vives tensions en Cisjordanie après le massacre meurtrier par un colon israélien in : <https://www.aljazeera.com/news/2023/2/27/unprecedented-israeli-settlers-wreak-havoc-on-occupied-nablus>, extrait le 01.03.2023

329 Voir Article de Korea Herald News “Suspected animal fat sprayed in front of mosque construction site in Daegu” - Des graisses animales pulvérisées devant le chantier de construction d'une mosquée à Daegu, in : <https://www.koreaherald.com/view.php?ud=20230309000661>, extrait le 20.03.2023

330 Voir Article de Star Tribune News “Minneapolis mosque reports arson; advocates call for investigation into possible bias crime” - Mosquée de Minneapolis signale un incendie criminel ; les défenseurs des droits de l'homme demandent une enquête sur un éventuel crime tendancieux in : <https://www.startribune.com/minneapolis-mosque-reports-arson-advocates-call-for-investigation-into-possible-bias-crime/600269754/>, extrait le 30.04.2023

331 Voir Article de Star Tribune News “Second Minneapolis mosque set afire in two days, public's help sought finding suspect” - Deuxième mosquée de Minneapolis incendiée en deux jours ; l'aide du public est sollicitée pour trouver le suspect, in : <https://www.startribune.com/second-minneapolis-mosque-fire-in-two-days-arson-investigation-opens/600270067/>, extrait le 30.04.2023

332 Voir Article de Patch News “Hate Crime Probe Called For After Vandal Defaces NJ School Sign Twice” - La police de Toronto enquête sur un crime de haine après qu'un vandale a dégradé à deux reprises l'enseigne d'une école du New Jersey in : <https://patch.com/new-jersey/wayne/hate-crime-probe-called-after-vandal-defaces-nj-school-sign>, Source de la photo: <https://twitter.com/Muslim/status/1648331548054401026> extrait le 15.04.2023

333 Voir Article de CBC News “Toronto police probe suspected hate crime after graffiti sprayed on mosque” - La police de Toronto enquête sur un crime de haine présumé après pulvérisation de graffitis sur une mosquée, in : <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/mosque-hate-motivated-graffiti-1.6797690/>, Source de la photo: <https://english.madhyamam.com/h-upload/2023/04/04/1958328-4.webp>, extrait le 01.04.2023

334 Voir Article de Tell Mama UK News “Woman avoids prison for mosque bomb hoax in Lancashire”, - Une femme évite la prison après un canular à la bombe dans une mosquée du Lancashire, in : <https://tellmamauk.org/woman-avoids-prison-for-mosque-bomb-hoax-in-lancashire/>, extrait le 15.04.2023

335 Voir Article de SEE News “Dozens of Jewish Settlers Storm Al-Aqsa Mosque” - Des dizaines de colons juifs prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa, in : <https://see.news/dozens-of-jewish-settlers-break-into-al-aqsa-mosque>, extrait le 05.04.2023

336 Voir Article de Aljazeera News “Israeli forces carry out violent raid at Al-Aqsa Mosque” - Les forces israéliennes effectuent un raid violent sur la mosquée Al-Aqsa, in : <https://www.aljazeera.com/gallery/2023/4/5/israeli-forces-carry-out-violent-raid-at-al-aqsa-mosque>, extrait le 15.04.2023

337 Voir Article de MPR News “Police, federal authorities probe St. Paul mosque fire” - La police et les autorités fédérales enquêtent sur l'incendie de la mosquée de Saint-Paul, in : <https://www.mprnews.org/story/2023/05/17/police-federal-authorities-probe-st-paul-mosque-fire>, extrait le 25.05.2023

338 Voir Article de KEZI News “Mosque vandalized in Corvallis, neighbors react” - Mosquée vandalisée à Corvallis, les voisins réagissent, in : https://www.kezi.com/news/mosque-vandalized-in-corrallis-neighbors-react/article_ec60cbb8-f12a-11ed-9ea4-376303ef37b3.html, extrait le 25.05.2023

339 Voir Article de CBS news entry “St. Paul mosque vandalized Friday morning; 5th mosque attack in Minnesota this year” - La mosquée de St. Paul vandalisée vendredi matin ; 5e attaque de mosquée dans le Minnesota cette année, in : <https://www.cbsnews.com/minnesota/news/st-paul-mosque-vandalized-friday-morning-5th-mosque-attack-in-minnesota-this-year/>, extrait le 20.05.2023

340 Voir Article de Daily Sabah News “Mosque in Germany receives threatening mail sent by neo-Nazis” - En Allemagne, une mosquée reçoit un courrier menaçant envoyé par des néo-nazis, in : <https://www.dailysabah.com/politics/eu-affairs/mosque-in-germany-receives-threatening-mail-sent-by-neo-nazis> , extrait le 29.05.2023

341 Voir Article de Daily Sabah News “Multiple anti-Muslim attacks reported near Canada’s Toronto” - Plusieurs attaques anti-musulmanes signalées près de Toronto au Canada, in : <https://www.dailysabah.com/world/americas/multiple-anti-muslim-attacks-reported-near-canadas-toronto> , extrait le 20.05.2023

342 Voir Article de TRT World News “Mosque vandalized by supporters of PKK terror group in Germany” - Mosquée vandalisée par des partisans du groupe terroriste PKK en Allemagne in : <https://www.trtworld.com/europe/mosque-vandalized-by-supporters-of-pkk-terror-group-in-germany-13345562>, extrait le 05.06.2023

343 Voir Article de Daily Sabah News “Mosque in Germany receives neo-Nazi hate mail” - Mosquée en Allemagne reçoit un courrier néonazi haineux, in : <https://www.dailysabah.com/turkiye/diaspora/turkish-mosque-in-germany-receives-neo-nazi-hate-mail>, extrait le 05.06.2023

344 Voir Article d'Anadolu Agency News “Mosque, Muslims’ houses face Islamophobic attacks in Bosnia” - Une mosquée et des maisons de Musulmans font l'objet d'attaques islamophobes en Bosnie, in : <https://www.aa.com.tr/en/europe/mosque-muslims-houses-face-islamophobic-attacks-in-bosnia/2922614> , extrait le 20.06.2023

345 Voir Article de Krqe News “Portales Islamic Center hit by vandals multiple times in a week” - Le Centre islamique de Portales attaqué plusieurs fois en une semaine par des vandales, in : <https://www.krqe.com/news/portales-islamic-center-hit-by-vandals-multiple-times-in-a-week/>, Source de la photo: <https://www.easternnewmexiconews.com/story/2023/07/02/news/portales-mosque-vandalized/175487.html> extrait le 30.06.2023

346 Voir Article de Daily Sabah News, in : Turkish Muslims in Germany anxious over threats to mosques - Les Musulmans turcs d'Allemagne s'inquiètent des menaces dont les mosquées font l'objet, <https://www.dailysabah.com/politics/eu-affairs/turkish-muslims-in-germany-anxious-over-threats-to-mosques>, extrait le 20.08.2023

347 Voir Article d'Anadolu Agency News, in : Bomb threat made during Friday prayers in US capital mosque - Menace de bombe pendant la prière du vendredi dans la mosquée de la capitale américaine, <https://www.aa.com.tr/en/americas/bomb-threat-made-during-friday-prayers-in-us-capital-mosque/2971433/>, extrait le 25.08.2023

348 Voir Article de Irish Times News, in : Nazi flags placed outside Belfast mosque in act of 'intimidation' - Des drapeaux nazis placés à l'extérieur de la mosquée de Belfast dans un acte d'intimidation, https://www.irishtimes.com/ireland/2023/08/23/nazi-flags-placed-outside-belfast-mosque-in-act-of-intimidation/?utm_source=pocket_reader , extrait le 25.08.2023

349 Voir Article de Saudi Gazette News, in : Mosque set on fire, cleric killed in communal clashes in India’s Haryana state - Mosquée incendiée et religieux tué lors d'affrontements communautaires dans l'État indien de l'Haryana, <https://saudigazette.com.sa/article/634636/World/Asia/Three-killed-and-dozens-injured-in-communal-clashes-in-Indias-Haryana-state/> Source de la photo: https://ichef.bbci.co.uk/news/976/cpsprodpb/0910/production/_130602320_whatsappimage2023-08-01at10.17.50am.jpg.webp, extrait le 05.08.2023

350 Voir Article de the Quint News, in : Haryana Violence: Hours After Peace Meet, Mosque Vandalised in Sohna By Mob - Violence dans l'Haryana : Quelques heures après une réunion de paix, une mosquée est vandalisée par la foule à Sohna, https://www.thequint.com/news/india/haryana-violence-hours-after-peace-meet-mosque-vandalised-in-sohna-by-mob?utm_source=pocket_saves#read-more, extrait le 07.08.2023

351 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Turkish cemetery in Western Thrace targeted by unidentified people - Cimetière turc en Thrace occidentale pris pour cible

par des personnes non identifiées, <https://www.aa.com.tr/en/europe/turkish-cemetery-in-western-thrace-targeted-by-unidentified-people/2982496>, extrait le 05.09.2023

352 Voir Article de Silive News, in : Urination at mosque; antisemitic mailing: Staten Island incidents spark concern - Urination à la mosquée ; courrier antisémite : Les incidents de Staten Island suscitent l'inquiétude, <https://www.silive.com/news/2023/09/urination-at-mosque-antisemitic-mailing-staten-island-incidents-spark-concern.html/>, extrait le 25.09.2023

353 Voir Article de Middle East Monitor News, in : Suspected arson attack severely damages mosque in south-eastern Sweden - Incendie criminel endommage gravement une mosquée dans le sud-est de la Suède, <https://www.middleeastmonitor.com/20230925-suspected-arson-attack-severely-damages-mosque-in-south-eastern-sweden>, extrait le 30.09.2023

354 Voir Article de Wcvb News, in : 'Nazis' spray-painted on sign for Palestinian Cultural Center in Boston - 'Nazis' peints à la bombe sur l'enseigne du Centre culturel palestinien de Boston, in <https://www.wcvb.com/article/nazis-spray-painted-on-palestinian-cultural-center-sign-boston/45502008>, extrait le 20.10.2023

355 Voir Article de Metro Philadelphia News, in : Community leaders call out anti-Muslim graffiti at South Philadelphia mosque - Les leaders communautaires dénoncent les graffitis anti-musulmans à la mosquée de Philadelphie Sud, <https://metrophiladelphia.com/anti-muslim-graffiti-south-philadelphia-mosque/>, extrait le 31.10.2023

356 Voir Article de 10news News, in : Islamic Center of San Diego reports vandalism, police investigating - Le Centre islamique de San Diego signale un acte de vandalisme, la police enquête, <https://www.10news.com/news/local-news/san-diego-news/islamic-center-of-san-diego-reports-vandalism-police-investigating/>, extrait le 20.10.2023

357 Voir Article de cp24 News, in : Man wanted after 'hate symbols' painted on east Toronto mosque - individu recherché après avoir peint des «symboles de haine» sur une mosquée à l'est de Toronto <https://www.cp24.com/news/man-wanted-after-hate-symbols-painted-on-east-toronto-mosque-1.6597314>, extrait le 18.10.2023

358 Voir Article de Tell Mama UK News, in : West London Islamic centre broken into, set on fire and destroyed in heart-breaking attack - Le centre islamique de l'ouest de Londres cambriolé, incendié et détruit lors d'une attaque révoltante, https://tellmamauk.org/religious-hate-crimes-up-9-across-england-and-wales-new-data-reveals/?utm_source=pocket_saves, extrait le 15.10.2023

359 Voir Article de BBC News, in : Pig's head left outside proposed site of mosque in Barnoldswick - Tête de porc laissée à l'extérieur du site proposé pour la mosquée de Barnoldswick, <https://www.bbc.com/news/uk-england-lancashire-67064762>, Source de la photo: <https://tellmamauk.org/wp-content/uploads/2023/10/Pigs-Head-6.jpg>, extrait le 15.10.2023

360 Voir Article de Getsurrey News, in : Arson attempt at Surrey Islamic centre as police ask for help to identify suspect Surrey Police want to identify the person in CCTV images - Tentative d'incendie criminel au centre islamique de Surrey : la police demande de l'aide pour identifier le suspect. La police de Surrey s'efforce d'identifier la personne sur les images de vidéosurveillance, <https://www.getsurrey.co.uk/news/surrey-news/arson-attempt-surrey-islamic-centre-27978262>, extrait le 29.10.2023

361 Voir Article de Daily Sabah News, in : A mosque in Germany vandalized with Star of David - Une mosquée en Allemagne vandalisée avec une étoile de David, <https://www.dailysabah.com/politics/turkish-run-mosque-in-germany-vandalized-with-star-of-david/news>, extrait le 20.10.2023

362 Voir Article de news.com.au News, in : SA police investigate alleged arson attacks on Adelaide mosques - La police sud-africaine enquête sur des incendies criminels présumés de mosquées à Adélaïde, <https://www.news.com.au/national/south-australia/sa-police-investigate-alleged-arson-attacks-on-adelaide-mosques/news-story/f2a3c7fd0a41d394efeabe7fe9c9db03>, extrait le 31.10.2023

363 Voir Article de Anadolu Agency News, in : 2 gasoline cans with 'Israel Defense Forces (IDF)' written on them were thrown at mosque - Deux bidons d'essence portant l'inscription «Israel Defense Forces (IDF)» jetés sur une mosquée, <https://www.aa.com.tr/en/europe/suspected-attack-on-oxford-central-mosque-in-uk-draws-condemnation/3037368>, extrait le 10.11.2023

364 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Racist threats sent to mosques in Germany - Des menaces racistes adressées à des mosquées en Allemagne, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/racist-threats-sent-to-mosques-in-germany/3038132>, extrait le 10.11.2023

365 Voir Article de The Cradle News, in : Dozens killed in latest Israeli bombing of Gaza Mosque Des dizaines de personnes tuées dans le dernier bombardement israélien sur la mosquée de Gaza, <https://thecradle.co/articles/dozens-killed-in-latest-israeli-bombing-of-gaza-mosque>, extrait le 25.11.2023

366 Voir Article de Anadolu Agency News, in : 59 mosques destroyed in Israeli airstrikes on Gaza since Oct. 7: Interior Ministry 59 mosquées détruites dans les frappes aériennes israéliennes sur Gaza depuis le 7 octobre : Ministère de l'Intérieur, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/59-mosques-destroyed-in-israeli-airstrikes-on-gaza-since-oct-7-interior-ministry/3047782>, extrait le 20.11.2023

367 Voir Article de Yahoo News, in : Maryland mosque evacuated due to bomb threat, CAIR calling for investigation - Une mosquée du Maryland évacuée suite à une alerte à la bombe, CAIR demande une enquête, <https://news.yahoo.com/maryland-mosque-evacuated-due-bomb-200224688.htm/>, extrait le 05.12.2023

368 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Muslim prayer room vandalized in France - Salle de prière musulmane vandalisée en France, <https://www.aa.com.tr/en/europe/muslim-prayer-room-vandalized-in-france/3077765>, extrait le 20.12.2023

369 Voir Article de CBS News, in : Vandalism at West Philadelphia mosque under investigation: police - Vandalisme à la mosquée de Philadelphie Ouest sous enquête policière, <https://www.cbsnews.com/philadelphia/news/4200-block-walnut-street-masjid-al-jamia-vandalism-mosque-west-philadelphia/>, extrait le 31.12.2023

370 Voir Article de Express News, in : One of UK's largest mosques in east London is suddenly evacuated after 'bomb threat' - L'une des plus grandes mosquées du Royaume-Uni à l'est de Londres évacuée soudainement après une «alerte à la bombe», <https://www.express.co.uk/news/uk/1843182/east-london-mosque-london-muslim-centre-bomb-threat/>, extrait le 15.12.2023

371 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Israel's Ben-Gvir shares video of soldiers performing Jewish rituals inside mosque in Jenin - Ben-Gvir partage une vidéo de soldats pratiquant des rituels juifs à l'intérieur de la mosquée de Jénine <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-s-ben-gvir-shares-video-of-soldiers-performing-jewish-rituals-inside-mosque-in-jenin/3082491>, extrait le 25.12.2023

372 Voir Article de Anadolu Agency News, in : 4 Palestinians injured as Israeli army fires at mosque in northern Jerusalem - 4 Palestiniens blessés par des tirs de l'armée israélienne contre une mosquée dans le nord de Jérusalem, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/4-palestinians-injured-as-israeli-army-fires-at-mosque-in-northern-jerusalem/3077170>, extrait le 20.12.2023

373 Voir Article de Middle East Monitor News, in : Israeli soldiers' film shocking video destroying Gaza mosque - Des soldats israéliens filment une vidéo choquante de la destruction d'une mosquée à Gaza, <https://www.middleeastmonitor.com/20240102-israeli-soldiers-film-shocking-video-destroying-gaza-mosque/>, Source de la vidéo: https://www.youtube.com/watch?v=if_Z2ZeqrN8 extrait le 25.12.2023

374 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Israeli settlers assault Palestinian worshippers at Ibrahimi Mosque in Hebron - Des colons israéliens agressent des fidèles palestiniens à la mosquée Ibrahimi à Hébron, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israeli-settlers-assault-palestinian-worshippers-at-ibrahimi-mosque-in-hebron/308639>, extrait le 25.12.2023

375 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Israeli police attack Palestinians to prevent them from Friday prayers at Al-Aqsa Mosque - La police israélienne attaque des Palestiniens pour les empêcher de participer à la prière du vendredi à la mosquée Al-Aqsa, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israeli-police-attack-palestinians-to-prevent-them-from-friday-prayers-at-al-aqsa-mosque/3089908>, extrait le 30.12.2023

376 Voir Article de Abna24 News, in : Mosque in France attacked by arsonist during prayers - Mosquée en France attaquée par un incendiaire pendant la prière, <https://en.abna24.com/story/1429481>, extrait le 20.01.2024

377 Voir Article de The National News, in : Prayer flag full of excrement thrown at Scottish mosque site in 'sinister' attack - Drapeau de prière plein d'excréments jeté sur le site d'une mosquée écossaise dans une attaque 'sinistre' <https://www.thenational.scot/news/24043597.muslim-flag-full-excrement-found-scottish-mosque-site/>, extrait le 15.01.2024

378 Voir Article de Siasat News, in : Right-wing mob tries to 'construct temple' on Waqf land in Nalgonda - Une foule d'extrême droite tente de 'construire un temple' sur un terrain du Waqf à Nalgonda, <https://www.siasat.com/right-wing-mob-tries-to-construct-temple-on-waqf-land-in-nalgonda-2961508/>, extrait le 25.01.2024

379 Voir Article de The Quint News, in : Ram Mandir Event: Mob Tries To Hoist Saffron Flags On Centuries Old Agra Mosque - Une foule tente de hisser des drapeaux safran sur la mosquée centenaire d'Agra, <https://www.thequint.com/news/crime/ram-mandir-event-mob-tries-to-hoist-saffron-flags-on-centuries-old-agra-mosque>, extrait le 28.01.2024

380 Voir Article de Middle East Monitor News, in : ISRAEL,MIDDLE EAST, NEWS, PALESTINE Israeli settlers hang donkey's head in Muslim cemetery in East Jerusalem - Des colons israéliens accrochent la tête d'un âne dans un cimetière musulman de Jérusalem-Est, <https://www.middleeastmonitor.com/20231227-israeli-settlers-hang-donkeys-head-in-muslim-cemetery-in-east-jerusalem/>, extrait le 05.01.2024

381 Voir Article de nbcnews News, in : Long Island attorney faces charges for incident at Islamic Center of Melville - Un avocat de Long Island est inculpé pour un incident au Centre islamique de Melville, <https://www.cbsnews.com/newyork/news/long-island-attorney-faces-charges-for-rant-at-islamic-center-of-melville/>, extrait le 25.02.2024

382 Voir Article de CBC News, in : Islamic Centre of Cambridge thankful for community support after hate-motivated graffiti left on building - Le Centre islamique de Cambridge est reconnaissant pour le soutien de la communauté après les graffitis haineux laissés sur le bâtiment, <https://www.cbc.ca/news/canada/kitchener-waterloo/islamic-centre-cambridge-graffiti-1.7116008/>, extrait le 20.02.2024

383 Voir Article de NBC news News, in : Man charged with urinating on Chatt. Islamic Center - Homme accusé d'avoir uriné sur le centre islamique de Chatt, <https://www.cbsnews.com/newyork/news/long-island-attorney-faces-charges-for-rant-at-islamic-center-of-melville/>, extrait le 05.03.2024

384 Voir Article de AP News "Lawsuit: Muslims praying at Missouri prison pepper-sprayed" - Poursuite judiciaire : Des Musulmans priant dans une prison du Missouri aspergés de gaz poivré, in : <https://apnews.com/article/muslim-pepper-spray-lawsuit-76f525a6071c9e2b9f21c1f2133d5cd4>, extrait le 05.03.2023

385 Voir Article de The Wire News "Two Muslim Men Found Charred to Death in Alleged Case of Cow Vigilantism" - Deux hommes musulmans retrouvés carbonisés à mort dans un cas présumé de violence contre les vaches, in : <https://thewire.in/communalism/haryana-two-muslim-men-found-charred-to-death-in-alleged-case-of-cow-vigilantism>, extrait le 25.02.2023

386 Voir Article de CBC News "Police investigate after man allegedly pulls knife on Muslim woman on Toronto subway" - La police enquête après qu'un homme ait prétendument tiré un couteau sur une femme musulmane dans le métro de Toronto, in : <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/suspected-hate-motivated-assault-muslim-woman-ttc-police-1.6780265>, extrait le 20.03.2023

387 Voir Article de NPR News “A New Jersey imam was stabbed during prayer, with the attacker subdued by congregants” - Un imam du New Jersey poignardé pendant la prière, l'agresseur maîtrisé par les fidèles, in : <https://www.npr.org/2023/04/10/1168956972/new-jersey-imam-stabbed-mosque-paterson-muslim-islam>, Source de la photo: https://uk.knews.media/wp-content/uploads/2023/04/SEC_151602248-1da8_1681243654-780x470.jpg, extrait le 10.04.2023

388 Voir Article de Montreal Gazette News “Montreal police seek man who allegedly assaulted three Muslim women” - Police de Montréal à la recherche d'un homme qui aurait agressé trois femmes musulmanes in : <https://montrealgazette.com/news/local-news/montreal-police-seek-man-who-allegedly-assaulted-three-muslim-women>, extrait le 15.05.2023

389 Voir Article de iam birmingham News “Thugs attack mosque worshipper on his way home in Birmingham’s Kings Heath suburb” - Des voyous attaquent un fidèle de la mosquée sur le chemin du retour dans la banlieue de Kings Heath à Birmingham, in : <https://www.iambirmingham.co.uk/2023/03/30/thugs-attack-mosque-worshipper-way-home-birminghams-kings-heath-suburb/>, extrait le 01.04.2023

390 Voir Article de iam birmingham News “Armed thugs attack and injure Muslim family enjoying picnic in Walsall park” - Des voyous armés attaquent et blessent une famille musulmane lors d'un pique-nique dans un parc de Walsall, in : <https://www.iambirmingham.co.uk/2023/05/31/armed-islamophobic-thugs-attack-injure-muslim-family-enjoying-picnic-walsall-park/>, extrait le 10.06.2023

391 Voir Article de Harrow online News “Reports of woman having her hijab ‘pulled off and stamped on’ in Watford” - Des rapports font état d'une femme dont le hijab a été ‘arraché et piétiné’ à Watford, in : <https://harrowonline.org/2023/05/31/reports-of-woman-having-her-hijab-pulled-off-and-stamped-on-in-watford/>, extrait le 01.06.2023

392 Voir Article de The Guardian newspaper entry “‘Shoot them’: Indian state police accused of murdering Muslims and Dalits” - ‘Tirez sur eux’ : la police d'État indienne accusée d'avoir assassiné des Musulmans et des Dalits, in : <https://www.theguardian.com/global-development/2022/feb/22/uttar-pradesh-elections-hindu-nationalist-yogi-adityanath-police-accused-unlawful-deaths-muslims-dalits>, extrait le 27.02.2022

393 Voir Article de Aljazeera News, in : Imam killed after Hindu mob attacks mosque in India’s Gurugram - Un imam tué après l'attaque d'une mosquée par une foule hindoue à Gurugram, en Inde, <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/1/imam-killed-after-hindu-mob-attacks-mosque-in-indias-gurugram>, extrait le 05.08.2023

394 Voir Article de RFA News, in : Xinjiang police detain ethnic Kazakh who sang Quranic recitations at Muslim wedding - La police du Xinjiang arrête un Kazakh de souche qui avait récité des versets du Coran lors d'un mariage musulman, <https://www.rfa.org/english/news/china/kazakh-detained-08252023153057.html> /, extrait le 01.08.2023

395 Voir Article de Sarajevo times News, in : The Imam of the Islamic Center of BiH in New York was brutally beaten - L'imam du Centre islamique de Bosnie-Herzégovine à New York brutalement battu, <https://sarajevotimes.com/the-imam-of-the-islamic-center-of-bih-in-new-york-was-brutally-beaten/>, extrait le 20.09.2023

396 Voir Article de Aljazeera News, in : Muslim couple killed in India over son’s relationship with Hindu girl - Un couple musulman tué en Inde à cause de la relation du fils avec une fille hindoue, <https://www.independent.co.uk/asia/india/muslim-couple-killed-sitapur-uttar-pradesh-india-b2396193.html>, extrait le 23.08.2023

397 Voir Article de India Today News, in : Disabled Muslim man eats prasad at Delhi temple, tied to pole, beaten to death - Un handicapé musulman mange le prasad au temple de Delhi, attaché à un poteau et battu à mort, <https://www.indiatoday.in/cities/delhi/story/muslim-disabled-man-lynched-eating-prasad-temple-delhi-sundar-nagari-area-mob-lynching-2441145-2023-09-27>, extrait le 30.09.2023

398 Voir Article de APN News, in : Muslim boy killed and woman wounded in Illinois

hate crime motivated by Israel-Hamas war, police said - Un garçon musulman tué et une femme blessée dans l'Illinois dans un crime de haine motivé par la guerre entre Israël et le Hamas, <https://apnews.com/article/muslim-boy-killed-chicago-landlord-will-county-5135dea218326d6e639a996564d9369e>, Source de la photos: <https://www.reuters.com/world/us/illinois-man-charged-with-hate-crime-fatal-stabbing-muslim-boy-2023-10-15/>, extrait le 20.10.2023

399 Voir Article de NBC New York News, in : Muslim teen girl called 'terrorist', attacked while riding subway to school: Police - Une adolescente musulmane traitée de 'terroriste' et agressée alors qu'elle se rendait à l'école en metro, <https://www.nbcnewyork.com/news/local/crime-and-courts/muslim-teen-girl-called-terrorist-attacked-while-riding-subway-to-school-police/4794415/>, extrait le 30.10.2023

400 Voir Article de Yahoo News, in : Lib Dem Hina Bokhari claims she received Islamophobic abuse during ward surgery - 'I won't let hatred win' - La libérale Hina Bokhari affirme avoir reçu des insultes islamophobes lors d'une intervention chirurgicale - 'Je ne laisserai pas la haine l'emporter', <https://uk.news.yahoo.com/lib-dem-hina-bokhari-claims-132317914.html>, extrait le 31.10.2023

401 Voir Article de Independent News, in : Muslim mother struck by concrete slab by hooded attacker in street - Une mère musulmane frappée par une dalle de béton par un agresseur cagoulé dans la rue, <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/dewsbury-muslim-woman-concrete-arrest-b2436105.html>, extrait le 05.10.2023

402 Voir Article de Sun-Sentinel News, in : Wilton Manors man accused of ripping off postal worker's hijab, punching her in hate crime - Un homme de Wilton Manors accusé d'avoir arraché le hijab d'une employée de la poste et de l'avoir frappée dans un crime haineux, <https://www.sun-sentinel.com/2023/11/07/wilton-manors-man-accused-of-ripping-off-postal-workers-hijab-punching-her-in-hate-crime/>, extrait le 15.11.2023

403 Voir Article de theguardian News, in : Muslim Stanford student hospitalized in suspected hate crime hit-and-run - Un étudiant musulman de Stanford hospitalisé dans un crime motivé par la haine, <https://www.theguardian.com/us-news/2023/nov/06/stanford-muslim-student-hit-run-hate-crime>, extrait le 10.11.2023

404 Voir Article de Komonews News, in : Muslim woman threatened on Washington public transit; advocates call for response - Une femme musulmane menacée dans les transports en commun de Washington ; les défenseurs réclament une réponse, <https://komonews.com/news/nation-world/muslim-woman-threatened-on-washington-public-transit-advocates-call-for-response-decapitation-violence-threats-israel-hamas-gaza-strip-palestine-washington-dc-civil-rights-advocacy>, extrait le 30.11.2023

405 Voir Article de CBC News, in : Toronto taxi driver speaks out after suspect asked if he was Muslim and doused him with foreign substance - Un chauffeur de taxi de Toronto raconte qu'un suspect lui a demandé s'il était musulman avant de l'asperger d'une substance étrangère, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/man-arrested-islamophobic-attacks-1.7033113/>, extrait le 25.11.2023

406 Voir Article de The Guardian News, in : Man selling 'Islamic goods' shot and wounded outside Rhode Island mosque- Un homme vendant des «produits islamiques» blessé par balle devant la mosquée de Rhode Island, <https://www.theguardian.com/us-news/2023/nov/17/man-shot-rhode-island-mosque-islamic-center>, extrait le 30.11.2023

407 Voir Article de NBC News, in : Muslim woman attacked in suspected hate crime on NYC subway, had Palestinian flag broken - Une musulmane victime d'un crime haineux dans le métro de New York voit son drapeau palestinien brisé, <https://www.nbcnews.com/news/asian-america/muslim-woman-attacked-suspected-hate-crime-nyc-subway-palestinian-flag-rcna126887>, extrait le 10.12.2023

408 Voir Article de CBS News, in : Fatal shooting of Imam Hassan Sharif outside Newark, N.J. mosque not believed to be bias or domestic terror-related incident, authorities say L'assassinat de l'imam Hassan Sharif à l'extérieur de la mosquée de

Newark, dans le New Jersey, n'est pas considéré comme un incident lié à des préjugés ou au terrorisme intérieur, selon les autorités, <https://www.cbsnews.com/news/newark-new-jersey-shooting-critical-injuries/>, extrait le 15.01.2024

409 Voir Article de Clarion India News, in : UP: Police Torture Muslim Youth in Badaun on Suspicion of Cow Slaughter - La police torture un jeune musulman à Badaun, soupçonné d'avoir tué des vaches, <https://clarionindia.net/up-muslim-youth-subjected-to-shocking-torture-amid-cow-slaughter-suspicion/>, extrait le 15.01.2024

410 Voir Article de Maktoob Media News, in : Muslim auto driver assaulted by Hindutva men over his Hindu passenger's 'mistake' - Un automobiliste musulman agressé par des hommes de l'Hindutva à cause de 'l'erreur' de son passager hindou, <https://maktoobmedia.com/india/ahmedabad-muslim-auto-driver-assaulted-by-hindutva-men-over-his-hindu-passengers-mistake/>, extrait le 20.01.2024

411 Voir Article de Scroll News, in : 'They saw a Muslim name and attacked': How Hindutva mobs ran amok in Mira Road ' - Ils ont vu un nom musulman et ont attaqué' ; Comment les foules de l'Hindutva se sont déchaînées à Mira Road, <https://scroll.in/article/1062772/they-saw-a-muslim-name-and-attacked-how-hindutva-mobs-ran-amok-on-mira-road>, extrait le 25.01.2024

412 Voir Article de Siasat News, in : UP ATS nabs man for selling Islamic books in Gonda, denies arrest - L'ATS retient un homme qui vendait des livres islamiques à Gonda mais nie son arrestation, <https://www.siasat.com/up-ats-nabs-man-for-selling-islamic-books-in-gonda-denies-arrest-2971716/>, extrait le 10.02.2024

413 Voir Article de Siasat News, in : 'Act of hatred': Delhi locals demand stricter action against cop who kicked namazis - 'Acte de haine' : Les habitants de Delhi demandent des mesures plus strictes contre le policier qui a donné un coup de pied à des namazis, <https://www.newslandry.com/2024/03/09/act-of-hatred-delhi-locals-demand-stricter-action-against-cop-who-kicked-namazis>. Source de la vidéo: <https://youtu.be/AAvJe2lH4vY>, extrait le 20.03.2024

414 Voir Article de Muslim Mirror News, in : Muslim man collecting donations for mosque assaulted in Noida - Un Musulman collectant des dons pour une mosquée est agressé à Noida, <https://muslimmirror.com/eng/muslim-man-collecting-donations-for-mosque-assaulted-in-noida/>, extrait le 25.03.2024

415 Voir Article de Anadolu Agency News "3 copies of Quran desecrated in Sweden" - 3 exemplaires du Coran profanés en Suède, in : <https://www.aa.com.tr/en/europe/3-copies-of-quran-desecrated-in-sweden/2803909/>, extrait le 10.02.2023

416 Voir Article de Islam Channel News "Another burning of the Quran provokes outrage across the Muslim world" - Un nouvel autodafé du Coran suscite l'indignation du monde musulman, in : <https://islamchannel.tv/blog-posts/another-burning-of-the-quran-provokes-outrage-across-the-muslim-world>, extrait le 05.04.2023

417 Voir Article de Yahoo News "Man sets fire to Koran pages outside Stockholm mosque" - Un homme met le feu à des pages du Coran devant la mosquée de Stockholm, in : <https://news.yahoo.com/sweden-police-grant-permit-koran-104236968.html>, Source de la photo: https://www.livemint.com/lm-img/img/2023/06/29/600x338/Eid_1687999712483_1687999712706.JPG, extrait le 29.06.2023

418 Voir Article de Haaretz News "Israeli Settlers Rip Up Quran, Vandalize West Bank Mosque During Rampage" - Des colons israéliens déchirent le Coran et vandalisent une mosquée de Cisjordanie lors d'un raid, in : <https://www.haaretz.com/israel-news/2023-06-22/ty-article/.premium/israeli-settlers-rip-up-quran-vandalize-west-bank-mosque-during-rampage/00000188-e430-d5fc-ab9d-ff78435a0000>, Source de la video: <https://twitter.com/i/status/1672145386062872577>, extrait le 25.06.2023

419 Voir Article de Daily Sabah News "Quran burnt, thrown from moving vehicle outside mosque in Germany" - Coran brûlé, jeté d'un véhicule en marche devant une mosquée en Allemagne, in : <https://www.dailysabah.com/world/europe/quran-burnt-thrown-from-moving-vehicle-outside-mosque-in-germany>, extrait le 20.07.2023

420 Voir Article de Anadolu Agency News “Quran, Iraqi flag desecrated in front of Iraqi Embassy in Sweden” - Le Coran et le drapeau irakien profanés devant l’ambassade d’Irak en Suède, in : <https://www.aa.com.tr/en/europe/quran-iraqi-flag-desecrated-in-front-of-iraqi-embassy-in-sweden/2950538>, Source de la photo: https://i.dailymail.co.uk/1s/2023/07/31/17/73799983-12356671-Protestor_Salwan_Momika_L_kicks_a_copy_of_the_Quran_during_his_d-a-5_1690822427176.jpg extrait le 25.07.2023

421 Voir Article de Daily Sabah News “Anti-Muslim group desecrates Quran, Iraqi flag in Denmark” - Un groupe anti-musulman profane le Coran et le drapeau irakien au Danemark, in : <https://www.dailysabah.com/world/europe/anti-muslim-group-desecrates-quran-iraqi-flag-in-denmark>, extrait le 25.07.2023

422 Voir Article de Aljazeera News “Two protesters burn Quran outside Iraqi embassy in Denmark” - Deux manifestants brûlent le Coran devant l’ambassade d’Irak au Danemark, in : <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/24/two-protesters-burn-quran-outside-iraqi-embassy-in-denmark>, extrait le 27.07.2023

423 Voir Article de Anadolu Agency News “Danish far-right Islamophobic group burns Quran again outside Türkiye, Egypt embassies” - Un groupe danois d’extrême droite islamophobe brûle à nouveau le Coran devant les ambassades de Turquie et d’Égypte., in : <https://www.aa.com.tr/en/europe/danish-far-right-islamophobic-group-burns-quran-again-outside-turkiye-egypt-embassies-/2954204>, extrait le 30.07.2023

424 Voir Article de Euronews News “Iraqi refugees set fire to Quran outside Swedish Parliament in Stockholm” - Des réfugiés irakiens mettent le feu au Coran devant le Parlement suédois à Stockholm, in : <https://www.euronews.com/2023/07/31/iraqi-refugees-set-fire-to-quran-outside-swedish-parliament-in-stockholm>, extrait le 31.07.2023

425 Voir Article de TRT World News “Danish far-right party leader burns copy of holy Quran in Sweden” - Le leader d’un parti d’extrême droite danois brûle une copie du Coran en Suède, in : <https://www.trtworld.com/europe/danish-far-right-party-leader-burns-copy-of-holy-quran-in-sweden-56378>, extrait le 20.04.2022

426 Voir Article de Arabnews News, in : Qur’an ripped up during far-right protest in Netherlands - Coran déchiré lors d’une protestation d’extrême droite aux Pays-Bas, <https://www.arabnews.com/node/2357601/world>, extrait le 25.08.2023

427 Voir Article de NST News, in : Danish ultranationalist group steps up attacks on Quran - Un groupe ultranationaliste danois multiplie les attaques contre le Coran, <https://www.nst.com.my/world/world/2023/08/940089/danish-ultranationalist-group-steps-attacks-quran>, extrait le 15.08.2023

428 Voir Article de aljazeera News, in : Copy of Quran desecrated outside Stockholm’s Royal Palace - Exemple du Coran profané devant le palais royal de Stockholm <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/14/copy-of-quran-desecrated-outside-stockholms-royal-palace>, extrait le 20.08.2023

429 Voir Article de Anadolu Agency News, in : Man desecrates Quran outside Turkish House in New York - Un homme profane le Coran devant la Turkish House à New York, <https://www.aa.com.tr/en/americas/man-desecrates-quran-outside-turkish-house-in-new-york/2987013>, extrait le 20.09.2023

430 Voir Article de Morocco World News, in : Dutch Extremist Tears Quran Copy in New Islamophobic Act in the Netherlands - Un extrémiste néerlandais déchire un exemplaire du Coran dans le cadre d’une nouvelle loi sur l’islamophobie aux Pays-Bas, <https://www.morocroworldnews.com/2023/09/357871/dutch-extremist-tears-quran-copy-in-new-islamophobic-act-in-the-netherlands>, extrait le 30.09.2023

431 Voir Article de Hindutvawatch News, in : Quran Burning By Student Sparked Concerns Over Rising Hindu Nationalism - L’autodafé du Coran par un étudiant suscite des inquiétudes quant à la montée du nationalisme hindou, <https://hindutvawatch.org/us-quran-burning-by-student-sparks-concerns-over-rising-hindu-nationalism-middle-east-eye/>, Source de la photo: <https://cdn.countercurrents.org/wp-content/uploads/2023/10/quran-burning.jpg>, extrait le 20.10.2023

432 Voir Article de Siasat News, in : Jharkhand: Burnt pages of Quran found near mosque; Hindus, Muslims condemn - Jharkhand : Des pages du Coran brûlées ont été retrouvées près d'une mosquée ; hindous et musulmans condamnent, <https://www.siasat.com/jharkhand-burnt-pages-of-quran-found-near-mosque-hindus-muslims-condemn-2953735/>, extrait le 15.01.2024

433 Voir Article de Sport bible News “College wrestler sparks outrage after attacking Islam during post-match interview” - Un lutteur universitaire suscite l'indignation après avoir attaqué l'Islam lors d'un entretien après le match, in : <https://www.sportbible.com/mma/college-wrestler-aaron-brooks-attacks-islam-during-interview-894095-20230320>, extrait le 25.03.2023

434 Voir Article de The Daily Mail newspaper entry “Top grammar school suspends teacher for using mug featuring image of the Prophet Muhammad” - Une grande école suspend un enseignant pour avoir utilisé une tasse à l'effigie du prophète Muhammad, in : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-10667917/Top-grammar-school-suspends-teacher-using-mug-featuring-image-Prophet-Muhammad.html>, extrait le 05.04.2022

435 Voir Article de Thereporteronline News “Worker at Montgomery County restaurant reportedly asked by another employee to remove hijab while working” - Une employée d'un restaurant du Comté de Montgomery invitée par une autre employée à retirer son hijab pendant son travail, in : <https://www.thereporteronline.com/2023/04/10/employee-at-glenside-restaurant-reportedly-asked-by-another-employee-to-remove-hijab-while-working-video/>, extrait le 10.04.2023

436 Voir Article de Globalnews News “Winnipeg’s Muslim community calls for investigation into Olive Garden stabbing of hijabi woman” - La communauté musulmane de Winnipeg réclame une enquête sur l'agression au couteau d'une femme portant le hijab à l'Olive Garden, in : <https://globalnews.ca/news/9839428/winnipeg-muslim-community-investigation-olive-garden-stabbing-hijabi-woman/>, extrait le 20.07.2023

437 Voir Article de Kentucky News “Muslim woman says she was forced to remove hijab when University of Kentucky police took her to Lexington jail” - Une femme musulmane affirme qu'elle a été forcée d'enlever son hijab lorsque la police de l'université du Kentucky l'a conduite à la prison de Lexington, in : <https://www.kentucky.com/news/local/counties/fayette-county/article277545983.html>, extrait le 30.07.2023

438 Voir Article de CNN News, in : Muslim employee working at Chipotle was subject to religious harassment over her hijab, federal suit says - Une employée musulmane travaillant chez Chipotle victime de harcèlement religieux à cause de son hijab, selon une plainte fédérale, <https://edition.cnn.com/2023/10/02/us/chipotle-religious-harassment-lawsuit/index.html>, extrait le 05.10.2023

439 Voir Article de Star Tribune News, in : Federal prison in Waseca faces lawsuit claiming Muslim woman forced to remove hijab for photo ID - La prison fédérale de Waseca fait l'objet d'une action en justice après avoir contraint une musulmane à retirer son hijab pour photo d'identité, <https://www.startribune.com/federal-prison-waseca-faces-lawsuit-muslim-woman-hijab-photo/600309875/>, extrait le 10.10.2023

440 Voir Article de CBC News, in : Winnipeg woman harassed with anti-Muslim slurs during school drop-off fears for her safety - Une femme de Winnipeg victime d'insultes anti-musulmanes pendant la dépose scolaire craint pour sa sécurité, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/woman-wonders-why-she-was-accosted-by-man-1.7018572>, extrait le 12.11.2023

441 Voir Article de CNN News, in : A Kentucky jail made a Muslim woman remove her hijab and televised her strip search in its lobby, lawsuit alleges - Une prison du Kentucky oblige une femme musulmane à retirer son hijab et procède à une fouille à nu télévisée dans son hall d'entrée, selon des allégations de la justice, <https://edition.cnn.com/2023/12/01/opinions/kentucky-jail-lawsuit-muslim-woman-hijab/index.html>, extrait le 10.12.2023

442 Voir Article de Cp24 News, in : Oshawa man charged for allegedly uttering death

threat toward woman wearing hijab in Toronto's east end - Un homme d'Oshawa accusé d'avoir proféré des menaces de mort à l'encontre d'une femme portant le hijab dans l'est de Toronto, <https://www.cp24.com/news/oshawa-man-charged-for-allegedly-uttering-death-threat-toward-woman-wearing-hijab-in-toronto-s-east-end-1.6679910/>, extrait le 10.12.2023

443 Voir Article de Fox6now News, in : India implements 'anti-Muslim' 2019 citizenship law weeks before election - L'Inde met en application la loi «antimusulmane» de 2019 sur la citoyenneté quelques semaines avant les élections, <https://www.fox6now.com/news/cathedral-square-park-hate-crime-attack-women-plead-guilty/>, extrait le 05.02.2024

444 Voir Article de NBC news News, in : Woman's hijab stolen at knifepoint near University of Washington in attack investigated as hate crime - Le hijab d'une femme volé sous la menace d'un couteau près de l'Université de Washington dans une attaque qui a fait l'objet d'une enquête pour crime de haine, <https://www.nbcnews.com/news/crime-courts/womans-hijab-stolen-knifepoint-university-washington-investigated-hate-rcna139251>, extrait le 25.02.2024

445 Voir Article de Siasat News, in : Karnataka: Hindu classmates protest against girl wearing 'hijab' - Karnataka : des camarades de classe hindous protestent contre le port du hijab par une jeune fille, <https://www.siasat.com/karnataka-hindu-classmates-protest-against-girl-wearing-hijab-2989346/>, extrait le 20.03.2024

Avec l'adoption du Programme d'action décennal en 2005 lors du 3e Sommet islamique extraordinaire à Makkah Al Moukarramah, Royaume d'Arabie saoudite, l'Organisation de la Coopération Islamique a adopté et résolu de poursuivre une vision de modération pour le monde musulman; elle a prescrit, dans le même élan, la création de l'Observatoire de l'islamophobie avec pour mission de surveiller et documenter toutes les formes et manifestations d'islamophobie, d'en faire rapport à tous les États membres et de coopérer sur ces dossiers avec les gouvernements et les ONG concernées.

Dans le cadre du mandat qui lui est confié, l'Observatoire de l'islamophobie surveille ainsi au jour le jour les manifestations et incidents islamophobes, en s'efforçant de décrypter les tendances et de cartographier l'évolution de la situation liée à l'islamophobie, qui sont présentés dans ce rapport à l'intention de tous les États membres et accompagnés des recommandations politiques jugées pertinentes pour faire face à cette problématique.



مَنْظَرُ التَّعَاوُنِ الْإِسْلَامِيِّ

ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE